

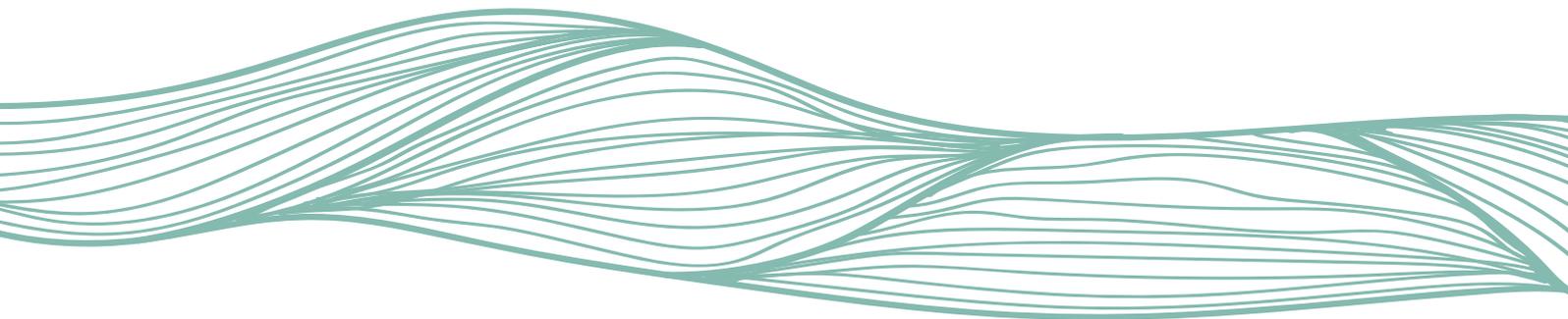


POURQUOI
**LA CULTURE EST
LA SOLUTION ?**

WHY
**CULTURE IS
THE SOLUTION ?**

État des lieux de la culture au Maroc, en Tunisie, en Égypte et au Liban
A diagnosis of the cultural sector in Morocco, Tunisia, Egypt and Lebanon





Cette publication est le résultat d'un travail d'un an, dans le cadre du projet MARSAD (Mediterranean Action and Research for Sustainability And Development), initié par l'association Racines, en partenariat avec : l'association "Notre culture d'abord" (Tunisie), "ElMadina for performing and digital arts" (Égypte) et "Me'zaf" (Liban).

This publication is the outcome of a one year of work, within the framework of the project MARSAD (Mediterranean Action and Research for Sustainability and Development). The project is initiated by Racines, in partnership with : "Notre Culture d'Abord" association (Tunisia), "ElMadina for performing and digital arts" (Egypt) and "Me'zaf" (Lebanon)

Implemented by:



In partnership with:



Funded by:



SouthMed CV partners:



This project is co-funded by the European Union within the framework of the regional programme MedCulture



The contents of this publication are the sole responsibility of Racines and can in no way be taken to reflect the views of the European Union.



Décembre / December, 2017

Sommaire

Contents

MAROC

Pourquoi la culture est la solution ?
Témoignages
Storytelling - Théâtre Aquarium

05

MOROCCO

Why culture is the solution?
Testimonies
Storytelling - Théâtre Aquarium

TUNISIE

Développements récents en Tunisie
Témoignages
Storytelling - La Fabrique

35

TUNISIA

Recent developments in Tunisia
Testimonies
Storytelling - La Fabrique

ÉGYPTE

L'état des lieux des politiques
culturelles en Égypte
Témoignages
Storytelling - Studio ElMadina

62

EGYPT

The status of cultural policies in
Egypt
Testimonies
Storytelling - ElMadina Studio

LIBAN

Politiques culturelles au Liban
Témoignages
Storytelling - Sauver un cinéma...

88

LEBANON

Cultural policies in Lebanon
Testimonies
Storytelling - Saving a cinema...

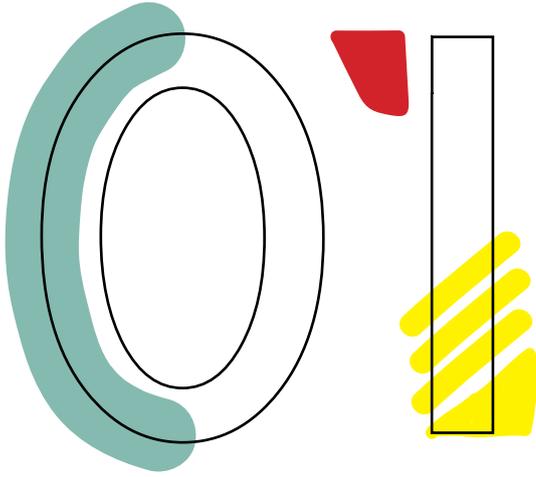


MAROC - MOROCCO

Pourquoi la culture est la solution ?	6	Why culture is the solution?	7
Témoignages	24	Testimonies	25
Storytelling - Aquarium, une singularité théâtrale féminine hors pair	26	Storytelling - Aquarium, an outstanding female theatrical singularity	27

Racines est une association à but non lucratif oeuvrant pour l'intégration de la culture dans les politiques publiques de développement humain, social et économique, au Maroc, en Afrique et dans la région Arabe.

Racines is a Moroccan non profit organization advocating for the integration of culture into public policies of human, social and economic development, in Morocco, Africa and the Arab region.



POURQUOI LA CULTURE EST LA SOLUTION ?

EL MEHDI AZDEM

INTRODUCTION

Situé au nord-ouest de l'Afrique, le Maroc est bordé de la mer Méditerranée au nord, de l'océan Atlantique à l'ouest, de l'Algérie à l'est et de la Mauritanie au sud. Le pays compte une population de 33 971 015 habitants pour une superficie de 710 850 km². Son régime politique est une monarchie constitutionnelle, dont les deux langues officielles sont, depuis 2011, l'Arabe et l'Amazigh, conformément à l'article 5 de la constitution du Maroc.

Depuis son indépendance en 1956, le Maroc a connu plusieurs progrès sur le plan économique, technologique et environnemental, mais aussi quelques échecs, au niveau de ses services publics, notamment pour l'éducation et la santé. Plusieurs chantiers et réformes ont été lancés pour le développement durable, mais demeurent insuffisants pour un pays qui peine à se hisser aux premiers rangs des différents classements, notamment parmi les pays africains et arabes.

Les rapports des organismes internationaux (ONU, UNESCO, FMI, etc.) démontrent clairement ses défaillances, et recommandent d'investir dans l'humain - l'enfance, la jeunesse, les femmes - , dans le monde rural et dans la culture comme outil de développement. D'autant plus que cette dernière en a toujours été le maillon faible et que cet investissement s'avère nécessaire pour faire société.

HISTORIQUE DES POLITIQUES CULTURELLES AU MAROC

L'histoire des politiques culturelles au Maroc a commencé avec le Dahir du 26 novembre 1912, portant sur la protection des arts et des monuments historiques. A cette époque, un service des antiquités des beaux-arts et des monuments historiques a été créé. Il était divisé en quatre parties : les monuments antiques antérieurs à l'Islam, les inscriptions historiques, les objets d'art et d'antiquité et les fouilles archéologiques. Huit ans plus tard, en 1920, ce service est complètement réorganisé et passe sous la tutelle de la direction de l'instruction publique. Il est alors divisé en trois sections : monuments historiques et palais impériaux, entretien des résidences, construction et aménagement des musées.

L'époque du protectorat français (1912-1956) a vu naître les premières infrastructures culturelles au Maroc. Nous pouvons citer quelques structures de diffusion : le théâtre de Cervantès à Tanger (1913), le musée Al Bathas à Fès (1915), le théâtre municipal de Casablanca (1920), le musée Dar Jamaï à Meknès (1920), le musée Dar Si Said à Marrakech (1932), ainsi que des structures de formation : l'Ecole des beaux-arts de Casablanca (1950), le conservatoire de musique de Dar Moulay Rachid construit en 1927 à Rabat, et les conservatoires de Casablanca, de Tétouan et Marrakech qui ont ouvert leurs portes respectivement en 1940, 1945 et 1948.

WHY CULTURE IS THE SOLUTION?

EL MEHDI AZDEM

INTRODUCTION

Located in the north-west of Africa, Morocco is bordered by the Mediterranean Sea to the north, the Atlantic Ocean to the west, Algeria to the east and Mauritania to the south. The country has a population of 33 971 015 inhabitants and an area of 710 850 km². Its political regime is a constitutional monarchy, and since 2011, its two official languages are Arabic and Tamazight, in accordance with Article 5 of the Moroccan Constitution.

Since its independence in 1956, Morocco made progress on the economic, technological and environmental levels, but also some failures in terms of public services (education and health). Several projects and reforms have been launched for sustainable development, but are still insufficient for a country struggling to reach the top ranks of the various rankings and indexes, particularly among African and Arab countries.

The reports of international organizations (UN, UNESCO, IMF, etc.) clearly demonstrate its failures, and recommend to invest in the country's human capital - children, youth, women - in the rural areas and in culture as a tool for development, since it has always been a weak link, and since it is necessary to invest in culture for a better society.

HISTORY OF CULTURAL POLICIES IN MOROCCO

The history of cultural policies in Morocco began with the Dahir of 26 November 1912, on the protection of arts and historic monuments. At that time, a Fine Arts Antiquities and Historic Monuments Department was created. It was divided into four parts: the ancient monuments prior to Islam, the historical inscriptions, objects of art and antiques and archaeological excavations. Eight years later, in 1920, this service was completely reorganized and came under the supervision of the Department of Public Education. It was then divided into three sections: historical monuments and imperial palaces, maintenance of residences, construction and development of museums.

The first cultural infrastructures of Morocco were created during the French protectorate (1912-1956): the theater of Cervantes in Tangier (1913), the Museum Al Bathas in Fez (1915), the municipal theater of Casablanca (1920), Dar Jamai Museum in Meknes (1920), the Museum Dar Si Said in Marrakech (1932), as well as training institutes: the school of fine arts in Casablanca (1950), the conservatoire of music of Dar Moulay Rachid built in 1927 in Rabat, the conservatoires of Casablanca, Tetouan and Marrakech which were opened respectively in 1940, 1945 and 1948.

On peut également citer, parmi les premières troupes de théâtre, la Troupe des anciens élèves du lycée Moulay Idriss à Fès (1923), et parmi les organismes publics, le Centre Cinématographique Marocain (CCM) créé en 1944. La maison d'édition Dar El Kitab, pionnière dans le domaine au Maroc, a quant à elle été créée en 1948.

Après l'indépendance du Maroc en 1956, plusieurs chantiers ont été lancés pour le développement du pays.

Un premier gouvernement, dirigé par Mbarek Bekkai, et composé de 20 portefeuilles, a été désigné par le Dahir du 7 décembre 1955. Aucun département ministériel n'avait en charge les affaires culturelles. Ce n'est que huit ans plus tard, avec la nomination en 1963 du neuvième gouvernement marocain présidé par Ahmed Bahnini, que la direction des beaux-arts sera rattachée au Ministère de l'information et du tourisme, et au Ministère des beaux-arts et de l'artisanat, dirigé par Ahmed Alaoui.

La première constitution dans l'histoire du pays a été instaurée suite au référendum du 7 décembre 1962. Aucun de ses 110 articles ne mentionnait les arts ni la culture. Cette époque a marqué le début d'une longue période de répression et de contestations politiques et sociales, connue sous le nom des «Années de plomb», correspondant à une grande partie du règne de Hassan II (1961 - 1999).

Ce contexte politique répressif a permis l'émergence d'une action culturelle et artistique subversive, contestataire et multidisciplinaire :



LITTÉRATURE :

La première association littéraire au Maroc fut créée en 1961, par Mohamed Aziz El Hababy, écrivain et philosophe marocain, accompagné d'un groupe de professionnels passionnés de littérature maghrébine. Il s'agit de l'Union des Ecrivains du Maroc (UEM), pour but défendre les droits de ces écrivains et de structurer le champ littéraire marocain. Ensuite, nous verrons la création de la revue Souffles en 1966 par des auteurs marocains émergents, dont Abdellatif Laâbi, Mohammed Khair Eddine, Mostapha Nissabouri et bien d'autres, qui, à travers une pensée libérale et moderniste, oeuvraient pour un renouveau culturel de la littérature marocaine.



ARTS PLASTIQUES :

De jeunes peintres, tels que Mohamed Melihi, Farid Belkahia, Mohamed Chabâa, Ahmed Cherkaoui et Jilali Gharbaoui, donnent un nouvel élan à la peinture marocaine. Après plusieurs séjours à l'étranger et résidences de création à Paris, Séville, Madrid, Prague, Rome ou New York, ces artistes reviennent au Maroc, riches de nouvelles inspirations modernes et contemporaines et se font connaître pendant les années cinquante et soixante. Certains ont

aussi collaboré à l'illustration des premières éditions de la revue Souffles.



THÉÂTRE :

Au niveau des arts dramatiques, la troupe du Théâtre Arabe de la Radio Marocaine fut créée en 1949 par Abdellah Chakroun à Rabat. Il sera le premier dramaturge à recruter deux femmes, Amina Rachid et Habiba El Medkouri, de leurs vrais noms Jamila Benomar et Halima El Hachemi, au sein de sa formation. Après l'indépendance, plusieurs troupes ont vu le jour sur la scène théâtrale marocaine. On peut citer la troupe du Théâtre Marocain de Bachir El Elj, l'Arabité théâtrale, le théâtre Littéraire, le travail théâtral, les amateurs du Théâtre National, la Conscience Nationale, le Club Artistique Comédia et l'Étendard Théâtral en 1956, basées essentiellement à Rabat, Casablanca, Tétouan, Meknès, Fès, Tanger et Marrakech. En 1957, le Théâtre des Gens verra le jour à Casablanca grâce à Tayeb Saddiki, puis de nombreuses autres formations théâtrales dans les années qui suivent, comme le Théâtre Ouvrier (1957) à Oujda, le Théâtre El Badaoui (1958) à Casablanca, le Théâtre Populaire (1958) à Fès, la Jeunesse de la Ville Ocre (1961) à Marrakech, le Théâtre des actes (1962) à Meknès, le Théâtre d'Avant-Garde (1963) à Fès, les Flammes (1963) à Casablanca et le Théâtre de Nabyl Lahlou (1965) à Rabat. Le nombre de troupes de théâtre, organisées en associations, atteindra plus de 140 en 1969. Le théâtre se résumant auparavant à

Among the first theatre troupes, there was the troupe of alumni of Moulay Idriss high school in Fez (1923), and among public organizations, there was the Moroccan Cinema Centre (CCM) created in 1944. The publishing house Dar El Kitab, pioneer in the field in Morocco, was created in 1948.

After Morocco's independence in 1956, several projects were launched for the country's development. A first government, led by Mbarek Bekkai, and composed of 20 portfolios, has been designated by the Decree of December 7, 1955. There was no ministerial department in charge of cultural affairs. It was only eight years later, with the appointment in 1963 of the ninth Moroccan government chaired by Ahmed Bahnini, that the Fine Arts Directorate was attached to the Ministry of Information and Tourism, as well as to the Ministry of Fine Arts and Crafts, headed by Ahmed Alaoui.

The first constitution in the country's history was established following the referendum of 7 December 1962. None of its 110 articles mentioned arts or culture. This era marked the beginning of a long period of repression and political and social challenges, known as the 'years of lead', referring to a large part of the reign of Hassan II (1961-1999), with its many constitutional reforms. This repressive political context has allowed the emergence of a subversive,

contested and multidisciplinary cultural and artistic action:



LITERATURE :

The first literary association in Morocco was created in 1961, by Mohamed Aziz El Hababy, Moroccan writer and philosopher, and a group of professionals passionate about Maghrebin literature. It was called the Union of Writers of Morocco (UEM), and aimed to defend the rights of writers and to structure the Moroccan literary field, which led to the creation of Souffles magazine in 1966 by emerging Moroccan writers including Abdellatif Laabi, Mohammed Khair Eddine, Mostapha Nissabouri and many others whom, through liberal and modernist thinking, worked for a cultural renewal of Moroccan literature.



PLASTIC ARTS :

Young painters such as Mohamed Melihi, Farid Belkahia, Mohamed Chabâa, Ahmed Cherkaoui and Jilali Gharbaoui gave a new impetus to Moroccan painting. After several stays abroad and creation residencies in Paris, Seville, Madrid, Prague, Rome and New York, these artists returned to Morocco, with modern and contemporary inspirations and made themselves known during the 1950s and the 1960s. Some artists collaborated with Souffles magazine, to illustrate its first editions.



THEATER:

In the field of dramatic arts, the troupe of the "Arab Theatre of

Moroccan Radio" was created in 1949 by Abdellah Chakroun in Rabat. He was the first playwright to recruit two women, Amina Rachid and Habiba El Medkouri, whose real names are Jamila Benomar and Halima El Hachemi. After the independence, several groups emerged on the Moroccan theatre scene: the Moroccan theater troupe by Bachir El Elj, the theatrical Arab identity, the literary theatre, theatrical work, the amateurs of the National Theater, the "Conscience Nationale", the artistic club "Comédia" and "l'Étendard Théâtral" in 1956, based essentially in Rabat, Casablanca, Tetouan, Meknes, Fez, Tangiers and Marrakech. In 1957, the "theater of people" was initiated in Casablanca by Tayeb Saddiki, followed by many other theatre trainings in the years that followed, such as the "Théâtre Ouvrier" (1957) in Oujda, "Théâtre El Badaoui" (1958) in Casablanca, "Théâtre Populaire" (1958) in Fez, "Jeunesse de la Ville Ocre" (1961) in Marrakech, "Théâtre des actes" (1962) in Meknes, "Théâtre d'Avant-Garde" (1963) in Fez, "les Flammes" (1963) in Casablanca and the "théâtre de NabyL Lahlou" (1965) in Rabat. The number of theatre groups, organized in associations, reached more than 140 in 1969. The theatre, which was limited to "Halqa" - a traditional form of this art, experienced a renewal during this period.



MUSIC:

The music scene has been by the emergence of a new generation of musical groups in

l'art de la Halqa, a connu pendant cette période une phase de renaissance.

MUSIQUE :

La scène musicale a été marquée par l'émergence d'une nouvelle génération de groupes musicaux à Casablanca dont les figures de proue sont Nass El Ghiwane (1970), Jil Jillala (1972), Lemchaheb (1974), mais aussi dans d'autres régions du Maroc. Izenzaren (1970), Tagada (1972), Ousman (1974) ou Oudaden (1980). Ces groupes chantaient et interprétaient leurs créations musicales dans différentes langues et dialectes (darija, amazigh), inspirés par des mélodies locales et traditionnelles, avec une touche moderne et contemporaine, tout en intégrant de nouveaux instruments de musique. Un grand nombre de ces groupes musicaux sont issus des troupes de théâtres citées ci-dessus.

CINÉMA :

Le Maroc a une vieille histoire avec le cinéma. En 1897, Louis Lumière a fait un voyage au Maroc pour le tournage du film « Le chevalier marocain ». Un premier organisme de tutelle, le CCM, a été créé en 1944, et quelques réalisateurs ont marqué la scène cinématographique marocaine. En 1958, Mohamed Ousfar signera la réalisation du premier film marocain « Le fils maudit ». Nous citerons aussi « Les bonnes » (1967) et « Wachma » (1970) de Hamid Bennani, « Mille et une mains » du jeune réalisateur Souheil Ben Barka ou encore « Chergui ou le silence

violent » (1973) de Moumen Smihi. A cette époque, un grand nombre de cinéphilés suivaient ces réalisateurs grâce aux ciné-clubs dans les lycées, universités et espaces culturels qui permettaient aux jeunes d'avoir accès aux projections cinématographiques dans ces lieux ou dans les salles de cinéma de quartier.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

En 1968, Mohamed El Fassi est nommé à la tête du Ministère des Affaires Culturelles et de l'Enseignement Originel (1968 - 1971), dans le but de promouvoir l'action culturelle et les expressions artistiques contemporaines tel que le théâtre, la musique, les arts plastiques et la production littéraire. Et ce, suite au discours du trône de Hassan II en mars 1968, dans lequel il appelait à mettre en avant la culture, « l'esprit contemporain et ses créations ». Paradoxalement, les efforts des pouvoirs publics se sont limités au patrimoine et à la sauvegarde des legs du passé, alors que les artistes et les associations culturelles avaient déjà entamé une autre dynamique culturelle plus contemporaine.

Dès lors, une deuxième constitution verra le jour le 8 juillet 1970. Une fois de plus, aucun article de cette Constitution ne fait mention du champ culturel et artistique. Ce fut le cas également pour la constitution qui suivra, en 1972.

En août 1971, le ministère prend le nom de « Ministère de la Culture et de l'Enseignement Supérieur,

Secondaire et Originel et de la Formation des Cadres» dirigé par Ahmed Laski puis Habib El Fehri, du douzième et treizième gouvernements dirigés par Mohamed Karim Lamrani. En novembre 1972, la culture sera déplacée au ministère des Habous, des Affaires Islamiques et confiée à Mohamed EL Mekki Naciri lors de la constitution du quatorzième gouvernement.

Ce n'est qu'en 1974, avec le remaniement du même gouvernement conduit par Ahmed Osman que le pays



>> 79,4% des Marocains âgés entre 26 et 35 ans ne sont jamais allés au cinéma - Source : L'enquête sur les pratiques culturelles des Marocains (Racines, 2016)

disposera d'un Ministère chargé exclusivement des affaires culturelles avec M'hamed Bahnini à sa tête (1974-1981). A l'instar de ses prédécesseurs chargés en partie des affaires culturelles, Bahnini s'est donné pour mission la protection et

Casablanca whose figureheads are Nass El Ghiwane (1970), Jil Jillala (1972), Lemchaheb (1974), and in other parts of the Morocco: Iznazaren (1970), Tagada (1972), Ousman (1974) or Oudaden (1980). These groups were singing and interpreting musical creations in different languages and dialects (darija, tamazight), inspired by local and traditional melodies, with a modern and contemporary touch, while incorporating new music instruments. Many of those musical bands are from the theatre groups mentioned above.

some directors have marked the film scene. In 1958, Mohamed Ousfar signed the first Moroccan film "Le fils maudit". It is also worth mentioning "Les bonnes" (1967) and "Wachma" (1970) of Hamid Bennani, "Mille et une mains" of the young director Souheil Ben Barka, "Chergui ou le silence violent" (1973) of Moumen Smihi. At that time, a large number of moviegoers followed these directors in cinéclubs in high schools, universities and cultural spaces, thus allowing young people to access film screenings in these places or in the local movie theaters.

In August 1971, the Ministry was entitled "Ministry of Culture, training, and higher, secondary and traditional education". It was overseen by Ahmed Laski then Habib El Fehri, from the twelfth and thirteenth Governments headed by Mohamed Karim Lamrani. In November 1972, culture affairs were affiliated to the "Ministry of Habous and Islamic Affairs" and entrusted to Mohamed El Mekki Naciri during the formation of the fourteenth government.

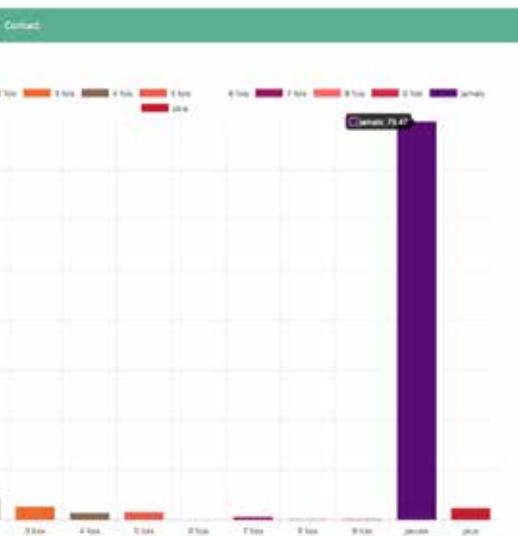
It was not until 1974, with the reorganisation of the same government led by Ahmed Osman, that the country had a Ministry exclusively responsible of cultural affairs, headed by M'hamed Bahnini (1974-1981). Like its predecessors, Bahnini's mission was to protect and safeguard the cultural heritage.

However, a large part of his successors directed their policy towards artistic aesthetics or strategic structuring. This was the case for the book, the publishing and the public reading fields with the initiative "A book by citizen" launched by the academic Said Belbachir (1981-1985), for plastic arts with the creation of the Moussem of Asilah in 1978 by Mohammed Benaissa (1985-1992), and the projects of regionalization and decentralization of cultural action by the author and researcher Allal Sinaceur (1992-1995), who initiated the Regional Directorates of Cultural Action (DRAC). It is thanks to him that the structuring of the Ministry took place, which resulted in directions and specialized divisions, divided

MINISTRY OF CULTURE

In 1968, Mohamed El Fassi was appointed Minister of Cultural Affairs and traditional education (1968-1971), in order to promote contemporary artistic expressions such as drama, music, plastic arts and literature, following the speech of Hassan II, calling to promote culture and "the contemporary spirit of art and its creations". Paradoxically, the efforts of the public authorities confined themselves to heritage and the legacy of the past, while artists and cultural associations had already initiated another contemporary cultural dynamic.

From then on, a second constitution was created on 8 July 1970. Once again, no article in this Constitution mentioned the cultural and artistic field, which was also the case for the subsequent constitution in 1972.



>> 79.4% of Moroccans aged between 26 and 35 never went to the cinema - Source: The survey on Moroccan's cultural practices (Racines, 2016)

CINEMA:

Morocco has an old history with cinema. In 1897, Louis Lumière made a trip to Morocco to shoot the movie "Le chevalier marocain". A first body of guardianship, the CCM, was created in 1944, and

la sauvegarde du patrimoine.

Cependant, une grande partie de ses successeurs vont orienter leur politique sur d'autres esthétiques artistiques ou sur la structuration stratégique. Ce fut le cas pour le livre, l'édition et la lecture publique avec l'initiative "Un livre par citoyen" lancée par l'universitaire Said Belbachir (1981-1985), pour les arts plastiques avec la création du Moussem d'Asilah en 1978 par Mohammed Benaissa (1985-1992), ou encore des projets de régionalisation et de décentralisation de l'action

culturelle par l'auteur et chercheur Allal Sinaceur (1992-1995) qui a lancé les Directions Régionales de l'Action Culturelle (DRAC). En effet, c'est à lui qu'on doit la structuration du ministère qui a donné lieu à des directions et divisions spécialisées, réparties entre livre, patrimoine, arts, ressources humaines, coopération, secrétariat et inspection générale.

Par la suite, Abdellah Azmani (1995-1997), gestionnaire de formation, prend les commandes du ministère. Son mandat sera focalisé sur la préservation du patrimoine, ainsi que sur l'encouragement

du secteur privé à investir dans la culture à travers le partenariat, le mécénat et le sponsoring.

Une nouvelle recrue, Aziza Bennani (1997-1998) universitaire et professeure de littérature, siègera pour une courte durée (7 mois) au poste de secrétaire d'Etat auprès du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique Chargée de la Culture. Elle avait pour mission de faire un état des lieux du département culturel et d'en restructurer le fonctionnement.



between book, heritage, arts, human resources, cooperation, secretariat and general inspection.

Thereafter, Abdellah Azmani (1995-1997), who holds a degree in management, took over the management of the department. His mandate focused on heritage preservation, as well as encouraging the private sector to invest in culture through partnership, patronage and sponsorship.

A new recruit, Aziza Bennani (1997-1998) academic and literature professor, served for a short period (7 months) as secretary of state at

the Ministry of Higher Education and Scientific Research in charge of culture. Her mission was to evaluate the cultural department and restructure its functioning.

With the appointment of the alternating government, poet and author Mohammed Achâari (1998- 2007) took over the portfolio of the ministerial department in charge of culture. From the left party, the Socialist Union of popular Forces (USFP), he concentrated on supporting creation, theatre diffusion, book edition and print and the promotion of festivals.

In October 2007, the famous actress Touria Jabrane (2007-2009) took over the ministry. After a career of over 40 years in theatre, cinema and television, she oriented her strategy in favor of artists, theatre groups and cultural associations to which subsidies have been granted through public funds.

In July 2009, the writer and philosophy professor Bensalam Himmich (2009-2012) replaced Touria Jabrane. He focused on cultural reform based on the idea that culture is a tool for public policy. In 2011, he published the document



Avec la nomination du gouvernement d'alternance, c'est au tour du poète et auteur Mohammed Achâari (1998- 2007) de s'occuper du portefeuille du département ministériel chargé de la culture. Issu du parti de gauche, l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP), il se concentra sur l'appui à la création et la diffusion théâtrale, sur le soutien du livre (édition, impression) et sur la promotion des festivals.

En octobre 2007, c'est la célèbre comédienne Touria Jabrane (2007-2009) qui prendra la relève. Après une carrière de plus de 40 ans au théâtre, au cinéma et à la télévision, elle orientera sa stratégie en faveur des artistes, troupes de théâtre et associations culturelles à qui elle a octroyé des subventions à travers des fonds d'aide publics.

En juillet 2009, l'écrivain et professeur de philosophie Bensalam Himmich (2009- 2012) succède à Touria Jabrane. Il s'est focalisé sur une réforme culturelle basée sur le concept de la culture comme objet de la politique publique. En 2011, il publiera le document « Et la réforme culturelle aussi » (édité par le Ministère de la culture) résumant son approche sur la question de « Culture et Développement ».

En juillet 2011, une nouvelle réforme constitutionnelle voit le jour, suite aux revendications populaires du Mouvement du 20 février.

Pour la première fois, six articles (les articles 19, 25, 26, 28, 31 et 33) mentionnent les droits culturels, la liberté de création, de publication et d'exposition en matière littéraire et artistique, le développement de la création culturelle et artistique, le pluralisme culturel, l'accès à l'éducation artistique, la participation de la jeunesse au développement culturel et l'accès des jeunes à la culture, à l'art et aux loisirs. Bien que mentionnés et développés dans la Constitution de 2011, tous ces concepts demeurent quasi-ignorés sur le plan pratique et exécutif.

Mohamed Amine Sbihi devient alors ministre de la culture (2012-2017), dans le gouvernement islamiste d'Abdelilah Benkirane. Sa stratégie, « Maroc culturel 2020 », s'articulera autour de cinq axes principaux : proximité, soutien aux artistes et à la création, promotion du patrimoine culturel, coopération diplomatique, gestion et gouvernance. Il s'intéressera de près au concept d'industries créatives, à travers des programmes de soutien à la création artistique et la contribution de son département à la création d'un marché et un bureau d'export de la musique.

Les dernières élections législatives de 2016 permettront de nouveau au Parti Justice et Développement d'arriver en tête et de former, difficilement, un gouvernement de coalition, au sein duquel Mohamed El Aaraj, professeur universitaire

en droit public, sera nommé aux commandes du tout nouveau « Ministère de la culture et de la communication ». La réunification de ces deux départements semble cohérente et répond aux recommandations de la société civile. Elle permettra au ministère de gérer ses affaires habituelles, en plus du cinéma, de l'audio-visuel et des droits d'auteurs et droits voisins.

De nombreuses institutions culturelles nationales sont placées sous la tutelle du ministère : le Théâtre Mohamed V, la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc (BNRM), et les Archives du Maroc à Rabat ; ainsi que des instituts de formation : l'Institut National des Sciences de l'Archéologie et du Patrimoine (INSAP), l'Institut Supérieur d'Art Dramatique et d'Animation Culturelle (ISADAC) et l'Institut National des Beaux-arts de Tétouan. Sans oublier les 12 directions régionales de la Culture déployées sur l'ensemble du territoire. S'y ajouteront désormais: le « Centre Cinématographique Marocain » (CCM), le « Bureau Marocain des Droits d'Auteurs » (BMDA), la « Société Nationale de la Radiodiffusion et Télévision » (SNRT), « l'Institut Supérieur de l'Information et de la Communication » (ISIC) et la « Soread 2M », ainsi que la presse écrite et électronique qui relevaient auparavant du Ministère la communication du gouvernement sortant d'Abdelilah Benkirane (PJD).

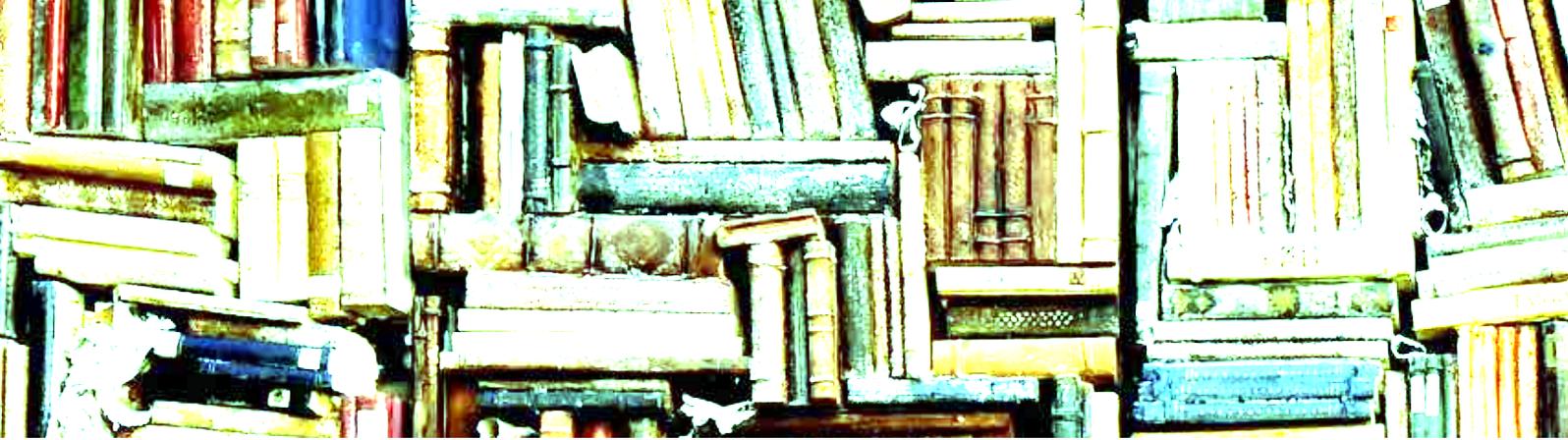
"Et la réforme culturelle aussi"
(published by the ministry of culture)
explaining his approach on the issue
of culture and development

In July 2011, a new constitutional reform was launched following the popular demands of the 20 February movement. For the first time, six articles (articles 19, 25, 26, 28, 31 and 33) refer to cultural rights, freedom of creation, publication and exhibition in the literary and artistic fields, the development of cultural and artistic creation, cultural pluralism, access to art education, participation of the youth in cultural development, access of young people to culture, art and leisure. Although mentioned and developed in the 2011 Constitution, all these concepts remain virtually ignored in reality.

Mohamed Amine Sbihi then became minister of culture (2012-2017) in the Islamist government of Abdelilah Benkirane. His strategy, "Maroc culturel 2020", focused on five main areas: proximity, support of artists and creation, promotion of the cultural heritage, diplomatic cooperation, management and governance. He paid close attention to the concept of creative industries, through programmes supporting artistic creation and the contribution of his department to the creation of a market and an export office for music.

The last legislative elections in 2016 enabled the Justice and development party to lead the government once again, and form, with difficulty, a coalition, in which Mohamed El Aaraj, university professor of public law, took charge of the new ministry of culture and communication. The reunification of these two departments appears to be coherent and responds to the recommendations of civil society. It will allow the ministry to manage these usual affairs, in addition to cinema, audio-visual, copyright and related rights.

Many national cultural institutions are placed under the supervision of the Ministry: the Mohamed V Theatre, the National Library of the Moroccan Kingdom (BNRM), and the Archives of Morocco in Rabat, as well as training institutes: the National Institute of Archeological Science and Heritage (INSAP), the Higher Institute of Drama and Cultural Animation (ISADAC) and the National Institute of Fine Arts in Tetuan, not to mention the 12 regional directorates of culture throughout the country. In addition to those, we can find: the Moroccan Centre of Cinematography (CCM), the Moroccan Bureau of Copyright (BMDA), the National Society of Radio and Television (SNRT), the Higher Institute of Information and Communication (ISIC) and the "Soread 2M", as



« POURQUOI LA CULTURE EST LA SOLUTION ? »

Culture et développement humain

Comme défini par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) : « Le développement humain est l'élargissement des libertés pour tous, afin que chaque être humain puisse choisir la vie qu'il souhaite mener. Ces libertés ont deux aspects fondamentaux : la liberté de bien-être, représentée par les fonctionnements et les capacités, et la liberté des agents, représentée par l'expression et l'autonomie ».

Nous développerons donc dans les lignes qui suivent les aspects liés à l'éducation, la démocratie, les libertés et les droits. Et les chiffres sont alarmants !

Le Maroc est classé au 123^{ème} rang sur 188 pays (130^{ème} en 2013) en ce qui concerne le développement humain (IDH= 0,647), notamment en raison du faible taux de scolarisation, alors que l'enseignement général est devenu obligatoire au Maroc en 1963 pour les enfants âgés de 7 à 13 ans (Dahir royal n°163.071 du 13 novembre 1963) et que le droit à une éducation de qualité est pourtant garanti aux citoyens et citoyennes dans l'article 31 de la constitution de 2011.

Le Maroc se situe à la 143^{ème} place sur 164 pays (selon le rapport mondial de suivi de l'éducation publié par l'UNESCO au début de 2014). Cette même année, 403 000 élèves (dont 48% de filles) se sont inscrits à l'école primaire au Maroc, alors que 37 000 enfants, dont 19 980 filles (54%) n'ont pas été inscrits. Le taux d'abandon au secondaire est passé de 3,2% à 2,9% entre l'année scolaire 2011/2012 et 2014/2015, mais le taux reste élevé du côté des filles au niveau primaire avec 12,2% de décrochage scolaire pour l'année 2014/2015 surtout dans le milieu rural.

Une étude réalisée par l'Observatoire National du Développement Humain (ONDH) en 2012, a démontré

que la déperdition scolaire est due pour 31,9% des élèves à la désaffection vis-à-vis de l'école, l'éloignement de l'école (13,6%), le refus de l'un des parents de permettre aux enfants de poursuivre leurs études (12%) et l'échec aux examens (12%).

L'éducation artistique à l'école est quasi-inexistante. D'après les statistiques du Ministère de l'éducation nationale, au cours de l'année scolaire 2014-2015, sur un total de 2 496 728 élèves inscrits dans l'enseignement secondaire, seuls 557 288 ont bénéficié d'une séance d'une heure par semaine de dessin ou de musique, soit 22% des élèves.

Le taux d'analphabétisme de 32,2% demeure élevé dans le pays.

L'enquête sur les pratiques culturelles des Marocains menée par l'association Racines en 2016, révèle que le

nombre de lycéens marocains inscrits dans une bibliothèque ou médiathèque est seulement de 15,76 %. Ainsi, même si le réseau des points de lecture publique au Maroc dépasse les 600 établissements, il reste inaccessible.

Ces défaillances sérieuses au niveau de la performance du

système éducatif privent les élèves d'un enseignement public de qualité et empêchent, ou du moins ralentissent, l'ascension sociale habituellement favorisée par l'école.

En termes de démocratie, de libertés et de respect des droits humains, le Maroc occupe en 2017, la 133^{ème} place sur 180 pays selon Reporters Sans Frontières (131^{ème} en 2016) par rapport à la liberté de la presse. Le Maroc a toujours connu différentes formes de censure artistique (directe et indirecte), en raison des nombreuses lignes rouges, dont le dépassement est souvent puni par la loi pénale (atteinte à la monarchie, à l'intégrité territoriale, à la religion, à la « morale » et aux bonnes mœurs). Par crainte de représailles juridiques et parfois sociales, de nombreux artistes s'autocensurent dans leur processus créatif.

“L'éducation artistique à l'école est quasi-inexistante. [...] Le taux d'analphabétisme de 32,2% demeure élevé dans le pays.”



well as the print and electronic press, which was previously under the Communication Department of the Government of Abdelilah Benkirane (PJD).

«WHY CULTURE IS THE SOLUTION?»

Culture and human development

As defined by the United Nations Development Programme (UNDP): "Human development is the expansion of freedoms for all, in order for everyone to choose the life they want to lead". These freedoms have two fundamental aspects: the freedom of well-being, represented by functions and capabilities, and the freedom of agents, represented by expression and autonomy".

We will therefore develop in the following lines the aspects related to education, democracy, freedoms and rights. The figures are alarming!

Morocco is rated 123th out of 188 countries (130th in 2013) regarding human development (HDI = 0.647), particularly because of the low rate of school enrolment, while general education became mandatory in Morocco in 1963 for children from 7 to 13 years old (Dahir royal n° 163.071 of November 13, 1963) and that the right to a quality education is guaranteed for citizens by article 31 of the constitution of 2011.

Morocco is ranked 143th out of 164 countries (according to the UNESCO World Education Monitoring Report published in early 2014). In that same year, 403 000 children (of which 48% are girls) enrolled in Morocco's primary schools, while 37 000 children, including 19 980 girls (54%) have not been registered. The high school dropout rate fell from 3,2% to 2,9% between the school year 2011/2012 and 2014/2015. However, 12,2% of girls in primary school dropout in 2014/2015 especially in rural areas.

In 2012, a study by the National Observatory of Human

Development (ONDH), showed that the school dropout rate is due for 31,9% of students to the disaffection with school, the remoteness of the school (13,6%), the refusal of one of the parents to allow the children to continue their studies (12%) and failure in exams (12%).

Arts education in schools is almost non-existent. According to the statistics of the Ministry of national education, in the academic year 2014-2015, on a total of 2 496 728 children enrolled in secondary education, only 557 288 benefited from a session of one hour per week of drawing or music, which is 22% of the students.

The illiteracy rate of 32,2% remains high in the country.

The survey on Moroccans' cultural practices led by Racines association in 2016 reveals that the percentage of Moroccan high school students registered in a library

or a media center is only 15,76%. Even if the number of public reading spots network in Morocco exceeds 600 establishments, they remain inaccessible.

These serious shortcomings on the performance of the education system deprive students of a quality public education and prevent them, or at least slow, social

ascension usually favored by school.

When it comes to democracy, to freedoms and respect of human rights, Morocco is ranked 133rd amongst 180 countries according to "Reporters without borders", regarding freedom of the press. It was ranked 131st in 2016. Morocco has always experienced different forms of artistic censorship (direct and indirect), because of the many red lines, whose trespassing is often punished by the criminal law (the monarchy, territorial integrity, religion, and morality). Many artists censor themselves in their creative process out of fear of legal and social reprisals.

In Morocco, all artistic creation considered a little

“Arts education in schools is almost non-existent.

[...] The illiteracy rate of 32.2% remains high in the country.”

Au Maroc, toute création artistique jugée un tant soit peu subversive, est combattue, et ce dès les années soixante, comme en témoignent plusieurs cas : interdiction de la troupe de théâtre Maâmora en 1969, censure du film « Les enfants du Haouz » de Driss Karim en phase de montage en 1970 ou de la pièce de théâtre de Nabyl Lahlou « Les tortues » ou encore l'emprisonnement de Abdelatif Laâbi ; directeur de la revue Souffles en 1972, ainsi que l'arrestation de Nass El Ghiwane la même année. Le film de Souhail Ben Barka « La guerre du pétrole n'aura pas lieu » sera interdit en 1975. Le caractère politique des œuvres et/ou l'engagement de leurs auteurs, étaient généralement la cause de leur interdiction.

Il faut noter que la censure ne se limitera pas à l'époque de Hassan II, mais continuera aussi sous son héritier Mohamed VI. En 2003, 14 jeunes rockers se font arrêter à cause de leur musique et condamner à des peines allant d'un à douze mois de prison ferme pour « ébranlement de la foi musulmane ». Le rappeur Mouad Belghouat (Alias Lhaqed) a été emprisonné à plusieurs reprises pour les paroles de ses chansons, le rappeur adolescent Othman Atiq (Alias Mister Crazy) subira le même sort en 2014. Plusieurs événements culturels dans l'espace public sont également interdits : « Une heure de lecture » et la projection d'un documentaire sur la corruption en 2013, la pièce de théâtre de rue B7al B7al (Tous égaux) et le festival Droubna en 2015, etc. En 2014, le Festival Résistance et Alternatives n'a pas pu avoir lieu à la Fabrique Culturelle des Anciens Abattoirs de Casablanca. Le livre pour enfants de Maati Monjib « Aicha Kandisha » n'a pas pu être présenté à la 22ème édition du Salon International du Livre et de l'Édition de Casablanca, la toile « Le drapeau revisité » de la jeune artiste peintre Judéo-Amazighe Chama Mechtaly a été retirée d'une exposition au Complexe Culturel de Sidi Belyout à Casablanca en 2015.

En résumé, l'État marocain continue d'interdire et même d'emprisonner les artistes qui proposent, à travers leurs œuvres, une lecture « inhabituelle », critique ou marginale, de la société marocaine, de la politique, de la religion...voire qui font bouger les frontières de la création sur le plan esthétique. Le recours à des accusations détournées (usage de drogues, débauche...) ou les poursuites pour atteinte aux "fameuses" lignes rouges constituent un frein majeur à la créativité et à la liberté des artistes.

Culture et développement social

Tout d'abord, il faut rappeler que 8,9% de la population marocaine vit sous le seuil de pauvreté, que 91,9% bénéficie d'un accès à l'électricité, et que le pourcentage d'internautes est de 58,3%.

La force du Maroc d'aujourd'hui est représentée par les jeunes (15-24 ans), qui constituent près d'un cinquième de la population. En 2011, leur nombre a été estimé à 6,3 millions (dont 49,4% de femmes). Une richesse juvénile non exploitée qui souffre toujours d'exclusion sociale, et fréquente très peu les infrastructures culturelles.

L'enquête sur les pratiques culturelles réalisée par l'association Racines, nous révèle que plus de la moitié (58,21%) de la jeunesse marocaine (dont 65,09% de femmes) n'a pas assisté à un spectacle de musique entre 2015 et 2016 et que seulement 14,31% ont assisté une fois à un spectacle de musique. En ce qui concerne le cinéma, 79,47% (dont 81,96% de femmes) de la même catégorie d'âge ont répondu qu'ils n'ont pas visité une salle de cinéma pour la période 2015/2016, alors que 6,39% seulement ont assisté une seule fois à une projection cinématographique.



subversive, is fought, since the 1960s, as evidenced by several cases: ban on Maamora theater in 1969, censorship of the film "Les enfants du Haouz" by Driss Karim in its making phase in 1970 or the play of Nabyl Lahlou " Les tortues" or even the imprisonment of Abdelatif Laabi; director of Souffles magazine in 1972, the same year, the arrest of Nass El Ghiwane and the prohibition of Souhail Ben Barka's film "la guerre du pétrole n'aura pas lieu" in 1975. These prohibitions were generally caused by the political nature of the works and/or the commitment of their authors.

It should be noted that censorship was not limited to the time of Hassan II, but remains under heir Mohamed VI. In 2003, 14 young rockers were arrested for their music and sentenced to one to twelve months in prison for "undermining the Muslim faith". The rapper Mouad Belghouat (Alias Lhaqed) has been imprisoned on several occasions for the lyrics of his songs, the teenage rapper Othman Atiq (Alias Mister Crazy) suffered the same fate in 2014. Several cultural events

in public places are also prohibited: 'Une heure de lecture' and the screening of a documentary about corruption in 2013, street theatre play B7al B7al (all equal) and the Droubna festival in 2015, etc. In 2014, the Festival Résistance et Alternatives could not take place in la Fabrique Culturelle des Anciens Abattoirs in Casablanca. Children's book of Maati Monjib "Aisha Kandisha" could not be presented during the 22nd edition of the International book and edition fair of Casablanca, the canvas "Le drapeau revisité" of the young painter Jewish-Amazighe Chama Mechtaly has been removed from an exhibition at the cultural complex of Sidi Belyout in Casablanca in 2015.

In summary, the Moroccan State continues to ban and even imprisons the artists who offer, through their works, a critical or marginal "unusual" reading of the Moroccan society, politics, religion... or choose to trespass the borders of creation in terms of aesthetics. The use of misappropriated charges (drug use, debauchery...) or prosecution for violating the "famous" red lines constitute a major obstacle to the creativity and freedom of artists.

Culture and social development

First of all, it is worth remembering that 8.9% of the Moroccan population lives under the poverty line, that 91.9 % has access to electricity, and that the percentage of Internet users is 58.3%.

The strength of today's Morocco is represented in young people (15-24 years old), who form almost one-fifth of the population. In 2011, their number has been estimated at 6.3 million people (including 49.4% of women). It is an interesting youth wealth that is unexploited and still suffers from social exclusion, and very little use of cultural infrastructures.

The survey on cultural practices conducted by the Racines association, revealed that more than half (58,21%) of Moroccan youth (including 65,09% women) did not attend a music show between 2015 and 2016 and that only 14,31% attended one time a music show. With regard to cinema, 79,47% (81,96% of women) of the same age group responded that they did not visit a movie theater for the period 2015/2016, while 6,39% only have attended once a screening in a cinema.

Morocco is a country renowned for its cultural and linguistic diversity with multiple related components: arabo-andalous, hassani, amazigh, hebrew... recognized in the Constitution of 2011. Arabic and Tamazight are the two official languages of the country. This diversity has recently been reflected in the audiovisual sector, as some radio and television channels broadcast in Tamazight. This is not yet



© Pixabay



Le Maroc est un pays réputé pour sa diversité culturelle et linguistique, avec de multiples afférents arabo-andalou, hassani, amazigh, hébraïques...reconnus dans la Constitution de 2011. L'arabe et l'amazighe, sont les deux langues officielles du pays. Cette diversité s'est récemment répercutée dans l'audiovisuel, puisque certaines chaînes de radios et de télévision émettent en amazigh. Ce n'est pas encore le cas des manuels scolaires par exemple, ni des administrations publiques.

L'enseignement de base est dispensé en arabe alors que toute la formation supérieure est enseignée en français, en particulier au sein des filières scientifiques.

En termes de création artistique contemporaine, cette diversité culturelle a inspiré beaucoup d'artistes, surtout les musiciens tels que Nass El Ghiwane ou Izzanzen dans les années soixante-dix, et plus récemment, la « fusion », qui a émergé au début des années 2000 avec le mouvement « Nayda » et avec des groupes tel que Hoba Hoba Spirit, Darga, Amargh fusion, Barry, Oum et tant d'autres. Tous ont puisé dans les répertoires de musiques traditionnelles gnaoua, chaâbi, hassani, etc. Les paroles de leurs chansons sont en darija, amazigh, français et anglais avec des influences rock, reggae, soul ou blues. Il existe également une importante production de films et téléfilms en amazigh, même si elle n'est pas réellement quantifiée, ainsi que quelques festivals dédiés à cette culture (Festival International du Film Amazigh à Agadir par exemple).

La question du genre reste parmi les grandes préoccupations de l'Etat et de la société civile marocaine. En termes de représentativité politique, la parité est toujours au cœur des débats. Le constat est alarmant: une seule femme est à la tête d'un parti politique marocain, le « Parti Socialiste Unifié » (de gauche),

9 femmes sur 39 membres du gouvernement actuel, ainsi que 21% de femmes députées.

Dans le milieu artistique et culturel, les femmes sont plus présentes dans le milieu de la photographie : beaucoup de photographes femmes exposent dans de grandes galeries ou biennales internationales (Venise, New York, Londres, Dubai, Montréal, etc). Le Maroc compte également beaucoup de galeristes femmes et d'artistes plasticiennes souvent autodidactes. L'exemple le plus connu est celui de l'artiste « Chaaibia Talal » qui a été derrière la naissance du mouvement naïf. En ce qui concerne le cinéma, les techniciennes (scripte, régisseur, 1ère ou 2ème assistante réalisatrice, etc) et les réalisatrices ou directrices de production sont nombreuses, tout comme les actrices ou comédiennes confirmées. Pour les musiques actuelles, il existe peu de musiciennes, encore moins de groupes féminins. Le secteur des arts de rue est marqué par une grande absence de femmes artistes, d'où la rareté des comédiennes de théâtre de rue et de cirque ou des danseuses urbaines.

Culture et développement économique

Depuis plusieurs années, augmenter le taux de croissance est au cœur des politiques économiques du Maroc. Basée essentiellement sur l'agriculture et l'investissement public, l'économie marocaine a connu de nouvelles orientations depuis l'intronisation de Mohamed VI en 1999. De nombreux plans stratégiques ont été lancés : le plan du Maroc vert relatif à l'agriculture et l'agro-industrie, le plan Rawaj pour le commerce intérieur, le plan Azur pour le développement du tourisme et le plan solaire concernant les énergies renouvelables. L'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) a également été lancé en 2005 pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion. Le ministre Sbihi (2012 – 2017) a annoncé le lancement de son plan « Maroc culturel 2020 » sans qu'aucune mesure concrète n'ait vu le jour.



the case, for example, with textbooks and public administrations. Basic education is provided in Arabic while higher education is taught in French, in particular scientific fields.

In terms of contemporary artistic creation, cultural diversity has inspired many artists, especially musicians like Nass El Ghiwane or Izanzaren in the 1970s, and more recently, the "fusion", which emerged in the early 2000 with the 'Nayda' movements and groups such as Hoba Hoba Spirit, Darga, Amargh fusion, Barry, Oum and many others. All drew in the directories of traditional gnawa music, chaabi, hassani... etc. The lyrics of their songs are in Darija, Tamazight, French and English with influences of rock, reggae, soul or blues. There is also a significant production of film and TV in Tamazight, even if it is not actually quantized, as well as a few festivals dedicated to this culture (Festival International du Film Amazigh in Agadir for instance).

The gender issue remains among the major concerns of the Moroccan civil society and the State. In terms of political representation the parity is always at the heart of the debates. The report is alarming; one woman is at the head of a political party in Morocco, the "Unified Socialist Party" (from left), 9 women out of 39 members of the current Government, and 21% of women in Parliament.

In the arts and cultural community, women are more present in the photography sector: a lot of women photographers exhibit in major galleries or

international biennials (Venice, New York, London, Dubai and Montreal... etc). Morocco also has many women gallery owners and artists who are often self-taught. The best known example is that of the artist "Chaaibia Talal" who was behind the birth of the naive movement. As far as cinema is concerned, technicians (script, stage manager, 1st or 2nd assistant director, etc.) and production directors are numerous, as are professional actresses. For contemporary music, there are few musicians, let alone women's bands. The street arts sector is marked by a great absence of female artists, hence the scarcity of street theatre and circus actresses and urban dancers.

Culture and economic development

For several years now, increasing the growth rate has been at the heart of Morocco's economic policies. Based mainly on agriculture and public investment, Moroccan economy has experienced new directions since the enthronement of Mohamed VI in 1999. Numerous strategic plans have been launched: the Green Morocco plan for agriculture and agro-industry, the Rawaj plan for internal trade, the Azur plan for tourism development and the solar plan for renewable energies. The National Initiative for Human Development (INDH) was also launched in 2005 to combat poverty and exclusion. The Minister Sbihi (2012-2017) has announced the launch of his "Cultural Morocco 2020" plan, and no concrete measure has followed since then.

Malgré le caractère constitutionnel de la reddition des comptes et l'engagement, au plus haut sommet de l'Etat, pour la transparence et la redevabilité, aucun de ces plans n'a fait l'objet d'une réelle évaluation de son impact sur l'économie nationale.

Le taux de chômage a atteint 16,2% en 2017. Le secteur agricole vient à la tête du marché de l'emploi, puisqu'en 2015 plus de 4 millions de personnes (soit 39,3% de la population active occupée) ont travaillé dans ce secteur, dit primaire. L'artisanat comptait 386 700 employés et le tourisme 500 000.

En 2013, les industries créatives au Maroc employaient 38 953 effectifs permanents, l'édition et la publication 9 658, les médias enregistrés 150 personnes et la création/design 26 145 effectifs permanents. L'ensemble des établissements employeurs était de 1 280 structures sur tout le territoire marocain.

En 2012, les exportations marocaines des biens créatifs (édition/publicité (8%), nouveaux médias (9%), artisanat (7%), arts de la scène (1%), arts visuels (8%), audiovisuels (7%) et création/design (60%)) ont atteint 250 millions de dollars, destinés à l'Europe (87%), à l'Afrique (6%), à l'Amérique (3%) et à l'Asie (3%). En revanche, 788 millions de dollars ont été comptabilisés en termes d'importations (services personnels, culturels et relatifs aux loisirs (49%), publicité/études de marché et sondage d'opinion (17%), recherche/développement (10%) et services d'architecture/d'ingénierie et techniques (24%)), et ce de l'Europe (63%), de l'Afrique (1%), de l'Amérique (2%) et de l'Asie (33%), soit un taux de couverture de 32% seulement contre 48% pour tous les produits nationaux.

Le constat est clair, en une décennie le nombre de structures créatives n'a pas beaucoup évolué, et cela est dû à une faible volonté politique et étatique d'investir dans le milieu culturel. Le budget alloué au ministère de la culture ne dépasse pas la barre des 0,34% du budget global de l'Etat, les collectivités locales et territoriales demeurent silencieuses en termes d'investissement dans le milieu culturel, et sur l'encouragement de la création artistique au niveau de leur territoire. Pour le moment ce vide est compensé soit par l'autoproduction, le sponsoring et mécénat, ou par la coopération internationale.



RECOMMANDATIONS :

Après sept ans d'existence, deux éditions de ses «Etats Généraux de la Culture au Maroc» (novembre 2014, novembre 2016), une enquête sur les pratiques culturelles des marocains (2016), des rencontres avec les acteurs culturels dans les 12 régions du pays et la mise en place d'une cartographie culturelle ainsi que des statistiques concernant les structures de création, formation et diffusion dans 18 disciplines au Maroc et dans la diaspora (www.artmap.ma), Racines préconise les recommandations suivantes :

- Mettre en œuvre un service public permettant l'accès des citoyens à la culture notamment en termes d'éducation artistique et populaire (rôle de l'Etat et des collectivités territoriales)
- Favoriser la transition professionnelle des artistes émergents vers le marché (rôle de la société civile avec le soutien de l'Etat et des collectivités)
- Investir dans et mettre en place un marché de l'art et de la culture, soumis aux règles concurrentielles entre professionnels (rôle du secteur privé)
- Garantir la nécessaire transversalité de la politique culturelle et unir « l'effort » des différentes parties prenantes (publiques, privées et associatives) pour une meilleure coordination de l'action culturelle, centrale et en régions.

Le tout, via des lois, des réglementations et des orientations adaptées et concertées, et à travers des structures de gouvernance fédératrices, impliquant la révision du rôle de l'Etat comme facilitateur, régulateur, coordinateur, et celui du privé, comme mécène et partenaire, celui des collectivités locales comme pourvoyeur de structures et de fonds, et enfin celui des acteurs professionnels, comme parties prenantes à part entière.

Despite the constitutionality of the accountability and commitment, at the highest summit of the State, for transparency and accountability, none of these plans has been a real assessment of its impact on the national economy.

The unemployment rate reached 16.2% in 2017. The agricultural sector is at the forefront of the labour market, with more than 4 million people (39.3% of the employed labour force) working in the so-called primary sector in 2015. The craft industry had 386,700 employees and tourism 500,000.

In 2013, the creative industries in Morocco employed 38,953 permanent staff, publishing 9,658, registered media 150 people and creation/design 26,145 permanent staff. The total number of employing structures was 1,280 throughout Morocco.

In 2012, Moroccan exports of creative goods (publishing/advertising (8%), new media (9%), craft (7%), (1%) performing arts, Visual arts (8%), audiovisual (7%) and creation/design (60 %) have reached 250 million dollars, intended for Europe (87%), Africa (6%), America (3%) and Asia (3%). On the other hand, \$ 788 million have been accounted for in terms of imports (personal, cultural and leisure-related services (49%), advertising/market research and survey of opinion (17%), research and development (10%) and Architecture / Engineering services and techniques (24%)), in Europe (63%), Africa (1%), America (2%) and Asia (33%), which is a coverage rate of 32% only against 48% for all domestic products.

The conclusion is clear, within a decade the number of creative structures has not evolved, and this is due to a low political and state willingness to invest in the cultural community. The budget allocated to the ministry of culture does not exceed the bar of 0.34% of the overall budget of the State, local and territorial authorities remain silent in terms of investment in the cultural sector, and don't encourage artistic creation at the level of their territory. For the moment this lack is compensated with either self-production, sponsoring and patronage, or with international cooperation.

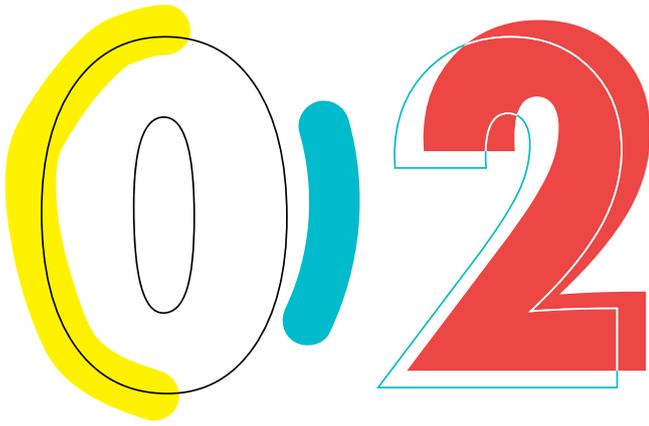


RECOMMENDATIONS :

After seven years of existence, two editions of "Etats Généraux de la Culture au Maroc" (November 2014, November 2016), a survey on Moroccans' cultural practices (2016), meetings with cultural actors in 12 regions of the country and the development of a cultural mapping, as well as statistics about the structures of creation, training and dissemination in 18 disciplines in Morocco and in the diaspora (www.artmap.ma), Racines recommends the following:

- Implement a public service allowing citizens access to culture, especially in terms of artistic and popular education (role of the State and local authorities)
- Support career transition of emerging artists to the market (role of civil society with the support of the State and communities)
- Invest in and set up a market for art and culture, subject to the rules of competition between professionals (private sector role)
- Unite 'effort' and ensure the necessary transversality of the cultural policy of the different stakeholders (public, private and associative) for a better coordination of cultural action in the center and in the regions.

All, through laws, regulations and appropriate and concerted guidance, and through unifying governance structures, involving the review of the role of the State as regulator, coordinator, facilitator of the private sector, as patron and partner, the local government as a provider of structures and funding, and finally professional actors, stakeholders as an important party.



TÉMOIGNAGES



Fatima Zahra, 24 ans, Social Media Manager, Casablanca

La culture est un héritage que nous avons tous, commun à chaque communauté et pourtant perçu différemment d'un individu à un autre au sein de cette dernière. Elle se manifeste dans tous les domaines de la vie, elle est indissociable de notre construction sociale et essentielle pour notre besoin d'appartenance. J'aime la comparer à une montagne qui ne

s'effondrera jamais. À mon sens, la culture est importante car en soi c'est une aspiration à la liberté, une richesse qui nous ouvre au monde, c'est la satisfaction du besoin de vie. Elle est en évolution et transformation continue, parce que représentant – à une échelle plus ou moins grande – la contribution de chacun dans la société et vice versa. Elle nous relie, des fois nous emprisonne, et pourtant on ne pourrait se passer d'elle.

En ce qui concerne mes pratiques artistiques, j'aime beaucoup le make-up. C'est réellement une passion pour moi, il peut tout vous dire d'une personne que vous ne connaissez pas et de la société dans laquelle elle a grandi. Universel en termes de tendances et riche en termes d'histoire et d'utilisations à travers les temps et les pays. Je fais aussi du DIY (Do It Yourself) décoratif qui consiste à transformer ce que nous n'utilisons pas (ou ce que nous utilisons rarement) en un bien plus utile pour nous et qui n'est peut-être pas disponible en magasin.

Khadija, femme de ménage, Casablanca

La culture aide l'individu à être éduqué et averti. Elle est importante parce que ça permet à l'individu de savoir se comporter en société et dans tous les aspects de sa vie. Pour ma part, j'aime beaucoup cuisiner. Je suis une passionnée de la gastronomie.

Nordine, 54 ans, paysan, Oued Ifrane

La culture est aussi bien un moyen d'expression qu'un moyen d'action, de récréation, de rêve et de vie. La culture est ce que nous sommes et ce à quoi nous aspirons et aussi ce que nous rejetons chez nous, chez nos amis et chez nos ennemis. La culture c'est notre héritage, nos traditions et nos acquis par les connaissances acquises et par les informations dont nous « bombardent » la télévision et la radio. La culture est importante car elle touche nos émotions, notre intérieur. Elle influe sur notre "nous" actuel, notre passé et notre avenir. Elle est importante car c'est un moyen d'éclairer la population et d'améliorer ses valeurs. Le manque de culture est grave et rend les gens renfermés, intolérants et victimes des idées reçues. Je n'ai pas vraiment de pratique artistique moi-même. Je me suis essayé à la peinture, à la poésie et dernièrement à la musique. J'aimerais beaucoup jouer de la batterie et faire de la peinture surtout le collage.

La culture c'est une manière de vivre à travers l'art, comme la danse, le théâtre, la musique, le dessin. Elle permet aux individus de bien vivre en société. Moi, je dessine beaucoup. J'aime bien le dessin, et je voudrais faire de la danse plus tard.



Fatima Zahra, 10 ans, élève de CM1, Casablanca

Abdelali, 38 ans, Sefrou

Pour moi, la culture est tout ce qu'il est possible de transmettre, de partager et d'apprendre. C'est aussi le trait d'union entre les membres d'un groupe qui permet leur cohésion. La culture permet de s'ouvrir et mieux comprendre le monde, d'élargir l'esprit et de fournir de l'intelligence et du rêve.

TESTIMONIES



Fatima Zahra, 24 years old, Social Media Manager, Casablanca

Culture is a heritage that we all have, common to every community and yet perceived differently from one individual to another within that community. It is apparent in all areas of life, it is inseparable from our social construction and essential for our need of belonging. I like to compare it to a mountain that will never collapse. In my opinion, culture is important because it is

an aspiration for freedom, a wealth that opens us to the world, it is the satisfaction of the need for life. It is in constant evolution and transformation, because it represents - on a more or less large scale - the contribution of everyone in society and vice versa. It connects us, sometimes imprisons us, and yet we could not do without it. As far as my artistic practices are concerned, I really like make-up. It's really a passion for me, it can tell you everything about a person you don't know and the society in which he or she grew up. Universal in terms of trends and rich in history and uses across time and countries. I also make DIY (Do It Yourself) decorative items, which consists in turning what we don't use (or what we rarely use) into something much more useful for us and which may not be available in stores.

Khadija, house keeper, Casablanca

Culture helps the individual to be educated and informed. It is important because it allows the individual to know how to behave in society and in all aspects of his or her life. Personally, I like cooking a lot. I am passionate about gastronomy.

Nordine, 54 years old, farmer, Oued Ifrane

Culture is a means of expression, a means of action, a means of recreation, dream and life.

Culture is who we are and what we aspire to and what we reject in our homes, friends and communities. Culture is our heritage, our traditions and what we have learned through the knowledge and information that television and radio "bombard" us with. Culture is important because it touches our emotions, our interior. It influences our present "us", our past and our future. It is important because it is a way of enlightening the population and improving its values. The lack of culture is dangerous and makes people less open-minded, intolerant and victims of stereotypes and propaganda. I do not really have an artistic practice myself. I have tried my hand at painting, poetry and lately music. I would love to play drums and paint. I particularly like the collage technique.

Culture is a way of life through art, such as dance, theatre, music, drawing.

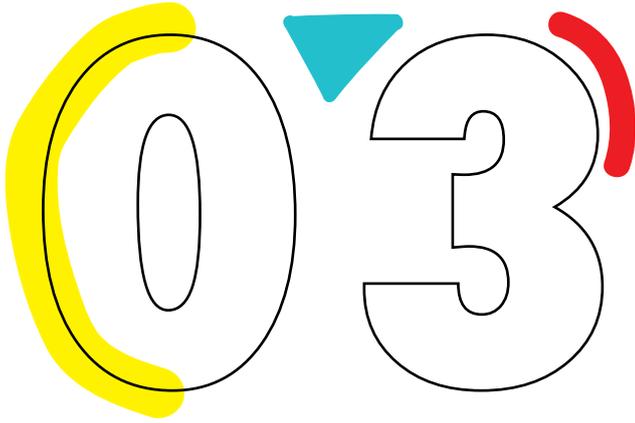
It enables individuals to live well in society. I draw a lot. I like drawing, and I'd like to dance later.



Fatima Zahra, 10 years old, fourth grade student, Casablanca

Abdelali, 38 years old, Sefrou

For me, culture is everything that can be transmitted, shared and learned. It is also the link between the members of a group, which allows their cohesion. Culture allows us to open up and better understand the world, broaden our minds and provide intelligence and dreams.



STORYTELLING

Aquarium, une singularité théâtrale féminine hors pair

L'aventure Aquarium a démarré au tout début des années 1990. Un groupe de jeunes filles lauréates de l'Institut Supérieur d'Art Dramatique et d'Animation Culturelle (ISADAC) décident de créer en 1994 une association de théâtre à Rabat, ayant comme ambition de travailler sur des réadaptations de textes dramaturgiques internationaux (exemple : Mouchahante, Avant le petit déjeuner, Escadron en route vers la mort, etc.).

À cette époque, toutes les réunions et rencontres se passaient chez Naima Zitan : icône féminine du théâtre moderne marocain, leader de la troupe, metteur en scène et cadre à la Direction des Arts au Ministère de la Culture. D'ailleurs, c'est grâce à elle que ce projet verra le jour et continuera d'exister jusqu'à aujourd'hui.

À ses débuts, la troupe du théâtre Aquarium se contente d'occuper les espaces de répétitions du théâtre Mohammed V et du théâtre El Kanfaoui jusqu'en 1998, en raison de l'absence d'un lieu physique propre au groupe. À partir de cette année, une belle amitié va naître entre Naima Zitan et Naima Oulmakki, qui elle aussi est cadre au Ministère de la Culture, mais à la Direction du Patrimoine. Cette rencontre s'est nouée autour d'un projet de théâtre social, qui donnera lieu à la pièce « Histoires de femmes ». Cette création artistique traitait la situation de la femme marocaine depuis l'indépendance : de 1956 à 1999, tout en passant par les dates clés de cette période, avec d'abord le rôle de la femme résistante à l'époque coloniale et postcoloniale, puis celui de la femme militante des années de plomb et enfin par celui de la femme d'aujourd'hui. Cette pièce a été écrite par Halima Zine El Abidine, mise en scène par Naima Zitan et interprétée par

5 jeunes comédiennes marocaines. Elle traite donc du conflit entre ces 3 générations de femmes marocaines, en se posant la question « comment obtenir mutuellement nos droits au sein d'une société patriarcale ? ». Cette pièce a beaucoup fait parler d'elle et a contribué artistiquement au débat sur le plan d'action pour l'intégration de la femme au développement. La première présentation à la Salle Bahnini, le jeudi 30 mars 2000, a connu un grand succès, comme en témoignent la longue queue devant la porte d'entrée et les couloirs de la salle. Bouchra Ijork a fait pleurer une grande partie du public présent à cette soirée par son interprétation du rôle de Nezha, représentante de la 3ème génération (contemporaine), qui avait coupé le cordon avec son passé. Cette pièce, considérée comme une « Renaissance » et un coup de cœur pour les femmes d'Aquarium, a été jouée plus de 100 fois au Maroc entre l'année 2000 et 2006.

Une nouvelle stratégie a été lancée par l'Aquarium, et en 2001 la troupe s'intéresse à la scolarisation des filles dans le milieu rural. En créant « Lif May N'qot » (La Caravane du savoir), le but était de sensibiliser d'une façon ludique au rôle de l'enseignement, mais aussi d'encourager les ruraux à envoyer leurs enfants, surtout les jeunes filles, à l'école du village. La pièce prenait également la forme d'un plaidoyer contre l'illettrisme et l'analphabétisme au sein de la société et spécifiquement dans les zones les plus reculées du pays. Une forte mobilisation auprès des familles villageoises a été faite pour inciter les gens à assister à la pièce qui se jouait dans les cours de récréation des écoles. Naima Oulmakki, chargée de communication du projet, raconte : « **J'allais voir les femmes dans leur foyer, je frappais à toutes les portes du village**

STORYTELLING

Aquarium, an outstanding female theatrical singularity

The Aquarium adventure started at the very beginning of the 1990s. A group of young girls, graduates of the Higher Institute of Dramatic Art and Cultural Animation (ISADAC) decided in 1994 to create a theater association in Rabat, with the ambition to work on the adaptation of international dramaturgical texts (e.g: Mouchahanate, Before breakfast, Squadron on the way to death, etc.).

At that time, all meetings and encounters were held at Naima Zitan's house; a female icon of modern Moroccan theater, leader of the troupe, director and manager at the Arts Directorate of the Ministry of Culture. Moreover, it is thanks to her that this project was launched and still exists.

In its beginnings, the troupe of the Aquarium theater was using the rehearsal spaces of the Mohammed V theater and the El Kanfaoui theater, due to the absence of a physical place specific to the group. In 1998, a beautiful bond of friendship developed between Naima Zitan and Naima Oulmakki, who also works at the Ministry of Culture, but in the Directorate of Heritage. This meeting was tied around a project of social theater, thus creating the play "Histoires de femmes" (Women stories). This artistic creation was about the situation of Moroccan women after independence; from 1956 to 1999, while passing by key dates of this period; starting with the role of the resistant women in the colonial and postcolonial era, then the role of the women activists during the years of lead, and finally the situation of women nowadays. This play was written by Halima Zine El Abidine, directed by Naima Zitan and performed by five young Moroccan actresses. Therefore, it deals with the conflict between these 3

generations of Moroccan women, while asking the question "how to mutually obtain our rights in a patriarchal society?". This play has made its mark, as a contribution to the debate on women's integration in development. The first performance at the "Bahnini" room on Thursday, March 30th, 2000 was a huge success. There was a big queue at the entry door and corridors of the hall were blocked. Bouchra Ijork played the role of Nezha, representative of the 3rd generation (the current one). Nezha left her past behind. This character moved a lot of people at the audience and made them cry. This play, considered a "Renaissance" and a favorite for Aquarium women, was played more than 100 times in Morocco between 2000 and 2006.

Aquarium adopted a new strategy, and in 2001, the troupe became interested in the schooling of girls in rural areas. By creating "Lif May N'got" (The Caravan of Knowledge), the goal was to raise awareness, in a fun way, on the role of education, and also to encourage rural people to send their children, especially girls, to village schools. The play was also a form of advocacy against illiteracy, specifically in the most remote areas of the country. A strong mobilization with villagers' families was made to encourage people to attend the play that was played in schools' playgrounds. Naima Oulmakki, project communication officer, says: « **I went to see women in their homes, I knocked on every door in the village to explain the project and encourage them to attend the theatrical performance. Once, I even asked the Fqih (Imam) of Douar (Village) to allow me to announce the schedule of the play via the loudspeaker of the mosque».**

pour leur expliquer le projet et les encourager à assister à la représentation théâtrale. Une fois, j'ai même demandé au Fqih (Imam) du Douar (Village) qu'il me permette d'annoncer les horaires de la pièce via le haut parleur de la mosquée ».

Les années 2000 étaient marquées par un grand débat sur la situation de la femme, en termes de développement social (dans le milieu familial), économique (au niveau professionnel) et humain (sur les questions de genre). Le législateur marocain annonce le nouveau code de la famille en 2004, considéré comme une grande réussite pour plusieurs associations féminines, puisqu'il répondait en partie à leurs revendications. A nouveau, le théâtre Aquarium ne se prive pas d'adhérer au mouvement en produisant une pièce intitulée « Chaqaiqou Annou'amane » (Coquelicots) en partenariat avec une association de femmes détenues. Cette création artistique avait pour objectif de vulgariser et faciliter l'explication et la compréhension du code de la famille. Elle fera l'objet d'une tournée (entre 2004 et 2011) nationale et internationale (Espagne) avec une centaine de représentations dans plusieurs lieux : théâtres, complexes culturels, souks hebdomadaires (rural), maisons de jeunes, écoles, universités, hôpitaux et prisons pour femmes et hommes. La pièce « Chaqaiqou Annou'amane », bénéficiera ainsi d'une diffusion de 5 passages à la Télévision Nationale (SNRT) avec une audience de 1 million de téléspectateurs.

À partir de 2006, le théâtre Aquarium s'orientera plus sur la création purement artistique, dans sa dimension esthétique. Naima Zitan écrira et mettra en scène la pièce « Rouge + Bleu = Violet », qui sera interprétée par deux comédiennes de renom ; il s'agit de Latefa Aherrare et Dounia Boutazzout. Destinée à un public qui a l'habitude de fréquenter les théâtres et les galeries d'art, la pièce s'interrogeait sur le sens de la vie et la possibilité de communiquer sans violence physique et psychologique à l'égard des femmes. C'était aussi l'occasion de s'arrêter et revenir sur les lacunes des lois relatives aux droits des femmes.

Deux ans plus tard, soit en 2008 une nouvelle action verra le jour au sein du théâtre Aquarium. Il s'agit de « Tata Mbarka », écrite par l'artiste peintre Khadija Tnana. Elle s'est penchée sur la maltraitance, l'abus et l'exploitation des « bonnes » dans les familles marocaines. Ce spectacle s'exportera en France, en Belgique et en Italie grâce à une convention signée avec le Ministère des Marocains Résidant à l'Étranger (MRE), afin d'en faire bénéficier la diaspora marocaine en Europe.





«!!!»
 (programmation théâtrale)

Collaboration 2010/11 avec l'Institut Français de Rabat

Plus de 27 millions de personnes...
 Plus de 27 millions de personnes...
 Plus de 27 millions de personnes...

Programme

**En chœur avec
 Ilham Loulidi
 & groupe Barzakh**

Concert - Vendredi 8 de 20h
 18000 (7 Samedi 12 de 20h)
 18000 (7 Samedi 14 de 20h)
 18000 (7 Samedi 15 de 20h)

Avec Elles

Table ronde de 20h
 Vendredi 8 de 20h de 20h
 18000 (7 Samedi 14 de 20h)
 18000 (7 Samedi 15 de 20h)

Avec Elux

Table ronde de 20h
 Vendredi 8 de 20h de 20h
 18000 (7 Samedi 14 de 20h)
 18000 (7 Samedi 15 de 20h)

Quartier Akhbari

INSTITUT FRANÇAIS

There was a great debate on the situation of women in the 2000s, in terms of social (in the family), economic (at professional level) and human (on gender) development. The Moroccan legislator announced the new family code in 2004, considered as a great success for several women's rights associations, since it partially responded to their demands. Once again, the Aquarium Theater did not hesitate to join the movement by producing a play entitled "Chaqaïqou Annou'amane" (Poppies), in partnership with a women's association in prison. This artistic creation was intended to popularize and facilitate the explanation and understanding of the family code. A national and international (Spain) tour of the play was then organized between 2004 and 2011, with a hundred performances in several places: theaters, cultural complexes, weekly souks (in rural areas), youth centers, schools, universities, hospitals and prisons for women and men. The play "Chaqaïqou Annou'amane", was broadcasted 5 times on National Television (SNRT) with an audience of 1 million viewers.

Starting from 2006, the Aquarium Theater started focusing on purely artistic and aesthetic creations. Naima Zitan wrote and directed the play "Rouge + Bleu = Violet", which was performed by two renowned actresses; Latefa Aherrare and Dounia Boutazzout. Targeting audiences used to visit theaters and art galleries, the play was concerned with the meaning of life and the possibility of communicating without physical and psychological violence against women. It was also an opportunity to stop and reconsider the shortcomings of women's rights laws.

Two years later, in 2008, there was a new form of action in the Aquarium theater that led to the creation of "Tata Mbarka", a play written by the painter Khadija Tnana, which focused on the abuse and exploitation that "handmaids" bear within Moroccan families. This show was exported to France, Belgium and Italy thanks to an agreement signed with the Ministry of Moroccans Residing Abroad (MMRA), in order to benefit the Moroccan diaspora in Europe.

LE STUDIO
 ARTS
 VIVANTS

PRÉSENTÉ PAR LE THÉÂTRE

SAMEDI
 8
 FÉVRIER
 20H30

DIALY

Arta Barzakh - Fatma Elouach - Nouria Belkacem
 (PIÈCE EN 3 ACTES / 2008 - Mise en scène)

THÉÂTRE: Institut Français
 ALLIANCE: Théâtre de la Ville
 MUSIQUE: Ensemble de la Ville de Paris
 CO-PRODUCTION: Institut Français, Théâtre de la Ville, Ensemble de la Ville de Paris

© Racines

IN FOLIO
 01 42 97 04 00

PLACE DE FRANCE 61
 75004 PARIS 4^{ème} ARTE ASSOCIÉE
 À LA VILLE DE PARIS

WWW.INSTITUTFRANCAIS.FR
 FERMETURE DES PORTES À 20H00

La troupe continuera sur la même thématique et développera une collaboration avec la GlZ (Coopération Internationale Allemande) sur le sujet du droit au travail de la femme et la discrimination subie par ces dernières dans le milieu professionnel. Cette collaboration donnera lieu en 2009 à la création de la pièce « Chkoun Fih Difou » (Qui a le défaut).

La même année, un nouveau projet est créé au théâtre Aquarium situé au quartier populaire « Akkari » à Rabat. Cette fois-ci, c'est en collaboration avec l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Rabat, les Ministères de la culture et des MRE que le spectacle « Al Hor Belgamza » (Libre en un clin d'œil) verra le jour. A travers cette pièce, la troupe abordera un nouveau fléau sociétal, celui de la corruption. En définitive, « Al Hor Belgamza » rencontrera un grand succès grâce au langage cru employé pour le traitement de ce phénomène et compte à son actif plus de 60 représentations entre le Maroc, la France, la Belgique et l'Italie.

En 2010, en commémoration de la disparition du célèbre militant de gauche, El Mehdi Ben Barka, la troupe réalisera la pièce « Pour eux » sous le slogan « Inspiration artistique », qui puise dans les poésies engagées et théâtralisées.

L'année qui suit, et en plein effervescence du printemps démocratique, Aquarium reviendra sur l'époque noire du Maroc « Les années de plomb » pour travailler sur le cas de l'écrivain et ex-détenu politique Abdelkader Chaoui. Ce travail aboutit à la création de « Voix off » en 2011.

Comme toujours, le théâtre Aquarium avait une fois encore l'envie de contribuer au mouvement revendicateur qu'a connu le monde arabe et le Maroc, en pointant du doigt la situation vulnérable de la femme dans ces pays. C'est dans ces circonstances que la fameuse pièce « Dially » (Le mien) a été produite en 2012, basée sur des séances d'écoute avec des femmes marocaines de différents profils pendant 3 mois, puis des focus groupes entre académiciennes et commerçantes du souk, avant d'aboutir à la création de la pièce. Finalement, ce processus se prolongera sur 3 trimestres avant de sortir dans les salles de spectacle.

Le texte traite le tabou de la sexualité dans la société marocaine et la manière dont elle perçoit

et parle du vagin. Trois jeunes comédiennes sur scène parlent librement du vagin (en darija - arabe marocain) et analysent la relation de la société à ce sujet tabou. Dans une scénographie simple, composée d'une corde où l'on peut voir des caleçons féminins de tout genre, forme et couleur. La pièce a été présentée dans un premier temps à la Salle Bahnini et à l'Institut Français à Rabat. A quelques jours de sa sortie, la pièce fait l'objet d'un grand buzz médiatique, entre critiques négatives et positives (plus de 150 articles publiés). Ainsi, elle ne sera jouée que dans des établissements



privés ou indépendants au Maroc, alors qu'elle sera programmée à l'étranger dans des structures publiques, telles que l'Institut du Monde Arabe à Paris. Le succès de la pièce continue toujours, les dernières représentations datent du 7 et 8 mars 2017 à Liège, en Belgique.

The troupe continued working on the same theme and developed a collaboration with the GIZ (German International Cooperation) on the subject of women's right to work and the discrimination faced by women in the workplace. This collaboration led in 2009 to the creation of the play "Chkoun Fih Difou" (Who's wrong?).

In the same year, a new project was created at the Aquarium Theater located in the popular neighborhood "Akkari" in Rabat. This time, thanks to the collaboration with the Embassy of the United States of America in Rabat, the Ministry of Culture and the MRAs, the show "Al Hor Belgamza" (Smart people understand quickly) was created.



Through this play, the troupe tackled a new social phenomenon: corruption. Ultimately, "Al Hor Belgamza" was a great success thanks to the crude language used in dealing with this phenomenon and was performed 60 times in Morocco, France, Belgium and Italy.

As always, the Aquarium Theater once again wanted to contribute to the protest movement in the Arab world and Morocco, pointing out the vulnerable situation of women in these countries. It is in these circumstances that the famous piece "Dialy" (Mine) was produced in 2012, based on listening sessions with Moroccan women of different profiles for 3 months, then focus groups between academics and women Souk traders, before leading to the creation of the play. This process lasted for 9 months before going out into theaters.

The text of the play addresses the taboo of sexuality in the Moroccan society and the way in which it perceives and talks about the vagina. In this play, three young actresses on stage speak freely about the vagina (in Darija - Moroccan Arabic) and analyze the relation of the society with this taboo topic. In a simple scenography, consisting of a rope where you can see women's underpants of any kind, shape and color.

The play was first performed in the Bahnini Room and at the French Institute (L'institut Français) in Rabat. A few days before its release, the play was the subject of a great media buzz, between negative and positive reviews (more than 150 published articles). Thus, it was only played in private or independent institutions in Morocco, then was performed abroad, in public structures, such as the Institute of the Arab World in Paris. The success of the play continues, the last performances took place in Liège, Belgium, on March 7th and 8th.

The year 2013 was dedicated to a new form of theater: Forum theater. The Aquarium activists were interested in current topics in collaboration with Oxfam Novib. They worked on the basis of monthly news during 9 months: Article 475 in connection with the case of Amina Filali, the "Art Propre" in response to the Government of Benkirane, women and politics with the representation of women in the Islamic Government, the work of the "young handmaids" with reference to the situation of migrant women from the Philippines, sex tourism with the pedophile scandal Daniel Galvane Vina, El Fatawa from the speeches of Sheik Zamzami and the Carrots affair, Women in the Public Space in relation with the situation of women in public places, and finally childbirth and abortion in connection with the criminalization of mothers in the event of abortion.

Every first Friday of the month, a round table was organized bringing together sociologists, anthropologists and playwrights, in order to present short plays to an audience of sixty people on the last Friday of the same month, to discuss collectively those topics.

L'année 2013 sera dédiée à une nouvelle forme de théâtre. Il s'agit du théâtre forum. Les militantes d'Aquarium se sont intéressées à des thèmes d'actualité en collaboration avec Oxfam Novib. En se basant sur une actualité mensuelle pendant 9 mois : L'article 475 en relation avec l'affaire Amina Filali, l'Art Propre en réponse au Gouvernement Benkirane, Femme et Politique avec la représentativité de la femme dans le Gouvernement islamiste, le travail des « petites bonnes » en référence à la situation de migrantes en provenance des Philippines, le tourisme sexuel avec le scandale du pédophile Daniel Galvane Vina, El Fatawa pour revenir sur les discours du Cheikh Zamzami et l'affaire des carottes, Femmes dans l'Espace Public pour débattre de la situation de la femme dans les places publiques, et enfin accouchement et avortement en lien avec la criminalisation des mères en cas d'interruption volontaire de grossesse.

Chaque premier vendredi du mois une table ronde était organisée rassemblant sociologues, anthropologues et dramaturges pour présenter des scénettes à une soixantaine de personnes le dernier vendredi du même mois et traiter collectivement les sujets suscités.

Un hommage sera rendu au parrain du théâtre marocain, Tayeb Saddiki, deux ans avant son décès, soit en 2014 à travers la pièce de théâtre « Shour » (Sorcellerie ou charlatanisme) qui scrute la relation du marocain et de la marocaine avec ces pratiques « magiques » au sein de la société actuelle.

En 2015, la troupe mettra en place un projet très ambitieux intitulé « Telfa » (La désorientation), qui dévoile les grandes facettes de la prostitution dans

le milieu carcéral. Il fera l'objet d'une tournée au Maroc, au Koweït, en Tunisie et en Allemagne.

La même année, les artistes d'Aquarium iront vers le quartier populaire de Rabat ; Yacoub El Mansour, où elles assureront l'animation du théâtre Al Mansour, à travers des ateliers de théâtre et de musique destinés à un grand nombre de jeunes de ce quartier défavorisé de la capitale.

L'année 2016 connaîtra le lancement d'un projet en partenariat avec le programme Middle East Partnership Initiative (MEPI) de l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique, visant à promouvoir la place et la participation politique de la femme.

L'année 2017 est dédiée à un projet sur la sociologue et intellectuelle Fatima El Mernissi qui nous a quittés en 2015. Ce projet donnera lieu à une pièce théâtrale signée Naima Zitan, inspirée du fameux livre de la défunte : « Rêves de femmes ».

Le dernier projet en date est un débat public, pluriel, constructif et pluridisciplinaire sur l'égalité des hommes et des femmes dans les droits économiques y compris en matière successorale (prévu en novembre 2017). Un état des lieux a déjà été réalisé lors des tables rondes organisées par Aquarium à Rabat, afin d'ouvrir le débat de société pour le changement des lois sur l'héritage. Ces échanges ont abouti à la création de la pièce « Tarz Lahsab », écrite par Said Hamouch, mise en scène par Naima Zitan et interprétée par Abdallah Didan, Jamila Elhaoui, Jalila Tlemsi, Amal Benhaddou et Hachem Elbastaoui.



In 2014, a tribute was paid to the godfather of Moroccan theater, Tayeb Saddiki, two years before his death, through the play "Shour" (Sorcery or quackery) that scrutinizes the relationship of Moroccan men and women with these "sorcery" practices in today's society.

In 2015, the troupe set up a very ambitious project entitled "Telfa" (Disorientation), which reveals the major facets of prostitution in prison. It was the subject of a tour in Morocco, Kuwait, Tunisia and Germany.

The same year, Aquarium artists went to the popular district of Rabat; Yacoub El Mansour, where they ensured the animation of Al Mansour theater, through theater and music workshops for a large number of young people in this underprivileged area of the capital.

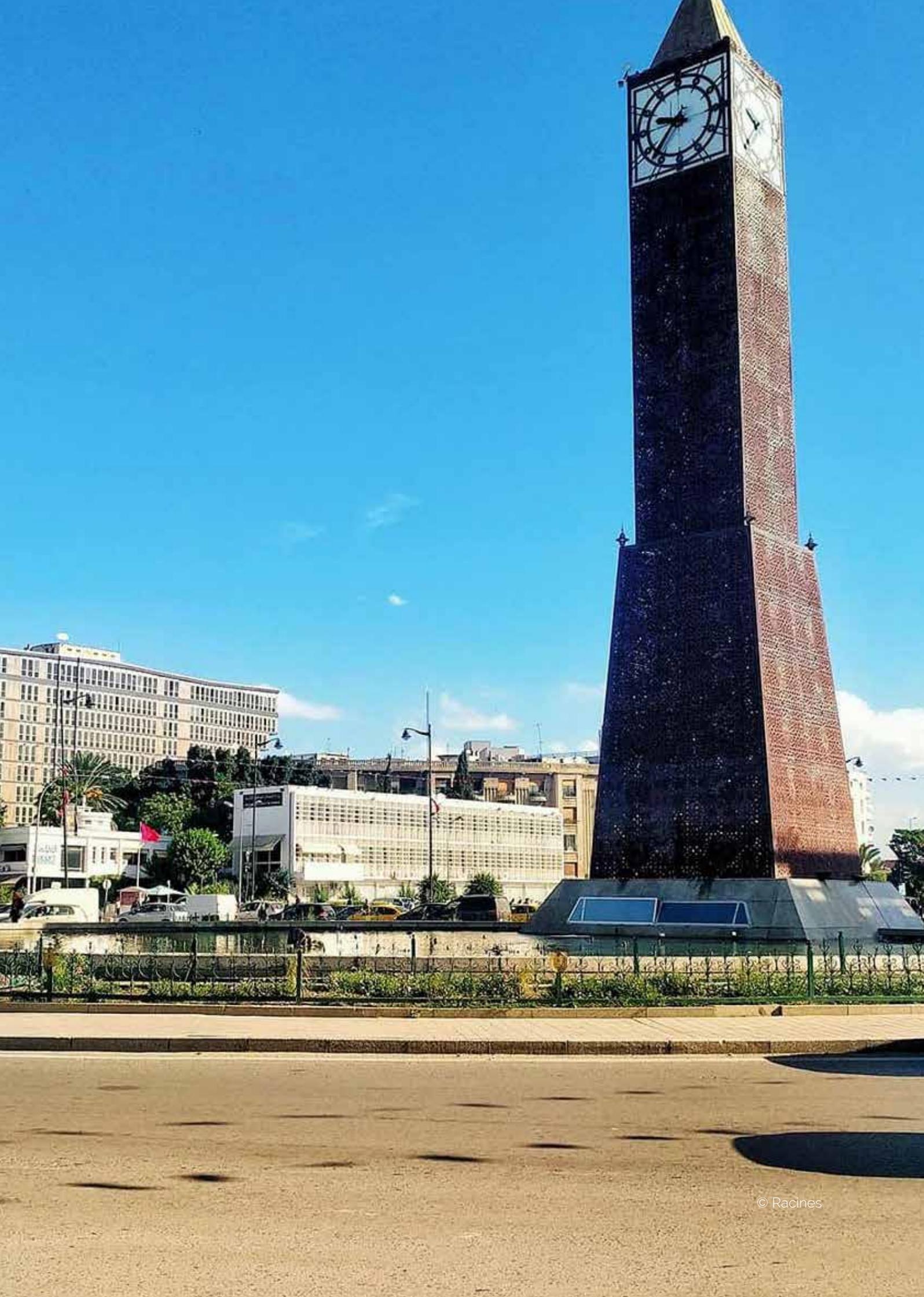
In 2016, a project was launched in partnership with the Middle East Partnership Initiative (MEPI) of the Embassy of the United States of America, to promote the role and participation of women in politics.

The year 2017 is dedicated to a project on the sociologist and intellectual Fatima El Mernissi, who died in 2015. This project will result in a theatrical

play by Naima Zitan, inspired by the famous book of the deceased: "Dreams of Women".

The latest project is a public, plural, constructive and multidisciplinary debate on the equality between men and women in economic rights, including inheritance (the project is due to November 2017). A diagnosis has already been made during the round tables organized by Aquarium in Rabat, in order to open the social debate on the change of laws on inheritance. These exchanges led to the creation of the play "Tarz Lahsab", written by Said Hamouch, directed by Naima Zitan and performed by Abdallah Didan, Jamila Elhaoui, Jalila Tlemsi, Amal Benhaddou and Hachem Elbastaoui.



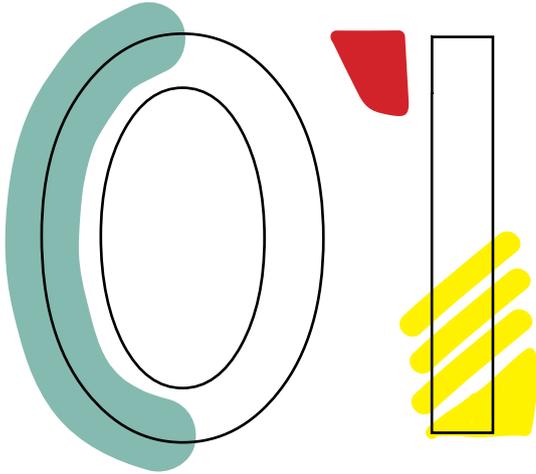


TUNISIE - TUNISIA

Développements récents en Tunisie	36	Recent developments in Tunisia	37
Témoignages	52	Testimonies	53
Storytelling - La Fabrique, un coworking space en plein centre ville pour le bonheur des artistes	56	Storytelling - La Fabrique, a coworking space in the city center for the sake of artists' happiness	57

"Notre culture d'abord" est une association tunisienne indépendante créée en 2012, qui oeuvre pour la promotion des cultures locales et soutient la démocratisation de l'accès à la culture, à l'information et aux opportunités culturelles et artistiques.

"Our culture first" is an independent Tunisian association founded in 2012. It works on the promotion of local cultures and supports the democratization of access to culture, to information and cultural and artistic opportunities.



DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN TUNISIE

OLFA ARFAOUI & MOHAMED BEN SLAMA

CONTEXTE

La Tunisie se situe en Afrique du Nord, bordée au nord et à l'est par la mer Méditerranée, à l'ouest par l'Algérie et au sud-est par la Libye. Tunis, sa capitale, est située au nord-est du pays¹. Ancien carrefour de plusieurs civilisations - Phéniciens, Puniqes, Romains, Goths, Byzantins, Arabes, Andalous et Ottomans² -, la Tunisie est une société arabo-musulmane imprégnée de cultures et religions diverses. Aujourd'hui, 98% des Tunisiens sont musulmans sunnites et la langue officielle est l'arabe.

La population tunisienne s'élève à 11 millions de personnes (11 007 300 selon le dernier recensement de l'INS en 2014), dont 50,2% de femmes et 49,8% d'hommes. L'âge moyen est de 32,4 ans.

La Tunisie compte de nombreux sites naturels et historiques dont huit inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO : sept en tant que sites culturels, et un en tant que site naturel³.

Après l'indépendance, la culture a été un élément central du processus de construction nationale. Le mouvement de libération a considéré la culture comme un fondement important dans la création et le renforcement de la cohésion sociale. Si les cultures et les langues des minorités (par exemple des Berbères et des Juifs) ne sont toujours pas reconnues, un cadre général de coexistence garantissait néanmoins des droits égaux à tous les tunisiens, sans discrimination. Les premières politiques culturelles tunisiennes sont mises en

place à partir du début des années 1970 à travers la « démocratisation de la culture »⁴ permettant l'accès à la culture et sa diffusion dans toutes les régions de la Tunisie. Les affaires culturelles ont d'abord été attribuées au Secrétariat d'État aux Affaires culturelles et à l'Information par le décret du 11 décembre 1961. Trois ans plus tard, le Ministère de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine est créé par le décret n° 96-1875 du 7 octobre 1964. Il a été renommé plusieurs fois et porte aujourd'hui le nom de Ministère des Affaires Culturelles. Les affaires culturelles étaient centralisées au niveau du gouvernement qui intervenait directement au niveau stratégique, financier et législatif. Les subventions accordées aux organisations et aux institutions gouvernementales sont les résultats principaux de cette politique culturelle.

En 2017, le budget de l'Etat alloué au secteur de la culture est passé à 257 millions de dinars (environ 88,5 millions d'euros), soit une augmentation de 13%.

La fin de l'année 2010 a été marquée par le début du soulèvement du peuple tunisien qui a mis fin au régime du dictateur Ben Ali et abouti à sa fuite le 14 janvier 2011. Amorçées dès 2008 dans le bassin minier de Gafsa au sud-ouest de la Tunisie, par des jeunes chômeurs n'appartenant à aucun parti politique, ces révoltes populaires sont le fruit de conditions socio-économiques défavorables notamment dans les régions dites de « l'intérieur ». Cette « révolution de la dignité »⁵ a déclenché une période de transition démocratique, qui est encore inachevée.

RECENT DEVELOPMENTS IN TUNISIA

OLFA ARFAOUI & MOHAMED BEN SLAMA

BACKGROUND

Tunisia is located in North Africa, north and east bordered by Mediterranean Sea, west by Algeria and southeast by Libya. Tunis, its capital, is located in the north-east of the country¹. Former crossroads of several civilizations - Phoenicians, Punics, Romans, Goths, Byzantines, Arabs, Andalusians and Ottomans² - Tunisia is an Arab-Muslim society impregnated with diverse cultures and religions. Today, 98% of Tunisians are Sunni Muslims and the official language is Arabic.

The Tunisian population amounts to 11 million people (11 007 300 according to the last INS census in 2014), with 50.2% of women and 49.8% of men. The average age is 32.4 years.

Tunisia has many natural and historical sites, eight of which are on the UNESCO World Heritage List: seven as cultural sites, and one as a natural site³.

After the independence, culture has been a central element in the process of national construction. The liberation movement saw culture as an important foundation for creating and strengthening social cohesion. While minority cultures and languages (e. g. Berber and Jewish) are still not recognized, a general framework of coexistence nevertheless guaranteed equal rights to all Tunisians, without discrimination. The first Tunisian cultural policies were implemented from the early 1970s through the "democratization of culture"⁴ allowing a large access to culture and its diffusion in all regions of Tunisia. Cultural affairs were first assigned to the

State Secretariat for Cultural Affairs and Information by the Decree of 11 December 1961. Three years later, the Ministry of Culture and Heritage Preservation was created by Decree No. 96-1875 of 7 October 1964. It has been renamed several times and is now called the Ministry of Cultural Affairs. Cultural affairs were centralized at the level of government, which intervened directly at the strategic, financial and legislative levels. Grants to government organizations and institutions are the main results of this cultural policy.

In 2017, the State budget allocated to the cultural sector was raised to 257 million dinars (about 88,5 million euros), an increase of 13%.

The end of the 2010s was marked by the beginning of the Tunisian people's uprising that put an end to the dictator Ben Ali's regime and led to his flight on 14 January 2011. These popular revolts begun in 2008 in the mining area of Gafsa in south-western Tunisia by unemployed young people who do not belong to any political party, and are the result of unfavourable socio-economic conditions, particularly in the so-called "inland" regions. This "revolution of dignity"⁵ triggered a period of democratic transition, which is still unfinished.

Three years after this "jasmine revolution", on the evening of 26 January 2014, Tunisia's new Constitution was adopted by a large majority. The adoption of this new Constitution was the result of a long democratic exercise in which civil society played a leading role, notably Al Bawsla association⁶, through the publication of the

Trois ans après cette « révolution du jasmin », le soir du 26 janvier 2014, la nouvelle Constitution de la Tunisie a été adoptée avec une grande majorité. L'adoption de cette nouvelle Constitution est l'aboutissement d'un long exercice démocratique dans lequel la société civile a joué un rôle prépondérant, notamment l'association Al Bawsla⁶, à travers la publication des travaux de l'Assemblée Nationale Constituante (ANC). Plusieurs organisations de la société civile ont largement contribué au développement du dialogue entre citoyens et membres de l'ANC et à l'instauration d'un débat public ouvert et dynamique⁷ à travers des manifestations et des campagnes de sensibilisation dans toute la Tunisie. En 2012, pour réclamer le retrait du « principe de complémentarité » et la réinstauration du principe d'égalité au sein de la nouvelle Constitution, une coalition d'associations féministes a vu le jour et a mené une campagne de mobilisation conjointe contre cet article. En 2013, Le Forum des Associations Culturelles Tunisiennes (FACT) a réuni plusieurs acteurs culturels et de la société civile pour mener une réflexion sur les défis du secteur culturel et proposer des recommandations pour une politique culturelle inclusive en Tunisie.

Au cours de cette période de transition démocratique, les organisations régionales et internationales - comme l'Unesco et l'Union Européenne - ont développé de nombreux programmes et initiatives pour renforcer la contribution du secteur culturel et le développement socioéconomique, en particulier dans les régions de l'intérieur. Les politiques culturelles sont essentiellement centrées sur la décentralisation, la culture de proximité, les droits culturels et le statut de l'artiste. En septembre 2016, dans le cadre de la décentralisation culturelle et de la promotion de la culture dans les régions, l'actuel ministre, Mohamed Zine ELAbidine, lance le projet « Tunisie : les villes de la culture », un programme de financement pour la promotion des projets culturels et des initiatives privées dans les régions. La ville de Sfax a été désignée capitale de la culture arabe en 2016 suite à la validation de sa candidature par l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO)⁸.

“Plusieurs initiatives privées ont vu le jour en Tunisie depuis la révolution. Malgré le manque de financements, [...] les projets culturels se sont multipliés.”



Plusieurs initiatives privées ont vu le jour en Tunisie depuis la révolution. Malgré le manque de financements⁹, des cafés culturels et galeries ont été créés, d'anciens cinémas (Cinéma Vogue à Tunis, le Majestic à Bizerte) ont été rénovés, les projets culturels se sont multipliés. De nouveaux partenariats se sont concrétisés entre le Ministère des Affaires Culturelles et des organisations de la société civile. L'exposition artistique « Éveil d'une nation », organisée au musée du Bardo est, par exemple, le fruit d'un partenariat public-privé entre l'Institut national du patrimoine et la Fondation Rambourg Tunisie¹⁰. Tout en renouant avec l'histoire de la Tunisie Ottomane, cette exposition unique en son genre a permis la restauration du palais beylical Ksar Said.

Le jeudi 27 juillet 2017, l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) a adopté le projet de loi en application de la convention signée en mai entre l'Union Européenne et la Tunisie pour son adhésion au programme « Europe Créative » pour la promotion des secteurs culturels. Les acteurs culturels tunisiens pourront désormais bénéficier des mêmes avantages que leurs collègues européens en matière d'appels d'offres.



Constituent National Assembly (CNA) work. Several civil society organizations have contributed significantly to the development of dialogue between citizens and CNA members and to the establishment of an open and dynamic⁷ public debate through demonstrations and awareness-raising campaigns throughout Tunisia. In 2012, to demand the withdrawal of the "principle of complementarity" and the reinstatement of the principle of equality in the Constitution, a coalition of feminist associations was established and led a joint mobilization campaign against this article. In 2013, the Forum of Tunisian Cultural Associations (FTCA) brought together several cultural and civil society actors to reflect on the cultural sector challenges and suggest recommendations for an inclusive cultural policy in Tunisia.

“Several private initiatives have emerged in Tunisia since the revolution. Despite the lack of funding, [...] cultural projects have multiplied.”

During this period of democratic transition, regional and international organizations - such as UNESCO and the European Union - have developed numerous programmes and initiatives to strengthen the contribution of the cultural sector and socio-economic development, particularly in inland regions. Cultural policies were mainly focused on decentralization, community culture, cultural rights and the status of the artist. In September 2016, under cultural decentralization and the promotion of culture in the regions, the current Minister, Mohamed Zine El Abidine, launched the project "Tunisia: cities of culture", a funding program for the promotion of cultural projects and private initiatives in the regions. The city of Sfax was designated as the capital of Arab culture in 2016 following the validation of its application by the Arab Educational, Cultural and Scientific Organization (ALECSO)⁸.

Several private initiatives have emerged in Tunisia since the revolution. Despite the lack of funding⁹, cultural cafés and galleries have been created, old cinemas (Cinéma Vogue in Tunis, the Majestic in Bizerte) have been renovated, cultural projects have multiplied. New partnerships have been made between the ministry of cultural affairs and civil society organizations. For example, the artistic exhibition "awakening of a nation" organized at the Bardo Museum, is the fruit of a public-private partnership between the national heritage Institute and the Rambourg Foundation in Tunisia¹⁰. While reviving the history of Ottoman Tunisia, this unique exhibition allowed the restoration of the Ksar Said Beylical Palace..

On Thursday 27 July 2017, the Assembly of People's Representatives (APR) adopted the draft law in accordance with the agreement signed in May between the European Union and Tunisia for joining the "Creative Europe" programme for the promotion of cultural sectors. Tunisian cultural actors are now able to benefit from the same advantages as their European colleagues in terms of calls for projects.

Following the "Arab Spring" movements, the European Union has reoriented its neighbourhood policy and committed itself to supporting democratic transition in the political, economic, scientific, social, cultural and human spheres¹¹. Political dialogue EU-Tunisia has been strengthened significantly thanks to the support of the European Union to the Tunisian economic and political reforms. Within the framework of the European Neighbourhood Policy (ENP), Tunisia received financial assistance from the EU, mainly through the European Neighbourhood Instrument (ENI), which was between 725 and 886 million euros¹² for the period 2014-2020.

Suite aux mouvements des « printemps arabes », l'Union européenne a réorienté sa politique de voisinage et s'est engagée à soutenir la transition démocratique dans le domaine politique, économique, scientifique, social, culturel et humain¹¹. Le dialogue politique UE-Tunisie s'est renforcé de manière importante avec notamment le soutien par l'Union européenne des réformes économiques et politiques tunisiennes. Dans le cadre de la Politique européenne de voisinage (PEV), la Tunisie bénéficie d'une aide financière de l'UE, principalement par le biais de l'Instrument européen de voisinage (IEV), qui se situe entre 725 et 886 millions d'euros¹² pour la période 2014-2020.

Le Programme d'appui au secteur de la culture de l'UE a été doté de 6 millions d'euros visant à accroître l'accès à la culture, à promouvoir de nouvelles productions, à stimuler la créativité et l'émergence de nouvelles générations d'artistes en s'appuyant sur une décentralisation effective¹³. Ce programme s'articule sur trois principaux axes :

1. L'assistance technique ciblée aux différentes structures dépendant du Ministère des Affaires Culturelles.
2. Le jumelage institutionnel et le partage d'expériences
3. La mise en œuvre de fonds et l'assistance technique au profit des acteurs culturels. Ce dernier axe est mis en place par le British Council au sein du réseau EUNIC (European Union National Institutes for Culture)¹⁴ dans le cadre du projet d'appui au renforcement du secteur culturel tunisien : Tunisie Créative «Tfanen».

Six ans après la révolution, la Tunisie fait face à nombreux défis sur le plan politique, économique et social.

DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Selon le rapport sur « le développement humain pour tous » publié en 2016, l'Indice du Développement Humain pour la Tunisie est élevé¹⁵. Elle occupe la 97^{ème} place sur 188 pays, avec un IDH de 0,725. L'Indice de développement humain (IDH) est un indice composite regroupant trois dimensions fondamentales du développement humain. L'espérance de vie à la naissance exprime la capacité à vivre longtemps et en bonne santé. La durée moyenne de scolarisation et la durée attendue de scolarisation expriment la capacité à acquérir des connaissances. Le revenu national brut par habitant exprime la capacité à avoir un niveau de vie décent. L'IDH a une limite supérieure de 1,0¹⁶.

A l'aube de l'indépendance, en 1956, la Tunisie a entamé une réforme du système éducatif plaçant l'éducation à la tête de ses préoccupations. L'éducation est gratuite et accessible à tous. Le système éducatif a été marqué par le bilinguisme mais la langue officielle demeure l'arabe réaffirmant ainsi l'identité de la Tunisie¹⁷.

L'enseignement primaire, de base et secondaire bénéficie d'une part importante des ressources budgétaires du pays. En 2012, près de 15% du budget de l'Etat et plus que 5% du PIB¹⁸ y sont consacrés. Néanmoins, le phénomène de décrochage universitaire et scolaire a gagné du terrain, en particulier auprès des jeunes âgés de 15 à 19 ans, issus d'un milieu socioéconomique défavorisé qui quittent l'école pour travailler. Une fois sortis du cadre éducatif, et en l'absence d'une structure culturelle, ces jeunes sont exposés à plusieurs risques : commerce illégal, immigration clandestine ou encore radicalisation. Ce système a aussitôt révélé ses limites au niveau structurel et en terme de contenu.

En matière de droits et de libertés, la Tunisie a pris, depuis 2011, des mesures importantes pour préserver et consolider ses acquis démocratiques. La liberté d'expression a été conquise grâce à la révolution tunisienne malgré les tentatives de rétrécissement de son périmètre au niveau des médias publics et privés qui font preuve d'une grande liberté éditoriale.



The EU Culture Sector Support Programme has been allocated 6 million euros to increase access to culture, promote new productions, stimulate creativity and the emergence of new generations of artists through effective decentralisation¹³. This program is based on three main axes:

1. Targeted technical assistance for different structures of the Ministry of Cultural Affairs.
2. Institutional twinning and sharing of experience
3. The implementation of funds and technical assistance for cultural actors.

The latter is implemented by the British Council within the network EUNIC (European Union National Institutes for Culture)¹⁴ and Tunisia Creative "Tfanen", the project to support the strengthening of the Tunisian cultural sector.

Six years after the revolution, Tunisia still faces many political, economic and social challenges.

HUMAN DEVELOPMENT

According to the report on "Human Development for All" published in 2016, the Human Development Index (HDI) for Tunisia is high¹⁵. With a HDI of 0.725, it is on the 97th place among 188 countries. The Human Development Index is a composite index evaluating three fundamental dimensions of human development. Life expectancy at birth expresses the ability to live a long and healthy life. The average duration of schooling and the expected duration of schooling express the ability to acquire knowledge.

Gross national income per capita reflects the ability to have a decent standard of living. The HDI has an upper limit of 1.0¹⁶.

On the eve of independence, in 1956, Tunisia launched a reform of the education system, placing education at the forefront of its concerns. Education is free and accessible to all. The education system has been marked by bilingualism but the official language remains Arabic thus reaffirming the identity of Tunisia¹⁷.

Primary basic and secondary education benefit from a significant share of the country's budgetary resources. In 2012, nearly 15% of the state budget and more than 5% of GDP¹⁸ were allocated to education. However, the phenomenon of University and school dropout has gained ground, especially among young people aged from 15 to 19 years old, coming from socioeconomic disadvantaged backgrounds, who leave school to work. Once they left this educational framework, and in the absence of a cultural structure, these young people face several risks: illegal trade, illegal immigration or radicalization. This system immediately revealed its limits in terms of structure and content.

With regard to rights and freedoms, Tunisia has taken important steps since 2011 to preserve and consolidate its democratic achievements. Freedom of expression was conquered thanks to the Tunisian revolution despite attempts of narrowing its perimeter within the public and private media which benefit from a great editorial freedom. The media and newspapers belonging to the former regime were confiscated by the Government and remained under the control of the administrators. Journalists and media professionals are living a problematic situation¹⁹, reported repeatedly the general Union of information - which is under the General Tunisian labour (UGTT) - and the Federation Union of Tunisian directors of newspapers (FTDJ). They both pointed out the risk of undermining the independence of the press and media. In May 2013, the Independent High Authority for Audiovisual Communication (HAICA) was created. Its role is to set the rules and content of election campaigns, reform the audiovisual landscape and ensure the freedom, independence and diversity of the growing media. In accordance with the new legislation, to access the status of "professional journalist" and claim the profession of a journalist, one must have a university degree, at least a bachelor's degree, contrary to international provisions and standards²⁰.





© Pixabay

Les médias et journaux appartenant à l'ancien régime ont été confisqués par le gouvernement et demeurent sous le contrôle des administrateurs judiciaires. Les journalistes et professionnels des médias vivent une situation problématique¹⁹, signalée à maintes reprises par le syndicat général de l'information, relevant de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT) et par la Fédération Tunisienne des Directeurs de Journaux (FTDJ), qui ont pointé du doigt le risque d'atteinte à l'indépendance de la presse et des médias. En mai 2013, la Haute Autorité Indépendante pour la Communication Audiovisuelle (HAICA) a été créée. Son rôle consiste à fixer les règles et le contenu des campagnes électorales, de réformer le paysage audiovisuel et de garantir la liberté, l'indépendance et la diversité des médias en pleine expansion. En ce qui concerne le statut de « journaliste professionnel » et en vertu de la nouvelle législation, l'accès au métier de journaliste est conditionné par l'obtention d'un diplôme universitaire, au minimum d'une licence, en opposition avec les dispositions et les normes internationales²⁰.

Les diverses expressions artistiques et culturelles ont fortement contribué au mouvement contestataire pendant la révolution et dans la Tunisie post-révolutionnaire : arts plastiques, musique, photographie, cinéma, théâtre et bien d'autres encore. Toutes ces initiatives et productions artistiques ont connu d'une manière ou d'une autre une forme de répression, de censure et de violence, soit pour « atteinte au sacré », « outrage à la pudeur », « trouble à l'ordre public », ou « consommation de stupéfiants »²¹. A titre d'exemple, au cours de la dixième édition du « Printemps des Arts », en juin 2012 au Palais Abdellah, des salafistes ont attaqué les œuvres exposées, les jugeant blasphématoires envers les principes de l'islam. De nombreux artistes ont reçu des menaces de mort à cause de leurs œuvres et certains ont été dénoncés pour trouble de l'ordre public²². En 2015, le président du syndicat national des chanteurs professionnels tunisiens²³ a mené une campagne à l'encontre des musiciens qui ne disposaient pas de cartes professionnelles afin d'empêcher leurs spectacles d'avoir lieu avec l'aide de la police touristique. En 2017, un réalisateur tunisien²⁴ a été arrêté par les autorités pour « délit d'homosexualité » condamnable selon l'article 230 du code pénal tunisien.



The various artistic and cultural expressions have strongly contributed to the protest movement during the revolution and the post-revolution in Tunisia: visual arts, music, photography, cinema, theatre and much more. All these initiatives and artistic productions have experienced in one way or another a form of repression, censorship and violence, either for "insulting the sacred", "indecent acts", "disturbing public order", or "drug use"²¹. For example, during the tenth edition of the "Printemps des Arts" in June 2012 at the Abdellah Palace, Salafists attacked the works on display, judging them as blasphemous towards the principles of Islam. Many artists have received death threats because of their works, and some were denounced for disturbing public order²³. In 2015, the president of the national union of Tunisian professional singers²³ led a campaign against musicians who did not have business cards, preventing their shows to be held with the help of the tourist police. In 2017, a Tunisian filmmaker²⁴ was arrested by the authorities for a "homosexuality offence" punishable under article 230 of the Tunisian penal code.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Le modèle macroéconomique de la Tunisie se caractérisait par une grande intervention de l'Etat et une segmentation de l'économie entre les secteurs destinés à l'exportation et ceux destinés au marché national²⁵. Ce modèle a permis à la Tunisie d'enregistrer une croissance remarquable dans les années 1970 et une diminution du taux global de pauvreté. Malgré l'amélioration des indicateurs sociaux, les disparités régionales ont persisté. Les régions intérieures et les zones rurales n'ont pas été suffisamment touchées par les mesures de développement, aggravant la situation de chômage et la prolifération des réseaux de contrebande. Le chômage touchait principalement les lauréats de l'enseignement supérieur qui se retrouvaient avec des diplômes inadaptés à la demande du secteur privé. Le manque de création d'emplois et l'inadéquation entre la demande croissante orientée vers des profils non qualifiés ainsi que le manque d'opportunités dans des activités à forte valeur ajoutée ont instauré le désespoir et le mécontentement auprès des jeunes. Le système de l'ancien régime a été bâti sur la rente et l'octroi de privilèges aux différents membres de la famille Ben Ali, d'où les pratiques de corruption et de clientélisme dans le secteur public et privé. Ainsi, les disparités régionales, le chômage, la corruption et l'absence de liberté d'expression ont été à l'origine de la révolution de la dignité et de la liberté de 2010 et de 2011. La Tunisie connaît jusqu'à aujourd'hui des mouvements de protestation qui se sont étendus à différentes régions du pays, notamment dans le sud²⁶. Ce malaise social montre bien que la situation économique ne s'est pas améliorée malgré les efforts entrepris par la Tunisie.

La récente adhésion de la Tunisie à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)²⁷ et la signature d'accords sur la bonne gouvernance et la prévention contre la corruption et la fraude, sont des signaux de grande portée, transmettant un message positif à la communauté internationale quant à la confiance qui peut être accordée à la Tunisie. Ce mouvement populaire est le résultat d'une crise économique et sociale manifestée par une croissance remarquable du taux de chômage, une baisse du niveau de vie et une dégradation de la classe moyenne.

La situation économique de la Tunisie post-révolutionnaire, a été fragilisée par les grèves,





ECONOMIC AND SOCIAL DEVELOPMENT

Tunisia's macroeconomic model was characterized by a large state intervention and a segmentation of the economy between sectors focused on export and those focused on the national market²⁵. This model enabled Tunisia to record remarkable growth in the 1970s and a decrease in the overall poverty rate. Despite improved social indicators, regional disparities persisted. Inland regions and rural areas have not been sufficiently affected by development measures, aggravating unemployment and the proliferation of smuggling networks. Unemployment mainly affected higher education graduates who found themselves with diplomas unsuitable for the private sector's demand. The lack of job creation and the mismatch between increasing oriented demand towards unskilled profiles as well as the lack of opportunities in activities with high added value introduced despair and discontent among young people. The system of the old regime was built on the annuity and the granting of privileges to the different members of the Ben Ali family, hence the corruption and clientelism practices in the public and private sector. Thus, regional disparities, unemployment, corruption and lack of freedom of expression sowed the seeds of the 2010 and 2011 revolution for dignity and freedom. Tunisia is currently experiencing protest movements that have spread to different regions of the country, particularly in the south²⁶. This social unrest shows that despite all the efforts undertaken by Tunisia, the economic situation has not improved.

The recent membership of Tunisia in the Organization for Cooperation and Economic Development (OECD)²⁷ and signing agreements on good governance and anti-corruption and fraud prevention, are of great significance, transmitting a positive message to the international community as to the confidence that can be placed in Tunisia. In fact, this popular movement is the result of an economic and social crisis manifested by a remarkable growth of the unemployment rate, a drop in the standard of living and a degradation of the average class.

The economic situation in post-revolutionary Tunisia was weakened by strikes, three years of political instability during the democratic transition, the influx of Libyan refugees, insecurity and the unprecedented series of terrorist attacks. All the indicators show a collapse of the economy²⁸ with an increase in poverty and unemployment which has reached the rate of 15.6%. In 2016, the annual growth rate was estimated at 1.0% compared to 1.1% in 2015²⁹. Growth is too low to address unemployment, in a context of tax deficit. In September 2016, to address this social emergency, a Government of national unity, headed by Youssef



trois ans d'instabilité politique lors de la transition démocratique, l'afflux des réfugiés libyens, l'insécurité et la série d'attaques terroristes sans précédent. Tous les indicateurs montrent un effondrement de l'économie²⁸ avec un accroissement de la pauvreté et du chômage qui a atteint un taux de 15,6%. En 2016, le taux de croissance annuelle a été estimé à 1,0% contre 1,1 % en 2015²⁹. La croissance étant trop faible pour remédier au chômage, dans un contexte de déficit budgétaire. Dans l'urgence sociale, un gouvernement d'unité nationale, dirigé par Youssef Chahed, a été formé en septembre 2016, se donnant pour priorités de renforcer la sécurité, d'améliorer le cadre de l'activité économique, d'assurer la stabilité économique et de relancer la croissance³⁰.

Pour relancer l'investissement, le nouveau gouvernement a organisé en novembre 2016 une conférence internationale de l'investissement (Tunisie 2020), qui a été l'occasion pour l'investisseur de mieux connaître la jeune démocratie tunisienne ainsi que les améliorations réalisées sur le plan sécuritaire.

En matière de participation

des femmes dans la vie économique et politique, leur entrée dans le marché du travail est le résultat de la forte scolarisation des filles. Depuis l'indépendance, la femme tunisienne a su se positionner dans tous les domaines.

Sur le plan réglementaire et législatif, la Tunisie est considérée comme un pays arabe avant-gardiste en termes de lois et réglementations en faveur des femmes tunisiennes. Les sources de réglementation juridique sont : le Droit de la Famille, principalement le Code du Statut Personnel (CSP), les conventions internationales ratifiées par la Tunisie, ainsi que d'autres législations qui relèvent des droits économiques et sociaux, notamment le Code du Travail. En 1985, la Tunisie a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes (CEDAW), mais avec des réserves qui ont été abrogées par décret-loi, en août 2011. En avril 2014, la levée des réserves de la Tunisie a été officiellement notifiée au Secrétaire Général de l'ONU. La nouvelle constitution promulguée en janvier 2014, garantit l'égalité absolue entre les hommes et les femmes et le stipule clairement dans ses

articles 21 et 46 qui statuent sur la discrimination, l'égalité des chances dans les postes de responsabilité et la violence fondée sur le genre.

Le 26 juillet 2017, l'Assemblée des représentants du peuple a adopté la loi intégrale sur la lutte contre toute forme de violence faite aux femmes³¹. L'égalité hommes-femmes dans le travail est désormais constitutionnalisée : l'article 40 de la nouvelle constitution (2014) affirme que « tout citoyen et toute citoyenne ont le droit au travail dans des conditions décentes et à salaire équitable » et l'article 46 stipule que « (...) l'Etat garantit l'égalité des chances entre la femme et l'homme pour assumer les différentes responsabilités et dans tous les domaines (...) ».

En dépit des récentes améliorations, le taux de participation des femmes au marché du travail demeure faible, inférieur à 30%. Les normes sociales et culturelles ainsi que le faible accès aux gardes d'enfants ou aux aides ménagères, entravent la décision des femmes de rejoindre le marché du travail³².



Chahed, was formed giving priorities to improve the framework of economic activity and to ensure safety, economic stability and growth³⁰.

In terms of women's participation in economic and political life, their entry into the labour market is the result of high female schooling. Since the independence, Tunisian women have been able to position themselves in all areas.

On the regulatory and legislative level, Tunisia is considered to be a leading Arab country in terms of laws and regulations in favour of Tunisian women. Sources of legal regulation are: the family law, mainly the Code of personal status (CSP), the international conventions ratified by Tunisia, as well as other legislation dealing with economic and social rights, including the Labour Code. In 1985, Tunisia ratified the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women³¹ (CEDAW) but with reservations that were repealed by Decree-Law in August 2011. In April 2014, the lifting of Tunisia's reservations was officially notified to the UN Secretary General. The new constitution promulgated in January 2014, guarantees absolute equality between men and women in its articles 21 and

46 which rule discrimination, equal opportunities in positions of responsibility and gender-based violence.

On 26 July 2017, the Assembly of People's Representatives passed the Comprehensive Law on Combating All Forms of Violence Against Women. Equality between men and women in labour is now constitutionalized: the Article 40 of the 2014 constitution states that " every citizen has the right to work in decent conditions for fair wage" and the Article 46 states that "the State guarantees equality of opportunity between women and men for the different responsibilities and in all areas (...)."

Despite recent improvements, women's participation in the labour market remains low, below 30%. Social and cultural norms, as well as poor access to childcare or domestic help, hinder women's decision to enter the labour market³².



RECOMMANDATIONS POUR LA CULTURE EN TANT QUE MOTEUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

LA CULTURE EST LA SOLUTION POUR UNE TUNISIE PROSPÈRE : RECOMMANDATIONS

Le lien entre la culture et le développement économique et social s'est renforcé depuis la déclaration de Mexico sur les politiques culturelles en 1982.

La Tunisie bénéficie d'un dispositif culturel important. Le Ministère des Affaires Culturelles compte environ 200 « Maisons de la Culture » anciennement connues sous le nom de « Maisons du Peuple ». Ces institutions interviennent dans les principaux domaines du secteur : patrimoine, théâtre et arts de la scène, cinéma, musique et danse, arts plastiques, festivals, livre et littérature. Il dispose aussi d'un réseau de bibliothèques et de musées, de centres d'art dramatique, et un nombre considérable de festivals sur l'ensemble du territoire. D'autre part, les 400 Maisons de la Jeunesse mènent des actions et activités culturelles dans le cadre d'une convention signée entre les deux ministères concernés³³.

- Sensibiliser les décideurs, les parties prenantes et la société civile sur l'impact de la culture et de l'art sur le développement économique et social.
- Dynamiser l'entrepreneuriat culturel et artistique en encourageant les partenariats public-privé et le mécénat culturel ainsi que le développement des compétences des entrepreneurs culturels dans la mobilisation des financements et les modes de gestion.
- Promouvoir la loi de la finance complémentaire de 2017 relative à l'encouragement du secteur privé à financer les entreprises et les œuvres culturelles.
- Favoriser la diversité des expressions culturelles et artistiques en assurant leur numérisation et diffusion dans les circuits numériques et technologiques.
- Créer un centre national de numérisation du patrimoine matériel et immatériel regroupant toutes les expressions culturelles et artistiques au-delà des efforts menés par la Bibliothèque Nationale et le Centre des Musiques Arabes et Méditerranéennes.
- Promouvoir et protéger les spécificités culturelles régionales à travers la création des centres de conservation et d'exportation du patrimoine, qui assureraient le rayonnement de « l'exception culturelle » des régions sur tout le territoire tunisien et à l'échelle internationale.
- Valoriser et préserver les métiers d'artisanat menacés en les intégrant dans les circuits de tourisme culturel existant et dans la recherche scientifique.
- Mettre en place une stratégie nationale impliquant les institutions thématiques (musique, théâtre, patrimoine, etc.) et les Maisons de Culture, ne disposant pas le plus souvent d'un statut particulier, qui leur permette de travailler et d'agir d'une manière autonome et innovatrice.
- Elaborer une stratégie numérique pour les musées et sites archéologiques en favorisant, en même temps l'émergence de musées thématiques et l'échange muséal au niveau national et international
- Revoir le cadre juridique régissant les associations, considérées comme des entreprises en termes comptable, fiscal et social, qui complique le fonctionnement et la gestion de ces structures.

CULTURE IS THE SOLUTION FOR A THRIVING TUNISIA: RECOMMENDATIONS

The link between culture and economic and social development has been strengthened since the Mexico Declaration on Cultural Policies in 1982.

Tunisia has an important cultural system. The Ministry of Cultural Affairs has about 200 "houses of culture" formerly known as "people's houses". These institutions are active in the main fields of the sector: heritage, theatre and performing arts, cinema, music and dance, plastic arts, festivals, books and literature. It also has a network of libraries and museums, dramatic art centers, and a considerable number of festivals throughout the territory. On the other hand, 400 youth houses lead cultural actions and activities within an agreement between the two concerned ministries³³.



RECOMMENDATIONS FOR CULTURE AS AN ENGINE OF ECONOMIC DEVELOPMENT

- Raise awareness among decision-makers, stakeholders and civil society on the impact of culture and art on economic and social development.
- Boost cultural and artistic entrepreneurship by encouraging public-private partnerships and cultural patronage as well as the development of the skills of cultural entrepreneurs in the financing and management methods.
- Promote the 2017 complementary finance act on encouraging the private sector to finance cultural enterprises and works of art.
- Promote the diversity of cultural and artistic expressions by ensuring their digitisation and dissemination in the digital and technological circuits.
- Create a national centre for the digitization of tangible and intangible heritage bringing together all cultural and artistic expressions beyond the efforts of the National Library and the Centre for Arab and Mediterranean Music.
- Promote and protect regional cultural differences through the creation of centres of conservation and export of heritage, that would ensure the outreach regions with of 'cultural exception' throughout the Tunisian territory and internationally.
- Enhance and preserve endangered craft professions by integrating them into existing cultural tourism circuits and scientific research.
- Establish a national strategy involving the thematic institutions (music, theatre, heritage, etc.) and the houses of culture, which often do not have a special status, which allows them to work and act in an independent and innovative way.
- Elaborate a digital strategy for museums and archaeological sites by promoting, at the same time, the emergence of thematic museums and museum exchange nationally and internationally.
- Review the legal framework ruling associations, considered as companies, in terms of accounting, tax and social terms, which complicates the operation and management of these structures.



RECOMMANDATIONS POUR LA CULTURE EN FAVEUR DE LA COHÉSION SOCIALE : LA CULTURE POUR ET PAR TOUS !

- Améliorer l'attractivité des institutions culturelles de terrain, Maisons de Culture, bibliothèques ou musées qui ne disposent pas des infrastructures ni des outils adaptés aux besoins des jeunes.
- Structurer les informations disponibles sur les opportunités et les subventions octroyées par le Ministère de la Culture et tous autres organismes en instaurant un modèle ciblé d'accès à l'information, et revoir la stratégie de l'opengov.
- Repenser la stratégie de communication des institutions culturelles en créant une charte de communication basée sur les aspirations et les besoins des communautés locales à travers une enquête sur les perceptions de leurs supports par les citoyens tunisiens.
- Mettre en place des indicateurs pour évaluer les projets qui ont pour objectif de démocratiser et renforcer l'accès à l'art et la culture à un large public et dans les zones les plus reculées. Il est nécessaire d'évaluer les actions de décentralisation du gouvernement et de la société civile par le biais de structures et institutions culturelles de proximité en amont et en aval (ex : les villes de la culture).
- Prendre en considération les attentes des jeunes et des acteurs de la société civile dans l'élaboration des politiques culturelles et les plans d'aménagement urbains locaux lors des prochaines élections municipales favorisant l'émergence de « villes créatives ».
- Vulgariser la culture et l'art au profit des enfants et des jeunes à travers l'introduction de curricula dans le cursus scolaire.
- Encourager les jeunes talents et les porteurs de projets culturels et artistiques à travers la mise en place de programme de mentoring et de coaching au niveau des institutions culturelles et artistiques relevant de l'Etat Tunisien.

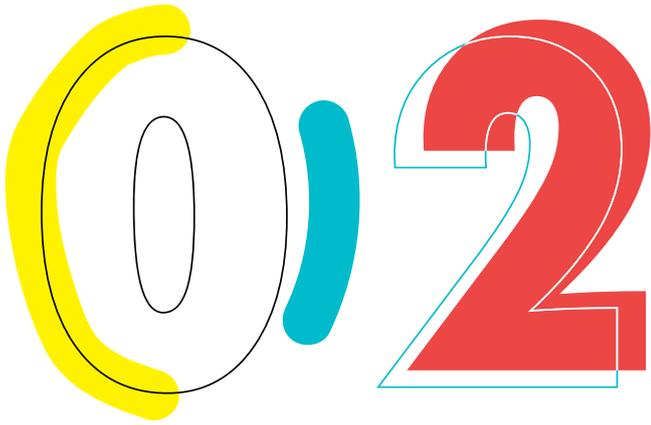


RECOMMENDATIONS FOR CULTURE FOR SOCIAL COHESION: CULTURE FOR AND BY ALL!

- To improve the attractiveness of cultural institutions in the field, houses of culture, libraries or museums that do not have the infrastructure and tools adapted to the needs of young people.
- To structure the available information on the opportunities and subsidies granted by the Ministry of Culture and all other bodies by setting up a targeted model of access to information, and to review the opengov strategy.
- To rethinking the communication strategy of cultural institutions by creating a communication charter based on the aspirations and the needs of local communities through a survey on perceptions of their supports by Tunisian citizens
- To establish indicators to evaluate projects that aim to democratize and enhance access to art and culture to a wide audience in the most remote areas. It is necessary to evaluate the decentralization actions of government and civil society through local cultural structures and institutions upstream and downstream (e. g. cities of culture).
- To take into account the expectations of young people and civil society actors in the elaboration of cultural policies and local urban development plans in the forthcoming municipal elections, which will encourage the emergence of "creative cities".
- To popularize culture and art for the benefit of children and young people through the introduction of curricula into the school.
- To encourage young talents and promoters of cultural and artistic projects through the setting up of mentoring and coaching programs in cultural and artistic institutions under the Tunisian State.



© Pixabay



TÉMOIGNAGES



Firas, 24 ans,
étudiant, Sfax

La culture est l'ensemble des activités, des pratiques et des connaissances qui sont basées sur un savoir-faire particulier et qui sont tirées des traditions et des coutumes de différents groupements humains. Elle fait aussi référence aux différents arts existants et qui voient le jour avec le temps. Dans le même sillage, la culture est capable de donner une bonne image d'un pays ou d'un groupe de personnes qui la pratiquent selon des règles précises. Nous pouvons aussi dire que la culture peut représenter un outil d'analyse qui traite l'ouverture d'une population donnée sur le monde. Pour certains, pratiquer une culture particulière pourrait constituer un moyen d'évasion psychique d'un monde commun à une autre configuration considérée comme parfaite. La culture est importante parce qu'elle témoigne du degré d'ouverture d'un peuple et sa capacité à innover et créer des œuvres propres à lui. Elle ne doit pas être considérée comme une activité annexe mais devrait constituer un complément essentiel à la vie de tous les jours. Pratiquer une culture ouvre les esprits et les développe en leur apportant une autre dimension de vivre et de voir les choses. Elle développe notre capacité à analyser, à critiquer et à voir les choses d'un œil différent. La culture conditionne en grande partie les comportements de chacun au sein de la société. Elle est importante mais elle devrait aussi être accessible à tous sans exception tout en mettant en place des dispositifs de progression afin de l'améliorer de façon constante au fur du temps.

Actuellement, même si j'aurais aimé, je n'exerce aucune activité artistique en amateur. J'aurais aimé faire du piano, car le fait de voir une autre personne le pratiquer m'emporte loin et me fait revivre des situations de confort passées. Parmi tous les instruments de musique, le piano me paraît divin surtout que sa bonne maîtrise n'est pas chose facile. J'aurais aussi aimé faire du théâtre car il est capable de faire ressortir l'être caché en nous et développer notre communication et notre manière d'exister et de voir les choses et surtout analyser les comportements des autres. Le théâtre nous donne une certitude et nous pousse vers l'avant afin d'explorer notre potentiel, je le considère comme une activité artistique transversale à toutes nos activités personnelles ou professionnelles. Par contre, je n'ai jamais aimé les activités littéraires car je ressens qu'elles nous emprisonnent dans un monde de règles très strictes.

TESTIMONIES



Firas, 24 years old,
student, Sfax

Culture is the set of activities, practices and knowledge, based on a particular know-how and derived from the traditions and customs of different human groups. It also refers to the different arts that exist and are created over time. In this way, culture can convey a good image of a country or a group of people who practice it following specific rules. Culture is also an analytical tool that favors the open-mindedness of a population. For some, practicing a particular culture could be a way for mental escape from a common world to reach another configuration, considered as perfect. Culture is important because it reflects people's openness and ability to innovate and create their own work. Rather than being considered as a side activity, it should be an essential complement to our everyday life. Practicing a culture opens and develops the mind by giving it another way of living and seeing things. It develops our ability to analyze, criticize and see things differently. Culture tremendously influences behaviors of each one in society. It should be accessible to all without exception, while improving it over time.

Right now, even though I would have liked to, I am not involved in any amateur artistic activity. I would have liked to play the piano, because seeing someone else practice it takes me far away and brings me back to comforting situations from the past. Among all musical instruments, the piano seems divine to me, especially since mastering it is not easy. I would also have liked to be involved in theatre because it can bring out hidden side of each one, develop our communication skills and our way of living and seeing things and, above all, analysing the behaviour of others. Theatre gives us a certainty and pushes us forward in order to explore our potential. I consider it as a transversal artistic activity to all our personal or professional activities. On the other hand, I never liked literary activities because feel like they imprison us in a world of strict rules.

La culture permet l'ouverture vers le monde extérieur. Elle englobe le théâtre, la musique, la publication des livres et le cinéma. C'est un moyen de communication avec les autres, y compris celles et ceux qui ne savent ni lire ni écrire, car cela n'empêche pas d'avoir une expression artistique et culturelle. Pour ma part, je ne pratique aucune activité artistique. Par contre, j'utilise Facebook pour communiquer avec les amis et je regarde beaucoup la télévision. Il m'arrive parfois de lire des poèmes et des romans en langue arabe. Quand j'étais à l'école, je rêvais de devenir poétesse, j'écrivais des proses en dialecte tunisien mais j'ai malheureusement arrêté les études.



**Wassila, 37 ans,
aide-ménagère,
Mahdia**



**Abderrahman, 65
ans, mécanicien
retraité,
Zaghouan**

La culture pour moi c'est comme la mécanique. C'est quelque chose qui change constamment et à laquelle on doit s'adapter. Si on regarde de près autour de nous, il y a des maisons datant des années 60 qui ne ressemblent pas aux bâtiments d'aujourd'hui. La musique aussi : celle d'Oum Kalthoum n'est pas celle des jeunes de nos jours. La culture est nécessaire pour décharger le stress de la vie quotidienne. Elle est importante parce qu'elle nous permet d'aller vers ce qui ne nous ressemble pas. Parce que si on se referme sur soi, on risque de crever. J'ai chanté le Salhi avant, lorsque j'étais jeune, et je le chante jusqu'à présent dans mon atelier de mécanique pour me reconforter, voilà pas plus !

La culture (Silence)... C'est notre culture.. C'est nos mariages en été, nos fêtes, c'est les gens de culture qu'on voit à la télé, c'est l'habit de nos grands-parents. Oui, la culture est importante pour ne pas s'ennuyer. Vous comprenez ? Je travaille jusqu'à maintenant, et de temps en temps je fais de la broderie et des motifs traditionnels locaux de Henné pour les jeunes mariées de ma région à Boussalem.



**Mbarka, 52 ans,
paysanne,
Boussalem**



**Sadok, 61 ans,
boucher,
Jendouba**

La culture c'est tout ce que nous avons de précieux, c'est ce qui nous distingue du reste du monde. Sans elle, nous sombrons dans l'oubli. Elle est obligatoire parce que sans elle, nous perdons notre liens avec nos aïeux. J'ai voulu un jour jouer de la Zokra (instrument à vent traditionnel) mais cela n'a pas marché. Donc je me suis contenté d'écouter le Mezoued et Abdehalim Hafez. Je rêvais de devenir artiste mais ce pays ne respecte pas ses artistes donc j'ai suivi un art plus garanti, c'est celui de la boucherie (Rires).

Culture allows openness to the outside world. It includes theatre, music, book publishing and cinema. It is a means of communication with everyone, including those who cannot read or write since this does not prevent artistic and cultural expression. I do not practice any artistic activity. On the other hand, I use Facebook to communicate with friends and watch a lot of television. I sometimes read poems and novels in Arabic. When I was in school, I dreamt of becoming a poetess. I was writing prose in Tunisian dialect, but unfortunately, I dropped out of school.



Wassila, 37 years old, housekeeper, Mahdia



Abderrahman, 65 years old, retired mechanic, Zaghouan

Culture for me is like mechanics. It is something that changes constantly and to which we have to adapt. If we look closely around us, we can notice houses from the 1960s that do not resemble today's buildings. It's the same with music: Oum Kalthoum's music is not the music of today's young people. Culture is necessary to relieve the stress of daily life. It is important because it allows us to move towards something that does not resemble us. Because if you close yourself up, you might die. I sang Salhi before, when I was young. I kept on singing it until now in my mechanical workshop to comfort me, that's all, nothing more!

Culture [Silence]... That's our culture. It's our weddings in summer, our parties, it's the people from the cultural sector we see on TV, it's the clothes of our grandparents. Yes, culture is important not get bored. Do you understand? At my age, I still work, and from time to time I do local embroidery and traditional Henné designs for newlyweds from my region in Boussalem.

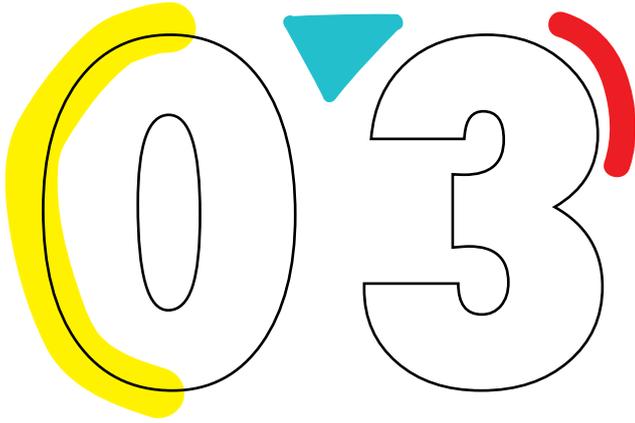


Mbarka, 52 years old, peasant, Boussalem



Sadok, Sadok, 61 years old, butcher, Jendouba

Culture is all that we have precious, it is what distinguishes us from the rest of the world. Without it, we fall into oblivion. It is obligatory because without it we lose our bond with our ancestors. I once wanted to play the Zokra (traditional wind instrument) but it didn't work. So I just listened to Mezoued and Abdehalim Hafez. I dreamt of becoming an artist but this country does not respect the artists so I chose a more guaranteed art, the art of butchery [Laughter].



STORYTELLING

La Fabrique, un coworking art space en plein centre-ville pour le bonheur des artistes

Tout a commencé à Tunis, le 13 décembre 2016, nous étions réunis pour discuter de l'actualité culturelle. La culture pour tous est l'une des plus grandes préoccupations des artistes.

Ce jour-là, à l'initiative de l'Observatoire Culturel Tunisien, un collectif d'artistes de différents domaines se sont rassemblés pour chercher ensemble des solutions d'urgence face aux défis professionnels concernant leur statut d'artiste jamais reconnu jusqu'à ce jour. Une ambiance électrique malgré son caractère artistique.

Ahmed, un chanteur de rock, a évoqué l'absence de locaux de répétitions, de structures qui promeuvent la production de tout genre auprès de l'audience internationale, et du Ministère des Affaires Culturelles qui n'a jamais reconnu les groupes de rock.

Amal, membre d'un collectif de slameurs, déplore l'absence d'un lieu qui peut accueillir les réunions hebdomadaires de son collectif et des masterclass d'écriture et de lecture à haute voix.

Emna, jeune diplômée de l'ESAD (Ecole Supérieure d'Arts Dramatiques), a énuméré les défis que rencontre sa jeune association pour se réunir. En effet, lorsqu'on est une jeune structure associative à Tunis, sans trop de moyens, la seule solution est de travailler et de réunir ses membres dans des cafés.

Et voilà ! La réunion s'est transformée, comme chaque fois, en thérapie de groupe sur la situation des jeunes artistes dans la Tunisie post-révolutionnaire, désespérés, comme tous les autres. Chacun faisait des comparaisons à

partir de ses expériences dans d'autres pays qui respectent le statut et les droits d'artistes. Tout compte fait, il n'y a qu'une seule issue, celle de quitter ce pays ! Voilà comment se termine ce genre de débat.

Ce jour-là, je n'ai pas pris la parole, toute cette discussion bouillonnait dans ma tête. Comment se fait-il que ces artistes désespèrent au point de penser à partir ? J'ai décidé de ne pas dire un mot afin de répondre à quelques questions ou plutôt chercher à poser les questions autrement : est-il vrai que ces jeunes ne peuvent pas faire face à cette situation ? Sont-ils incapables d'agir face à ces défis, d'identifier les éléments qui les empêchent de trouver une solution ? Pourquoi sont-ils aussi passifs ? Que pourrais-je faire, moi en tant qu'artiste et entrepreneur culturel ?

Trois mois plus tard, j'ai décidé de finaliser tous les projets en cours d'implémentation et de me concentrer sur la création d'un espace pour eux. Pour ce faire, il a fallu quitter le bureau que nous avions loué un mois plus tôt, et trouver l'endroit idéal. C'était une période sensible où il a fallu se poser de nombreuses questions sur les futurs projets de notre association. Il s'agissait évidemment d'une nouvelle aventure qui nécessitait des moyens financiers et humains.

Je me suis souvenu de cette fameuse réunion tenue trois mois auparavant, et de tous les questionnements pour trouver des solutions, pour répondre efficacement et concrètement aux problèmes des jeunes malgré les moyens limités. Comment peut-on mobiliser les centaines de communautés de jeunes artistes, tous ces collectifs éparpillés qui représentent une nouvelle expression, et qui sont le fruit

STORYTELLING

La Fabrique, a coworking art space in the city center for the sake artists' happiness

It all began in Tunis on 13 December 2016, when we were discussing cultural news. Culture for all is one of the main concerns of artists.

On this day, on the initiative of the Tunisian Cultural Observatory, a group of artists from different fields came together to reflect on emergency solutions to the professional challenges such as their status as artists, which had never been recognized. There was an electric atmosphere despite its artistic character.

Ahmed, a rock singer, mentioned the lack of rehearsal spaces, of structures that promote production of any kind to the international audience, and the Ministry of Cultural Affairs, which has never recognized the rock bands.

Amal, a member of a slam poets collective, regrets the absence of a place where they can hold the weekly meetings of their collective and organise writing and reading masterclasses.

Emna, a recent graduate of the ESAD (Higher School of Dramatic Arts), has listed the challenges that her new association faces to hold meetings. Indeed, the young associative structures in Tunis which don't have much financial means, have to gather and meet in cafés.

There you go! As always, the meeting turned into a group therapy on the situation of young artists in post-revolutionary Tunisia, desperate like all the others. They were all making comparisons with their experiences in other countries that respect the status and rights of artists.

In the end, the only one way out is to leave this country! This is how this kind of debate ends. That day, I did not intervene, this whole discussion was bubbling in my head. How is it possible that these artists are in such despair that they think of leaving? I decided not to say a word in order to answer a few questions or rather to ask the questions differently: Is it true that these young people can not cope with this situation? Are they unable to respond to these challenges, to identify the elements that prevent them from finding a solution? Why are they so passive? What could I do as an artist and cultural entrepreneur?

Three months later, I decided to finalize all the ongoing projects and to focus on creating a space for them.

To do so, we had to leave the office we rented a month earlier, and find the perfect place. It was a sensitive period since we had to ask ourselves many questions about the future projects of our association. This was obviously a new adventure that required both financial and human resources.

I remembered this specific meeting three months ago, and all the questions raised to look for solutions, to respond effectively and concretely to the problems of young people despite the limited resources. How can we mobilize the hundreds of communities of young artists, all these scattered groups that represent a new expression, and who are the result of this profound social change that Tunisia is experiencing?

de ce changement social profond que connaît la Tunisie ?

Une semaine plus tard, j'étais en train de feuilleter les annonces immobilières dans le journal « La Presse », et voilà ! « Appartement à louer au rez-de-chaussée d'un vieil immeuble colonial au cœur du centre-ville de Tunis ». Je pense que c'est le bon ! C'est génial !

J'ai appelé une fois, une deuxième fois, sans réponse ! Quinze minutes plus tard, j'ai reçu un appel de la part du propriétaire. Trente minutes plus tard, je me retrouvais rue du 18 janvier au centre de Tunis, cherchant fiévreusement l'immeuble n°36. J'étais assailli par des centaines de questions. Suis-je en train de commettre une bêtise ? N'était-ce pas risqué de se lancer ainsi dans un projet qui n'était pas prévu dans la stratégie de notre association ?

Me voilà face au n°36. Le bâtiment, qui ne semblait pas si ancien, même s'il datait de l'époque coloniale, était situé dans une rue relativement peu mouvementée, en comparaison avec le bourdonnement perpétuel que connaît le centre-ville de Tunis.

Le propriétaire était jeune, l'air très soucieux. Il m'invita à découvrir les lieux. L'appartement était bien entretenu, un peu fade malgré sa peinture fraîche, dont l'odeur imprégnait tous les recoins. Ce n'était pas vraiment comme j'imaginai un espace pour les artistes. Alors qu'il me montrait les chambres et me faisait les louanges de l'appartement, j'ai cessé de l'écouter. Bizarrement, je m'étais déjà approprié l'espace, imaginant à quel point je pouvais le transfigurer, le métamorphoser en un lieu magique.

- Vous habitez seul ou avec votre famille ? me demanda-t-il.
- Non, ce n'est pas pour y habiter, c'est pour un programme associatif monsieur !
- Ah une association ! Cela risque d'être un peu compliqué. Avec les associations, c'est toujours les mêmes histoires, puisqu'on n'a jamais un seul interlocuteur... Et puis, il y a des associations suspectes comme vous le savez. Et moi je suis à la recherche de quelque chose de sûr et durable, dit-il, inquiet.
- C'est justement ce que nous cherchons, monsieur. Un lieu sûr et durable. Et pour le contrat avec l'association, nous pouvons mentionner une personne physique comme vous le savez.
- Parfait alors ! Laissez-moi jusqu'à la fin de la semaine le temps de finir quelques travaux, et je vous rappelle.





A week later, I was looking through real estate advertisements in "La Presse" newspaper, and Bingo! "An apartment for rent on the ground floor of an old colonial building at the heart of downtown Tunis". I thought that's the one. This is awesome!

I called once, twice, no answer! Fifteen minutes later, I received a call from the landlord. Thirty minutes later, I was on 18 Janvier street in the center of Tunis, looking feverishly for the building n°36. I had hundreds of questions in my head. Am I making a mistake? Was it not risky to embark on a project that was not foreseen in our association's strategy?

Then I found the number 36. The building, which did not seem so old even though it dates back to colonial times, was situated in a relatively quiet street, compared to the constant buzzing of the city centre.

The landlord was young and looked very concerned. He invited me to discover the place. The apartment was well maintained, a bit dull in spite of its fresh paint that could be smelled everywhere. It wasn't really like what I imagined for a space for artists. As he was showing me the rooms and praising me for his apartment, I stopped listening to him. Strangely enough, I had already made this space mine, imagining how I could transfigure and transform it into a magical place.



- Will you live alone or with your family? he asked.
- No, it's not for living purposes; it's for an associative program sir! I answered.
- Ah, an association! It might be a little complicated. With associations, it's always the same stories, since they never have the same representative. Plus, there are suspicious associations, as you know. I'm looking for something safe and sustainable,"he said, worried.
- This is exactly what we're looking for, sir. A safe and sustainable place. And for the contract with the association, we can mention a natural person as you know.
- Perfect then! I will have to finish some work, then I will call you back by the end of the week.

J'ai pris quelques photos avant de partir. J'avais construit tout un scénario et imaginé tout le travail qui nous attendait. Un véritable chantier pour aménager ce petit espace et le transformer en lieu de travail pour les artistes. Un coworking art studio : voilà ce que nous allions en faire !

Une semaine est passée durant laquelle j'avais décidé de ne rien annoncer aux autres membres de l'association avant la signature du contrat. Pendant des jours, j'ai appelé le propriétaire plusieurs fois, sans aucune réponse de sa part. Mon rêve commençait à s'écrouler devant mes yeux, mais je n'ai pas baissé les bras. J'ai continué de fouiller dans les annonces, d'aller visiter les lieux, et pourtant aucun espace ne m'a plu. Je repensais au 36, rue du 18 janvier, et à une amie égyptienne qui avait dit lors d'une formation de leaders en management culturel : « il faut toujours essayer jusqu'à entendre un « NON » ferme ».

J'ai beaucoup hésité avant de me rendre à l'espace sans prévenir. J'ai frappé à la porte et dès qu'il m'a ouvert, sans introduction ni hésitation, avec un air souriant, je lui ai lancé : « Bonjour M. Kerim ! Me revoilà ! J'ai attendu une semaine. Je tiens à avoir cet espace, voilà pourquoi je suis revenu sans prévenir. J'aimerais vous rassurer : nous sommes une association culturelle reconnue. Nous voulons

louer votre appartement pour une longue durée. Il faut nous faire confiance. Je vous garantis que nous en serons à la hauteur.»

Une semaine plus tard, le 1er mars 2017, je signais le contrat avec l'accord pour le réaménagement des lieux. Le chantier du studio a duré deux mois de travail collectif, l'aménagement et la décoration de l'espace, deux mois de plus.

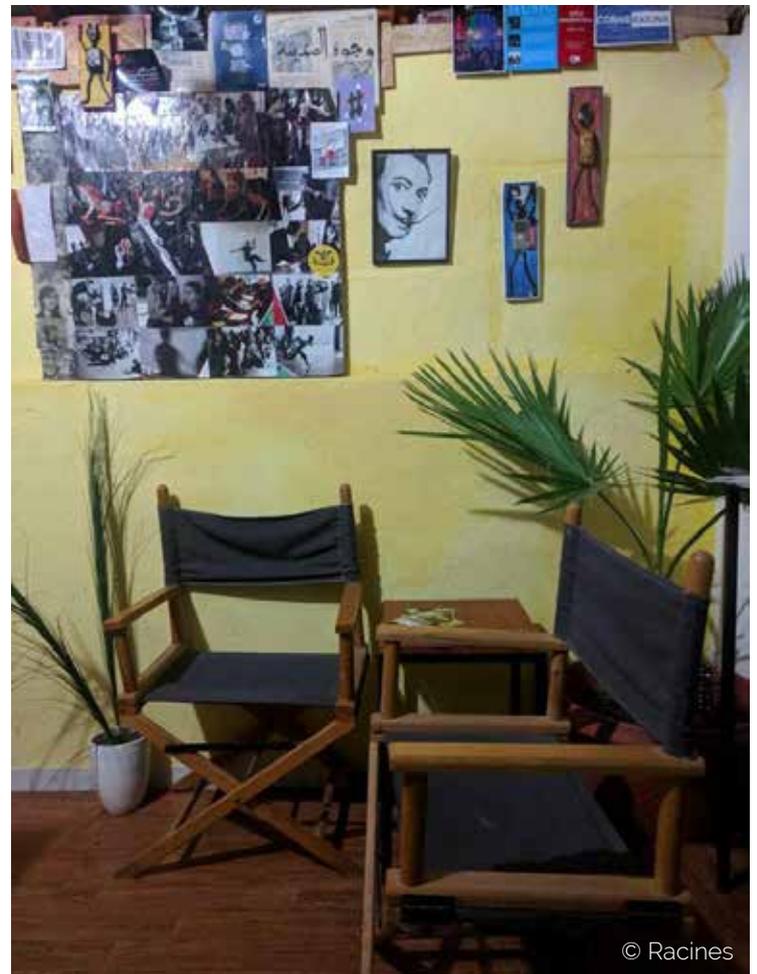
Tout le monde était excité à l'idée de créer un studio de répétition commun pour les artistes. L'espace était un rêve pour eux, chacun a commencé à l'imaginer à sa manière.

Des amis, des artistes de partout, commençaient à affluer pour découvrir ce « Work in Progress » de la communauté artistique : « La Fabrique », est le nom que nous avons choisi de lui donner. Les médias ont commencé à s'y intéresser et à nous inviter sur leurs plateaux pour parler de ce nouveau-né qui allait faire son ouverture officielle en septembre 2017.

L'histoire de « la Fabrique Coworking Art Studio » est née du rêve d'une petite communauté d'artistes, vivant et travaillant à Tunis.



© Racines



© Racines



© Racines



© Racines

I took a few photos. I imagined a whole scenario and all the work that lays ahead. A real construction site to rearrange this small space and transform it into a workplace for artists. A coworking art studio: that's what we were going to build out of it!

One week passed during which I decided not to announce anything to the other association members until the contract was signed. I kept calling the landlord several times for days, with no response from him. My dream was starting to crumble before my eyes, but I didn't give up. I kept digging through the advertisements, visiting places, and yet I liked no place. I was thinking again about the building n°36, 18 janvier street, and about an Egyptian friend who said during a training session for leaders in cultural management: "You must always try until you hear a firm NO".

I hesitated a lot before showing up at the apartment without letting the landlord know. I knocked on the door and when he opened it with a smile on his face, I said to him without hesitation and introduction: "Hello Mr. Kerim! Here I am again! I waited a week. I want to have this place, that's why I came back without letting you know. I would like to reassure you that we are a well-known cultural association. We want to rent your apartment for a long time. You have to trust us. I guarantee you we'll live up to it."

One week later, on 1st March 2017, I signed the contract with the agreement for the rearrangement of the apartment. The building of the studio took two months of collective work, then the layout and decoration two more months.



© Racines

Everyone was excited about the idea of creating a common rehearsal studio for artists. The place was a dream for them, everyone began to imagine it in their own way.

Friends and artists from all over the world began to flock to discover this "work in progress" of the artist community: "La Fabrique", is the name we chose to give it. The media began to take an interest and invited us to talk about this new space, which was officially opened in September 2017.

The story of "la Fabrique Coworking Art Studio" was born from the dream of a small community of artists, living and working in Tunis.

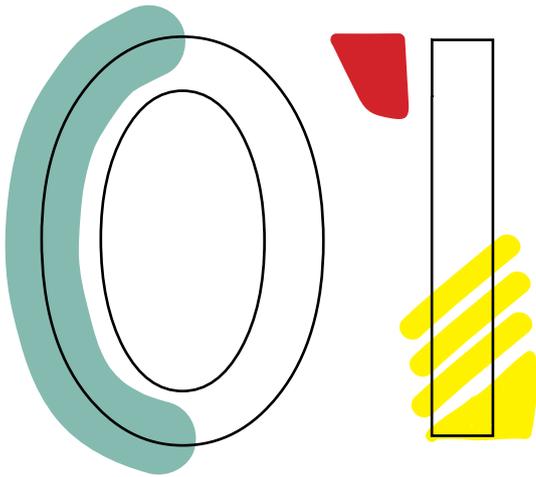
ÉGYPTE - EGYPT

Etat des lieux des politiques culturelles en Égypte	64	Status of cultural policy in Egypt	65
Témoignages	80	Testimonies	81
Storytelling - Studio ELMadina	82	Storytelling - ELMadina Studio	83

ELMadina a été créée en 2000, à Alexandrie, Egypte. ELMadina travaille sur la promotion de l'art et de la culture, ainsi que le soutien des initiatives des jeunes à travers des formations, de la production et de la gestion d'espaces culturels.

ELMadina was founded in 2000 in Alexandria, Egypt. Through trainings, production and management of cultural spaces, ELMadina has been working on the promotion of arts and culture and supporting artists and youth initiatives.





ÉTAT DES LIEUX DES POLITIQUES CULTURELLES EN ÉGYPTÉ

MAHER SHARIF

“La culture est un droit de chaque citoyen, garanti par l’État qui s’engage à le soutenir et à mettre à disposition des différentes catégories du peuple des moyens culturels de toutes sortes, sans distinction de capacité financière, géographique ou autres.”

Article 47, Chapitre III Deuxième paragraphe, de la Constitution égyptienne de 2014

PRÉSENTATION

Le mot "culture" est l'un des plus complexes et renvoie à un concept moderne. Selon la définition de l'anthropologue Edward Taylor en 1871, la culture - ou civilisation - dans son sens ethnographique large, est le composé qui comprend la connaissance, la croyance, l'art, la morale, la loi, les coutumes et autres habitudes acquises par l'homme comme membre de la société¹.

La culture telle que définie par l'UNESCO désigne : "l'ensemble des traits distinctifs spirituels et matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social et qu'elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les façons de vivre ensemble, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances." La culture donne à l'homme la capacité de penser par lui-même et fait donc de lui un penseur rationnel et critique et un être humain moralement engagé.

A travers la culture, nous découvrons des valeurs, faisons des choix. Elle nous permet également de nous exprimer en tant qu'individus en évolution, de réévaluer nos réalisations, rechercher de nouvelles significations et notre accomplissement.

La culture est un critère d'évaluation du développement de la société. Elle nous préserve socialement et politiquement. Ainsi, les pays sont amenés à développer des politiques culturelles et cherchent à atteindre les objectifs fixés par l'Etat et les acteurs culturels afin de soutenir et promouvoir le domaine culturel. La politique culturelle est la somme des plans, actions et pratiques visant à combler les besoins culturels d'un pays ou d'une société. Dans les sociétés où l'action culturelle est ancrée, la conception et la mise en place de ces politiques culturelles se fait en concertation entre elle et l'Etat, qui garantit à ces institutions civiles et aux individus l'opportunité de travailler ensemble pour l'établissement et l'exécution de ces politiques

STATUS OF CULTURAL POLICY IN EGYPT

MAHER SHARIF

“Culture is a right of every citizen, guaranteed by the State which commits to support it and to make all kinds of cultural means available to different categories of people, without distinction due to financial capacity, geographical location or other reasons.”

Article 47, Chapter III. Second paragraph of the Egyptian Constitution of 2014

INTRODUCTION

The word "Culture" is one of the most complex words. It refers to a modern concept. As defined by the anthropologist Edward Taylor in 1871, culture - or civilisation - in its wide ethnographic meaning, is the compound which includes knowledge, belief, art, morals, law, customs, and other habits acquired by humans as members of society¹.

Culture, as defined by the UNESCO, is: a "set of distinctive spiritual, material, intellectual, and emotional features of society or a social group, and it encompasses, in addition to art and literature, lifestyles, ways of living together, value systems, traditions and beliefs." Culture gives people the ability to think for themselves, thus making them rational, critical thinkers and a morally committed human beings. Culture enables us to discover new values, make

choices, express ourselves as individuals in constant evolution, reassess our achievements, find new meanings and goals.

Culture is the criteria of evaluation for the development of a society. It preserves us socially and politically. Thus, countries are keen to implement cultural policies and try to achieve the objectives that are set by the state and all cultural actors in order to support and promote the cultural sector. Cultural policy is the sum of plans, actions, and practices that aim to fulfill the cultural needs of a country or a society.

In countries where civil society is developing, it contributes, with the state, to the conception and implementation of cultural policies. The state guarantees to those institutions and individuals the opportunity to work together, in order to establish and execute those policies.

POLITIQUES CULTURELLES EN ÉGYPTÉ

L'Égypte n'a jamais adopté une politique culturelle claire. Depuis le début du XIXe siècle, l'État civil moderne a émergé. C'était l'ère de Muhammad Ali Pacha, qui voulait construire un état moderne comparable aux pays européens qu'il aimait, comme la France en particulier. Il a approuvé l'envoi de missions éducatives en Europe. Dès lors, avec le début de la renaissance intellectuelle en Égypte, une classe d'intellectuels et de cheikhs d'Al-Azhar a mené les Lumières égyptiennes au début du XXe siècle.

Les politiques culturelles égyptiennes ont vu le jour à travers des initiatives individuelles. Les personnalités phare étaient le Dr Taha Hussein, des penseurs tels que Salameh Musa, Chalabi Shamil et des cheikhs éclairés tels que l'imam Muhammad Abdo. La contribution du Dr Taha Hussein était la plus importante. Dans le gouvernement Pasha Nahas, il était à la tête du ministère de l'Éducation qui était chargé de la situation culturelle en Égypte.

CONSTITUTIONS ÉGYPTIENNES ET POLITIQUE CULTURELLE

Les constitutions sont un ensemble de règles juridiques fondamentales qui définissent la forme de l'État, le système de gouvernement, l'étendue de son autorité sur les individus et les droits des citoyens. La première constitution en Égypte remontait au 7 février 1882. Elle a ensuite été abolie par l'occupation anglaise. La Constitution d'avril 1923 ne traitait ni de la culture ni des politiques culturelles. Aucun des 169 articles de la Constitution² ne mentionnait ou ne faisait référence à la culture.

Dans la Constitution du 6 septembre 1971, composée de 6 chapitres et de 193 articles, et considérée comme l'une des plus importantes constitutions émises après la révolution de juin 1952 et la plus longue des constitutions égyptiennes (de 1971 jusqu'à son abolition en 2012), la culture n'était mentionnée qu'à l'article 16 qui stipule que "l'État assure les services culturels, sociaux et de santé"³ et l'article 49 "l'État garantit aux citoyens la liberté de la recherche scientifique et de la création littéraire, artistique et culturelle"⁴.

Après la révolution de janvier 2011, deux constitutions ont été adoptées. La première en novembre 2012, sans changement par rapport à la constitution de 1971. Seuls deux articles mentionnaient la culture. Selon l'article 12, qui stipule : "l'État protège les composantes culturelles, civilisationnelles et linguistiques de la société"⁵ et l'article 46 stipule que "la liberté de la créativité sous toutes ses formes est le droit de tout citoyen. L'État prend les mesures nécessaires

pour préserver le patrimoine culturel national et promouvoir la diffusion des services culturels"⁶. Le dernier article consacré à la culture est l'article 213, intitulé « Haute Autorité de la Protection du Patrimoine », qui stipule que cette dernière « réglera les moyens de protection des biens civilisationnels, architecturaux et culturels de l'Égypte⁷ ».

Ainsi, les choses n'ont pas changé depuis près de 40 ans, de la Constitution de 1971 à celle de 2012. La culture a été mentionnée dans les mêmes termes et avec le même sens, ce qui signifie que l'État n'a pas pris en compte ce que nous appelons les politiques culturelles ou la culture comme un droit humain général et abstrait, et ce, en dépit des textes des deux constitutions.



CULTURAL POLICIES IN EGYPT

Egypt has never adopted a clear cultural policy. Since the beginning of the nineteenth century, the modern civil state emerged. It was the era of Muhammad Ali Pasha, who wanted to build a modern country comparable to the European countries he was fond of, like France particularly. He approved sending educational missions to Europe. Since then, with the early intellectual renaissance in Egypt, a class of intellectuals and sheikhs of Al-Azhar led the Egyptian Enlightenment in the early twentieth century.

Egyptian cultural policies were taken forward through individual initiatives. The leading figures were Dr. Taha Hussein, thinkers such as Salameh Musa, Chalabi Shamil and enlightened sheikhs such as Imam Muhammad Abdo. Dr. Taha Hussein's

contribution was the most prominent. He was in charge of the Ministry of Education in the Pasha Nahas government. It was the Ministry that was responsible for the cultural situation in Egypt.

EGYPTIAN CONSTITUTIONS AND CULTURAL POLICY

Constitutions are a set of basic legal rules that define the form of the state, the system of government, the extent of its authority over individuals, and the rights of citizens. The first constitution in Egypt dates back to 7 February 1882. It was later abolished by the English occupation. Culture was never mentioned or referenced in the 169 articles of the April 1923 Constitution².

In the Constitution of 6 September 1971, consisting of 6 chapters and 193 articles, considered one of the most important constitutions issued after the revolution of June 1952 and the longest lasting of Egyptian constitutions (it lasted from 1971 until its abolition in 2012), culture was only mentioned in Article 16 which states that "the State shall ensure cultural, social and health services"³ and Article 49 stating that "the State guarantees citizens the freedom of scientific research and literary, artistic and cultural creation"⁴.

After the revolution of January 2011, two constitutions were adopted. The first in November 2012, with no change compared to the 1971 constitution. Only two articles addressed culture. Article 12 states "the State protects the cultural, civilizational and linguistic components of society"⁵ and Article 46 states that "freedom of creativity in all its forms is the right of every citizen. The State shall take the necessary measures to preserve the national cultural heritage and to promote the diffusion of cultural services"⁶. The last article that spoke about culture is Article 213, which came under the title of "High Authority for the Preservation of Heritage" and states that this latter "shall regulate the means of protecting the civic, architectural and cultural heritage of Egypt"⁷.

Thus, things have not changed for almost 40 years. From the 1971 to the 2012 Constitution, culture was mentioned using the same terms and with the same meaning, which implies that the State did not take into account what we call cultural policies or culture as a general and abstract human right, despite the articles of the two constitutions. That is because the first Constitution was adopted by the end of the sixties, carrying "supposed" winds of freedom in Egypt. It came after the State started regulating culture and the creation of a Ministry of culture. It is an extension of what the revolution referred to as the "Ministry of National Guidance". Tharwat Okasha, one of the most prominent Egyptian cultural figures, was in charge





Cette absence de changement s'explique par la date de l'adoption de la première Constitution, à la fin des années soixante, portant des supposés vents de liberté en Egypte. Elle a été adoptée après les débuts de la réglementation de la culture par l'Etat et la création d'un ministère de la culture, une extension de ce que la révolution a appelé le "Ministère de l'orientation nationale". Tharwat Okasha, l'une des figures culturelles égyptiennes les plus en vue à l'époque, était en charge de ce ministère dans les années 1960. Il a opéré une mutation dans la gouvernance culturelle publique et a créé la « culture de masse », un moyen de délivrer des messages culturels au grand public à travers l'Egypte.

Malgré ces améliorations dans la situation culturelle en Egypte, en apparence brillante, dans les années 1960, la première Constitution égyptienne adoptée par la suite n'instaure aucun fondement pour une politique culturelle. Cela s'explique par le fait que les autorités gouvernementales ne s'intéressent à la culture qu'en tant que moyen de contrôle des individus. Elles ont incité les intellectuels à les rejoindre, parler en leur nom et orienter les masses. Elles n'auraient développé une politique culturelle que pour maintenir leur présence et leur contrôle sur les masses. Ainsi, l'élan des débuts des années 1960 a entraîné l'effondrement complet dans le secteur culturel.

Dans les années 1980, lorsque Farouk Hosni a pris la tête du ministère de la Culture, cette fausse lueur culturelle est à nouveau instrumentalisée. Farouk Hosni a occupé cette position pendant environ 25 ans jusqu'à son renvoi après la révolution du 25 janvier 2011, soit le plus long terme dans le bureau. Près de vingt ans après le boom culturel des années 1960, les circonstances et les facteurs de la réalité culturelle étaient différents. Le facteur le plus important a été l'émergence de la culture indépendante, qui considérait le mouvement, et non le contrôle de l'Etat, comme une solution. Tout a commencé dans les années 1970 avec l'avènement des « master magazines », magazines littéraires et culturels aux faibles ressources, exprimant une opinion différente, non nécessairement en confrontation avec celle de l'Etat, mais plutôt à sa marge. Ce phénomène a entraîné le retour de groupes littéraires indépendants, le cinéma des jeunes et les jeunes mouvements musicaux. Le mouvement national de la société civile est devenu un facteur incontournable qui aurait pu contribuer à la création d'une réalité culturelle officielle égyptienne si l'Etat n'avait pas adopté la même logique, et imposé son contrôle sur les intellectuels en opprimant les mouvements indépendants. À cet égard, l'expérience culturelle de Farouk Hosni a été amère. Sous son mandat, bien que la scène culturelle égyptienne se soit considérablement



of the Ministry of culture in the 1960s. He made a breakthrough in public cultural governance and created the "mass culture", a means to deliver cultural messages to the public at large throughout Egypt.

Despite those apparent improvements in the cultural situation in Egypt in the 1960s, the first constitution that was later adopted does not include fundamentals of cultural policies. It is explained by the fact that the authorities are only interested in culture as a way of controlling the citizens. Those authorities prompted intellectuals to join them, speak for them and orient the people. They would only develop cultural policies to affirm their presence and their control over the masses. Thus, the impulse of the early 1960s led to the total collapse in the cultural sector.

In the 1980s, when Farouk Hosni was at the head of the ministry of culture, this false cultural glow was instrumentalized. Farouk Hosni has held the longest term in office. He remained in this position for about 25 years until being dismissed after the revolution of January 25, 2011. The circumstances and factors surrounding the cultural reality differed after nearly 20 years, since the cultural growth in the 1960s. The most important of these factors is the emergence of independent culture that believed in the movement as the solution, not taking control over the State. This began in the 1970s with the advent of "Master magazines" i.e. literary/cultural magazines with limited resources that represented an alternative public opinion, that did not necessarily contradict the State's perspective, but apprehended things differently. This phenomenon led to the return of independent literary groups, youth cinema and the movement of young musical bands. The national civil society movement became a motive that cannot be overlooked. This could have been an important factor in creating an Egyptian official cultural reality if the State did not adopt the same logic, imposing its control over intellectuals and oppressing independent movements. In this regard, the cultural experience of Farouk Hosni was a bitter one. He has tremendously energized the Egyptian cultural scene but, at the same time, kept a tendency towards nationalizing culture and confronting the emerging independent cultural scene, which represented a threat, according to the State. Instead of supporting civil society's work, attempts to control through restrictive laws and security limitations began. Farouk Hosni invented the "intellectuals barnyard" (Hadirat al-Muthaqafin) theory, stating that intellectuals should work with, through and for the state. That era ended with the 2011 Revolution and the bitter reality of Egyptian culture which went through an enormous decline and sag in the State's cultural mechanisms; Unmerited grants and prizes were distributed by

développée, la tendance était à la nationalisation de la culture et à la confrontation de la culture indépendante émergente, que l'État considérait comme une menace. Au lieu de soutenir le travail de la société civile, des lois répressives et des restrictions de sécurité ont été mises en place pour tenter de la contrôler. Farouk Hosni a inventé la théorie de la « basse-cour intellectuelle » (Hadirat al-Muthaqafin) selon laquelle les intellectuels doivent travailler avec, à travers et pour l'État. Cette ère s'est terminée avec la Révolution du 25 janvier 2011 et la réalité amère de la culture égyptienne de l'époque, qui a connu un déclin énorme et l'affaissement des mécanismes culturels étatiques. Des subventions et des prix immérités étaient distribués par l'État, des festivals immenses sans résultats concrets, et des idées répandues sur l'extrémisme et le terrorisme. De nouveaux phénomènes sociaux sont soudainement apparus et ont commencé à se répandre, y compris le harcèlement et la fraude collective, avec l'effondrement de l'éducation car aucun véritable programme d'enseignement n'a été adopté. Cependant, si l'État avait investi dans le climat culturel changeant et la montée de la société civile, le secteur culturel égyptien aurait changé radicalement à cette époque. Étrangement, la constitution de 2012, écrite après la révolution du 25 janvier, l'a été avec la même mentalité et la même vision officielle de la culture. Cette Constitution a été élaborée pendant la courte période de gestion des affaires gouvernementales par les Frères musulmans en Egypte, et était une continuation naturelle du manque d'intérêt formel pour les politiques culturelles. Est-ce que les choses ont changé avec la constitution de 2014 ?

L'EGYPTE DU PRÉSENT ET LA SITUATION CULTURELLE AVEC LA CONSTITUTION DE 2014

La Constitution de 2014 a amené un "réel" changement dans la perception de la culture et de l'éducation, détaillé dans sept de ses articles (de 19 à 25). L'article 19 stipule que "l'Etat s'engage à allouer une partie des dépenses publiques à l'éducation d'au moins 4% des dépenses totales du PNB et ce montant augmentera graduellement" pour égaler les normes internationales⁸. C'est la première fois que la Constitution prévoit explicitement l'allocation d'un pourcentage du budget général à l'éducation, ce qui reflète l'intérêt de l'Etat pour le développement de l'éducation.

La volonté des intellectuels et leur pression pour allouer un pourcentage minimum de 1,5% du budget global à la culture n'a pas été prise en compte par la constitution de 2014, même si la situation culturelle y a été traitée différemment. La deuxième partie de la Constitution, « Composantes fondamentales de la société », a été divisée en trois chapitres : « composantes sociales »,

« composantes économiques » et « composantes culturelles ».

Ainsi, pour la première fois dans l'histoire des constitutions égyptiennes, un chapitre indépendant et réservé aux « composantes culturelles »⁹, incluant quatre articles (47-50). En outre, l'article 67 stipule que "la liberté de création artistique et littéraire doit être garantie"¹⁰ et l'article 75 que "les citoyens ont le droit de former des associations et des institutions civiles sur une base démocratique"¹¹. C'est la première fois qu'une constitution égyptienne traite de la liberté d'établir des associations et de l'importance de la société civile. Mais les dispositions de la Constitution restent inutiles à moins que leurs principes ne soient respectés et mis en œuvre. Ce développement constitutionnel a-t-il apporté une "nouvelle réalité" aux politiques culturelles égyptiennes après l'adoption de la Constitution de 2014 ?

Développement humain

Toute société peut se développer tant que sa politique culturelle permet aux individus de vivre librement et de s'exprimer à travers tous les moyens légaux disponibles, créant un climat propice à l'innovation et au développement. Cela se reflète au niveau de deux aspects essentiels, à savoir : la politique éducative et les libertés publiques.



the State, huge festivals without concrete results, and widespread ideas of extremism and terrorism. New social phenomena suddenly appeared and started spreading, including harassment and collective fraud, with the collapse of education, as no real educational curricula were adopted. However, the State was investing in the changing cultural climate and the rise of civil society, in order to change the Egyptian cultural situation in that period. Strangely, the 2012 Constitution, which was written after the January 25 Revolution came with the same mentality and official view of culture. This constitution was developed during the short Muslim Brotherhood rule of Egypt, and was a natural continuation of the lack of formal interest in cultural policies. Did things change with the 2014 constitution?

THE PRESENT EGYPT AND THE CULTURAL SITUATION WITH THE 2014 CONSTITUTION

The 2014 Constitution came with a "real" change regarding the vision of culture and education. Article 19 states "the State shall commit itself to allocating a proportion of the government's expenditure for education that is no less than 4% of the total expenditure of the GNP and it shall gradually increase" to match international rates⁸. This is the first time that the constitution explicitly allocates a percentage of the general budget for education. Thus reflecting the state's interest in

the development of education.

The 2012 Constitution did not respond to the desire of the intellectuals, nor to their pressure to allocate a percentage of the general budget for culture that is not less than 1.5%. Yet, the cultural situation in this Constitution differed from its predecessors. The second part of the Constitution, "Fundamental Components of Society", was divided into three chapters: "social components", "economic components" and "cultural components".

Thus, for the first time in the history of the Egyptian constitutions, an independent chapter on culture was entitled "Cultural Components"⁹ and contains four articles (47–50). In addition, Article 67 states that "the freedom of artistic and literary creation shall be guaranteed"¹⁰ and Article 75 states that "citizens have the right to form associations and civil institutions on a democratic basis"¹¹. This is the first time that Egyptian constitutions addressed the freedom to establish associations and the importance of civil society. But the provisions of the Constitution remain useless unless their principles are respected and implemented. Did this constitutional development bring a "new reality" to the Egyptian cultural policies after the promulgation of the 2014 constitution?

Human Development

Any society can develop as long as its cultural policy guarantees people's freedom and self-expression with all available legal means, thus creating the right atmosphere for innovation and development. This development should be based on two major aspects : educational policy and public liberties.



EDUCATIONAL POLICY

Societies that want to achieve progress capitalize on education, whose quality results in a prosperous and advanced society. For the first time, education was given special attention in the 2014 Constitution in seven articles (see above). Although, these articles are still useless and not considered, in the absence of a structured educational policy, accompanied with random decision making. A ministry of artistic education was established by the Constitution following Article 20, which states that "the State ought to promote and develop technical education and vocational training"¹². This ministry did not last more than a year. It was then canceled and merged into the Ministry of Education, without any justification.

The Ministry of education also suffered greatly from confusion, neglect and a crisis in relation with educational buildings (schools), curricula, and high schools. Thus collective fraud and leaking exams multiplied and became the inescapable reality of education in Egypt. One example is



© Pixabay



POLITIQUE ÉDUCATIVE

Les sociétés qui visent le progrès investissent dans l'éducation, dont la qualité permet d'aboutir à une société prospère et avancée. Pour la première fois, la Constitution de 2014 a accordé une attention particulière à l'éducation dans sept articles (voir ci-dessous). Cependant, comme à l'accoutumée, ces textes et demeurent inutiles et ne sont pas pris en compte, en l'absence de politique éducative structurée et avec des prises de décision aléatoires. Un Ministère de l'enseignement artistique a été créé en application de l'article 20 de la Constitution, qui stipule que l'Etat doit "promouvoir et développer l'enseignement artistique et technique, ainsi que la formation professionnelle"¹². Ce ministère n'a pas duré plus d'un an et a ensuite été supprimé et intégré au sein du Ministère de l'Éducation, sans aucune justification. Le Ministère de l'éducation a également beaucoup souffert de confusion et de négligence, et des crises en relation avec les bâtiments éducatifs (écoles), les programmes d'études, et les lycées, ainsi que la fraude collective et les fuites aux examens se sont multipliés et sont devenus la réalité inévitable de l'éducation en Egypte. Un exemple est la suppression de l'enseignement de la révolution du 25 janvier 2011 et du 30 juin du programme d'histoire¹³. La décision de changer le programme est venue soudainement et sans explication. La politique d'éducation arbitraire a divisé les diplômés égyptiens en trois catégories. Les premiers sont les diplômés des écoles publiques, qui sont les plus faibles, les moins chanceux et les plus nombreux. Ensuite, les diplômés des écoles expérimentales, qui reçoivent une part basique d'éducation et les plus grandes opportunités dans l'enseignement universitaire, en échange de frais de scolarité plus élevés. Enfin, les diplômés des écoles d'élite, la catégorie supérieure qui représente la plus grande part du gâteau, avec des frais de scolarité exorbitants, en plus des cours supplémentaires

privés, devenus une vraie alternative à l'école et aux enseignants. Ainsi, les gens n'ayant pas la possibilité de payer pour l'éducation n'en recevront que le minimum¹⁴. Chaque année, il y a une augmentation du taux de décrochage scolaire dans l'enseignement obligatoire, qui est fourni gratuitement et imposé par l'Etat à tous les citoyens. L'enseignement obligatoire en Egypte comprend l'enseignement primaire pendant six ans et l'enseignement préparatoire pendant trois ans et tout décrochage scolaire est puni par la loi.

Dans ce système, les catégories les plus pauvres ont droit à des écoles sans chaises, ni classes, ni enseignants, et parfois sans bâtiments, dans des salles où s'entassaient plus de 100 enfants qui ne reçoivent aucune éducation, obtiennent leurs certificats en trichant et qui quittent l'enseignement obligatoire -lorsqu'ils le complètent- incapables d'écrire leur propre nom. L'Etat les comptabilise frauduleusement parmi les lettrés. Ceux qui parviennent à l'université sont de plus en plus nombreux et accèdent à des universités non prestigieuses par le biais d'examens aléatoires. De plus, le classement des universités égyptiennes au bas de la liste des meilleures universités dans le monde est sans doute dû à l'absence de recherche scientifique. Plutôt que de permettre aux étudiants de faire de la recherche active, l'enseignement universitaire dépend encore de l'éducation centrée sur l'apprentissage, sans compter les cours dispensés par des professeurs d'université, qui se sont basés sur des cursus obsolètes fondés sur d'anciennes thèses et recherches. Par conséquent, la plupart des diplômés universitaires égyptiens peuvent être considérés comme illettrés. Comment, avec la situation de l'éducation, l'Etat peut-il prétendre qu'il y a de l'espoir dans le développement humain sur la base d'une politique culturelle qui n'existe pas réellement?



removing courses on the revolution of January 25, 2011 and June 30 from the history¹³ curriculum. The decision to change the curriculum came suddenly and without explanation. The arbitrary educational policy has divided Egyptian school graduates into three categories.

The first are graduates of public schools: they have the lowest level, are the least fortunate and the most numerous. Then the experimental school graduates, who receive a fair share of education and the biggest opportunities in university education, in exchange of higher tuition fees. Then the top category are graduates of elite schools, who benefit from a better education and the best opportunities, in exchange for very excessively expensive tuition fees, in addition to individual additional courses, which represent a real alternative for schools and teachers. Thus, if you do not have the ability to pay for your education, you will benefit from the minimum¹⁴. Every year there is a rise in the number of dropouts from compulsory education, which is provided for free and imposed by the State on all citizens. It includes primary education for 6 years and preparatory education for 3 years, and every early dropout is punished by law.

In this system, the poorest are entitled to schools without seats, classes, or teachers, and sometime without buildings, in classrooms where more than 100 children are crammed and receive no education, receive certificates through cheating and leave compulsory education -if they complete it- without being able to write their own names. Although, they are counted among the literate people. The number of those who make it to egyptian universities is increasing, they pass random exams and end up in non prestigious universities. The fact that egyptian universities are at the bottom of the ranking of universities around the world is due to the absence of scientific research. The university teaching is still based on apprenticeship, and rather than allowing students to do active research, university professors are teaching outdated curricula based on old thesis and research. Therefore, most Egyptian university

graduates can be considered educationally illiterate. Taking into account the situation of education, how can the State pretend that there is hope in human development based on inexistent cultural policy?



PUBLIC LIBERTIES

Article 27 of the Universal Declaration of Human Rights, states "everyone has the right freely to participate in the cultural life of the community, to enjoy the arts and to share in scientific advancement and its benefits." This highlights the importance of democracy and public freedoms and the role of culture in the development of society. Indeed, cultural life does not grow or thrive in a society with insufficient freedoms and lack of democracy. However, the ruling system in Egypt sought to make culture at the service of political power and monopolize all cultural production and distribution mechanisms, which is manifested in a conflict between the State and independent cultural institutions and movements. The State's only fear is losing control over those institutions and movements. Culture here is not a mean for social development, it is a way to control it. Therefore, the state sought to control the civil society through several aspects:

- Legislation that controls and hinders civil society action: as stated above, civil society has always faught against these legislations imposed by the State, whose real objective was to control, rather than structure cultural action, starting by the Associations Act, to the Act 84 of 2002 that organizes the associations' and civil institutions' work, to the very last Associations Act of 2017, despite the opposition of the civil society actors.
- Security control over civil society: prior to the revolution of 25 January 2011, Egypt recognized the interference of the security authorities in civil society work. The approval of the security authorities, represented by the Security Service of the State, is a condition for the formation of associations, with no legal ground. This was slightly eased after the revolution of January 25, 2011, but things have returned to their initial state



LIBERTÉS PUBLIQUES

L'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que "Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent". Cela souligne l'importance de la démocratie et des libertés publiques et le rôle de la culture dans le développement de la société. En effet, la vie culturelle ne peut se développer dans une société où les libertés et la démocratie sont insuffisantes. Cependant, le système dirigeant en Egypte a cherché à mettre la culture au service du pouvoir politique et à monopoliser tous les mécanismes de production et de distribution culturels, ce qui s'est manifesté clairement dans les conflits entre l'État et les institutions et mouvements culturels indépendants. L'Etat ne craint que ce qui dépasse son contrôle. La culture n'est pas un moyen de développement de la société mais un moyen de la contrôler. Par conséquent, l'État a cherché à contrôler la société civile à travers plusieurs aspects :

- Des législations qui contrôlent et empêchent le travail de la société civile: comme nous l'avons vu, la société civile a toujours milité contre ces législations imposées par l'Etat, dont le véritable objectif était de contrôler, plutôt que de structurer l'action culturelle, à commencer par la loi des associations, en passant par la loi 84 de 2012 qui organise l'action des associations et institutions civiles, à la dernière loi sur les associations de 2017, et ce, malgré l'opposition des acteurs de la société civile.
- Le contrôle sécuritaire sur la société civile : avant la révolution du 25 janvier 2011, l'Égypte a connu l'ingérence des autorités de sécurité dans le travail de la société civile, de sorte que les associations ne pouvaient être créées sans l'approbation des autorités sécuritaires, représentées par le service de sécurité de l'État, sans aucune base juridique. Ce système a été légèrement assoupli après la révolution du 25 janvier 2011, avec un retour rapide à son état initial, puisque l'interdiction d'activités culturelles (fermeture de bureaux et de sièges d'ONG, interdiction de festivals publics comme "Alfann Medan" ou arrestations de militants du mouvement culturel) est devenue monnaie courante.
- Les restrictions sur les sources externes de financement : au cours de la période récente, une campagne féroce a été lancée contre les organisations étrangères qui financent l'action civile. Beaucoup d'entre elles ont été fermées et un certain nombre de leurs membres ont été arrêtés et jugés. Alors que les ressortissants étrangers échappaient à la justice avec l'immunité de leur nationalité, les militants égyptiens étaient condamnés à des peines criminelles pour

avoir reçu des fonds étrangers. Une loi récente sur les ONG visant à contrôler les sources de financement étrangères a été adoptée. Bien que le financement étranger ne puisse passer que par l'État, l'accusation traitrise demeure une menace pour la société civile.

Le développement humain par l'éducation et les libertés publiques est le critère de toute politique culturelle réelle. Tant que l'État ne parviendra pas à atteindre cet objectif, un véritable développement culturel ne se produira pas. Dans ce contexte, nous pouvons recommander les propositions suivantes:

- Mettre en œuvre les principes généraux relatifs à l'éducation prévus dans la Constitution égyptienne, en particulier l'allocation d'une part des dépenses publiques d'au moins de 4% du PIB.
- Faire de la culture et de la créativité littéraire et artistique une composante essentielle des programmes d'enseignement public.
- Élaborer une politique globale pour le développement des programmes scolaires et d'enseignement supérieur, en particulier en ce qui concerne les affaires culturelles et la nécessité d'allouer un temps raisonnable dans le processus éducatif à l'activité culturelle en nommant des travailleurs culturels spécialisés et en créant un institut spécialisé¹⁵ dans leur formation.

Développement social



DIVERSITÉ CULTURELLE

La société égyptienne est composée de nombreuses communautés aux multiples identités culturelles : les communautés bedouines, amazighes, nubiennes et beja et sont des afférents de la civilisation égyptienne, et représentent toute la charge culturelle du pays. Elles s'expriment spontanément par la coexistence sociale qui préserve et reflète la diversité au sein d'une même unité naturelle. En interagissant les uns avec les autres, elles enrichissent cette unité globale. La Constitution de 2012 visait à mettre l'accent sur la diversité culturelle dans la société égyptienne et sur la nécessité de la respecter. L'article 47 de la Constitution stipule que "l'Etat doit préserver l'identité culturelle et les divers groupes culturels de l'Égypte"¹⁶(1). Est-ce suffisant pour respecter les groupes culturels minoritaires de l'Égypte ? Deux grands problèmes se posent ici :

- Le manque de connaissance et de conscience : beaucoup d'Égyptiens ne connaissent pas les racines culturelles de la société égyptienne. Ce manque de connaissance est lié aux programmes scolaires égyptiens qui ne mentionnent pas les racines et leur histoire, afin d'éviter toute sensibilité. Par conséquent, les enfants de ces minorités continuent de souffrir de la marginalisation, de la négligence et du déni, même par l'élite éduquée.

as closing cultural activities (closing offices and NGO headquarters, banning public festivals such as Alfann Medan or arresting activists of the cultural movement) became common.

- Restrictions on external sources of funding: in the recent period, there has been a fierce campaign against foreign organizations that provide funding for civil society action. Many of them have been closed and a number of their members were arrested and sentenced. While foreigners escaped judicial sentences with immunity from their nationalities, Egyptian activists faced criminal sentences on charges of receiving foreign funds. A recent NGO Act to control foreign sources of funding was passed. Although foreign funding can only pass through the State, the accusation of betrayal remains a threat to civil society.

Human development through education and public freedoms is the criterion of any real cultural policy. As long as the State fails to achieve this, real cultural development will not happen. In this context, we can recommend the following:

- Implement the general principles related to education that are provided in the Egyptian Constitution, especially the allocation of 4% of the GDP for education.
- Make culture, literary and artistic creativity an essential component of the public education curricula.
- Implement a comprehensive policy for the development of schools and higher education curricula, by taking into consideration cultural affairs and the need to allocate reasonable time for cultural activities through appointing specialized cultural workers and establishing a specialized training institute of cultural work⁴⁵.

Social development



CULTURAL DIVERSITY

The Egyptian society is made up of many communities with multiple cultural identities: Bedouin, Amazigh, Nubian and Beja communities are components of the Egyptian national civilisation and represent its cultural mark. They express themselves spontaneously through social coexistence that reflects the diversity within one natural unit while preserving the diversity of society. They enrich this overall unit by interacting with each other. The 2012 Constitution aims to emphasize on cultural diversity in Egyptian society and the need to respect it. Article 47 of the Constitution states that "the State shall preserve the cultural identity and the different cultural groups of Egypt"⁴⁶. But is this enough to respect Egyptian cultural minorities? We should be

aware of two important problems:

- Lack of knowledge and of awareness: Many Egyptians do not know about the cultural roots of Egyptian society. This lack of knowledge comes from the fact that Egyptian educational curricula do not mention these roots and their history, in order to prevent any sensitivities. Therefore, the children of these minorities continue to suffer from marginalization, neglect and denial, even by the educated elite.
- Skepticism: When you speak about Nubian, Amazigh or Bedouin rights, you can immediately be called an inciter, a supporter of separatism or division. Egypt has always maintained its national integrity yet sympathy for the cause of minorities has become a call for secession and a threat to national security. This is how national cultural problems are never discussed.



GENDER

Since gender is a big public issue, we will limit our discussion here to the issue of women and their rights, because it is the most relevant problem in the Egyptian society.

The women's rights movement has achieved many victories in Egypt. Attention to women's issues has increased significantly and significant progress has been made in terms of realization, understanding and achieved goals. Women's movement in Egypt is a movement that started in the beginning of the 20th century. However, the Egyptian society, like many Middle Eastern societies, still carries the heavy burden of old traditions and values that undermine women, especially in rural areas, such as the countryside and upper Egypt. It has been more than 60 years since an Egyptian woman became a Minister. Still, we witness strange news nowadays: a parliament member asked to check the virginity of female university students, some have called for women to stay at home and receive half of their wages, and many other regressive demands. It seems that we still have a long way ahead of us before women become equal to men in the Egyptian society.



CITIZENSHIP

The relationship between people and their country, their belonging, as well as their rights and obligations define the concept of citizenship, which is the most important criterion in an advanced and developed society. Countries that take care of their citizens prioritize the respect of civic and human rights over all. The relationship between citizenship and cultural

• Le scepticisme : les défenseurs des droits nubien, amazighs ou bédouins, sont immédiatement considérés comme des incitateurs, partisans du séparatisme ou de la division. L'Égypte a toujours maintenu son intégrité nationale, mais la sympathie pour la cause des minorités est perçue comme un appel à la sécession et une menace à la sécurité nationale. C'est ainsi que sont occultées les problématiques culturelles nationales fébriles.



LE GENRE

Puisque le genre est un grand problème public, nous limiterons notre discussion à la question des femmes et de leurs droits, car c'est la question la plus pertinente dans la société égyptienne.

Aujourd'hui, le mouvement des droits des femmes a accompli de nombreuses victoires en Égypte. L'attention portée aux problèmes des femmes a considérablement augmenté et des progrès significatifs ont été réalisés au niveau de la prise de conscience, de la compréhension et de la réalisation. Le mouvement des femmes en Égypte remonte au début du XX^{ème} siècle. Cependant, la société égyptienne, comme de nombreuses sociétés du Moyen-Orient, porte encore le lourd fardeau des vieilles traditions et valeurs qui minent les femmes, en particulier dans les zones rurales, comme la campagne et la Haute-Égypte. Cela fait plus de 60 ans qu'une femme égyptienne est devenue ministre. Pourtant, nous assistons à des discours étranges ces derniers temps. Tel député a demandé de vérifier la virginité des étudiantes universitaires, d'autres ont appelé les femmes à rester à la maison et à recevoir la moitié de leur salaire, ainsi que d'autres demandes arriérées. Il semblerait que nous ayons encore un long chemin devant nous avant que les femmes ne deviennent égales aux hommes dans la société égyptienne.



CITOYENNETÉ

La relation entre les personnes et leur patrie, leur appartenance, ainsi que leurs droits et obligations définissent le concept de citoyenneté, qui est le critère le plus important dans une société avancée et développée. Les pays qui prennent soin de leurs citoyens donnent la priorité au respect des droits humains et civiques. La relation entre la citoyenneté et la politique culturelle peut être expliquée à travers les points suivants :

Le droit à la pratique culturelle : dans un pays où les citoyens sont respectés, ceux-ci ont le droit de pratiquer la culture librement, efficacement et équitablement. Le rôle de l'Etat est de donner cette possibilité aux citoyens et d'abolir tous les obstacles qui les en empêcheraient.

Le droit de création culturelle : les citoyens ont le droit de produire des services culturels, en utilisant leur argent ou par la contribution d'autrui, sans ingérence de l'Etat et dans le respect des lois applicables. Lorsque les citoyens ne peuvent pas exercer ce droit, il y a nécessairement un déséquilibre dans les politiques culturelles.

L'accès à la culture : ce qui suppose l'existence d'un plan spécifique pour que les citoyens bénéficient d'un accès complet, réel et égalitaire à la culture.

Ainsi, le développement social (diversité culturelle, genre, citoyenneté) est une pierre angulaire importante de la politique culturelle. Dans ce contexte, nous recommandons :

- Le respect de la diversité culturelle et l'intégration des principes, de la culture et de l'histoire des minorités culturelles en Égypte dans les programmes d'éducation.
- La préservation du patrimoine national des minorités culturelles égyptiennes et la mise en valeur de ce patrimoine pour le grand public.
- L'enseignement des langues locales, telles que le nubien et l'amazigh et leur intégration au sein des programmes éducatifs locaux.
- La lutte contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, en particulier dans les zones rurales et en Haute-Égypte.
- Veiller à l'accès équitable, facile et aisé du citoyen à ses droits culturels.

Développement économique

Les indicateurs économiques de la société sont l'un des facteurs les plus importants affectant la mouvance culturelle. Plus la croissance économique d'une société est soutenue, plus elle sera positive pour le mouvement culturel. Les pays économiquement stables, qui ont atteint des taux élevés de croissance économique, un niveau important d'équité dans la distribution de la richesse, et un faible taux de chômage, sont ceux qui sont capables d'atteindre leurs objectifs culturels et de faire prospérer leurs secteurs culturels et créatifs. L'histoire montre que les périodes d'apogée de la prospérité économique des Empires sont les plus riches en termes artistiques, littéraires et créatifs en général.

Après la révolution du 25 janvier, l'Égypte a connu de nombreuses périodes de confusion, qui ont été marquées par une forte baisse du taux de croissance économique. Des décisions récentes, basées sur des prêts du FMI, ont eu un impact négatif (réduction du soutien et flexibilité de la livre égyptienne) sur les citoyens et ont augmenté leurs souffrances. Cette situation rend difficile la prise en charge des questions culturelles, qui deviennent la dernière priorité pour les citoyens.

Les faibles taux de croissance économique, le creusement de la dette et l'augmentation du taux de chômage sont également des fardeaux qui limitent les activités et la mobilité des institutions de la société civile, tandis que l'économie capitaliste promeut une nouvelle accumulation de richesses entre les mains d'autres institutions civiles. Elles reçoivent un flot de subventions provenant des surplus des capitaux investis dans la purification religieuse, en faisant le don de milliards de livres aux institutions qui travaillent dans les domaines humanitaires et religieux. Cette contradiction permanente avec la croissance

policy can be explained through the following points:

The right to cultural practice: in a country where citizens are respected, they have the right to practice culture freely, efficiently and fairly. The role of the State is to enable its citizens to do so, and overcome the barriers that might hinder them.

The right to cultural production: citizens have the right to produce cultural services, using their money or via the contribution of others, without interference from the state and within the respect of applicable laws. When citizens cannot exercise this right, it results in an imbalance in cultural policies.

Access to culture: which supposes the existence of a specific plan for cultural services, in order for citizens to have a full, real and equal access to culture.

Thus, social development (cultural diversity, gender, citizenship) is an important cornerstone of cultural policy. In this context, we recommend:

- Respecting cultural diversity, its principles and culture, along with the incorporation of the history of cultural minorities in Egypt in the curricula of education.
- Preserving national heritage of Egyptian cultural minorities and introducing this heritage to the wider public.
- Teaching local languages, such as Nubian and Amazigh, and incorporating them into local educational curricula.
- Combating all forms of discrimination against women, especially in rural and Upper Egypt.
- Ensuring that Egyptian citizens obtain their cultural rights in a fair, easy and accessible way.

Economic development

The economic indicators of a society are one of the most important factors affecting the cultural movement. The more economic growth there is in a society, the more beneficial it will be to the cultural movement. The countries that are economically stable have the most significant rates of economic growth, a fair wealth distribution and a low percentage of unemployment. Those countries are able to achieve their cultural goals and become outstanding in the cultural and creative fields. History proves that the peak periods of economic prosperity in the timeline of Empires witness the most prosperous artistic, literary and creative times in general.

After the 25th January revolution, Egypt suffered from many periods of confusion, leading to a sharp decline in economic growth rates. Recent decisions, based on IMF loans, had a negative impact (reduction in support and flexibility of the Egyptian pound) on citizens and increased their

suffering. This situation made it hard to care for cultural issues, that became the last priority for citizens.

The low economic growth rates, drowning in debt and emerging unemployment rates are also a burden which limits the mobility and activity of civil society institutions, while capitalist economy is heading for further accumulation of wealth in the hands of other civil institutions. They receive a flood of subventions resulting from capital surpluses and invest in religious purification, by donating billions of pounds to the institutions that work in the humanitarian and religious fields. This permanent contradiction along with the capitalist parasite growth is a visible phenomenon in economically poor communities, which have substantial capital surpluses and low rates in their daily living standards.

Thus, cultural growth, which is the fundamental criterion for the development of nations, is becoming the last and futile option in the new capitalism. While billions are being spent on useless advertising projects, there is a sharp decline in the budgets of education and culture. While the State is generous when it comes to institutions working in the fields of propaganda and charity, civil institutions working in cultural fields have to face police and judicial confrontations.

WHY CULTURE IS THE SOLUTION?

Numerous conferences have been organized to draw attention on the future of culture in Egypt, on its importance in social movement, especially after the revolution of January 25, 2011, and on the confidence it spread in the possibility of change¹⁷. The elite of Egyptian intellectuals have unanimously agreed on the importance and the role of culture as a solution to the problems of the Egyptian society. However, "freedom of creativity is achieved through the independence of the intellectuals from the authority of the State, and the independence of culture from all forms of authoritarian or community pressure. It is this freedom that ensures the intellectual prosperity and its ability to bring about positive change in society"¹⁸.

Contemporary Egyptian history proves that culture was the carrier of the country's progress. The more the cultural movement is efficient, important and independent - as much as possible - from the control of the State, the more this latter develops and thrives (e.g the period of cultural enlightenment in the early 20th century which accompanied the 1919 revolution). The more culture curls itself, is distant from society, and lays "in the arms" of the authorities and intellectuals retreat from leading the social dynamics, the more the State declines

parasitaire capitaliste est un phénomène visible dans les communautés économiquement pauvres qui ont des excédents de capitaux substantiels et de faibles niveaux de vie.

Ainsi, la croissance culturelle, qui est le critère fondamental du progrès des nations, devient la dernière et la plus futile option du nouveau capitalisme. Alors que des milliards sont dépensés dans des projets de publicité inutiles, il y a une forte baisse des budgets dédiés à l'éducation et à la culture. Alors que l'Etat est généreux envers les institutions travaillant dans le domaine de la charité de la propagande, les institutions civiles travaillant dans les domaines culturels doivent faire face à des confrontations policières et judiciaires.

POURQUOI LA CULTURE EST LA SOLUTION ?

De nombreuses conférences ont été organisées pour éveiller les consciences sur l'avenir de la culture en Egypte, sur son importance dans la mobilité sociale, surtout après la révolution du 25 janvier 2011, et sur la confiance qu'elle a répandue dans la possibilité de changement¹⁷. L'élite des intellectuels égyptiens a reconnu à l'unanimité l'importance et le rôle de la culture comme solution aux problèmes de la société égyptienne. Cependant, « la liberté de création est respectée quand les intellectuels sont indépendants de l'autorité de l'Etat, et quand la culture est libérée de toutes les formes de pression autoritaire ou sociale. C'est cette liberté qui assure la prospérité intellectuelle et par sa capacité d'opérer un changement positif dans la société¹⁸ ».

L'histoire égyptienne contemporaine témoigne que la culture a été le vecteur du progrès du pays. Plus le mouvement culturel est efficient, important et indépendant -dans la mesure du possible- du contrôle de l'Etat, plus ce dernier se développe et prospère. La période culturelle "des Lumières" qui a accompagné la Révolution de 1919 en est un bon exemple. Plus la culture se recroqueville de la société et qu'elle s'endort "dans les bras" de l'autorité, que les intellectuels ne mènent plus la dynamique sociale, plus l'Etat décline et régresse. La défaite de 1967 qui a fait perdre toutes ses illusions à la génération des années 1960 est un bon exemple de ce mécanisme. La culture d'Etat a prévalu et le déclin terrible de la société égyptienne sous le règne de Moubarak et le mandat du ministre de la culture Farouk Hosni a

ensuite conduit à la révolution de janvier 2011.

Ainsi, la culture est le premier indicateur du progrès ou du déclin de la société, et s'il fallait en faire une doctrine nécessaire, elle ne pourrait survivre que si nous restons loyaux envers la garantie de son indépendance et de sa force.

À cet égard, après avoir examiné de nombreux aspects des problématiques culturelles égyptiennes actuelles, nous ajouterons des recommandations générales qui nous semblent importantes pour atteindre l'indépendance du mouvement culturel et le développement du travail des institutions civiles afin d'assurer la croissance et la prospérité de la société égyptienne :

- Repenser la législation égyptienne relative aux droits culturels (comme la loi sur les associations civiles et la loi sur les manifestations) par le biais du dialogue social afin de produire une législation qui respecte la culture, sans entrave ni contrôle¹⁹.
- Soutenir les organisations, les institutions et les acteurs de la société civile et préserver leur indépendance et leur permettre de participer au développement de mécanismes des politiques culturelles en Egypte.
- Mettre en place de nouveaux mécanismes pour élaborer une politique culturelle claire, à laquelle participent tous les secteurs culturels du pays.
- Restructurer le ministère de la Culture, pour lui permettre d'être un ministère qui soutient et non contrôle la production culturelle.
- Soutenir la liberté et la capacité des individus à pratiquer, produire et accéder à l'action culturelle par tous les moyens possibles en exploitant les capacités de l'Etat pour y parvenir.

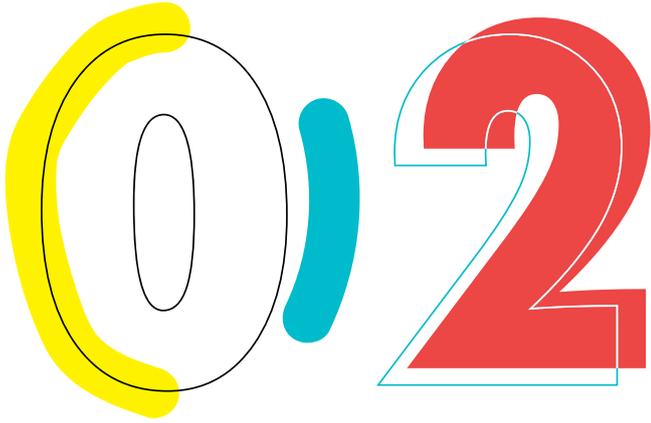


and regresses. Examples of this are 1967 defeat that disillusioned 1960 generation when the State-culture prevailed and the terrible decline in Egyptian society in the reign of Mubarak and Minister of culture Farouk Hosni, which led to the revolution of January 2011.

Therefore, culture is the first indicator of the progress or the decline of the society, and if we are to make of it a necessary doctrine, it can only survive if we remain loyal towards the guarantee of its independence and its strength.

In this regard, after reviewing many aspects of the current Egyptian cultural challenges, we will add general recommendations that are important in achieving the independence of the cultural movement and the growth of the work of civil institutions, thus the growth and prosperity of Egyptian society:

- Rethinking the Egyptian legislation regarding cultural rights (such as the Civil Associations Act and the Demonstration Act) through community dialogue in order to produce legislation that respects, not hinders or controls culture¹⁹.
- Work hard to support the civil society sector, institutions and actors, and preserve their independence, in order to enable them to participate in the development of mechanisms for cultural policy in Egypt.
- The establishment of new mechanisms to draw a clear cultural policy, in which all the cultural sectors in the country are taking part.
- Restructuring the Ministry of Culture, to enable it to be a ministry that supports and not controls cultural production.
- To support the freedom and ability of individuals to practice, produce and access to cultural work it by all means possible, by exploiting and use the capabilities of the State to achieve this.



TÉMOIGNAGES



Ibrahim, 40 ans, dessinateur dans un bureau d'études, Moharram Bek, Alexandria

La culture selon moi se limite au fait de regarder des films quand j'ai le temps. Pourtant, la culture est importante parce que la connaissance s'acquiert à travers l'aspiration.

Je n'exerce aucune pratique artistique, mais j'aurais aimé devenir chanteur et aujourd'hui, je ne fais qu'écouter les chansons.



Mahroussa, 60 ans, Conseillère en langue Arabe, Almunatazah, Alexandria

La culture signifie la familiarité avec certains aspects techniques, sportifs, politiques et sociaux. Elle est importante parce qu'il est crucial de suivre le rythme d'évolution de la société.

Je n'exerce aucune pratique artistique, mais j'aurais aimé savoir jouer au piano.



Zein EL-Din, 11 ans, élève, Araml, Alexandria

La culture pour moi est la religion, l'histoire et la science. Elle est importante car la science est bénéfique à l'humanité.

Je n'ai aucun passe-temps artistique, mais j'aime chanter.



Ahmed, 28 ans, directeur d'entreprise, Araml, Alexandria

La culture, c'est être passionné par des choses selon nos intérêts personnels. Elle est importante parce que c'est la base de toute expérience et connaissance. J'aime beaucoup écouter de la musique, mais mon passe-temps favori reste le voyage.

Assam, 47 ans, Gardien de maison, Gouvernorat de Beheira

La culture, c'est avoir un large savoir sur différents thèmes. Elle est importante parce qu'elle est très utile pour les gens, et améliore leurs vies.

Je n'ai pas de pratique artistique, mais j'aurais aimé pratiquer l'escrime.



TESTIMONIES



**Ibrahim, 40 Years old,
designer in an Engineering
Office, Moharram Bek,
Alexandria**

In my personal opinion, culture is limited to watching movies when I have enough time. Culture is very important, because knowledge is acquired through aspiration. I do not practice any artistic activity. I would have loved to become a singer, and for now, I only listen to music.



**Mahroussa, 60 years old,
Arabic language advisor,
Almunatazah, Alexandria**

Culture means being familiar with technical, sports, political and social topics. It is important because it is crucial to keep up with the evolution of society. I do not practice any artistic activity, but I would have loved to play the piano.



**Zein El-Din, 11 years old,
student, Araml, Alexandria**
According to me, culture means religion, history and science. It is important because science is beneficial for humanity. I don't have an artistic hobby, but I like to sing in my spare time.



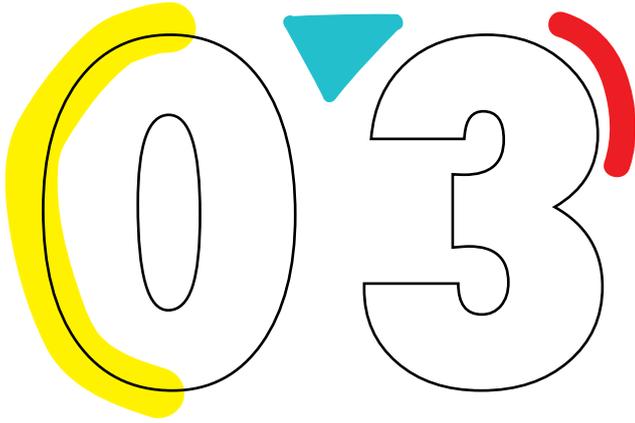
Ahmed, 28 years old, manager of a company, Araml, Alexandria

Culture means being passionate about things that matter for us. It is important because it is the basis of any experience or knowledge. I love listening to music and my favorite hobby is travelling.

Assam, 47 years old, caretaker of a house, Beheira Governorate

Culture means having a wide knowledge in different topics. It is important because it is useful for people, and helps improve their lives. I don't have an artistic hobby, but I wish to practice fencing.





STORYTELLING

Studio ElMadina

Trois ans après la clôture du projet, les artistes et acteurs de la société civile d'Alexandrie et de toute l'Égypte se souviennent encore du Studio ElMadina, ouvert en 2010. Aujourd'hui, sept ans après le début du projet et trois ans après sa clôture, le contexte a changé. Des lieux culturels et artistiques, divers et variés se sont multipliés, à tel point qu'il est devenu naturel, lorsque l'on rencontre une nouvelle personne qui travaille dans l'art ou la culture, de la questionner sur son lieu de travail. Ce n'était pas le cas il y a sept ans. Il n'y avait que très peu d'espaces culturels ici et là, mais ils n'existaient pas de modèle duplicable et viable. Comment le projet de Studio ElMadina est-il devenu le modèle idéal ? Pourquoi pensons-nous que c'est une expérience réussie, et une pratique qui a considérablement changé la scène culturelle et artistique ? La réponse à cette question ramène au début de l'histoire, dont le succès a nécessité une immersion totale dans le milieu culturel et artistique.

Je me souviens de l'épuisement psychologique et mental qui accompagnait cette expérience qui a mis en lumière un manque de conscience, de capacité de planification et de croyance en l'avenir d'un secteur culturel qui semblait étrange. Les acteurs culturels sont peu nombreux, forment une petite communauté qui souffre d'un manque de formation, et développent ainsi des initiatives similaires qui sont en concurrence injustifiée. Ces acteurs définissent l'action culturelle et ses pratiques comme le ferait le commun des mortels. Cependant, les rêves doivent grandir et se développer. Les nouvelles opportunités, l'information et la formation ont donné naissance à une génération de professionnels pour qui le travail culturel et artistique devient un choix conscient.

Le début de l'expérience du Studio ElMadina s'inscrit dans le cadre d'un plan stratégique visant à promouvoir les performances et les arts numériques à Alexandrie et en Égypte, à créer une nouvelle économie culturelle et à offrir aux artistes un avenir et une liberté de production de connaissances sans intervention gouvernementale ou capitaliste. L'ouverture d'espaces artistiques et leur développement actuelle à grande échelle est l'un des rares acquis des révolutions du printemps arabe. La culture a le potentiel de stimuler le changement, car l'art et la culture sont le soft power de la résistance pacifique et la transformation du conflit et du plaidoyer.

C'EST QUOI «ELMADINA STUDIO»?

C'est un espace de 400 m² dans le centre d'Alexandrie. Créé en 2011, le studio est un bâtiment patrimonial à l'architecture exceptionnelle. Il dispose d'un nombre de salles polyvalentes. L'objectif du projet était de répondre au manque d'espaces de formation, de production et d'exposition alternatifs et de networking à travers le déploiement d'un modèle innovant, dont la pérennité administrative est fondée sur une gestion flexible et participative par un petit groupe, ainsi que des bénéficiaires du projet. Le projet est capable de maintenir son indépendance financière grâce aux revenus générés par diverses activités. L'objectif du studio est diffuser les arts vivants et les arts multimédias auprès du grand public, afin de permettre aux jeunes de produire et de soutenir l'économie culturelle pour que celle-ci puisse promouvoir le développement durable, les droits humains et le changement social. De nombreuses activités sont exercées dans ses différentes salles, comme la formation artistique (danse, théâtre, arts plastiques), la photographie et divers ateliers, réunions, petites conférences, cours,

STORYTELLING

ElMadina Studio

Three years after the end of the project (Studio Elmadina), this name still echoes strongly in the memory of artists, and civil society, not only in Alexandria, but all over Egypt.

Currently, and seven years after the start of this project, and three years since its closure, reality changed so much. Different kinds of artistic and cultural spaces are created, and it is now normal to meet a new person working in the field of arts or culture, and to ask them about their headquarters or the artistic field they are operating in, which was not the case seven years ago. There were only few cultural spaces here and there, but they were not a viable model to duplicate. How has Elmadina Studio project become the ideal model? Why do we think it is a successful experience, and a practice that has changed the cultural and artistic scene in a tremendous way? The answer to this question takes us back to the beginning of the story, whose success required a full immersion in the cultural and artistic sector.

I remember the psychological and mental exhaustion that accompanied this experience, and what the cultural sector revealed in terms of lack of awareness, lack of planning ability and the lack of belief in the future of this sector. It is a small community suffering from a lack of knowledge, thus duplicating similar initiatives and practicing unjustified competitiveness. Its members define cultural action and its practices as anyone would. But dreams are made to grow and expand. With opportunities, information and training, a generation of professionals for whom cultural work becomes a conscious choice was born.

Elmadina Studio experience began as a part of a strategic plan to promote performances and digital arts in Alexandria and Egypt, thus creating a new kind of cultural economy, and granting for artists their future and freedom to produce knowledge without relying on the government or capitalist decisions.

The idea of establishing artistic spaces, and their current spread on a large scale, is one of the few remaining gains of the Arab spring revolutions. Culture has the potential to stimulate change, as art and culture are the soft power of peaceful resistance and the transformation of conflict and advocacy.

WHAT IS «ELMADINA STUDIO»?

Elmadina Studio is a space of 400 m² in the center of Alexandria. Established in 2011, it is a heritage building with an exceptional architectural design. The studio has a number of multi-use halls. The aim of the project was to solve the problem of training and production spaces, and respond to the needs in terms of performance and networking places, through the deployment of an innovative model with a small management team that uses a participatory approach (by involving artists as well), and would be able to sustain a financial dependence based on the incomes generated by the different activities of the studio.

Studio ElMadina's project aims to diffuse performing arts to the public at large, in order to allow youth to implement and sustain a cultural economy that would play a central role in sustainable development and social change.

Many activities are exercised in its various halls, such as artistic training (dance, theatre, plastic arts),

que ce soit sur l'art, les initiatives de jeunesse ou les institutions de la société civile. Le studio fournit également un soutien administratif et artistique aux groupes de jeunes, aux organisations émergentes de la société civile et aux équipes indépendantes.

Le Studio ElMadina est un espace de travail collectif et interactif, accueillant plusieurs institutions et entreprises de jeunes pendant six mois. La programmation et l'organisation d'événements est flexible, et les autres groupes sont toujours invités à participer et à établir le programme mensuel.

PROGRAMMES DU STUDIO :

- **Programmes de soutien** : mise à disposition d'espaces de production artistique, d'ateliers et de réunions à prix nominaux
- **Programmes de formation** : ateliers continus en arts du spectacle et gestion culturelle
- **Activités diverses** : présentations de spectacle ou lectures de travaux littéraires.
- **"Quatre murs"** : forum annuel artistique comme solution pour trouver des espaces alternatifs dans les quartiers pauvres. Des spectacles, des projections, installations multimédia, etc, organisés sur dix jours à Alexandrie.
- **Studio spécial** : Les artistes confirmés sont encouragés à créer leurs propres studios.

Le projet a ciblé des artistes à Alexandrie. Après quatre années de travail acharné, le projet a atteint ses objectifs en diffusant l'idée. Une dizaine d'autres espaces ont été ouverts à Alexandrie, influencés par le modèle du studio. Au cours des quatre dernières années du travail du studio, environ 170 événements artistiques et culturels ont eu lieu à Studio Elmadina, dans plusieurs quartiers populaires d'Alexandrie et d'autres villes, ainsi que la formation. 350 artistes ont été formés dans le conte, le théâtre de rue, le théâtre reportage, le jeu théâtral, le cinéma, la fabrication de films, la création d'accessoires, ainsi que de nombreux ateliers de danse. Les formations ont été assurées par des formateurs venus de différents pays (Egypte, Italie, Maroc, Allemagne, Pays-Bas, États-Unis, France). Le studio Elmadina a également organisé des répétitions, ateliers, représentations théâtrales et réunions de près de 120 groupes artistiques différents, des initiatives et des institutions indépendantes, avec un total de 7 150 heures de travail.

Voici quelques témoignages reçus de la part de certains de nos collaborateurs. Ces témoignages nous sont parvenus trois ans après la clôture du projet, révèlent son impact et célèbrent ses réalisations.





photography, and various workshops, meetings, small conferences, lectures, whether it was art, youth or civil society institutions initiatives. The studio also provides administrative and technical support to youth, emerging civil society organizations and independent collectives. The studio also provides administrative support to those groups. It is an interactive coworking space, hosting a number of institutions and young people's business for six months. The studio is flexible in terms of scheduling and hosting events, as it allows all the groups to participate to the monthly program.

THE SERVICES/PROGRAMS OF THE STUDIO:

- **Support programs:** Providing artistic production spaces, along with different workshops and meetings at nominal prices
- **Training programs:** Permanent workshops in performing arts and cultural management
- **Other Activities:** hosting performances and lectures
- **Four walls:** an annual forum for performing arts, as a way to find alternative spaces in poor areas, which is held for ten days in Alexandria, and includes performances, film screenings, digital arts ...
- **A special studio:** in which confirmed artists are encouraged to create their own studios.

The project targeted artists in Alexandria, and after four years of hard work, the project achieved its objectives by spreading the idea. About ten other spaces were opened in Alexandria, following the model of Elmadina studio. For the past four years of the Studio's work, approximately 170 artistic and cultural events were held in Elmadina Studio and in many popular areas in Alexandria and others cities. 350 artists were trained in storytelling, drama skills, street theater, reportage theater, drama, cinema, movie-making, jewellery making and dance. The trainings were insured by experts from different countries (Egypt, Italy, Morocco, Germany, Netherlands, United States, France). Elmadina studio also hosted rehearsals, workshops, theater performances and meetings of nearly 120 different art groups, independent initiatives and institutions, with a total of 7,150 hours of work.

Here are some testimonials by some of our collaborators. These testimonials are important since they came out three years after the end of the project. Thus, they reflect its impact and celebrate its achievements.

"Le Studio ElMadina a eu un impact énorme sur le développement de notre initiative (Taraha) et nous a permis de passer notre projet du stade de l'idée, à la création d'une structure légale. Nous avons passé 6 mois au Studio, dès son lancement. Nous avons acquis des expériences pratiques à travers notre présence, la participation (Ishha Bi Lfan) à l'organisation de "Fi Minah Rijala", et plusieurs autres activités. L'idée de contenir des initiatives et de soutenir les jeunes et les artistes dans le studio ElMadina, a été très utile pour former et façonner un aspect important de notre travail et de notre participation dans le domaine culturel. C'est un témoignage indéniable."

- Ezza Mandour, directrice de la Fondation Taraha et de "Makan"

"Le Studio ElMadina est une expérience de premier plan dans le domaine des espaces artistiques indépendants. Elle a eu un effet très positif, poussant beaucoup de personnes intéressées par le travail culturel à dupliquer l'expérience dans plusieurs autres lieux, notamment à Alexandrie, ce qui a permis à beaucoup d'artistes et acteurs culturels de travailler de façon libre et productive, et ce sur le plan créatif. Sur le plan économique, le studio a modifié la perception de l'économie culturelle et créative, et incité de nombreux professionnels à approfondir leur réflexion sur le concept d'investissement dans l'action culturelle et son utilité. Studio ElMadina a sans doute été une expérience unique et la plus bénéfique dans l'initiation de ces changements."

- Sabri Salim, réalisateur de films et chercheur

"Le Studio ElMadina est un phare sur la scène artistique. Il a illuminé la société en donnant naissance à de nombreux acteurs culturels et créateurs. Il a marqué les coeurs et les âmes, et a servi de modèle pour la création de nombreux lieux et espaces culturels. Le Studio ElMadina m'a aussi marqué personnellement. J'ai beaucoup bénéficié de ses ateliers et activités, et surtout, tous les créateurs d'Alexandrie s'y sentaient chez eux. Nous n'oublierons jamais l'apport du Studio ElMadina !"

- Mohamed Abdel Wahed, comédien (théâtre)

“ Le studio ElMadina donne sans limite. Il a été le premier lieu artistique et culturel indépendant, et a permis à certains d'entrer dans le domaine culturel et à l'expérimenter, et beaucoup ont réussi. ”

- Hossam El-Azzazy, metteur en scène et réalisateur télé.

"En tant que résident Syrien en Egypte, et grâce au Studio, j'ai pu organiser des ateliers de danse, concevoir des spectacles de danse pour le théâtre et les arts de rue et en tirer un bon revenu. Le Studio m'a offert un espace pour développer mon travail à Alexandrie et ailleurs. "

- Ahmed Tarab, chorégraphe Syrien vivant à Alexandrie

"J'étais très inspiré par les ateliers de narration, de multimédia, de théâtre de rue et d'écriture du Studio ElMadina. J'ai vécu toutes ces expériences par et c'est l'atelier d'écriture a été très utile dans ma vie. "

- Mokhtar Shehata, romancier et réalisateur

"Je parle en tant que comédien et co-fondateur d'une troupe de théâtre. Le lieu se caractérisait d'abord par son organisation et la liberté qu'il procurait. Ce n'était pas seulement un espace à louer, mais une source permanente de soutien et de conseil. Il s'est transformé rapidement en espace de diffusion, de spectacles de théâtre, ce qui a résolu, pour de nombreux jeunes artistes, le problème du manque de lieux de diffusion. Le studio croyait beaucoup dans les jeunes et les a accompagné par son soutien et ses conseils, et les a intégrés dans des projets importants et des nouvelles expériences. Ceci nous a permis d'acquérir des capacités de gestion culturelle et de leadership, sans parler de son immense soutien moral et de son accueil familial. Selon moi, l'expérience du Studio ElMadina a considérablement bénéficié à de nombreux jeunes (moi y compris). J'ai appris grâce à eux à être indépendant et professionnel. Merci au Studio ElMadina."

- Mohammed Suweifi, fondateur de l'Espace et Initiative artistique Joanna

"ElMadina était une patrie, englobant toutes sortes d'arts, et tous les groupes d'âge des deux sexes. Et plus important encore, c'était un endroit où musulmans et chrétiens collaboraient en tant qu'amis et collègues. Le Studio était connu pour sa cohésion, sa créativité, et son mode de gestion organisé."

- Amr Mohamedi, un artiste théâtral

"ElMadina est plus qu'un studio, c'est également une des plus anciennes et réputées troupes indépendantes d'Alexandrie, qui a inspiré de nombreuses personnes. ElMadina est à la tête des groupes alexandrins qui ont réussi et persisté grâce à leurs idées innovantes et leurs objectifs réellement inspirants."

- Sameh Al-Hadary, metteur en scène et fondateur de Bidaya.

"Elmadina Studio had a tremendous impact in shifting and developing our initiative (Taraha) from an idea to a legal organization. We worked 6 months in the Studio, since the launching of our organization. We collected practical experiences through our presence, participation (Ishha Bi Lfan) in organizing "Fi Minah Rijala", and several other activities. The idea of containing initiatives and supporting young people and artists, in Elmadina studio, has been of great effect in forming and shaping an important aspect of our work and our participation in the cultural field. This is an undeniable testimony."

- Ezza Mandour, director of Taraha Foundation and "Makan"

"Elmadina Studio is a leading experience in the field of independent art spaces. It has made a significant positive effect, prompting many people who are interested in the cultural work to launch the same experience in several other places, especially in Alexandria, which allowed many artists and cultural actors to work and experiment in a free, prolific and productive way, on the creative side. Economically speaking, the studio changed people's perspective regarding creative and cultural economy, and prompted many professionals to think more deeply about the concept of investment in cultural work and its usefulness. There is no doubt that the unique experience of Elmadina Studio led these changes."

- Sabri Salim, film director and head of development projects

"Elmadina Studio is a lighthouse on the art scene, stars turned around its orbit and lit up society, thus producing many cultural actors and creators. It impacted people's hearts and souls, and was a leading model inspiring the creation of many cultural places and spaces. Elmadina studio also impacted me personally. The workshops and activities were highly beneficial for me, and most importantly, it felt like a home for all the artistic and cultural creators of Alexandria. We will never forget about Elmadina Studio's impact!"

- Mohamed Abdel Wahed, actor (theater)

“Elmadina studio is about limitless giving. It is the first independent cultural and artistic space, which has allowed some to enter the cultural field and to experiment, and many have succeeded.”

- Hossam El-Azzazy, playwright and TV director

"I am a Syrian resident in Egypt. The studio enabled me to organize dance workshops, create theater and street art shows and earn a good income from it. The studio offered me the space to expand my work in Alexandria and abroad."

- Ahmed Tarab, Syrian Choreographer living in Alexandria

"I was very inspired by ElMadina's storytelling, multimedia, street theater and writing workshops. As I went through all these experiences, the writing workshop was very helpful for me."

- Mokhtar Shehata, novelist and filmmaker

"I am speaking as an actor, and as one a co-founder of a theater troupe. ElMadina was characterized by its freedom, it was not only a space to rent, but a permanent source of support and advice. It rapidly transformed to a place of diffusion of theater shows, which resolved, for many young artists, the problem of lack of diffusion spaces. The studio firmly believed in youth, accompanied them through its support and advice, and involved them in important projects and new experiences, which allowed us to acquire new capacities of cultural management and leadership, let aside its tremendous moral support and its cozy atmosphere.

According to me, ElMadina studio experience was of huge benefit for many youth (including me). It taught me how to be both independent and professional. Thank you ElMadina Studio."

- Mohammed Suweifi, founder of the Joanna Art Initiative and Space

"Almadina was a homeland, encompassing all kinds of arts, all kind of ages and both genders. More importantly, it was a place where Muslims and Christians collaborated as friends and colleagues. ElMadina was known for its unity, creativity, and great management style."

- Amr Mohamedi, actor (theater)

"ElMadina is not only a studio, but also one of the oldest and most known troupes in Alexandria. This independent troupe inspired a lot of people in Alexandria. ElMadina is one of the troupes in Alexandria that succeeded and persisted, thanks to their innovative ideas and their truly inspiring goals."

- Sameh Al-Hadary, playwright and founder of Bidaya

LIBAN - LEBANON

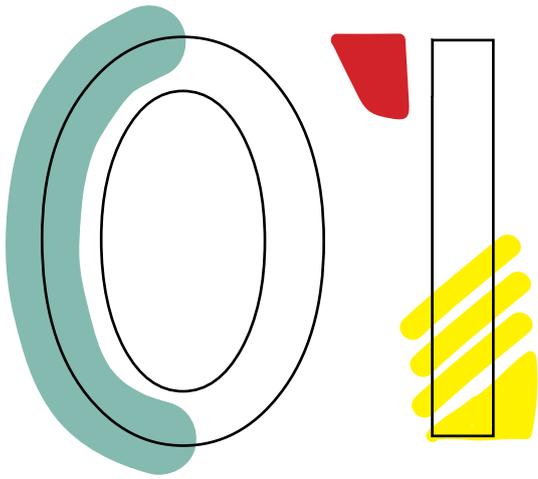
Politiques culturelles au Liban	90	Cultural policies in Lebanon	91
Témoignages	96	Testimonies	97
Storytelling - Sauver un cinéma...	100	Storytelling - Saving a cinema...	101

Me'zaf est une initiative musicale culturelle fondée à Beyrouth en 2015. Notre travail se concentre sur la musique authentique du Levant et du monde, en créant des projets de recherche et des activités musicales, dans le but de réintégrer cette musique dans la scène actuelle, non comme produit muséal, mais comme un outil de création contemporaine.

Me'zaf is a musical cultural initiative that was launched in Beirut in 2015. Our main focus is on the authentic music of the Levant and the world, trying to create research projects and musical activities, that can reintegrate this music in our current scene, not as a museum product, but as a contemporary creation tool







POLITIQUES CULTURELLES AU LIBAN

AREEJ ABOU HARB

CULTURE AU LIBAN

Le terme « culture » est l'un des plus entendus dans les rues vivantes et animées de la ville de Beyrouth, la capitale du Liban. Un passant quelconque, s'il comprend l'arabe, le français ou l'anglais, va certainement entendre le mot « culture » dans ces rues, prononcé dans l'une de ces trois langues parlées fréquemment au Liban. « Culture » en arabe est normalement traduit par « Taqāfa ». Pourtant, c'est en français ou en anglais que le mot sera probablement plus utilisé dans la langue courante des gens qui se trouvent aujourd'hui à Beyrouth. L'utilisation de plusieurs langues généralement mélangées ensemble dans une même phrase, est probablement l'un des aspects fondamentaux et flagrants qui décrivent la ville de Beyrouth et ses habitants aujourd'hui. Une recherche approfondie qui étudie la sociologie de la ville est cependant nécessaire pour éclaircir ce phénomène, forcément lié, d'une manière ou d'une autre, à la situation culturelle actuelle de la ville.

Le Liban d'aujourd'hui et des années d'après-guerre offre un contexte fertile pour l'action culturelle. De nombreuses ressources humaines essentiellement formées à l'étranger s'y installent pour réaliser des projets culturels et pour y ouvrir des espaces dédiés à la culture. Des initiatives naissent, à travers la création d'associations culturelles qui essaient de couvrir plusieurs disciplines. Il existe également des opportunités de financement par le secteur public ou par des fondations internationales.

MINISTÈRE DE LA CULTURE AU LIBAN

Au Liban, le premier ministère dédié à la culture et à l'éducation, le Ministère de la culture et de l'Éducation supérieure, est créé seulement en 1993. A cette période, la notion de politique culturelle était inexistante.

Ce n'est qu'en 2000 que la culture est finalement séparée de l'éducation. Le but de la création de ce nouveau Ministère de la Culture est de rassembler les services culturels rattachés jusqu'alors à divers départements ministériels entre le tourisme, l'éducation, l'information et autres. Les missions de ce nouveau ministère ont été définies par la loi, et il y est fait, pour la première fois, mention des politiques culturelles.

Il faudra cependant attendre 2008 et la loi n°35 pour qu'une réforme concernant la culture permette de définir plus précisément les politiques culturelles que doit mettre en place le Ministère. Cette réforme vise essentiellement à soutenir la production culturelle du pays selon une stratégie plus claire et en collaboration avec les organismes culturels existants.

Ces politiques culturelles permettront de mettre à contribution les différents acteurs culturels du Liban pour arriver à une vraie renaissance culturelle. Par ailleurs, la loi n°35 considère pour la première fois la culture comme un outil de développement social et économique.

CULTURAL POLICIES IN LEBANON

AREEJ ABOU HARB

CULTURE IN LEBANON

The term "culture" is one of the most heard in the lively and animated streets of Beirut, the capital of Lebanon. Any passer-by, if he understands Arabic, French or English, will certainly hear this word in one of the three languages spoken in Lebanon. "Culture" in Arabic is usually translated as « Taqāfa ». However, the word is more used in French or English amongst people living in Beirut nowadays. The mix of several languages together in the same sentence is probably one of the fundamental and blatant aspects that describe the city of Beirut and its inhabitants today. However, an in-depth research that studies the sociology of the city is necessary to shed light on this phenomenon, which is necessarily linked to the city's current cultural situation.

Lebanon nowadays and in the post-war years offers a fertile context for cultural action. Many human resources, mainly trained abroad, settle there to carry out cultural projects and open spaces dedicated to culture. Initiatives emerge through the creation of cultural associations that try to cover several disciplines. There are also funding opportunities from the public sector or international foundations.

MINISTRY OF CULTURE IN LEBANON

In Lebanon, the first ministry dedicated to culture and education, the Ministry of Culture and Higher Education, was created only in 1933. At that time, the notion of cultural policy was non-existent.

It was only in 2000 that culture was finally separated from education. The aim of the creation of this new Ministry of Culture is to bring together the cultural services previously attached to various ministerial departments between tourism, education, information and others. The tasks of this new ministry have been defined by law, that mentions for the first time cultural policies.

However, it was only in 2008 with the Law No. 35 that a reform on culture would define more precisely the cultural policies to be implemented by the Ministry. This reform was essentially aimed at supporting the country's cultural production according to a clearer strategy and in collaboration with existing cultural organizations.

These cultural policies enabled all the cultural actors in Lebanon to contribute in order to achieve a real cultural renaissance. Moreover, the Law No. 35 considered for the first time culture as a tool for social and economic development.



Cependant, cette loi qui existe pourtant depuis des années déjà, n'est toujours pas appliquée. Les décrets exécutifs indispensables pour la mettre en œuvre ne sont pas encore créés. Selon le ministère, ce délai est dû au manque de ressources humaines et matérielles nécessaires pour faire fonctionner la nouvelle structure. D'autre part, le budget du gouvernement libanais consacré au Ministère de la culture ne permet pas de couvrir ces nouvelles dépenses. Sans compter le manque de collaboration entre le Ministère et les organismes culturels existants et actifs dans le pays. En effet, ceux-ci n'ont pas conscience des impacts positifs que des politiques culturelles adoptées par le ministère peuvent avoir sur leurs financements et leurs activités.

En 2008, trois lois ont été votées : la Loi n°35 sur la culture et les politiques culturelles, la Loi n° 36, consacrée aux artistes et la Loi n° 37, dédiée aux espaces culturels. D'après la loi libanaise, ce terme désigne tout lieu qui accueille une activité culturelle individuelle ou collective.

La réforme fondamentale initiée par la Loi n° 37 a permis de créer un lien entre les espaces culturels, mais aussi de les soutenir et de les conserver. Cette loi souligne l'importance des espaces culturels, met en valeur leur rôle dans la "création" du patrimoine, et insiste sur la nécessité de leur financement. Cette déclaration officielle ne se traduit pourtant pas par des mesures concrètes sur le terrain, au contraire, les taxes imposées aux espaces culturels ne sont pas diminuées par la loi.

Le contrat de bail des espaces culturels se fait par exemple directement et librement entre le propriétaire et l'organisme culturel (individu ou association) sans recours à une loi qui définit les coûts de la location en fonction de l'organisme. La nouvelle loi ne définit pas les espaces culturels comme des organisations à but non lucratif et ces structures payent donc des loyers mensuels très élevés. Par ailleurs, malgré les différences considérables de revenus, les cinémas et les théâtres appartiennent officiellement à la même catégorie de structures que les hôtels et boîtes de nuit et sont donc traités de la même façon, et soumis au même système fiscal.

En outre, le Ministère de la culture ne dispose pas de bases de données complètes recensant les différents organismes culturels actifs, récents ou anciens au Liban. Les seules bases de données existantes sont le résultat d'initiatives de la société civile et restent inachevées et incomplètes.

Après une première apparition dans la loi libanaise en 2000 puis une réforme législative en 2008, le concept des politiques culturelles reste encore aujourd'hui relativement nouveau et abstrait.



© Mazaf

However, this law exists since 2008, and is still not enforced. The executive decrees needed to implement it are not yet in place. According to the ministry, this delay is due to a lack of human and material resources to enforce the new structure. On the other hand, the Lebanese government's budget allocated to the ministry of culture does not cover these new expenses. Not to mention the lack of collaboration between the Ministry and the existing and active cultural organizations in the country, which are not aware of the positive impacts that cultural policies can have on their funding and activities.

In 2008, three laws were created: the Law No. 35 on culture and cultural policies, Law No. 36 on artists and Law No. 37 on cultural spaces. According to the Lebanese law, this term refers to any place that hosts an individual or a collective cultural activity.

The fundamental reform initiated by Law No. 37 created a link between cultural spaces, but also supports and preserves them. This law underlines the importance of cultural spaces and their role in the "creation" of heritage, and insists on their need of financing. However, this official declaration didn't lead to concrete measures on the ground. On the contrary, taxes imposed on cultural spaces were not reduced by law.

For example, the lease contract for cultural spaces is made directly and freely between the owner and the cultural organization (individual or association) without referring to a law that sets the lease costs according to the organization. The new law does not define cultural spaces as non-profit organisations and therefore these structures pay very high monthly rents. Moreover, despite the considerable differences in revenues, cinemas and theatres officially belong to the same structures category as hotels and nightclubs and are therefore treated in the same way and subject to the same tax system.

In addition, the ministry of culture does not have complete databases of the recent or old active cultural organizations in Lebanon. The only existing databases are the result of civil society initiatives and remain unfinished and incomplete.

The financing of Lebanese cultural policies is limited to one-off projects. For example, in 2009, within the framework of the events of Beirut World Book Capital, the ministry of culture allocated an annual budget of 6 million euros for 160 projects. This amount, resulting from an unsustainable development plan, is totally out of line with the usual budgets.

La réforme de 2008 n'a jamais été concrètement appliquée et ne couvre pas l'ensemble du secteur culturel.

Le financement des politiques culturelles libanaises se limite à des projets ponctuels. Par exemple, en 2009, dans le cadre des manifestations de Beyrouth Capitale Mondiale du Livre, le ministère de la Culture a consacré un budget annuel de 6 millions d'euros pour la réalisation de 160 projets. Ce montant, issu d'un plan de développement non durable, est en décalage total avec les budgets habituels.

Ce manque de pérennité est le fruit de changements politiques et des crises continues vécues par le pays. Le système culturel libanais ne fonctionne pas à travers des standards et des plans clairs qui servent à transmettre la direction du secteur culturel d'un ministre à un autre, à communiquer les expériences acquises par chaque période ministérielle et à participer au développement durable du secteur.

Cependant, en 2017, suite à des réunions en présence des opérateurs culturels, le Ministère de la culture a lancé un projet sur cinq ans qui vise à "étudier" le secteur.

CONCENTRATION DES ESPACES CULTURELS À BEYROUTH – RÉPARTITION NATIONALE INÉGALE

Aujourd'hui, le nombre estimé de structures culturelles basées à Beyrouth est très élevé par rapport à la surface de la ville. En effet, environ 60% des 700 institutions culturelles que compte le Liban se situent à Beyrouth métropolitaine, et sont donc concentrés sur 200 km².

Malgré les nombreux espaces culturels qui opèrent actuellement au Liban et surtout dans la ville de Beyrouth, le système culturel du pays est perturbé par le déclin de l'identité culturelle et l'invalidité des politiques culturelles. Les productions et créations culturelles représentent essentiellement des répliques de projets initiés à l'étranger.

La situation culturelle vécue à Beyrouth est un cercle fermé, où l'identité culturelle est menacée à cause de l'absence des politiques culturelles. On ne peut donc pas parler de développement du secteur culturel, dans la mesure où les acteurs culturels préfèrent importer des concepts et essayer de les appliquer à Beyrouth.

Beyrouth est donc aujourd'hui une plateforme ouverte où n'importe quel projet culturel peut se réaliser. Les courants culturels représentant des pensées fondamentalistes, occidentalistes et réformistes ne rentrent pas encore en confrontation étant donné le manque de projets culturels.

On questionne aussi le devenir de l'identité culturelle du pays, mal définie et trop floue. En commercialisant la production culturelle et en globalisant le concept de culture, les acteurs du secteur privé et les fondations internationales deviennent les principaux financeurs de la culture et se substituent donc au Ministère de la Culture et aux fonds publics. Dans ce contexte, que peuvent faire les espaces culturels autofinancés ?

DATES CLÉS

1943 : Le Liban devient une république indépendante

Années 1950-1960 : Les municipalités jouent un rôle de décentralisation à travers les « clubs »

Années 1975 – 1990 : Guerre civile. Des activités culturelles continuent surtout à Beyrouth

1993 : Période de la reconstruction, centralisation et privatisation

Les associations culturelles commencent à se former de nouveau – la plupart des opérateurs culturels ont étudié/ vécu ailleurs.

Démolition des bâtiments patrimoniaux. Création d'un Ministère de la Culture et de l'Éducation

2000 : Ministère de la Culture avec 1% seulement du budget total

2008 : Réforme des lois en relation avec la culture sans exécution (puis en 2011 et en 2014)

2017 : Le ministère lance son projet sur 5 ans

After a first appearance in Lebanese law in 2000 and a legislative reform in 2008, the concept of cultural policies is still relatively new and abstract. The 2008 reform has never been implemented in practice and does not cover the entire cultural sector.

The financing of Lebanese cultural policies is limited to one-off projects. For example, in 2009, within the framework of the Beirut World Book Capital events, the Ministry of Culture allocated an annual budget of 6 million euros for 160 projects.

Resulting from an unsustainable development plan, this amount is totally out of line with the usual budgets.

This lack of sustainability is the result of political changes and ongoing crises in the country. The Lebanese cultural system does not function through clear standards and plans that serve to convey the leadership of the cultural sector from one minister to another, to communicate the experiences gained by each ministerial period and to participate in the sustainable development of the sector.

However, in 2017, following meetings attended by cultural operators, the Ministry of Culture launched a five-year project to "study" the sector.

CONCENTRATION OF CULTURAL SPACES IN BEIRUT - UNEQUAL NATIONAL DISTRIBUTION

Today, the estimated number of cultural structures based in Beirut is very high compared to the surface of the city. Indeed, about 60% of Lebanon's 700 cultural institutions are located in Metropolitan Beirut, and are therefore concentrated on 200 km². Despite the many cultural spaces currently operating in Lebanon and especially in the city of Beirut, the country's cultural system is disrupted by the decline of cultural identity and the invalidity of cultural policies. Cultural productions and creations are essentially replicas of projects initiated abroad.

The cultural situation in Beirut presents a closed circle, where cultural identity is under threat due to the absence of cultural policies. Therefore, we cannot talk about the development of the cultural sector, since cultural actors prefer to import concepts from abroad and try to apply them in Beirut.

Beirut is therefore an open platform where any cultural project can be realised. Cultural currents representing fundamentalist, western and reformist thinking are not yet in confrontation because of the lack of cultural projects.

We are also questioning the future of the country's cultural identity, which is poorly defined and too vague. By commercializing cultural production and globalizing the concept of culture, the private sector and international foundations become the main actors funding culture and thus substitute themselves for the Ministry of Culture and public funds. In this context, what can self-financing cultural spaces do?

KEY DATES

1943: Lebanon becomes an independent republic

1950-1960s: Municipalities play a decentralization role through the "clubs".

1975 - 1990s: Civil war. Cultural activities continue mainly in Beirut

1993: Period of reconstruction, centralisation and privatisation

Cultural associations are starting to form again - most cultural operators have studied/ lived elsewhere.

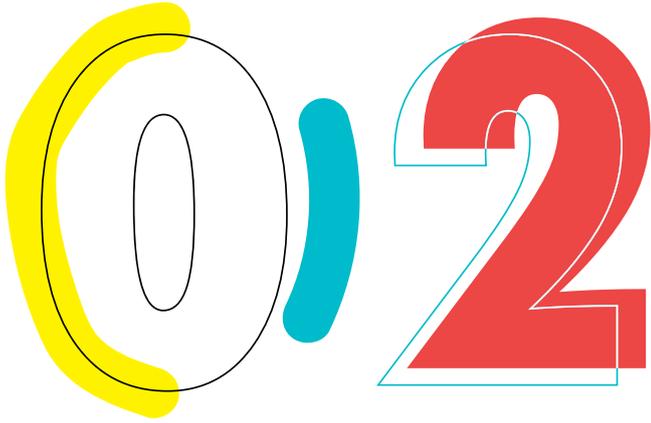
Demolition of heritage buildings.

Creation of a Ministry of Culture and Education

2000: Ministry of Culture with only 1% of the total budget

2008: Reform of laws related to culture without enforcement (then in 2011 and 2014)

2017: The Department launches its five-year project



TÉMOIGNAGES



**Malak, journaliste et
spécialiste de l'éducation,
Sud Liban**

La culture, ce sont les idées, les principes et les pratiques que les gens choisissent dans un lieu, qui se répandent et deviennent quasi-généralisées. Par exemple, il y a des gens qui ont une culture des apparences, comme en France. D'autres ont une culture de la « honte », comme dans notre pays. Tout le monde n'a pas les bases théoriques d'une culture, mais plutôt une pratique et des concepts spéciaux. La culture n'est pas figée, elle évolue avec le temps et l'effort personnel et/ou collectif des personnes. En 50 ans, dans notre pays, la culture du mélange des genres ou la scolarisation des filles dans les universités était élitiste. Aujourd'hui elle est devenue commune et plus répandue. Il y a une différence entre la culture générale et la culture individuelle. Je veux dire qu'il est possible

de se familiariser avec un concept qui ne correspond pas aux intérêts du groupe et vice versa. Il est possible que l'individu n'ait pas le même intérêt que celui du groupe. Je suis une personne qui s'intéresse à la culture parce que j'aime apprendre de nouvelles choses. Connaissances, informations, personnes, traditions, modes de vie et expériences. Je suis journaliste : cela signifie que la connaissance est la quête de ma vie. J'aime lire, voyager et apprendre à connaître les gens comme une variété de sources pour mes connaissances, à partir de laquelle je choisis ce qui peut être ajouté à ma culture et ce qui ne le peut pas. Je n'ai pas de pratique artistique. Je sais faire du "belly dance" mais mes principes sont solides.

Ziad, 31 ans, Beyrouth

La culture est importante parce qu'elle contribue à maintenir la cohésion sociale et donc la cohésion politique. Elle détermine la forme et le but futur de toute unité sociale.

Par rapport à ma pratique artistique, j'aime jouer de la cithare pour m'améliorer et améliorer mon niveau. Je ne joue pas pour la célébrité, mais pour moi-même et pour ma communauté.

TESTIMONIES



Malak, journalist and specialist in education, southern Lebanon

Culture is the ideas, principles, and practices that people choose in a place and spread to become a semi-general situation. For example, there are people who have a culture of "appearances", as in France and others who have a culture of "shame" as in our country. Not all of them have the theoretical foundations of a culture, but rather a special practice and concepts. Culture is not something fixed, but it evolves with time and personal and/or collective effort of people. In 50 years, in our country, the culture of mixing or girls studying in universities was elitist to some extent, today it became common and more widespread.

There is a difference between general culture and individual culture. I mean, it is possible to be familiar with some matter that does not fall within

the interests of the group and vice versa. It is possible that the individual would have different interest than the group's interests.

I am a person who is interested in culture because I like to learn about new things. Knowledge, information, people, traditions, lifestyles and experiences. I am a journalist: it means that knowledge is the quest of my life. I love to read, travel and get to know people as a variety of sources for my knowledge, from which I choose what can be added to my culture and what can not.

I don't practice an artistic hobby. However, I perform belly dance very well, but my principles are solid.

Ziad, 31 years old, Beirut

Culture is important because it contributes to maintaining social cohesion, which leads to the political unity. It determines the shape and future purpose of any social unity. I play zither, since I like to improve myself and my performance, which I do not do for fame, but for my own sake and for my community.



**Ghadi, 8 ans,
élève,
Mont-Liban**

Je ne sais pas ce qu'est la culture ... Est-ce que cela signifie penser ? C'est à dire répondre aux questions de compréhension de texte? Ou faire les choses correctement? La culture est importante parce qu'elle m'aide à apprendre de nouvelles choses. Je joue au football. Je joue de la musique, à la batterie. Je fais de l'équitation, mais je préfère la musique. Je n'aime pas lire de longs textes mais je suis obligé de le faire à l'école et je n'aime pas la grammaire et le vocabulaire.

La culture c'est la connaissance et la force, la confiance en soi, le raffinement de l'âme, le respect de soi et des autres, ainsi que la communication correcte des idées. La culture est importante pour la construction civilisationnelle et technologique d'un pays, et pour la société. Elle aide à améliorer les conditions de vie et à construire une société consciente, cultivée et libre.

Je maîtrise le dessin sur le tissu, la couture, la fabrication de bijoux en perles et la broderie ... J'aime beaucoup la musique orientale et classique et la danse orientale. J'assiste à des pièces de théâtre et j'écoute beaucoup le Zajal libanais. J'aurais aimé développer la fabrication des bijoux que je maîtrise, mais les aléas de la vie ne me l'ont pas permis.



**Mai, 57 ans, artisane
et femme au foyer,
Mont-Liban**



**Elias, 80 ans,
écrivain et
critique de l'art,
Beyrouth**

La culture pour moi est la somme de l'esprit humain, de sa conscience et de ses aspirations spirituelles. La culture est importante car elle permet de distinguer l'Homme de l'animal, et de redresser la situation de l'être humain dans la vie, corps et âme. C'est la source principale de l'humanité. J'écris, je lis, j'écoute de la musique et je donne des conférences sur l'écoute et l'analyse de la musique, et j'assiste à des séminaires lorsque c'est possible. Je crois que je pratique ce que j'aime parmi les pratiques culturelles en particulier l'écoute de la musique.



**Ghadi, 8 years
old, student,
Mount- Lebanon**

I don't know what culture is... Does it mean thinking? Which means answering text comprehension questions? Or doing things correctly? Culture is important because it helps me learn new things. I play football. I play drums, and I like riding horses. I would like to learn more about music. I do not like reading long texts but I am forced to do so at school and I do not like grammar and vocabulary.

Culture is knowledge and strength, self-confidence, refinement of the soul, respect for self and for others and communicating ideas correctly. It is surely important for the civic and technological construction of a country, and for society. It helps in developing life and in building an aware, cultured and free society. I master drawing on fabric, sewing and creating bead jewellery and "crochet" ... I attend theater shows and I listen a lot to the lebanese Zajal. I would have loved to develop a business in jewellery making, but my life conditions did not enable me to do so.

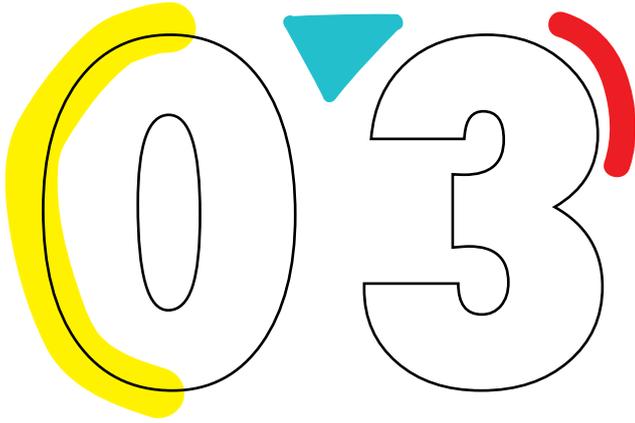


**May, 57 years old,
craftswoman and
housewife,
Mount-Lebanon**



**Elias, 80 years
old, writer and
art critic, Beirut**

Culture for me is the sum of human spirit, his conscience and spiritual aspirations, it allows to distinguish between humans and animals, and to adjust the situation of human beings in life, body and soul. It is the main source of humanity. I practice writing, reading and listening to music and give some lectures in listening and analysis of music and attend seminars when possible. I guess I practice what I like among cultural practices in particular listening to music.



STORYTELLING

Sauver un cinéma...L'histoire de la campagne de collecte de fonds #SaveCinemaStars organisée par l'Association Tiro pour les Arts

"Fondée en 2015, l'Association Tiro pour les Arts, ancien Théâtre Istanbouli, a pour mission de faire revivre la culture et les arts au Liban, en particulier dans le sud du pays où la culture a fait face à de nombreux obstacles et a été marquée par les conséquences de la guerre et des conflits. Notre philosophie consiste à utiliser la culture et les arts pour réunir des personnes de différents contextes dans le cadre d'activités créatives et artistiques.

Au cours des dernières années, nous avons organisé diverses activités culturelles, notamment des festivals culturels internationaux. Des gens du monde entier ont visité le sud du Liban, de nombreuses personnes ont regardé des films, participé à des cours de théâtre et de peinture, célébré leurs anniversaires ou, tout simplement, ont bénéficié d'un espace libre pour se rencontrer. Il est nécessaire de créer et préserver des espaces artistiques libres et ouverts au public afin de poursuivre notre travail. Nous avons besoin de ces lieux où les artistes peuvent s'entraîner et se produire, où les enfants peuvent participer à des ateliers, et où nos communautés peuvent profiter de spectacles de théâtre et de projections de cinéma.

A Tyr, l'expérience du Cinéma Rivoli, en cours de restauration par un groupe de bénévoles, illustre l'importance et la nécessité de ces espaces. L'association travaille à restaurer son ancienne gloire, raconter une histoire collective positive et prévoit d'y organiser de nombreux événements.

Le Cinéma Al Hamra à Tyr est un autre exemple d'espace libre et indépendant. Nous avons pu y organiser de nombreux festivals de cinéma, théâtre et musique jusqu'à ce que le propriétaire se le réapproprie, en 2016. L'endroit est actuellement abandonné et rien ne s'y passe. Le Cinéma Stars court le même risque, qui illustre encore une fois l'importance des initiatives indépendantes pour sauver ces espaces. C'est l'objectif de la campagne #SaveCinemaStars."

L'association avait fixé leur objectif à environ 95 000 dollars (incluant les frais de services et de plateforme), ce qui leur permettrait de racheter le Cinéma Stars pour en faire un espace culturel gratuit.

Ils ont ensuite annoncé : "Nous avons déjà couvert 50 000 dollars, avec lesquels nous allons pouvoir acheter le cinéma, les 40 000 dollars restants seront couverts par un prêt bancaire."

SAUVER LE CINÉMA STARS EST LEUR PRIORITÉ MAIS ... PLANS ALTERNATIFS POUR LES RÉSULTATS DE LA COLLECTE DE FONDS

"Dans le cas où nous ne recueillons pas assez d'argent pour acheter le bâtiment, tous les fonds récoltés seront alors investis dans la création d'espaces libres et alternatifs pour la culture et les arts à Nabatieh et dans les environs. Nous avons des projets pour créer un espace culturel gratuit à travers :

- La location d'un espace alternatif à Nabatieh

STORYTELLING

Saving a cinema... The story of #SaveCinemaStars fundraising campaign by Tiro Association for Arts

Formerly known as Istanbouli Theatre, the Tiro Association for Arts was founded in 2015. The association's mission is to revive culture and arts in Lebanon, particularly in the south where culture has faced many struggles, and continues to suffer under the circumstances of war and conflict. Our philosophy consists in using culture and arts to connect people from different backgrounds by involving them in various creative and artistic activities.

Over the past years, we have organized a variety of cultural activities, including international cultural festivals. People from around the world visited the south of Lebanon and countless people watched films, took part in theater and painting classes, celebrated their birthdays and, simply, had a free space to meet each other.

There is a need to create and preserve free artistic spaces that are open to the public in order to continue our work. We need places where artists can rehearse and perform, where kids can participate in workshops and where our communities can enjoy theatre shows and cinema.

We have experienced the importance and strength of such a space in Tyre, where the association makes use of Cinema Rivoli, a film theater that is being restored by a dedicated group of volunteers. We are working to revive its former glory, narrate a positive collective story and plan and organize many different events.

Another example of such an independent free space is Cinema Al Hamra in Tyre, where we organized numerous festivals (Film, Theatre and Music). We were able to do so until last year, since its owner took the cinema back. The place is currently abandoned and nothing is happening there. This is what we fear for Cinema Stars as well, and it shows us the importance of saving those spaces for independent initiatives. That is what we aim for, through #SaveCinemaStars campaign."

The association had set a flexible goal of 95,000 USD (including service and platform fees), which would allow them to buy the Cinema and save Cinema Stars as a free cultural space. However, they announced: "We already covered 50,000 USD, which will allow us to buy the cinema, the 40,000 USD remaining will be covered through a bank loan."

SAVING CINEMA STARS IS THEIR PRIORITY BUT ALTERNATIVE PLANS HAVE BEEN SET TO USE THE FUNDS IN CASE THEY DON'T RAISE ENOUGH MONEY:

"In case we don't raise enough money to buy the building; all of the raised funds will be invested in creating alternative free spaces for culture and arts in Nabatieh and the surrounding areas. We have projects lined up to create free cultural space through:

- Renting an alternative space in Nabatieh (there are several spaces we could potentially use)

(il y a plusieurs espaces que nous pourrions potentiellement utiliser)

- La construction d'un théâtre mobile qui nous permettrait de créer des espaces temporaires pour la culture et les arts à Nabatieh et ses environs.

Puisque la mission de l'association est de revendiquer des espaces culturels gratuits pour les jeunes, en particulier dans les zones marginalisées, nous ciblons les jeunes qui n'ont pas d'alternatives dans leur environnement."

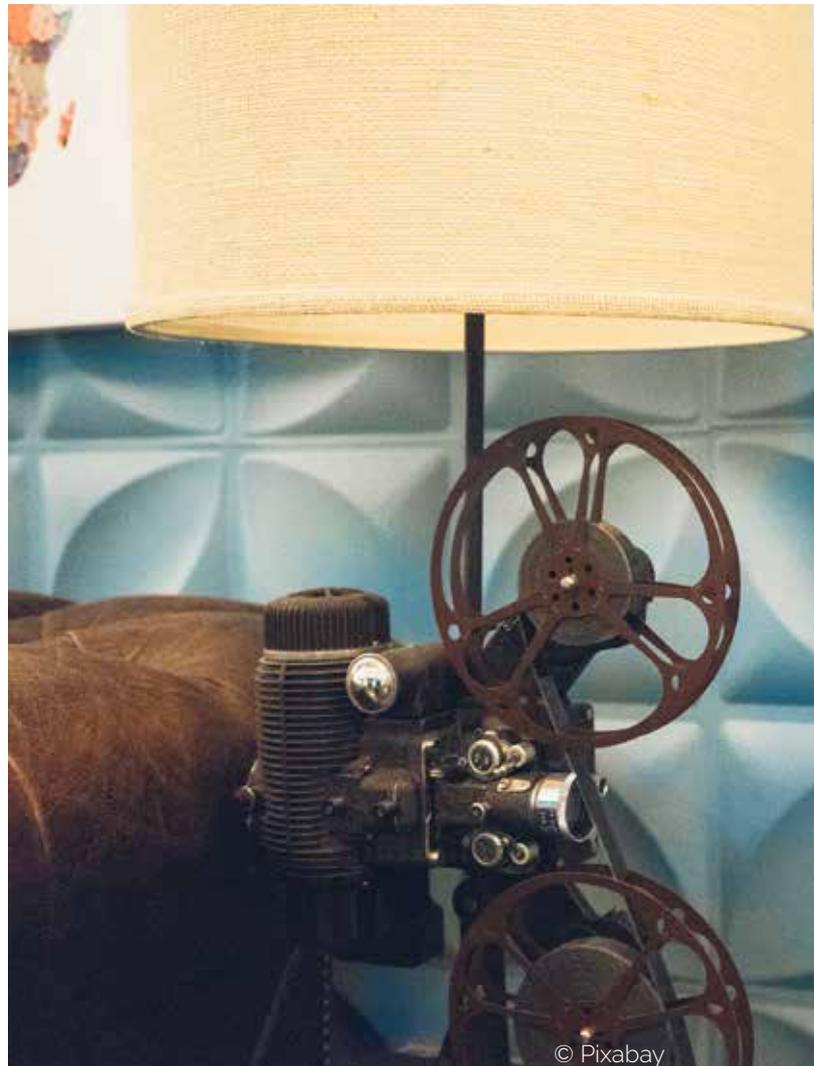
ET AU CAS OÙ ILS RECUEILLENENT PLUS D'ARGENT?

"Si nous récoltons plus que 95 000 dollars, nous investirons l'argent supplémentaire dans l'amélioration du Cinéma Stars. Il s'agit d'un bâtiment ancien, nous utiliserons donc l'argent pour des rénovations supplémentaires."

SAUVER UNE ICÔNE LIBANAISE: LES STARS DU CINÉMA À NABATIEH

L'Association Tiro pour les Arts est une initiative lancée par des jeunes du Liban, visant à revendiquer des espaces culturels libres et indépendants pour les jeunes. Ces espaces libres sont essentiels car ils représentent un espace d'expression de soi, pour le développement personnel et la création de nouveaux liens. Ces espaces n'existent pas à Nabatieh. Il n'y a pas d'espaces culturels où les jeunes peuvent se réunir, participer à des ateliers, faire de nouvelles rencontres et profiter d'une projection de films ou d'une pièce de théâtre. Dans un pays comme le Liban, qui a connu la guerre civile et fait face au conflit en Syrie, ces espaces sont très importants car ils donnent aux jeunes et aux communautés l'espace nécessaire pour créer des liens et envisager un avenir alternatif sans guerre, ni conflit, ni haine.

En 2016, l'équipe de l'Association Tiro Association pour les Arts s'est portée volontaire pour rénover et rouvrir le Cinéma Stars, un ancien théâtre emblématique de Nabatieh. Créé en 1972 dans le sud du Liban, ce cinéma a été fermé à cause des difficultés de la guerre civile libanaise en 1989.



Depuis sa réouverture en 2016, l'association a pu utiliser l'espace et organiser de nombreuses activités culturelles pour les habitants de Nabatieh et ses environs. Actuellement, le cinéma est menacé de fermeture. Il a été mis en vente et risque de plus bénéficier aux jeunes comme un espace libre pour la culture et les arts.

Aujourd'hui, la campagne a déjà recueilli plus de 41 000 dollars. Il y a une énorme couverture médiatique par les médias locaux et occidentaux. L'association est très proche de répondre à l'un de ses objectifs et l'effort continue.

- Building a mobile theatre that would enable us to create temporary spaces for culture and arts in Nabatieh and surrounding areas."

Since the association's mission is to claim free cultural spaces for youth especially in marginalized areas, we target young people who don't have alternatives in their environment."

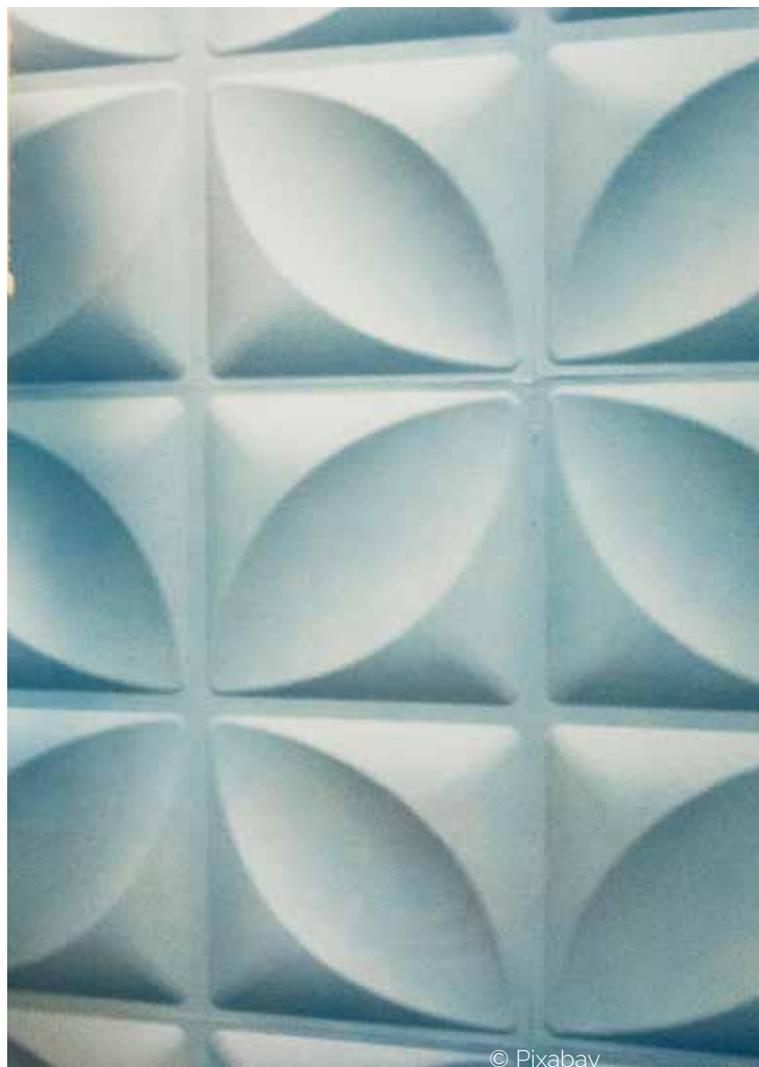
AND IN CASE THEY RAISE MORE MONEY?

"If we can raise more than 95.000 USD, we will invest the extra money in improving Cinema Stars (as it is an old building and we would use the money for extra renovations)."

SAVING A LEBANESE ICON: CINEMA STARS IN NABATIEH

Tiro Association for Arts is a youth initiative from Lebanon, aiming to claim free and independent cultural spaces for young people. Free spaces are essential since they represent an area for self-expression, in order to develop oneself and build new connection. Such spaces are absent in Nabatieh. There are no cultural spaces for youth to come together and enjoy a film screening or a theatre play, or to participate in a workshop and just meet each other. In a country like Lebanon, that has experienced civil war and is dealing with the conflict in neighboring Syria, these spaces are very important as they give youth and communities the necessary space to independently connect with each other and envision an alternative future without war, conflict and hatred.

In 2016, the team of Tiro Association for Arts volunteered to renovate and reopen Cinema Stars, an old iconic theatre in Nabatieh. This cinema, in the south of Lebanon, was established in 1972, and was closed due to the hardships of the Lebanese civil war in 1989. Since its reopening in 2016, the association was able to use the space and organize many different cultural activities for the residents of Nabatieh and the surrounding areas. Currently, the cinema is under the threat to be closed. The theater has been put up for sale and there is a fear that it will be lost as a free space for culture and arts. Today the campaign has already raised more than 41.000 USD. There is huge media coverage by local and western media ... The association is very close to meet one of its aims and the fight continues.



© Pixabay

RÉFÉRENCES - REFERENCES

المراجع

MAROC | MOROCCO :

- Ben Bachir Mohamed et Najib Moulay Mohamed, 1981, "La politique Culturelle au Maroc", UNESCO
- Touzani Amina, 2003, "La culture et la politique culturelle au Maroc", Editions la croisée des chemins
- "Les industries créatives au Maroc", 2009, UNESCO
- Massaia Ahmed, 2012, "Répertoire du théâtre marocain", Ministère de la culture
- Massaia Ahmed, 2013, "Un désir de culture", Editions la croisée des chemins
- "Vers une politique pour mettre la culture au cœur du développement au Maroc", 2014, Association Racines
- "Rapport cour des comptes, Ministère de la Culture", 2015, Cour des comptes
- "Economie créative : panorama et potentiel", 2016, Ministère de l'Economie et des finances
- Touzani Amina, 2016, "La politique culturelle au Maroc", Editions la croisée des chemins
- Dominique Caubet et Amine Hamma, 2016, "Jil Lklam, poètes urbains", Editions du Sirocco
- "Arab Human Development, Youth and Prospects for human development in a changing reality", 2016, PNUD
- "Rapport sur le développement humain, Le développement humain pour tous", 2016, PNUD
- "FADAE, Manifeste sur l'espace public au Maroc (2011-2016)", 2017, Association Racines
- "The Red Lines Stay Red, Morocco's Reforms of its speech laws", 2017, Human Right Watch
- ملين محمد نبيل، 2017، "فكرة الدستور في المغرب، وثائق ونصوص (1901-2011)", جمعية طفر
- Site de la cartographie de la culture au Maroc | Website of the Moroccan cartography in Morocco: www.artmap.ma
- Site des pratiques culturelles au Maroc | Website of the Moroccans' cultural practices: www.pratiquesculturelles.ma
- Portail du Maroc | Online portal of Morocco www.maroc.ma
- Site du Haut Commissariat aux plans | Website of the High Commissioner for the Plan: www.hcp.ma
- Site du Ministère de la culture | Website of the Ministry of Culture: www.minculture.gov.ma
- Site du Ministère de l'éducation nationale | Website of the Ministry of National Education: www.men.gov.ma
- Site du Ministère de la communication | Website of the Ministry of Communication: www.mincom.gov.ma
- Site de la Banque mondiale | Website of the World Bank: www.banquemondiale.org
- Site de Reporters sans frontières | Website of "Reporters without borders": www.rsf.org
- Site du Programme des Nations unies pour le développement | Website of the United Nations' Development Program: www.hdr.undp.org
- Site cours des comptes | Website of Court of Auditors: www.courdescomptes.ma
- Site de l'UNESCO | Website of the UNESCO: www.unesco.org

مصر:

- الدستور المصري 1923 و الحكم النيابي في مصر - البرت شقير - ذاكرة الكتابة - الهيئة العامة لقصور الثقافة 2012.
- دستور جمهورية مصر العربية - مكتبة الاداب - 2010.
- دستور جمهورية مصر العربية - مركز معلومات مجلس الشورى.
- الوثيقة الدستورية الجديدة - وزارة الشباب.
- ورقة مؤتمّر (ثقافة مستقلة .. من أجل الديمقراطية) - حلقة نقاشية حول المؤتمّر - الأهداف و التوصيات - آليات التنفيذ 16 فبراير 2013.
- البيان الختامي ومطالب مؤتمّر (ثقافة مصر في المواجهة) 1-3 أكتوبر 2013.
- مجلة (فصول) - مجلد (25/3) - العدد (99) ربيع 2017.

المراجع

مصر:

- ¹ من مقال (الثقافة والشعرية الثقافية) - ستيفن جرينبلات - ترجمة معترز سلامة - فصول - مجلد (25/3) - العدد 99 ربيع 2017 - ص 14 | **صفحة 127**
- ² الدستور المصري 1923 و الحكم النيابي في مصر- البرت شقير - ذاكرة الكتابة - الهيئة العامة لقصور الثقافة 2012 ص 34 و ما بعد | **صفحة 126**
- ³ دستور جمهورية مصر العربية - مكتبة الآداب - 2010 - ص 16 | **صفحة 126**
- ⁴ مصدر سابق - ص 29 | **صفحة 126**
- ⁵ دستور جمهورية مصر العربية - مركز معلومات مجلس الشورى - ص 7 | **صفحة 126**
- ⁶ مصدر سابق - ص 14 | **صفحة 126**
- ⁷ مصدر سابق - ص 58 | **صفحة 126**
- ⁸ الوثيقة الدستورية الجديدة - وزارة الشباب - ص 10 | **صفحة 125**
- ⁹ في دستور كان هذا الباب (المقومات الأساسية للمجتمع) مُقسم إلى فصلين فقط (المقومات الاجتماعية والخُلُقِيَّة) و(المقومات الاقتصادية) أما في دستور 2012 فهذا الباب كان مُقسم إلى 3 فصول (المقومات السياسية) و (المقومات الاجتماعية و الأخلاقية) و (المقومات الاقتصادية) | **صفحة 125**
- ¹⁰ مصدر سابق ص 21 | **صفحة 125**
- ¹¹ مصدر سابق ص 22 | **صفحة 125**
- ¹² وردت هذه التوصية كأحد مطالب مؤتمر (ثقافة مصر في المواجهة) الذي عُقد من 1 الى 3 أكتوبر 2013، و قد وردت التوصية كأحد مطالب المؤتمر (المطلب رقم 12) وهى المطالب التي لم تُسفر كالعادة عن شيء يذكر و راحت أدرج الرياح | **صفحة 125**
- ¹³ و قد أعيد تدريسها مرة أخرى بعد أقل من أسبوع على قرار إلغائها | **صفحة 125**
- ¹⁴ قدر أوائل الثانوية العامة في العام الحالى 2017 - المبالغ التي دفعوها في الدروس الخصوصية بمتوسط 50 ألف جنيه، في الوقت الذي لم يذهبوا فيه تقريبا الى المدرسة | **صفحة 124**
- ¹⁵ وردت هذه التوصية كأحد مطالب مؤتمر (ثقافة مصر في المواجهة) الذي عُقد في الفترة من 1 الى 3 أكتوبر 2013، و قد وردت هذه التوصية كأحد مطالب المؤتمر (المطلب رقم ١٢) وهى المطالب التي لم تُسفر كالعاده عن شئ يذكر و راحت أدرج الرياح | **صفحة 123**
- ¹⁶ مصدر سابق - ص 16 | **صفحة 123**
- ¹⁷ من هذه المؤتمرات التي قدمت توصيات هامة و مؤثرة، مؤتمر (ثقافة مستقلة .. من أجل الديمقراطية) المنعقد في 17 فبراير 2013، و كذلك مؤتمر (ثقافة مصر في المواجهة) المنعقد في 3-1 أكتوبر 2013 | **صفحة 121**
- ¹⁸ من البيان الختامي لمؤتمر (ثقافة مصر في المواجهة) | **صفحة 121**
- ¹⁹ و كمثال آخر على التشريعات التي تجور على الحريات، المشروع الذي أعده الأزهر الشريف، تحت عنوان (مكافحة الكراهية و العنف باسم الدين) والذي نص على أنه (لا يجوز الاحتجاج بحرية الرأي أو التعبير أو النقد أو حرية الإعلام و النشر أو الإبداع للإتيان بأي قول أو عمل ينطوي على ما يخالف أحكام هذا القانون) | **صفحة**





©Pixabay

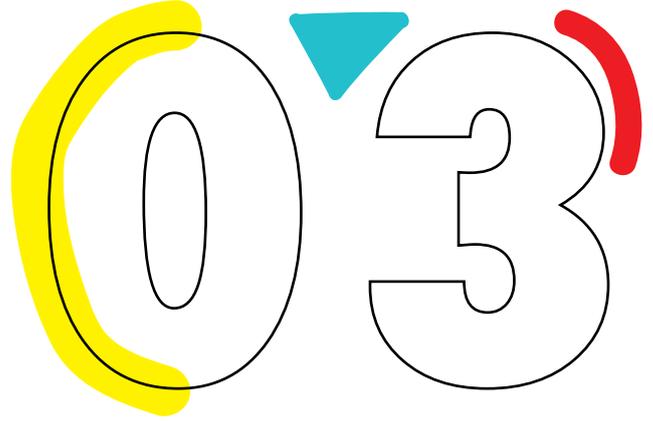
إنقاذ أيقونة لبنانية: سينما ستارز في النبطية

في 2016، تطوَّع فريق جمعية تيرو للفنون من أجل ترميم وإعادة فتح سينما ستارز، مسرح أيقوني قديم في النبطية. هذه السينما، في جنوب لبنان، تمَّ تأسيسها سنة 1972، وتمَّ إغلاقها بسبب الحرب الأهلية اللبنانية سنة 1989. منذ إعادة فتحها سنة 2016، تمكنت الجمعية من استعمال الفضاء وتنظيم الكثير من الأنشطة الثقافية المختلفة للمقيمين في النبطية والمناطق المحيطة. حاليا، السينما مهددة بالإغلاق. المسرح حاليا مطروح للبيع، مما يهدد بخطر خسارته كفضاء حرٍّ للثقافة والفنون.

اليوم جمعت الحملة أكثر من 41.000 دولار. هناك تغطية إعلامية واسعة من طرف وسائل الإعلام المحلية والغربية... الجمعية قريبة من تلبية أحد أهدافها، و تستمرُّ المعركة.

جمعية تيرو للفنون هي مبادرة شباب لبنانيين، تهدف إلى المطالبة بفضاءات حرّة ومستقلة ثقافية للشباب. الفضاءات الحرّة هي أساسية بما أنّها تمثّل فضاء للتعبير، قصد تنمية الذات و بناء علاقات جديدة. فتمثل هذه الفضاءات غائبة في النبطية.

هناك غياب للفضاءات الثقافية حيث يمكن للشباب الإستمتاع بحضور فيلم أو عرض مسرحي، المساهمة في ورشة أو لقاء بعضهم بعضا. في بلد مثل لبنان، الذي اختبر الحرب الأهلية ويتعامل مع النزاع في سوريا المجاورة، تعتبر هذه الفضاءات مهمة جدًا فهي تعطي الشباب والمجتمع الفضاء اللازم للترابط فيما بينهم بشكل مستقلّ، وتصور مستقبل بديل بلا حرب ولا نزاع ولا كراهية.



إنقاذ سينما...

قصة حملة جمع التبرعات #SaveCinemaStars من طرف جمعية تيرو للفنون

وقد حدّدت الجمعية هدفا قدره 95.000 دولار أمريكي (بما في ذلك رسوم الخدمة والمنصة)، ممّا سيسمح لنا بشراء السينما و الحفاظ عليها كفضاء ثقافي حرّ.

و قد أعلنت الجمعية التالي: "من جهتنا، قمنا بتوفير 50.000 دولار، ممّا سيسمح لنا بشراء السينما، وال 40.000 دولار المتبقّية ستتم تغطيتها عن طريق قرض بنكي".

إنقاذ سينما ستارز هي أولويتهم مع وضع خطط بديلة لجمع التبرعات

"في حالة لم يتم جمع القدر المالي الكافي لشراء البناية، كل الأموال التي تم جمعها سيتم استثمارها في خلق فضاءات حرّة بديلة للثقافة والفنون في النبطية والمناطق المجاورة. لدينا مشاريع مسطرة لخلق فضاء حرّ ثقافي من خلال :

- استئجار فضاء بديل في النبطية (هناك عدّة فضاءات يمكننا استعمالها)
- بناء مسرح متنقل يمكّننا من خلق فضاءات مؤقتة للثقافة والفنون في النبطية والمناطق المجاورة.

اعتبارا أنّ مهمة الجمعية هي المطالبة بفضاءات حرّة ثقافية للشباب، خصوصا في المناطق المهمّشة، فنحن نستهدف الفئة الشابة التي ليس لها بدائل في محيطها".

وفي حالة جمع المزيد من المال؟

"إذا استطعنا جمع أكثر من 95.000 دولار، سنستثمر المال الإضافي في تحسين سينما ستارز و بما أنّها بناية قديمة، فقد نستعمل المال للقيام بترميمات إضافية".

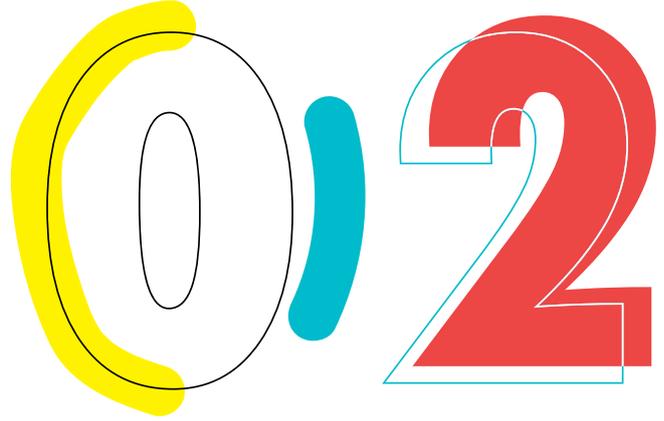
"تأسست جمعية تيرو للفنون، المعروفة سابقا ب "مسرح إسطنبولي"، سنة 2015. و تتمثل مهمة الجمعية في إحياء الثقافة والفنون في لبنان، بشكل خاصّ في الجنوب حيث تواجه الثقافة مقاومة كبيرة، و تتواصل معاناتها في ظروف الحرب والنزاع. و تتجلى فلسفتنا في استعمال الثقافة و الفنون للربط بين الناس من خلفيات مختلفة من خلال إشراكهم في أنشطة إبداعية و فنيّة متنوعة.

خلال السنوات الأخيرة، نظّمنا أنشطة ثقافية مختلفة، بما في ذلك المهرجانات الثقافية الدولية. زار الناس من كل بقاع العالم جنوب لبنان، بحيث أن العديد منهم شاهدوا الأفلام وحضروا دروس المسرح و الرسم، و احتفلوا بأعياد ميلادهم، و ببساطة، كان لديهم فضاء حرّ للقاء بعضهم بعضا.

هناك ضرورة لإنشاء و الحفاظ على فضاءات فنيّة حرّة مفتوحة للعموم قصد مواصلة عملنا. نحتاج أماكن حيث يستطيع الفنانون التدريب والأداء، حيث يمكن للأطفال المشاركة في الورشات، و حيث يمكن لمجموعتنا المحلية الاستمتاع بعروض المسرح و السينما.

لقد اخترنا أهمية و قوة مثل هذا الفضاء في مدينة صور، حيث استعملت الجمعية "سينما ريفولي"، و هي قاعة سينما يقوم مجموعة من المتطوعين المتفانين بترميمها. نحن نعمل لإحياء مجدها السابق، و سرد قصة جماعية إيجابية، و تصميم و تنظيم أحداث مختلفة كثيرة.

مثال آخر لفضاء حرّ مستقل هو سينما الحمراء في صور، حيث تمكّننا من تنظيم عدّة مهرجانات (الفيلم، المسرح و الموسيقى) إلى حدود السنة الصارمة، حين استرجع مالك السينما فضاءه. المكان مهجور حاليا. و هذا ما نخشاه لسينما ستارز أيضا، حيث تبينت لنا أهمية إنقاذ هذه الفضاءات بمبادرات مستقلة. وهذا ما نهدف إليه، من خلال حملة #SaveCinemaStars (إنقاذ سينما ستارز)".



شهادات

زياد، 31 سنة، بيروت

الثقافة مهمة لأنها تساهم في المحافظة على تماسك وحدة اجتماعية ما مما يؤدي إلى وحدة سياسية ما، هي تحدد شكل والهدف المستقبلي لأي وحدة اجتماعية. أمارس العزف على آلة القانون، أحب أن أتفوق على نفسي في أدائي العزفي ولا أحب أن أقوم بذلك بهدف الشهرة بل بهدف الارتقاء الذاتي والمجتمعي ضمن نطاق الضيق.

الثقافة بالنسبة لي هي مجموع ما يكون معنويات الإنسان ووجدانه وتطلعاته الروحية. الثقافة مهمة لأنها المميز الأساسي بين الإنسان والحيوان. كون الإنسان مؤلف من جسد وروح لا يمكن أن يستقيم وضعه في هذه الحياة بغير الثقافة. الثقافة هي المنبع

الاساسي لإنسانية الإنسان. أمارس الكتابة والقراءة والإستماع الى الموسيقى وألقي بعض المحاضرات في الإستماع والتحليل الموسيقي ومطالعة الكتب والصحف وحضور الندوات حيث أمكن. أعتقد أنني أمارس ما أحب من ممارسات ثقافية بالذات الإستماع الى الموسيقى.

إلياس، 80 سنة، كاتب وناقد فني، بيروت



الثقافة هي الأفكار والمبادئ والممارسات التي يختارها الأفراد في مكان ما فنتعمم لتصبح حالة شبه عامة. مثلًا هناك ناس لديهم ثقافة "التظاهر" كما في فرنسا وآخرين ثقافة "العيب" كما في بلادنا. لا يملك الكل أسسًا نظرية لهذه الثقافة ولكن يصبح لها مع الوقت ممارسات ومفاهيم خاصة بها. والثقافة ليست شيئًا جامدًا بل تتطور مع الوقت والجهد

الشخصي الجماعي للناس. منذ 50 سنة كانت ثقافة الإختلاط أو دراسة النساء في الجامعات أمرًا نخبويًا الى حد ما، اليوم صار الأمر أوسع وأكثر انتشارًا. هناك فرق بين الثقافة العامة وثقافة الأفراد، يعني يمكن أن أكون مثقفة كفر بشيئ معين أو بجانب ما يهتم الجماعة والعكس... أو ممكن ألا تهتم اهتمامات الجماعة الفرد. بالنسبة لي كشخص تهمني الثقافة لأنني أحب أن أتعلم دائمًا وأتعرف على أشياء جديدة. معارف معلومات شعوب وتقاليدها وأمط حياتها تجارب. أنا صحافية: يعني المعرفة هي بحث حياتي. أحب أن أقرأ وأسافر وأتعرف على أناس كمصادر متنوعة لمعرفتي ومنهم أختار ماذا أبقى وماذا أهمل، ما أجعله ثقافة أو لا. ولكن أجد الرقص الشرقي. ولكن موافقي ثابتة.



ملاك، صحافية ومختصة في التربية، جنوب لبنان

غدي، 8 سنوات، تلميذ، جبل لبنان



لا أعلم ماذا تعني كلمة ثقافة... هل تعني التفكير؟ يعني أن أعرف الإجابة على أسئلة مثلا أسئلة فهم النص؟ أن أجيد القيام بأمرًا بأعمال صحيحة؟ الثقافة مهمة لأنها تساعدني أن أتعرف على أمور جديدة. أمارس كرة القدم وأعزف الموسيقى... أعزف على آلة الدرامز.

وأحب ركوب الخيل. أحب أن أتعلم الموسيقى أكثر. لا أحب قراءة النصوص الطويلة لكنني مجبر على ذلك في المدرسة ولا أحب القواعد والمفردات.

مي، 57 سنة، حرفية وربة منزل، جبل لبنان

الثقافة هي المعرفه والقوة، هي الثقة بالنفس، وتهذيبها، و احترامها واحترام آراء الآخرين وتوصيل الفكرة بطريقة صحيحة. هي مهمة لبناء وطن حضاري تكنولوجي، لثقافة مجتمع. وهي تساعد بإتمام الحياة وبالوصول الى مجتمع واعٍ ومثقف وحر. أتقن الرسم على القماش والخياطة وصناعة الحلي من عقود الخرز وال "كروشيه"... كما أحب كثيرًا الموسيقى الشرقية والكلاسيكية وأحب الرقص الشرقي. أتابع عروض المسرح وأحب الإستماع الى الزجل اللبناني. كنت أحب أن أطور صناعة الحلي التي أجيدها لكن ظروف الحياة لم تساعدني.



©Mezaf

ولذلك تعد بيروت اليوم منصة مفتوحة حيث يمكن إنجاز أي مشروع ثقافي. فالتيارات الثقافية التي تمثل الفكر الأصولي، الغربي والإصلاحي لم تدخل بعد في المواجهة نظرا لضعف المشاريع الثقافية.

كما نتساءل عن مستقبل الهوية الثقافية في البلد، التي لا تزال غامضة التعريف. بتسويقيهما للإنتاج الثقافي، ويعولتهما لمفهوم الثقافة، تصير المؤسسات الدولية والقطاع الخاص الممول الرئيسي للثقافة وتعوض بذلك وزارة الثقافة والدعم العمومي. في هذا السياق، ماذا بإمكان الفضاءات الثقافية ذات التمويل الذاتي أن تفعل؟

تواريخ أساسية

- 1943 : أصبحت لبنان جمهورية مستقلة
- 1950 - 1960 : تقوم البلديات بتفعيل اللامركزية من خلال "النوادي"
- 1975 - 1990 : الحرب الأهلية. تستمر الأنشطة الثقافية خصوصا في بيروت
- 1993 : فترة إعادة البناء، التمرکز والخصخصة
- ظهور جمعيات ثقافية من جديد - معظم العاملين في مجال الثقافة قد درسوا / عاشوا خارج الوطن
- هدم البنايات التراثية
- خلق وزارة للثقافة والتعليم
- 2000 : تخصيص 1% فقط من الميزانية الإجمالية لوزارة الثقافة
- 2008 : إصلاح القوانين ذات العلاقة مع الثقافة دون تنفيذ - ثم في 2011 و في 2014
- 2017 : تطلق الوزارة مشروعها على مدى 5 سنوات



جمعية) دون اللجوء إلى قانون يحدّد أسعار الكراء حسب المنظمة. بما أن القانون الجديد لا يعتبر الفضاءات الثقافية كمنظمات غير ربحية، فإنها تدفع إيجارات شهرية عالية جدا. وبرغم الفروق الهامة في المداخل، فإن دور السينما والمسارح تنتمي رسميا إلى نفس نوع المؤسسات: الفنادق والنوادي الليلية، وبالتالي تعامل بنفس الطريقة وتخضع لنفس النظام الضريبي.

بالإضافة إلى ذلك، لا تتوفر وزارة الثقافة على قاعدة بيانات كاملة تحصي مختلف المنظمات الثقافية النشطة، الحديثة أو القديمة في لبنان. إن قواعد البيانات المتوفرة هي نتاج مبادرات المجتمع المدني و تبقى ناقصة وغير مكتملة.

بعد ظهوره لأول مرة في القانون اللبناني سنة 2000، و بعد الإصلاح التشريعي سنة 2008، لا يزال مفهوم السياسات الثقافية جديد نسبيا و مجردا. حيث أن إصلاح العام 2008 لم يتم تطبيقه عمليا ولا يغطي القطاع الثقافي برمته.

يقتصر تمويل السياسات الثقافية اللبنانية على مشاريع مؤقتة. فعلى سبيل المثال، خصصت وزارة الثقافة سنة 2009، وفي إطار تظاهرات "بيروت عاصمة عالمية للكتاب"، ميزانية سنوية قدرها 6 ملايين أورو لإنجاز 160 مشروعا. وهذا المبلغ الذي يدخل في إطار مخطط تنمية غير مستدامة، هو في تفاوت تام مع الميزانيات المعتادة.

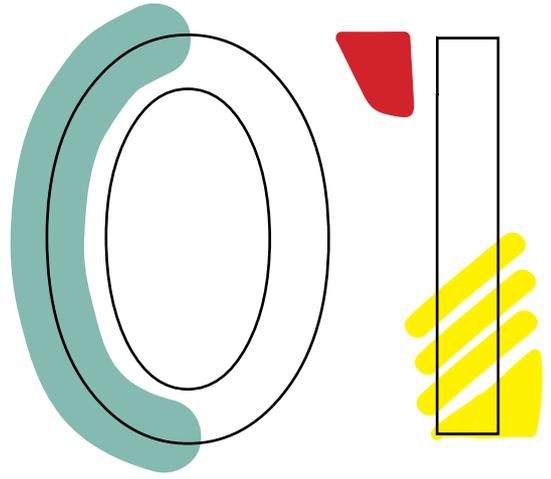
هذا الانتقال إلى الإستمرارية هو نتيجة للتغيرات السياسية والأزمات المستمرة في البلد. إن النظام الثقافي اللبناني لا يعمل من خلال معايير وخطط واضحة تعمل على نقل قيادة القطاع الثقافي من وزير إلى آخر، وتبادل الخبرات في كل فترة وزارية والمشاركة في التنمية المستدامة للقطاع. غير أنه خلال سنة 2017، بعد اجتماعات بحضور فعاليات ثقافية، أطلقت وزارة الثقافة مشروعا على مدى خمس سنوات يرمي "لدراسة" القطاع.

تركز الفضاءات الثقافية في بيروت - توزيع وطني غير متساو

عدد البنى الثقافية في بيروت عال جدا مقارنة بمساحة المدينة. حيث أن حوالي 60% من 700 مؤسسة ثقافية في لبنان توجد في العاصمة بيروت، و تتمركز في مساحة لا تتجاوز 200 كم².

وبرغم العديد من الفضاءات الثقافية التي تنشط حاليا في لبنان وخصوصا في مدينة بيروت، فإن النظام الثقافي للبلاد يعرف خلا بسبب تراجع الهوية الثقافية وغياب السياسات الثقافية، حيث تمثل الإنتاجات والإبداعات الثقافية صورة طبق الأصل لمشاريع أنجزت خارج لبنان.

ينحصر الوضع الثقافي ببيروت بدائرة مغلقة، حيث أن الهوية الثقافية مهددة بسبب غياب السياسات الثقافية. لا يمكننا إذن الحديث عن تنمية القطاع الثقافي، اعتبارا أن الفاعلين الثقافيين يفضلون استيراد الأفكار و المفاهيم ومحاولة تطبيقها في بيروت.



السياسات الثقافية بلبنان

أريج أبو حرب

الثقافة في لبنان

كما تم انتظار عام 2008، و القانون رقم 35، من أجل تحديد السياسات الثقافية التي يتعيّن على الوزارة وضعها. ويستهدف هذا الإصلاح أساسا دعم الإنتاج الثقافي للبلد وفقا لإستراتيجية واضحة وبتعاون مع المنظمات الثقافية الموجودة.

ستتيح هذه السياسات الثقافية مشاركة مختلف العناصر الفاعلة الثقافية في لبنان لتحقيق نهضة ثقافية حقيقية. في حين، يَعتبر القانون رقم 35، للمرة الأولى، الثقافة كوسيلة للتنمية الاجتماعية والاقتصادية.

غير أن هذا القانون الصادر قبل سنوات، لم يتم تطبيقه لحد الآن. فالظواهر التنفيذية اللازمة لوضع هذا القانون لم يتم إنشاؤها بعد. وذكرت الوزارة أن هذا التأخير راجع إلى الخصائص في الموارد البشرية والمادية اللازمة لتشغيل المؤسسة الجديدة. من جهة أخرى، فإن ميزانية الحكومة اللبنانية المخصصة لوزارة الثقافة لا تغطي هذه النفقات الجديدة. ناهيك عن عدم التعاون بين الوزارة و المنظمات الثقافية القائمة والنشطة في البلاد. والواقع أن هذه المنظمات ليست على علم بالتأثير الإيجابي الذي يمكن أن ينتج عن السياسات الثقافية التي تعتمدها الوزارة في تمويلهم وأنشطتهم.

في عام 2008، تم إصدار ثلاثة قوانين، القانون رقم 35 بشأن الثقافة والسياسات الثقافية، القانون رقم 36 الخاص بالفنانين والقانون رقم 37 المخصص بالفضاءات الثقافية، التي، وفقا للقانون اللبناني، تشير إلى كل الأماكن التي يمكن أن تحتضن نشاطا ثقافيا فرديا أو جماعيا. وقد أدى الإصلاح الأساسي في القانون رقم 37 إلى خلق صلة بين الفضاءات الثقافية، مع دعمها والحفاظ عليها. ويؤكد هذا القانون على أهمية الفضاءات الثقافية، و يبرز دورها في "خلق" التراث، وأهمية تمويلها. ولم تنتج عن هذا الإعلان الرسمي تدابير ملموسة على أرض الواقع، بل على العكس، فالضرائب المفروضة على الفضاءات الثقافية لم تقل فعقد إجبار الفضاءات الثقافية مثلا يتم مباشرة بين المالك و المنظمة الثقافية (فرد أو

تعتبر كلمة "ثقافة" من الألفاظ الأكثر سماعا في الشوارع النشطة و المكتظة لمدينة بيروت، عاصمة لبنان. فإذا كان أحد المارة يتحدث باللغة العربية، الفرنسية أو الإنجليزية، سوف يسمع حتما كلمة "ثقافة" تنطق بإحدى هاته اللغات التي تعتبر الأكثر تداولاً بلبنان. "ثقافة" هي ترجمة كلمة "Culture" بالعربية. مع العلم أن سكان بيروت يتداولون هذه الكلمة باللغة الفرنسية و الإنجليزية أكثر من العربية. يعتبر خلط عدّة لغات في نفس الجملة، إحدى الجوانب الأساسية التي تميّز مدينة بيروت وسكانها اليوم. لهذا، فمن الضروري القيام ببحث معمق حول سوسولوجيا المدينة من أجل فهم هذه الظاهرة، التي ترتبط بشكل أو بآخر، بالحالة الثقافية الحالية التي تعيشها المدينة.

إن وضع لبنان بعد الحرب و اليوم يوفر سياقاً خصبا للعمل الثقافي. فالعديد من الموارد البشرية التي تلقت تكويناً في الخارج تستقر بلبنان من أجل إنجاز مشاريع ثقافية وفتح فضاءات مخصصة للثقافة. فقد ولدت العديد من المبادرات، من خلال إنشاء مجموعة من الجمعيات الثقافية التي تحاول تغطية العديد من التخصصات. كما توجد فرص للتمويل من طرف القطاع العامّ أو المؤسسات الدولية.

وزارة للثقافة في لبنان

تم إنشاء أول وزارة مخصصة للثقافة و التربية، وهي وزارة الثقافة والتعليم العالي، سنة 1993. خلال هذه الفترة، كان مفهوم السياسة الثقافية غير موجود.

تم فصل الثقافة عن التعليم سنة 2000. والهدف من إنشاء هذه الوزارة الجديدة للثقافة هو جمع المصالح الثقافية، التي كانت فيما سبق، مرتبطة بمختلف الأقسام الوزارية: السياحة، التعليم، الإعلام وغيرها. وقد تم تحديد مهام هذه الوزارة الجديدة بموجب القانون، مع أخذ السياسات الثقافية بعين الاعتبار للمرة الأولى.

لبنان

113	السياسات الثقافية بلبنان
110	شهادات
109	إنقاد سينما...

معزف هي مبادرة موسيقية ثقافية تأسست في بيروت عام 2015 . تهتم معزف بشكل أساسي بالموسيقى الأصيلة في المشرق والعالم، محاولة خلق مشاريع بحثية وأنشطة موسيقية لإعادة تقديم هذه الموسيقى في الساحة الثقافية، لا كمنتج متحفي، بل كأداة للخلق المعاصر.





“استوديو المدينة تجربة رائدة في مجال المساحات الفنية المستقلة، حيث أحدث أثرا إيجابيا ملموسا، مما دفع الكثيرين من المهتمين بالعمل الثقافي بتكرار تلك التجربة في أماكن عدة، وخاصة بمدينة الإسكندرية، مما أتاح للعديد من الفنانين والفاعلين الثقافيين ممارسة تجاربهم بشكل أكثر حرية و أغزر إنتاجا، هذا من الناحية الإبداعية. أما من الناحية الاقتصادية، فالاستوديو غير المفاهيم المتعلقة باقتصاديات الإبداع الفني والثقافي، ودفع العديد من العاملين في المجال الفني إلى التفكير بشكل أعمق تجاه مفهوم الاستثمار في العمل الثقافي ومدى جدواه. و لا شك أن تجربة استوديو المدينة كانت صاحبة الفضل والريادة في إحداث هذه المتغيرات“.

- صبري سليم، مخرج و باحث و مدير مشروعات تنموية

“احنا كمبادرة (طراحة)، كان لاستوديو المدينة أثر كبير في تحويل مبادرتنا من فكرة، إلى التأسيس القانوني، و كمان بلورة للفكرة نفسها واحنا قعدنا في الاستوديو لمدة ستة أشهر، من بداية التأسيس، و مرينا بتجارب عملية من خلال وجودنا ده، زي المشاركة في فاعلية (عيشها بالفن)، و بعدين المشاركة في تنظيم فاعلية (فيه منه رجالي)، و عدة فاعليات أخرى. لقد كانت فكرة احتواء المبادرات و تقديم الدعم للشباب والفنانين، باستوديو المدينة، أثر كبير في تكوين و تشكيل جانب مهم من عملنا و مشاركتنا في الحقل الثقافي، ودى شهادة منقدرش ننكرها“.

- عزة مندور، مديرة مؤسسة طراحة و مساحة “المكان“

“أنا كسوري مقيم في مصر، عن طريق الاستوديو انا قدرت اني اعمل ورش رقص، و اصمم عروض رقص مسرح، و رقص شارع، و ادخل منها دخل مادي جيد، و الاستوديو اعطاني مجال للانتشار في شغلي جوا و برا الاسكندرية“.

- احمد تراب، مصمم رقص سوري يعيش بالاسكندرية

” استوديو المدينة هو العطاء بلا حدود، له الريادة في تكوين المساحة الثقافية و الفنية المستقلة، و التي أتاحت للبعض باقتحام الميدان الثقافي، و خوض التجربة، و قد نجح الكثير في الاستمرار.

- حسام العزازي، مخرج مسرحي و تلفزيوني

“حول تجربة استوديو المدينة ... حتكلم بصفتي فنان مسرحي و أحد مؤسسي فرقة مسرحية ... المكان كان أهم شيء فيه النظام و الحرية ... الدعم و تقديم المشورة طول الوقت مش مجرد مساحة للإيجار ... تحول في فترة مهمة لساحة عرض فنية لعروض مسرح الغرفة، ودي كانت نقطة مهمة جدا لفنانين كثير شباب مش لاقين مكان يعرضو فيه ... إيمانه بالشباب الصغير و مساعدته لهم بالمشورة و الدعم قدر الإمكان و الاستعانة بهم داخل مشاريع مهمة و تجارب جديدة.. خلى عندنا القدرة على القيادة و الإدارة الثقافية بشكل أو بآخر .. دا غير الدعم المعنوي الفطير لدرجة أنه بجد كان بيتك الثاني ... هي تعتبر من وجهة نظري أهم تجربة نموذجية اتعلم منها شباب كثير وانا أولهم ازاى تكون مستقل و قادر تكمل بشكل احترافي منظم شكرا استوديو المدينة“.

- محمد السويدي، مؤسس مبادرة و مساحة جوانا للفنون

“استوديو المدينة، شمس أشرقت على الساحة الفنية، دارت في فلكها كواكب و أقمار أضاءت في المجتمع، و أنتجت العديد من الفاعليات و العديد من المبدعين، و تركت أثرها في القلوب و النفوس، و كانت نبراسا يحتذى به أضاف العديد من المساحات و الأماكن الثقافية. و لقد ترك استوديو المدينة أثره الرائع في شخصيا، فاستفدت كثيرا من ورشه و فاعلياته، و الأعظم من ذلك أنه كان بمثابة الأسرة و البيت الكبير لكل مبدعي الإسكندرية في مجالات الثقافة والفنون. لن ننسى أبدا فضل استوديو المدينة!“

- محمد عبدالواحد، فنان مسرحي

“بشكل شخصي، مع المدينة، في ورش الحكي، و الملتيميديا، أو مسرح الشارع، أو معمل الكتابة، ألهمتني كثير. و عدت بالتجارب دي شخصيا على المستوى الكتابي، كانت مهمة جدا في حياتي. مختار شحاته، روائي و صانع أفلام

- مختار شحاته، روائي و صانع أفلام

“مش بس استوديو المدينه، فرقة المدينه الي تعتبر من اقدم الفرق في إسكندريه، و كانت ملهمة بشكل كبير في فكرة الفرق المستقلة هنا... الي لاقت رواج في فترة بشكل كبير. و الحقيقة أن الفرق الي استمرت و كملت المشوار قليلة جدا، و على رأسها و أهمها المدينة، بأفكارها و أهدافها الي كانت فعلا ملهمة“.

- سامح الحضري، مخرج مسرحي و مؤسس فرقة بداية

“المدينة وطن، ضم كل أنواع الفنون، و جميع الفئات العمرية من الجنسين. و الأهم أن المكان ده تعاون فيه مسلم و مسيحي كأصدقاء و زملاء فنانين على قلب رجل واحد في قمة الأخلاق و الإبداع ذوي السمعة الطيبة. علاوة على الإدارة الواعية المنظمة“.

- عمرو المحمدي، فنان مسرحي

برامج الاستوديو

برامج الدعم : تقديم مساحات للانتاج الفني و ورش العمل المختلفة و الاجتماعات بأسعار رمزية.

برامج التدريب : ورش عمل دائمة في فنون الأداء و الإدارة الثقافية.

أنشطة متغيرة : استضافة عروض أدائية أو قراءات لأعمال أدبية.

أربع حيطان : ملتقى سنوي لفنون الغرفة، كحل لإيجاد مساحات بديلة في المناطق الفقيرة، ويقام لمدة عشر أيام في مدينة الإسكندرية، و يشمل عروضاً أدائية، عروض سينمائية، ملتيميديا...الخ.

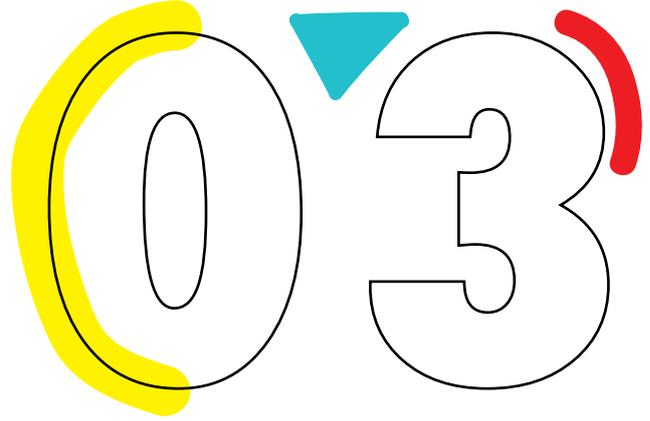
الاستوديو الخاص : و فيه يتم تشجيع الفنانين الذين لديهم خبرة تدريبية على إنشاء الاستوديو الخاص بهم.

استهدف المشروع الفنانين بمدينة الإسكندرية، و بعد أربع سنوات من العمل الشاق، حقق المشروع أهدافه بنشر الفكرة. فقد تم افتتاح ما يقارب عشر مساحات أخرى بالإسكندرية، متأثرة في ذلك بنموذج استوديو المدينة. خلال الأربعة أعوام الماضية من عمل الاستوديو، تم تنظيم ما يقارب مائة و سبعون حدثاً ثقافياً و فنياً، في استوديو المدينة و بعدد من المناطق الشعبية بالإسكندرية و بعض المدن، و تدريب ثلاثمائة و خمسين فناناً في الحكلي، و مسرح الشارع، و مسرح الريبورتاج، و التمثيل المسرحي، و السينما و صناعة الأفلام، و صناعة الحللي، بالإضافة إلى ورش مختلفة في الرقص. و قد شارك في هذا البرنامج مدربون من بلدان مختلفة (مصر، إيطاليا، المغرب، ألمانيا، هولندا، الولايات المتحدة، فرنسا). كما استضاف استوديو المدينة، بروفات، و ورش عمل، و عروض مسرحية، و اجتماعات، لما يقرب من 120 مجموعة فنية، و مبادرات مستقلة و مؤسساتية مختلفة بمجموع 7150 ساعة عمل.

واترككم مع بعض الشهادات التي أرسلها بعض من عملوا معنا. و تأتي أهمية هذه الشهادات في أنها جاءت بعد ثلاث سنوات من انتهاء المشروع، لتكتب عن آثاره و تحتفي بإنجازاته.



©ElMadina for digital and performing arts



ستوديو المدينة

حيث أن الفن و الثقافة هما القوة الناعمة للمقاومة السلمية و تحويل الصراع و المناصرة.

ما هو ستوديو المدينة ؟

استوديو المدينة هو مساحة من 400 م² في وسط مدينة الإسكندرية. تأسس في 2011، في مبنى تراثي له طابع معماري مميز. يحتوي الاستوديو على عدد من القاعات ذات الاستخدامات المتعددة. كان الهدف من المشروع هو حل مشكلة مساحات التدريب و الإنتاج و مساحات العرض البديلة و التشبيك، عن طريق نشر نموذج مبتكر، يعتمد في استراتيجيته الادارية على مجموعة صغيرة و طرق مرنة و تشاركية في الادارة -تشارك فيها الفئات المستفيدة- و قادر على الاستمرارية المالية باعتماده على الدخل الذي تدره أنشطة مختلفة.

يهدف مشروع الاستوديو إلى نشر الفنون الأدائية و الوسائط المتعددة للجمهور العريض، لتمكين المجموعات الشبابية من الإنتاج و الاستفادة لدعم الاقتصاد الثقافي ليقوم بدور محوري في التنمية المستدامة و حقوق الانسان والتغيير الاجتماعي.

و يتم ممارسة العديد من الأنشطة في قاعاته المختلفة، كالتدريب الفني (مسرح - رقص - فنون تشكيلية)، و التصوير، و ورش العمل المختلفة، و الاجتماعات، و المؤتمرات الصغيرة و المحاضرات، سواء كانت فنية أو لمبادرات شابة أو مؤسسات المجتمع المدني. كما يقدم الاستديو دعماً إدارياً و فنياً للمجموعات الشبابية و مؤسسات المجتمع المدني الناشئة و الفرق المستقلة. و يعد استوديو المدينة مساحة عمل جماعية و تفاعلية فهو يستضيف عدداً من المؤسسات و الأعمال الناشئة للشباب لمدة ستة أشهر. يعتمد الاستوديو على أسلوب مرن في برمجة و استضافة الأحداث، حيث يعطي الفرصة دائماً للمجموعات الأخرى للمشاركة في وضع البرنامج الشهري بأنفسهم.

بعد ثلاث سنوات من إغلاق مشروع (استوديو المدينة)، مازال هذا الاسم موجوداً بقوة في ذاكرة الفنانين، و المجتمع المدني، ليس في الاسكندرية فحسب، بل في مصر كلها. و الآن، و بعد سبع سنوات من بدء هذا المشروع، و مرور ثلاث سنوات على إغلاقه، تغير الواقع كثيراً، فقد انتشرت الفضاءات الفنية و الثقافية، باختلافها و تنوعها، حتى أصبح من الطبيعي إذا قابلت شخصاً جديداً يعمل في ميدان الفن أو الثقافة، أن تسأله عن مكتبته أو المساحة الفنية التي يعمل بها. بالطبع الوضع لم يكن كذلك قبل سبع سنوات، فلم يكن هناك أية مساحات خاصة بالثقافة، سوى شדרات هنا أو هناك، لكنها لم تمثل نموذجاً قابلاً للتطبيق و الانتشار. فكيف أصبح مشروع (استوديو المدينة) هو النموذج الأمثل؟ و لماذا نعتقد أنه تجربة ناجحة، و ممارسة غيرت الواقع الثقافي و الفني بشكل كبير؟ هذا يدفعنا إلى أن نعود إلى بداية القصة و التي كان لا بد من الانغماس الكامل في الوسط الفني و الثقافي و المدني من أجل إنجازها.

و هنا أتذكر ذلك الإرهاق النفسي و الذهني الذي صاحب هذه التجربة، لما تكشفه في الوسط الفني و الثقافي من عدم وعي مهني أو قدرة على التخطيط أو الإيمان بمستقبل قطاع الثقافة، و هو وسط أشبه بالمجتمع - مع بعض من الغرابة - يعاني بعضه من قلة التعليم و الثقافة، و الاندفاع في التقليد و التنافس غير المبرر، و يعرفون العمل الثقافي و الفني في مفهومه و ممارساته كما يعرفه العامة في أسوأ توقعاتهم، لكن الأحلام تولد لتكبر و تتمدد، ومع إتاحة الفرص و المعلومات و التدريب يظهر جيل من المهنيين يكون العمل الفني و الثقافي اختياراً واعياً بالنسبة لهم.

بدأت تجربة (استوديو المدينة) من ضمن خطة استراتيجية هدفها الترويج للفنون الأدائية و الرقمية في الاسكندرية و مصر، و خلق نوع جديد من الاقتصاد الثقافي، و تمكين الفنانين من مستقبلهم و حريتهم في إنتاج المعرفة دون انتظار لقرارات حكومية أو رأسمالية. و لعل فكرة تأسيس المساحات الفنية، و انتشارها الآن على نطاق واسع، لهي من المكتسبات القليلة الباقية من ثورات الربيع العربي. فالثقافة لديها القدرة على تحفيز التغيير،

012

شهادات



زين الدين، 11 سنة، تلميذ، الرمل، الإسكندرية
الثقافة بالنسبة لي هي الدين، التاريخ و العلوم، و هي مهمة لكي نستفيد من العلم و نعرف كذلك كيف نفيد البشرية. ليس لدي أي هواية فنية، و لكن أحب الغناء.



محروسة، 60 سنة ، مستشارة اللغة العربية، المنتزه، الإسكندرية
الثقافة تعني الإلمام ببعض الجوانب التقنية والرياضية والسياسية والاجتماعية. و هي مهمة لمواكبة تطور المجتمع. أنا لا أمارس أية أنشطة فنية، و لكن كانت لدي رغبة في التعرف على كيفية العزف على البيانو.



إبراهيم، 40 سنة، رسام معماري في مكتب تصميم، محرم بك، الإسكندرية
الثقافة بالنسبة لي هي مشاهدة الأفلام عندما يكون لدي الوقت. و تبقى الثقافة مهمة لأن المعرفة تكتسب من خلال الاطلاع. كنت دائما أتمنى أن أصبح مطربا ، و لكن اليوم أستمع إلى الأغاني فقط.

أحمد، 28 سنة، مدير شركة، الرمل، الإسكندرية

الثقافة بالنسبة لي هي الإلمام بالأشياء حسب الميولات الشخصية للفرد، و هي مهمة لأن على أساسها تتكون الخبرات والمعرفة. أحب الاستماع إلى الموسيقى، و لكن تبقى هوايتي المفضلة هي السفر و الترحال.



عصام، 47 سنة، حارس منزل، محافظة البحيرة

الثقافة بالنسبة لي هي معرفة كم من المعلومات المختلفة، و هي أمر مهم لتحسين حياة الناس و الاستفادة منها. ليس لدي أي ممارسات فنية ، و لكن اود ممارسة المبارزة بالسيف.

تلك الحرية هي التي تضمن ازدهار الفكر و قدرته على إحداث تغيير إيجابي في المجتمع¹⁸.

و لما كان التاريخ المصري الحديث يشهد بأن قاطرة الثقافة هي التي قادته نحو التقدم، فكلما كان الحراك الثقافي مؤثرا، و هاما، و مستقلا (قدر الإمكان) عن سيطرة الدولة، تقدمت الدولة و ازدهرت (مثال على ذلك فترة التنوير الثقافي في بدايات القرن العشرين التي صاحبت ثورة 1919). و كلما تقوّعت الثقافة، و ابتعدت عن المجتمع، و نامت في أحضان السلطة، و تراجع المثقفون عن قيادة الحراك المجتمعي، كلما تأخرت الدولة و تقيّقت. و مثال على ذلك هزيمة 1967 كنهاية لأحلام جيل الستينات الممثل لثقافة الدولة، أو التراجع الرهيب في المجتمع المصري الذي صاحب فترة حكم مبارك و وزير ثقافته فاروق حسني، و هو التراجع الذي أدى إلى ثورة يناير 2011.

و لهذا، فإن الثقافة هي المؤشر الأول على تقدم أو تأخر المجتمع، و إن كانت هذه هي العقيدة الواجب إتباعها فإننا لن نكون مخلصين لها إلا بالحرص على استقلالها و قوتها.

وفي هذا الأمر، و بعد أن استعرضنا أوجه كثيرة للمشكلات الثقافية المصرية الحاضرة، فإننا يمكن أن نضيف بعده توصيات عامة، نراها هامة في تحقيق استقلال الحركة الثقافية، و نمو عمل المؤسسات المدنية الأهلية، و بالتالي نمو و ازدهار المجتمع المصري :

- غرلة التشريعات المصرية المتعلقة بالحقوق الثقافية (مثل قانون الجمعيات الأهلية، و قانون التظاهر، وغيرها) من خلال حوار مجتمعي عام، يؤهلنا لإصدار تشريعات تحترم الثقافة، لا أن تعرقها أو تسيطر عليها¹⁹.
- العمل بقوة على دعم القطاع الأهلي المدني، و مؤسساته، و أفراده، و الحفاظ على استقلاله، و الحرص على مشاركته في وضع آليات للسياسة الثقافية في مصر.
- وضع آليات جديدة لرسم سياسة ثقافية واضحة، يشارك فيها كافة القطاعات الثقافية المؤثرة في البلاد.
- إعادة هيكلة وزارة الثقافة بما يؤهلها لتكون وزارة داعمة للإنتاج الثقافي، و ليست مسيطرة عليه.
- العمل على دعم حرية و قدرة الأفراد على ممارسة العمل الثقافي، و إنتاجه، و الحصول عليه بكل الوسائل الممكنة، و استغلال إمكانيات الدولة في تحقيق ذلك.



- الحرص على حصول المواطن المصري على حقوقه الثقافية بطريقة عادلة و سهلة و ميسرة.

التنمية الاقتصادية

تمثل المحددات الاقتصادية للمجتمع، إحدى أهم العوامل المؤثرة على الحراك الثقافي. بقدر ما يكون النمو الاقتصادي جيد بمجتمع ما، بقدر ما سيؤدي ذلك إلى مردود شديد الإيجابية على الحراك الثقافي. فالمجتمعات المستقرة اقتصاديا، و المحققة لمعدلات عالية من النمو الاقتصادي، و قدرا كبيرا من العدالة في توزيع الثروة، التي تعرف معدلات منخفضة من البطالة، هي مجتمعات قادرة على تحقيق أهدافها الثقافية و تشهد رُقيًا في المجالات الثقافية و الإبداعية. و لعل التاريخ شاهد على أن فترات الذروة في حياة الإمبراطوريات، و فترات الرخاء الاقتصادي، هي أعلى فترات الازدهار الفني و الأدبي و الإبداعي بشكل عام.

وقد عانت مصر، بعد ثورة 25 يناير 2011، من فترات تخبط كثيرة، شهدت تراجعًا كبيرًا في معدلات النمو الاقتصادي. و لعل القرارات الأخيرة بالاعتماد على قروض صندوق النقد، و بالتالي الخضوع لشروطه المريرة (خفض للدعم و تعويم للجنيه المصري)، ألقت بظلالها الكثيرة على المواطن و زادت معاناته، وهو الوضع الذي يعده بشكل كبير عن الاهتمام بالقضايا الثقافية، و يراها في الدرجة الأخيرة من أولوياته.

ولعل انخفاض معدلات النمو الاقتصادي، و الغرق في الديون، و ازدياد معدلات البطالة، يلقي بأعبائه أيضا على مؤسسات المجتمع المدني، التي أصبحت تعاني على المستوى الاقتصادي، مما يحجم حركتها و نشاطها، في الوقت الذي يتجه فيه الاقتصاد الرأسمالي إلى مزيد من تراكم الثروة في أيدي مؤسسات مدنية أخرى، تتلقى سيلا من الإعانات المادية، الناتجة عن فوائض رأسمالية، رغبة في التطهر الديني، و موجهة مليارات من الجنيهات نحو تلك المؤسسات التي تعمل في المجالات الإنسانية و الدينية لدى المجتمع، و هذا التناقض الدائم المصاحب للنمو الرأسمالي الطفيلي، هو ظاهرة واضحة في المجتمعات المتدنية اقتصاديا التي تعرف فوائض رأسمالية ضخمة و تدني في المستوى المعيشي اليومي للمواطن.

و هكذا، فإن النمو الثقافي الذي هو المعيار الأساسي لتقدم الدول، يصبح هو الخيار الأخير، و الغير المجدي، عند الرأسمالية الجديدة. و بينما يتم صرف المليارات على مشاريع دعائية غير مجدية، نجد تراجعا حادا في ميزانيات التعليم و الثقافة. و بينما تفتح الدولة صدرها للمؤسسات التي تعمل في المجالات الخيرية الدعائية، يتم على الوجه الآخر، مواجهة بوليسية و قضائية للمؤسسات المدنية التي تعمل في المجالات الثقافية.

لماذا الثقافة هي الحل ؟

تعددت المؤتمرات الداعية إلى الاهتمام بمستقبل الثقافة في مصر، و أهميتها في الحراك المجتمعي، خاصة بعد ثورة 25 يناير 2011، و التغييرات الحادة التي أحدثتها في المجتمع، و الثقة التي نشرتها في إمكانية التغيير¹⁷. و قد أجمع صفة مفكري مصر على أهمية الثقافة كحل لمشاكل المجتمع المصري. غير أن "حرية الإبداع تتحقق باستقلال المثقف عن سلطة الدولة، و استقلال الثقافة عن كل أشكال الضغط السلطوي أو المجتمعي، و إن



الجنسانية

بما أن الجنسانية قضية عامة وكبيرة، فإننا سنقتصر في حديثنا هنا، على قضية المرأة، و حقوقها، لأنها القضية الأكثر اهتماما و طرحا في المجتمع المصري.

لا شك أن القضية النسائية، حققت الآن، انتصارات كثيرة، و مهمة في الواقع المصري. حيث تطور الاهتمام بقضايا المرأة تطورا هاما و حققت تقدما كبيرا، على مستوى الوعي، و الفهم، و التحقق. فالحركة النسائية بمصر، هي حركة عريقة، يرجع تاريخ بداياتها إلى أوائل القرن العشرين. لكن المجتمع المصري - مثله في ذلك مثل مجتمعات الشرق - مازال محملا بعبء ثقيل من العادات، و التقاليد، و الأخلاق، و الموروثات، التي تحط كثيرا من شأن المرأة، خاصة في المناطق غير الحضرية، مثل الريف و الصعيد. لقد مر أكثر من ستين عاما على تولي المرأة المصرية منصب وزيرة، إلا أننا نسلم في هذه الأيام أمورا غريبة؛ مثل مطالبة أحد نواب البرلمان بإجراء كشف عذرية للطالبات الجامعيات، أو المطالبة ببقاء المرأة في منزلها على أن تحصل على نصف أجرها، إلى غير ذلك من المطالبات المتخلفة، التي تثبت أنه مازال أمانا شوط طويل علينا أن نجتازه كي تصبح سلطة المرأة معادلة لسلطة الرجل بالمجتمع المصري.

المواطنة

علاقة الإنسان بوطنه، و انتمائه إليه، و ماله من حقوق، و ما عليه من التزامات، هو ما يحدد عمليا مفهوم المواطنة، فهو المعيار الأهم في مجتمع متقدم و متطور. فالدول التي تعتني بمواطنيها، هي التي تضع معايير احترام المواطن في مقدمة اهتماماتها. و في مسألة علاقة المواطنة بالسياسة الثقافية للدولة، هناك عدة نقاط نوجزها في الآتي:

الحق في ممارسة الخدمة الثقافية : ففي أي دولة تحترم مواطنيها، يكون للمواطن الحق في أن يمارس الثقافة، بحرية، و كفاءة، و عدالة. و دور الدولة أن تساعده في ذلك، و تحرص على إزالة أي عوائق قد تؤدي إلى حرمان هذا المواطن من هذا الحق.

الحق في إنتاج الخدمة الثقافية : للمواطن حقه في أن ينتج خدمة ثقافية، سواء بماله، أو بمساهمته غيره، و بالشكل الذي يراه، دون تدخل من الدولة، و في إطار احترام القوانين المعمول بها. و عندما لا يستطيع المواطن ممارسة هذا الحق، فهناك بالضرورة خلل في السياسات الثقافية.

الحق في الحصول على الخدمة الثقافية : و هو ما يفترض وجود خطة محددة للخدمات الثقافية، و كيفية حصول المواطن عليها بصورة كاملة و حقيقية و متساوية.

و هكذا، فإن التنمية الاجتماعية (التنوع الثقافي، الجنسانية، و المواطنة) هي ركن هام من أركان السياسة الثقافية، و في هذا الإطار فإننا يمكن أن نوصي بالآتي:

- احترام التنوع الثقافي، و العمل على إدراج، أسس، و ثقافات، و تاريخ الأقليات الثقافية بمصر، في مناهج التربية و التعليم.
- الاهتمام بالحفاظ على التراث القومي للأقليات الثقافية المصرية، و تعريف الجمهور العام بهذا التراث.
- احترام تعليم اللغات المحلية، مثل النوبية و الأمازيغية، و إدراجها في المناهج التعليمية المحلية.
- مكافحة كافة أشكال التمييز ضد المرأة، خاصة في الريف و الصعيد.



بحصانة جنسياتهم، واجه نشطاء مصريون أحكاماً جنائية بالسجن، بتهمة تلقي تمويل أجنبية، و قد صدر قانون الجمعيات الأهلية الأخير للسيطرة على مصادر التمويل الأجنبية. و على الرغم من أن التمويلات الأجنبية لا يمكن أن تمر إلا عبر الدولة، إلا أن سيف التخوين يظل مسلطاً على رقبة المجتمع المدني.

إن التنمية البشرية بجناحيها، التعليم والحريات العامة، هي معيار و فيصل أي سياسة ثقافية حقيقية. و بقدر تأخر الدولة عن تحقيق ذلك، بقدر تأخرها عن تحقيق نمو ثقافي حقيقي. وفي هذا الإطار يمكن أن نوصي بالمقترحات التالية:

- تنفيذ المبادئ العامة الخاصة بالتعليم الواردة في الدستور المصري، خاصة تخصيص نسبة من الإنفاق الحكومي لا تقل عن 4% من الناتج القومي.

- وضع الثقافة العامة، و الإبداع الأدبي والفني، كركن أساسي ضمن مناهج التعليم العامة.

- إعداد سياسة شاملة، لتطوير مناهج التعليم والتعليم العالي، خاصة فيما يتعلق بالشأن الثقافي و ضرورة تخصيص وقت معقول من العملية التعليمية للنشاط الثقافي، عن طريق تعيين عاملين ثقافيين متخصصين، و ذلك من خلال إنشاء معهد تدريبي متخصص في العمل الثقافي¹⁵.

التنمية الاجتماعية



التنوع الثقافي

يعد المجتمع المصري من المجتمعات المكونة من هويات ثقافية متعددة، ما بين بدوية، و نوبية، و أمازيغية، و بجاوية، والتي تمثل روافد للحضارة المصرية، وهي كلها تمثل الحمولة الثقافية المصرية التي تعبر عن نفسها بشكل تلقائي، من خلال المعايير المجتمعية التي تعبر عن التنوع في إطار وحدة طبيعية، دون أن تصهر أو تذيب التنوع الخلاق لمكونات المجتمع، بل تترى، بالتفاعل فيما بينها، تلك الوحدة التي تشكل الحمولة الموحدة للمجتمع. و قد حرص دستور 2012، على تأكيد التنوع الثقافي في المجتمع المصري، و ضرورة احترامه. فهذا الدستور ينص في (المادة 47) على أن "تلتزم الدولة بالحفاظ على الهوية الثقافية المصرية و بروافدها الحضارية المتنوعة"¹⁶. لكن هل هذا يكفي لاحترام الأقليات الثقافية المصرية ؟ في الحقيقة يجب أن نضع أيدينا على مشكلتين هامتين في هذا الموضوع :

- عدم المعرفة و التجاهل: يبدو أن كثيرا من المصريين يجهلون تماما الجذور الثقافية المكونة للمجتمع المصري. و عدم المعرفة هذا يأتي من أن مناهج التعليم المصرية لا تحتوي على أي ذكر يهم هذه الجذور و تاريخها، و يتم تجاهل ذلك درءاً للمشاكل. و لذا يبقى أبناء هذه الأقليات يعانون من التهميش و التجاهل و النكران، و حتى النخبة المثقفة تبقى - في أغلبها - حريصة على هذا التجاهل و النكران.

- التخوين و التشكيك : عندما تنادي بحقوق نوبية، أو أمازيغية، أو بدوية، فأنت على الفور خائن، و من أنصار الدعاوى الانفصالية، و متهم بتفكيك الوطن. و مصر التي عاشت تاريخها كله محتفظة بقوام الدولة المتناسك، يصبح فيها التعاطف مع قضية الأقليات، دعوة للانفصال، و تهديداً لأمن الوطن. هكذا يتم التعتيم على مشاكل الحموية الثقافية الوطنية.

مدرسين، و يدرسون بالفعل في بعض الأحيان في العراء، و يتكدس في الفصل الواحد أكثر من مئة طفل، لا يتلقون أي قدر من التعليم، و يحصلون على شهادات بالغش و التدليس، و يتكون التعليم الإلزامي - لو أمهه - وهم لا يعرفون كيف يكتبون أسماءهم، وهم أعداد يتم خصمها - زوراً - من نسبة الأمية في مصر. و من يتجاوز ذلك و يصل إلى التعليم الجامعي، سيجد جامعات مصرية تستقبل أعداداً متزايدة كل عام من طلاب اجتازوا امتحانات عشوائية، و دفع بهم تنسيق أعمى إلى جامعات محتشمة. و لعل أهم الأسباب التي جعلت الجامعات المصرية تتذلل قوائم أفضل الجامعات في العالم لهو غياب البحث العلمي. فالتدريس الجامعي مازال يعتمد على التلقين، بدل إتاحة الفرصة للطالب للبحث. و كيف نتاح له هذه الفرصة و دكاترة الجامعات أنفسهم يدرسون مناهج تعليمية عقيمة ناتجة عن دراسات و أبحاث منقولة في أغلبها من رسائل و دراسات سابقة. و لهذا فإن الخريج الجامعي المصري له، في النسبة الغالبة، رصيد يُضاف إلى الأمية التعليمية. فكيف بدولة هذا هو حال تعليمها أن تدعي أن هناك أملاً في تنمية بشرية على سياسة ثقافية غير موجودة؟

الحرية العامة

يؤكد الإعلان العالمي لحقوق الإنسان في مادته رقم (27) على أن "لكل شخص حق المشاركة الحرة في حياة المجتمع الثقافية، و في الاستمتاع بالفنون، و الإسهام في التقدم العلمي و في الفوائد التي تنجم عنه." وهو ما يؤكد على أهمية الديمقراطية و الحرية العامة في تطور المجتمع و دور الثقافة في ذلك. و الواقع أن الحياة الثقافية، لا تنمو أو تزدهر في مجتمع ما، دون وجود قدر كافي من الحرية و الديمقراطية. غير أن النظام الحاكم في مصر، سعى إلى جعل الثقافة في خدمة السلطة السياسية، و احتكار كل عمليات الإنتاج و التوزيع الثقافي، و هو ما ظهر جلياً في صراع الدولة مع المؤسسات و الأنشطة الثقافية المستقلة. فالدولة المسيطرة لا تخشى إلا كل ما يخرج عن سيطرتها، تحت أي دعوى، فالثقافة هنا ليست وسيلة لتطور المجتمع، بقدر ما هي وسيلة للسيطرة عليه. و لذلك سعت الدولة إلى استقطاب المجتمع المدني الأهلي تحت عباؤها، و تمثل ذلك في عدة مظاهر: **التضييق بالتشريعات المسيطرة** : وقد رأينا ذلك في صراع المجتمع المدني ضد تلك التشريعات التي وضعتها الدولة، و التي كان الهدف منها ليس تنظيم العمل الثقافي، بل السيطرة عليه، بدءاً من قانون الجمعيات الأهلية، مروراً بقانون 84 لسنة 2002 المنظم لعمل الجمعيات و المؤسسات الأهلية، إلى القانون الجمعيات الأخير، الذي صدر هذا العام 2017 ضد رغبة أغلب العاملين في المجتمع المدني.

السيطرة الأمنية على عمل المجتمع المدني : عرفت مصر قبل ثورة 25 يناير 2011، تدخل السلطات الأمنية في العمل المدني الأهلي، حيث موافقة الجهات الأمنية، ممثلة في مباحث امن الدولة، هي الشرط الأساسي لتكوين الجمعيات، على الرغم من عدم قانونية ذلك. وهذا الأمر شهد انفراجة بسيطة بعد ثورة 25 يناير 2011، إلا أن الأمور عادت مرة أخرى إلى سابق عهدها، بل و صار منع الأنشطة الثقافية (غلق مكاتب و مقرات الجمعيات الأهلية، أو منع مهرجانات عامة، مثل الفن ميدان، أو القبض على نشطاء الحركة الثقافية) من الأشياء الاعتيادية التي نسمع عنها كل يوم. **التضييق على مصادر التمويل الخارجي** : في الفترة الأخيرة جرت حملة شرسة على المنظمات الأجنبية التي تعمل على تمويل أنشطة العمل المدني الأهلي، و تم إغلاق عدد كبير منها، و القبض على عدد من أفرادها و تحويلهم لمحاكمات جنائية. و بينما أفلت الأجانب من الأحكام القضائية

يحظى بالنصيب العادي و التقليدي من التعليم، و الفرص الأكبر في التعليم الجامعي، مقابل مصاريف دراسية أكبر. ثم الطبقة الأعلى من التعليم الخاص الذي توفره مدارس الصفوة، و هؤلاء يحظون بالنصيب الأكبر من الكعكة التعليمية، مقابل مصروفات دراسية باهظة، هذا غير الدروس الخصوصية التي صارت بديلاً حقيقياً عن المدرسة و المدرس. و هكذا فإن من لا يملك القدرة على دفع مصاريف تعليمه فلن يحظى بالقدر الأدنى من التعليم¹⁴، و كل عام يزداد عدد المتسربين من التعليم الإلزامي قبل تمامه، و هو التعليم المجاني المفروض الذي توفره الدولة لجميع المواطنين، و يلتزم المواطن بتحصيله و إلا يعاقب قانونياً علي ذلك. و التعليم الإلزامي في مصر يشمل الدراسة الابتدائية لمدة 6 سنوات، و التعليم الإعدادي لمدة 3 سنوات.

في هذا التعليم يدخل فقراء هذا الوطن مدارس بلا مقاعد، أو فصول، أو



للثقافة. لقد وضع هذا الدستور في فترة حكم الإخوان المسلمين القصيرة لمصر، و كان استمرارا طبيعيا لانعدام الاهتمام الرسمي بالسياسات الثقافية. فهل تغير الأمر مع صدور دستور 2014؟

مصر الحالية و الوضع الثقافي في دستور 2014

إن القارئ لدستور 2014 المعمول به الآن في مصر، يجد تطورا "حقيقيا" في نظرتة للثقافة والتعليم. فالدستور اهتم بالمسألة التعليمية و أفرد لها سبع مواد، من (المادة 19) حتى (المادة 25)، و لعل أهم تلك المواد هي (المادة 19) التي جاء في نصها: "تلتزم الدولة بتخصيص نسبة من الإنفاق الحكومي للتعليم لا تقل عن 4% من الناتج القومي الإجمالي تتصاعد تدريجيا" حتى تتفق مع المعدلات العالمية⁹. و هي المرة الأولى التي ينص فيها الدستور صراحة على تخصيص نسبة من الموازنة العامة للتعليم، و يعكس اهتمام الدولة بالمسألة التعليمية و تطورها.

و على الرغم من رغبة عموم المثقفين و ضغظهم لتخصيص نسبة من الموازنة العامة للثقافة، لا تقل عن 1.5%، إلا أن دستور 2014 جاء خاليا من النص على ذلك، لكن الوضع الثقافي في الدستور اختلف عما سبقه. إذ تم تقسيم الباب الثاني من الدستور، المعنون ب"المقومات الأساسية للمجتمع"، إلى ثلاثة فصول هي: "المقومات الاجتماعية"، و"المقومات الاقتصادية"، و"المقومات الثقافية".

و هكذا، و لأول مرة في تاريخ الدساتير المصرية، يفرد فصلا مستقلا للثقافة تحت عنوان "المقومات الثقافية"⁹، يحتوي على أربع مواد من (المادة 47) إلى (المادة 50). بالإضافة إلى ذلك جاءت (المادة 67) لتنص على "حرية الإبداع الفني و الأدبي مكفولة"¹⁰، و (المادة 75) التي نصت على أن "للمواطنين حق تكوين الجمعيات و المؤسسات الأهلية على أساس ديمقراطي"¹¹. وهذه هي المرة الأولى التي تلتفت فيها الدساتير المصرية إلى حرية تأسيس الجمعيات الأهلية، و أهمية وجود المجتمع المدني الأهلي. لكن نصوص الدستور تبقى بلا جدوى مالم يصاحبها احترام لها، و تنفيذ لمبادئها. فهل صاحب هذا التطور الدستوري واقعا "جديدا" في السياسات الثقافية المصرية فيما بعد صدور دستور 2014 ؟

التنمية البشرية

يحظى أي مجتمع بفرصة للتطور، بقدر ما تتيح سياسته الثقافية لأفراده من العيش في حرية والتعبير عن نفسه بكافة الوسائل القانونية المتاحة، فيخلق المجتمع جوا مهيا للإبداع و التطور، وهذا الأمر ينعكس على شيئين أساسيين هما السياسة التعليمية والحريات العامة.

السياسة التعليمية

المجتمعات الحريصة على نموها و تطورها، تعطي التعليم الاهتمام الأول، فتعليم جيد يعطيك مجتمعا مزدهرا و متقدما. وقد حظى التعليم -ولأول مرة- باهتمام خاص في دستور 2014، حيث أفرد له، كما سبق و أن أوردنا، سبع مواد. لكن و كالعادة، فإن تلك النصوص و المواد تصبح حبرا على ورق، و بلا فائدة، و يتم إهمالها تماما، فزرى الدولة تسير في سياستها التعليمية بلا خطة تقريبا، و ينعكس ذلك عن العشوائية في القرارات. فبينما يتم استحداث وزارة للتعليم الفني، الذي خصه الدستور في (المادة

20) التي نصت على التزام الدولة "بتشجيع التعليم الفني و التقني و التدريب المهني و تطويره"¹²، نجد أن هذه الوزارة لم تستمر لأكثر من سنة، ثم ألغيت و ضمت مرة أخرى لوزارة التربية و التعليم، بدون أي تبرير أو تفسير لهذا! و وزارة التربية و التعليم هي الأخرى عانت كثيرا من التخبط و الإهمال، و صارت أزمات مثل الأبنية التعليمية (المدارس)، و المناهج، و الثانوية العامة، و الغش الجماعي، و تسريب الامتحانات، أزمات روتينية متكررة عصبية على الحل و كأنها قدر لا يمكن الفرار منه. و لعل ما تم إثارته مؤخرا، عن إلغاء تدريس ثورة 25 يناير 2011، و 30 يونيو، من مناهج التاريخ¹³، لهي من أبرز الأمثلة على التخبط و العشوائية، فالقرار بتغيير المناهج يأتي بصورة مفاجئة و بدون شرح أو تفسير للأسباب. و قد أدت السياسة التعليمية العشوائية إلى تقسيم خريجي المدارس المصرية إلى ثلاثة أقسام. الأول هم خريجو المدارس الحكومية وهي الفئة الأدنى و الأقل حظا و الأكثر عددا. ثم المدارس التجريبية، و هم القسم الأوسط الذي



و قد كانت المبادرات الفردية وقتها، هي التي حملت ما يمكن أن نسميه "السياسات الثقافية المصرية"، و كان أبرز روادها الدكتور طه حسين، و مفكرين كبار من أمثال سلامة موسى، وشليبي شميل، و شيوخ مستنيرين من أمثال الإمام محمد عبده. لكن ما طرحه الدكتور طه حسين كان الأبرز، حيث تولى وزارة المعارف في حكومة النحاس باشا، و هي الوزارة التي يمكن أن نقول عنها المسؤولة تقريبا عن الحالة الثقافية لمصر.

الداستير المصرية و السياسة الثقافية

الداستير هي مجموعة القواعد القانونية الأساسية التي تبين شكل الدولة، و نظام الحكم فيها، و مدى سلطتها إزاء الأفراد، و حقوق المواطنين لديها. و قد عرفت مصر الداستير لأول مرة في 7 فبراير 1882، و هو الدستور الذي ألغاه الاحتلال الانجليزي فيما بعد. و في قراءة سريعة لأهم هذه الداستير، و موقفها من فكرة الثقافة، نجد أن دستور أبريل 1923 لم يهتم إطلاقا بهذه المسألة، فضلا عن وضع سياسة لها، ففي موادها المائة و تسعة و ستين²، لم يأت ذكر كلمة "ثقافة" أو ما يمكن أن يدور حول هذا المعنى.

أما في دستور 1971 الصادر في 11 سبتمبر 1971، و المكون من 6 أبواب و 193 مادة، و الذي يعتبر من أهم الداستير الصادرة بعد ثورة يونيو 1952، و أكثر الداستير المصرية بقاء، إذ استمر منذ صدوره عام 1971 حتى إلغائه عام 2012، فلم تكن الثقافة لتشغل حيزا هاما منه، فلا نجد ذكرا لها إلا مادتين فقط، هما (المادة 16) التي نصت على أن "تكفل الدولة الخدمات الثقافية و الاجتماعية و الصحية"³ و (المادة 49) التي نصت على أن "تكفل الدولة للمواطنين حرية البحث العلمي و الإبداع الأدبي و الفني و الثقافي"⁴.

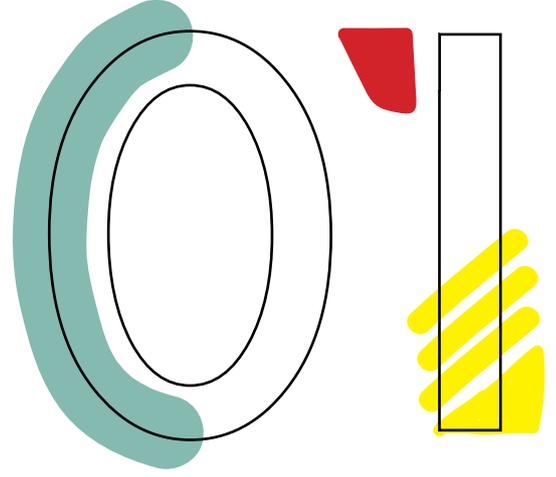
وبعد ثورة يناير 2011 صدر دستوران، الأول صدر في نوفمبر 2012، و فيه لم يتغير الأمر كثيرا عن دستور 1971، حيث لم يجر ذكر الثقافة إلا في مادتين فقط، و مادة أخرى تدور حول معنى الثقافة، المادة الأولى هي (المادة 12) التي نصت على أن "تحمي الدولة المقومات الثقافية و الحضارية و اللغوية للمجتمع"⁵، و الثانية هي (المادة 46) التي نصت على أن "حرية الإبداع بأشكاله حق لكل مواطن، و تتخذ الدولة التدابير اللازمة للحفاظ على التراث الثقافي الوطني و تعمل على نشر الخدمات الثقافية"⁶. و أما المادة الأخيرة التي تحدثت عن الثقافة، هي (المادة 213)، التي جاءت تحت عنوان "الهيئة العليا لحفظ التراث"، و التي نصت على أن "تعنى الهيئة العليا لحفظ التراث بتنظيم وسائل حماية التراث الحضاري و العمراني و الثقافي المصري"⁷.

وهكذا نجد أن الأمور لم تتغير تقريبا طيلة أربعين سنة مرت، من صدور دستور 1971 حتى دستور 2012. و قد جاء ذكر "الثقافة" بنفس الألفاظ تقريبا و بنفس المعنى، مما يدل على أن الدولة لم تكن تضع في حسابها ما نسميه "السياسات الثقافية"، و لم تكن تعنى بالثقافة إلا بكونها حق ضمن حقوق الإنسان العامة و المجردة، وهو الأمر الذي يبدو غريبا على الدستوريين. فالأول جاء بعد انتهاء حقبة الستينات حاملا رياح الحرية (المزغومة) لمصر، و قد جاء بعد أن اعتمدت الدولة السيطرة على الأمور الثقافية كسياسة لها، و ظهرت وزارة معنية بالثقافة و هي وزارة الثقافة التي جاءت امتدادا لما سمته الثورة "وزارة الإرشاد القومي". و قد تولى وزارة الثقافة في حقبة الستينات واحد من أهم رجالات الثقافة في مصر، و

هو الوزير "ثروت عكاشه" الذي أحدث طفرة في الأداء الثقافي الحكومي و أنشأ (الثقافة الجماهيرية) التي كانت معنية بإيصال الثقافة إلى الجماهير العريضة في أرجاء مصر.

وعلى الرغم من هذه الحالة المتوهجة للحالة الثقافية التي كانت تبدو في مصر في ستينات القرن الماضي، إلا أن أول دستور مصري صدر بعد ذلك لم يعنى تماما بوضع أي أسس لصناعة سياسة ثقافية، و قد يفسر ذلك أن السلطة الحاكمة لم تكن تهتم بالثقافة إلا كأحد عوامل سيطرتها على الأفراد، حيث حاولت استيعاب المثقفين داخلها، لكي يكونوا صوتها، و المعبرين عنها، و الموجهين للجماهير، كما أن السلطة الحاكمة ما كانت لتضع سياسة عامة للثقافة إلا للحفاظ على وجودها و سيطرتها على الجماهير. و لذلك ما إن انتهى زخم البدايات في ستينات القرن الماضي حتى انهار الأمر تماما.

وقد ظهرت في ثمانينات القرن الماضي، محاولة أخرى لصناعة هذا الوهج الثقافي الزائف عندما تولى الوزير فاروق حسني وزارة الثقافة، و الذي يعتبر أكثر وزراء الثقافة بقاء، حيث استمر حوالي 25 سنة إلى أن أقيمت مع ثورة 25 يناير 2011. و مع أن الظروف و العوامل المحيطة بالواقع الثقافي قد اختلفت بعد مرور حوالي 20 سنة على الطفرة الثقافية في الستينات، و أهم تلك العوامل هو الظهور القوي للثقافة المستقلة التي رأت أن الحل في الحركة بعيدا عن سيطرة الدولة، و قد بدأت أولى بشائر تلك الحركة المستقلة في سبعينات القرن الماضي مع ظهور ما يسمى وقتها بـ "مجلات الماستر"، و هي مجلات أدبية/ثقافية ظهرت بإمكانيات بسيطة جدا، لكنها كانت تعبر عن وجهة نظر أخرى، قد لا تكون في الغالب ضد وجهة نظر الدولة، لكنها كانت على هامش الدولة. و أدت تلك الظاهرة إلى عودة الجماعات الأدبية المستقلة، و سينما الشباب، و حركة الفرق الموسيقية الشبابية. و كانت حركة المجتمع المدني الأهلي قد أصبحت دافعا لا يمكن التغاضي عنه، و هذا الواقع كان يمكن أن يكون عاملا هاما في التأثير على تكوين واقع ثقافي رسمي مصري، لولا أن الدولة لم تتبنى من جديد نفس المنطق و نفس العقلية، أي السيطرة على المثقفين و قمع الحركات المستقلة، لذلك كانت تجربة فاروق حسني في الثقافة تجربة مريرة. ففي الظاهر وعلى السطح أحدث الرجل نموا "هائلا" في النشاط الثقافي المصري، لكن في العمق كان الاتجاه نحو تأميم الثقافة، و مواجهة ظاهرة الثقافة المستقلة، التي رأت فيها الدولة الخطر الأكبر عليها. و بدلا من إعطاء المجتمع المدني فرصة العمل، بدأت المحاولات للسيطرة، عن طريق القوانين المقيدة، و التضييق الأمني، و ابتكر فاروق حسني نظرية (خطرة المثقفين) التي ترى ضرورة عمل المثقف مع الدولة و من خلال الدولة ولصالح الدولة. لذلك انتهت تلك الحقبة مع ثورة 25 يناير 2011 على واقع مرير للثقافة المصرية، و تراجع هائل للمستوى الثقافي، و ترهل في آليات الدولة الثقافية، منح و جوائز موجهة من طرف الدولة، و مهرجانات ضخمة بلا نتائج حقيقية، و انتشار واسع لأفكار التطرف و الإرهاب، و ظواهر اجتماعية جديدة ظهرت فجأة كبذور مرضية سريعة الانتشار، مثل التحرش و الغش الجماعي، مع انهيار للمستوى التعليمي الذي لم يعد يحتوي على مناهج تثقيفية و لو على المستوى الأدنى. غير أن الدولة لو اهتمت باستثمار المناخ الثقافي المتختر، و صعود المجتمع المدني الأهلي لتغير الوضع الثقافي المصري تماما في تلك الحقبة. و من الأمور الغريبة مجيء دستور 2012، الذي وضع بعد ثورة 25 يناير، بنفس العقلية و النظرة الرسمية



وضع السياسات الثقافية في مصر

ماهر شريف

الثقافة حق لكل مواطن، تكفله الدولة وتلتزم بدعمه وبإتاحة المواد الثقافية بجميع أنواعها لمختلف فئات الشعب، دون تمييز بسبب القدرة المالية أو الموقع الجغرافي أو غير ذلك.

المادة (47) - الفصل الثالث - الباب الثاني من دستور 2014 المصري

مقدمة

يسمى "السياسات الثقافية"، أو الأطراف العامة و الأهداف التي تلتزم بها الدولة، و كل الفاعلين الثقافيين، من أجل دعم و تعزيز المجال الثقافي. فالسياسة الثقافية هي مجمل الخطط، و الأفعال، و الممارسات التي تهدف إلى سد الحاجيات الثقافية لبلد أو مجتمع ما.

في المجتمعات التي تشهد تطورا و نموا في عمل المجتمع المدني، فإن وضع تلك السياسات الثقافية، و تطويرها، يكون بالمشاركة بين المجتمع المدني و الدولة، حيث تحرص هذه الأخيرة على فتح المجال و إتاحة السبل أمام مؤسساتها المدنية، و أفرادها، من أجل العمل معا على وضع و تنفيذ تلك السياسات.

السياسات الثقافية في مصر

لم تعتمد مصر أبدا سياسة ثقافية واضحة، و هي التي عرفت منذ بدايات القرن التاسع عشر ميلادي، بناء ما يسمى الدولة المدنية الحديثة؛ و ذلك مع بزوغ عصر محمد علي باشا الذي أراد بناء دولة حديثة تضاهي الدول الأوروبية التي كان مغرما بها، خاصة فرنسا، فاعتمد إرسال بعثات تعليمية إلى أوروبا. و منذ ذلك الحين، بدأت بوكر النهضة الفكرية في مصر، و التي حملتها طبقة من المثقفين و شيوخ الأزهر الشريف، و كانت ذروة ذلك في حركة التنوير المصرية في أوائل القرن العشرين.

تعد كلمة (ثقافة) من أكثر الكلمات تعقيدا، وهذا المصطلح يدل على مفهوم حديث نوعا ما. مصطلح (الثقافة أو الحضارة)، بحسب ما يرى عالم الأنثروبولوجيا "إدوارد تايلور" عام 1871، يؤخذ بمعناه الأثولوجيا الواسع، فهي أي الثقافة- ذلك الكل المركب الذي يشمل المعرفة، و المعتقدات، و الفن، و الأخلاق، و القانون، و الأعراف، و العادات الأخرى التي يكتسبها الإنسان بوصفه عضوا في المجتمع!

الثقافة في تعريف منظمة اليونسكو هي "جميع السمات الروحية، و المادية، و الفكرية، و العاطفية التي تميز مجتمعا بعينه أو فئة اجتماعية بعينها، و تشمل الفنون، و الآداب، و طوائف الحياة، كما تشمل الحقوق الأساسية للإنسان، و نظم القيم، و التقاليد، و المعتقدات. و الثقافة هي التي تمنح الإنسان قدرته على التفكير في ذاته، و تجعل منه كائناً يتميز بالإنسانية المتمثلة بالعقلانية، و القدرة على النقد، و الالتزام الأخلاقي، و عن طريقها يهتدي إلى القيم، و يمارس الاختيار، و هي وسيلة الإنسان للتعبير عن نفسه، و التعرف على ذاته كمشروع غير مكتمل و إعادة النظر في إنجازاته، و البحث عن مدلولات جديدة و إبداع أعمال يتفوق فيها على نفسه".

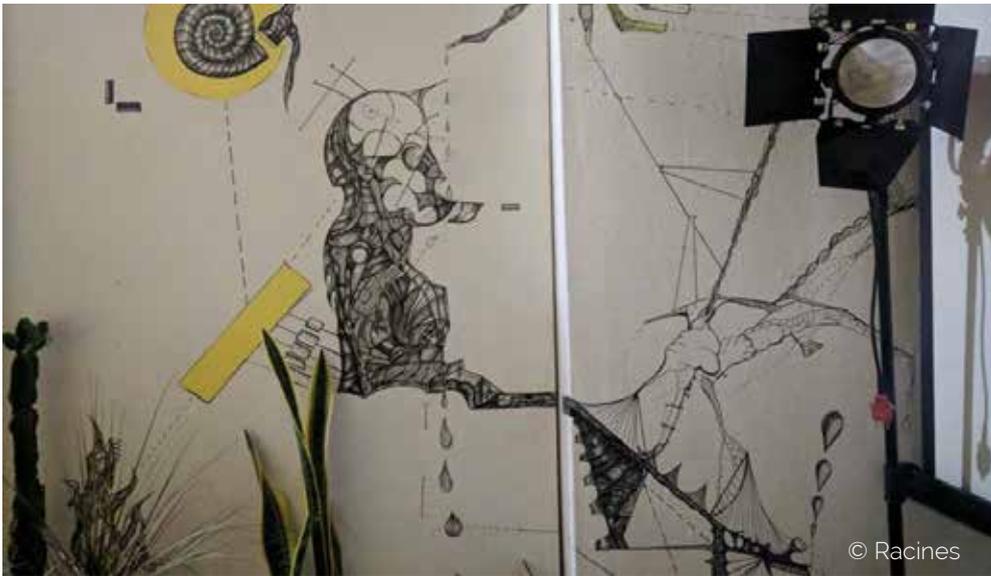
و منه فإن الثقافة هي من يحدد تطور أي مجتمع أو تخلفه، وهي التي تحافظ على الإنسان اجتماعيا و سياسيا. لهذا تحرص الدول على وضع ما

مصر

127	وضع السياسات الثقافية في مصر
119	شهادات
118	ستوديو المدينة

أنشئت مؤسسة المدينة عام 2000 بالأسكندرية. وتعمل على تعزيز الفنون والثقافة ودعم الفنانين والمبادرات الشبابية من خلال التدريب والإنتاج وإدارة الفضاءات الثقافية.





مرّ أسبوع واحد كنت قد قرّرت خلاله أن لا أعلن أي شيء إلى أعضاء الجمعية الآخرين قبل توقيع العقد. وخلال أيام، اتصلت بالمالك عدّة مرّات، دون أيّ جواب من طرفه. كان حلمي قد بدأ في الانهيار أمام أعيني، غير أنّي لم أستسلم.

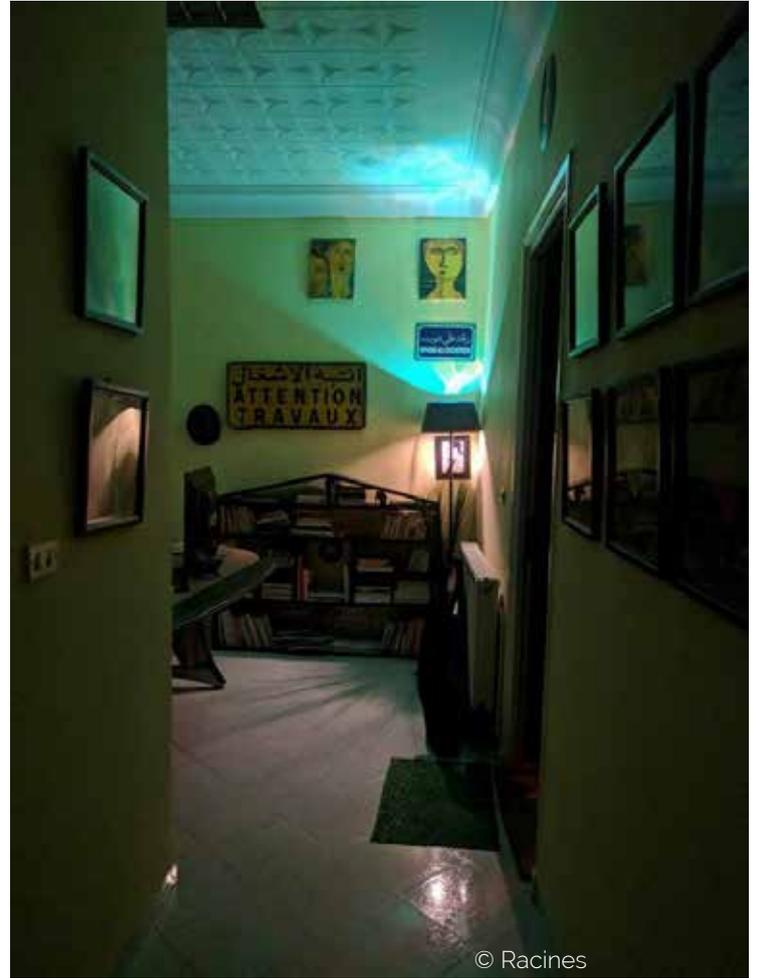
واصلت التنقيب في الإعلانات، وزيارة الشقق، غير أنه لم تنل إعجابي أية واحدة. عاودت التفكير في ال36، شارع 18 جانفي، وفي صديقة مصريّة التي تقول أثناء تكوين للزملاء في التسيير الثقافي: "يجب دائما المحاولة حتّى سماع كلمة "لا" قاطعة".

تردّدت كثيرا قبل أن أرجع إلى الفضاء دون إعلام. طرقت الباب و ما إن فتح لي، دون تقديم ولا تردد، وأنا مبتسم، قلت له: "أهلا السيد كريم ! ها أنذا مرة أخرى ! انتظرت أسبوعا واحدا. أرغب في الحصول على هذا الفضاء، لهذا السبب رجعت دون إخبار. أود أن أطمئنتك: نحن جمعية ثقافية معترف بها. نريد أن نستأجر لمدة طويلة. عليك أن تثق بنا. أضمن لك أننا لن نخذلك".

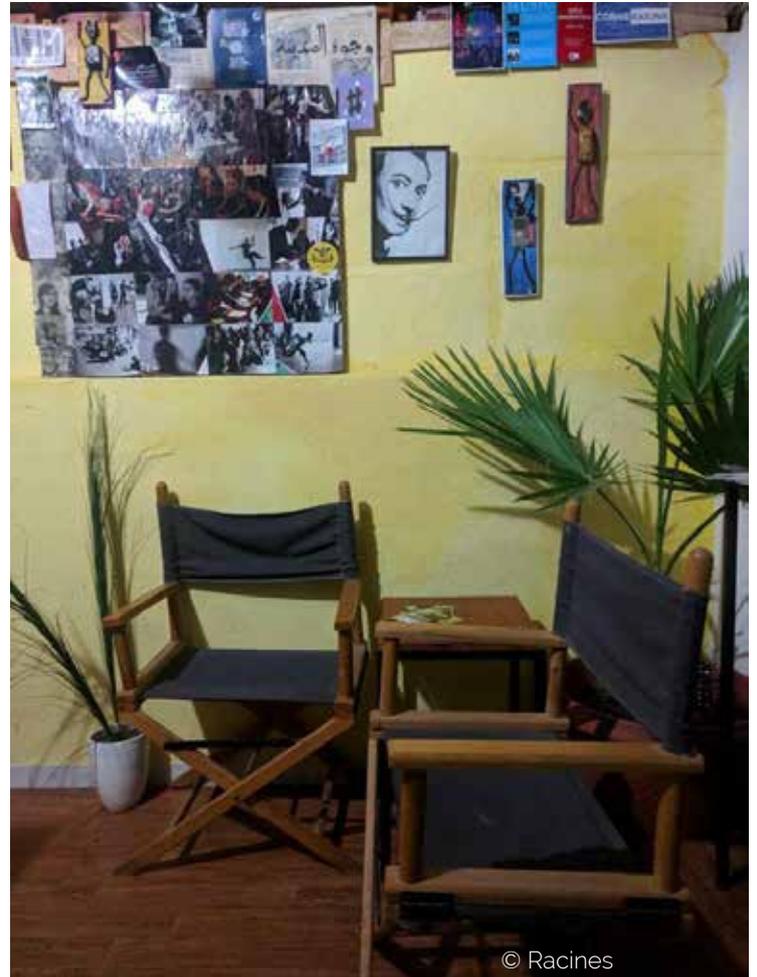
بعد أسبوع واحد، في 1 مارس - آذار 2017، وقّعت العقد مع اتفاق لتهيئة المكان. دام ورش الإستوديو شهرين من العمل الجماعي، أما تهيئة وديكور الفضاء، فاستمر شهرين إضافيين.

كان الجميع متحمّسا لفكرة استوديو تدريب للفنانين. كان الفضاء حلما بالنسبة إليهم، بدأ الجميع في تخيّل على طريقته. الأصدقاء، الفنانون من كلّ مكان، بدؤوا التدفّق لاكتشاف هذا "العمل في طور الإنجاز" للمجتمع الفنّي: "لفبريكا"، هو الاسم الذي اخترنا إعطاءه. بدأت وسائل الإعلام في دعوتنا على قنواتها للحديث عن المولود الجديد الذي كان سيعلن عن إفتتاحه الرسمي في شتنبر - أيلول 2017.

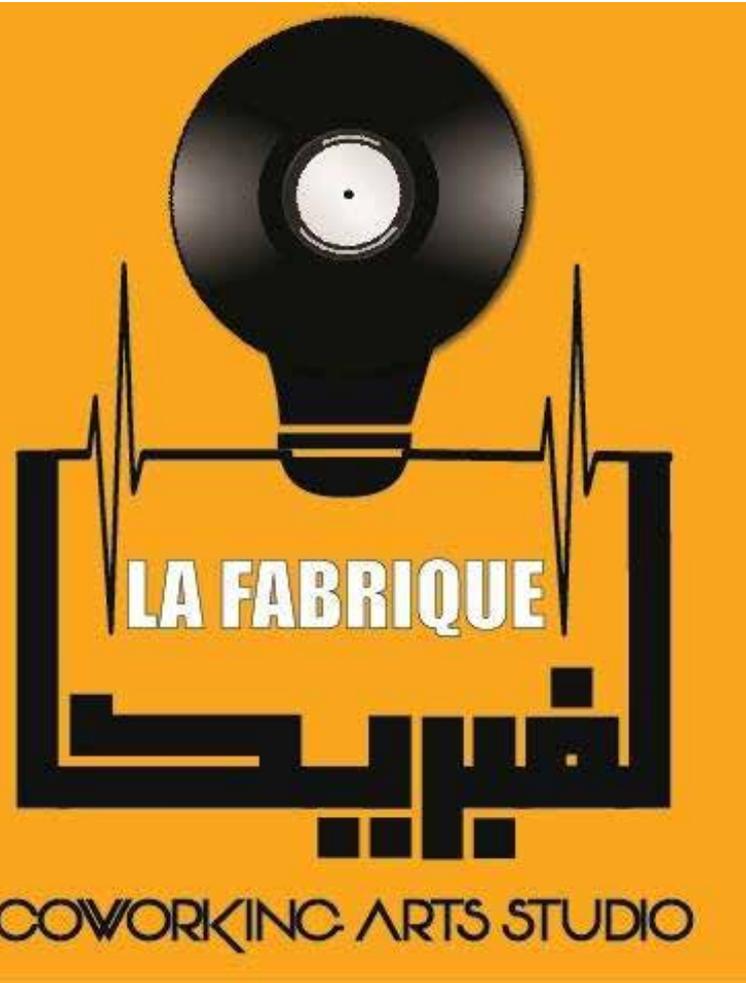
وُلد حلم "لفبريكا استوديو الفن المشترك" من جماعة صغيرة من الفنانين، يعيشون ويعملون في مدينة تونس.



© Racines



© Racines



© Racines

وبعد أسبوع، كنت أتصفح الإعلانات العقارية في جريدة "لابراس"،
فها أنا أجد إعلانا لشقة للكراء في الطابق السفلي لبناية استعمارية
قديمة في وسط مدينة تونس. أعتقد أنّ هذا ما أبحث عنه! هذا رائع!
اتصلت مرّة أولى، ثم مرّة ثانية، ولم يجيني أحدا! بعد خمسة عشر
دقيقة، تلقيت اتصالا من طرف المالك. وبعد ثلاثين دقيقة، كنت
أتواجد بشارع 18 جانفي في وسط تونس، أبحث بحماس عن البناية
36.

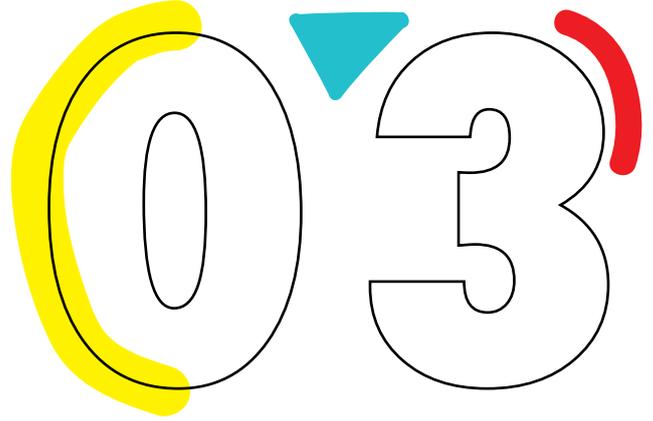
العديد من الأسئلة كانت تدور في رأسي. هل أنا بصدد القيام بغلطة
فادحة؟ أليس من المخاطرة الاندفاع في مشروع لم يكن مسطّرا في
إستراتيجية جمعيتنا؟

ها أنذا مقابل الرقم 36. البناية، التي لم تبدو لي قديمة جدا، حتى إن
كانت تعود للفترة الاستعمارية، كان تتواجد في شارع قليل الحركة
نسبيا، مقارنة مع الضجيج الدائم الذي يعرفه وسط المدينة طول
اليوم.

كان المالك شابا، منشغلا جدّا. ودعاني لاكتشاف المكان. كانت الشقة
في حالة جيّدة، باهتة قليلا برغم طلائها الجديد، الذي كانت رائحته
تنتشر في الأرجاء. لم يكن الأمر حقّا كما تخيلت فضاء للفنانين. بينما
كان يبيّن لي الغرف ومجدّد في ممتلكاته، توقّفت عن الاستماع إليه.

- سألني: ستسكن وحيدا أم مع أسرتك؟
- فأجبته: لا، ليس للسكن فيها، إنها لبرنامج جماعي!
- رد علي، قلنا: أه جمعية! هذا قد يعقد الأمر قليلا. إنّها دائما
نفس القصص مع الجمعيات، بما أنّنا لا نتعامل مع محاور
واحد. كما أنّ هناك جمعيات مشتبه فيها كما تعرف. ثم إنّني
بصدد البحث عن شيء مضمون ومستدام.
- هذا بالضبط ما نبحت عنه، سيدي. مكان مضمون ومستدام.
و بخصوص العقد مع الجمعية، يمكننا الإشارة إلى شخص
مادي كما تعرف.
- هذا جيّد إذن! أعطني مهلة إلى غاية نهاية الأسبوع حتّى
أنهي بعض الأشغال، وسأتصل بك.

الغريب في الأمر أنني تمكّنت الفضاء مسبقا، متخيلا إلى أيّ درجة،
استطيع تحريفه تحويله إلى مكان سحري.
والتقطت بعض الصور قبل أن أذهب. فيما ألقت سيناريو كاملا وتخيلت
كلّ العمل الذي كان ينتظرنا. ورش حقيقي لتنمية هذا الفضاء الصغير
و تحويله إلى مكان العمل للفنانين. استوديو فني مشترك: هذا ما كنّا
سنفعل به!



لفبريكا، فضاء فني مشترك في قلب المدينة لإسعاد الفنانين

في النهاية، ليس هناك سوى مخرج واحد، مغادرة البلد ! بهذا ينتهي مثل هذا النوع من المناقشات.

في ذلك اليوم، لم أتحدّث، كان كلّ هذا النقاش يغلي في رأسي. كيف يمكن أن ييأس هؤلاء المبدعون إلى حدّ التفكير في مغادرة البلد؟ وقررت أن لا أنطق بكلمة واحدة قصد الإجابة على بعض الأسئلة أو بالأحرى السعي لطرح الأسئلة بطريقة مختلفة: أصبح أن هؤلاء الشباب لا يستطيعون مواجهة هذه الحالة؟ هل هم عاجزون على التصرف إزاء هذه التحديات؟ هل هم حقًا غير مؤهلين لتحديد العناصر التي تمنعهم من إيجاد حل؟ لماذا هم سلبيون إلى هذه الدرجة؟ ماذا يمكنني أن أفعل بصفتي فنّانا ومقاولا ثقافيًا؟

بعد ثلاثة شهور، قررت الانتهاء من جميع المشاريع التي يجري تنفيذها والتركيز على خلق فضاء لهم.

وتماشيا مع هذا، كان من الضروري مغادرة المكتب الذي استأجرناه شهرا فيما قبل، وإيجاد المكان المثالي. كانت فترة حسّاسة حيث كان من الضروري طرح الكثير من الأسئلة حول المشاريع المقبلة لجمعيتنا. كان الأمر يتعلّق بالطبع بمغامرة جديدة تحتاج كثيرا للموارد الماليّة والبشرية أيضا.

تذكرت هذا الاجتماع الهامّ الذي انعقد قبل ثلاثة شهور، و كلّ التساؤلات من إيجاد الحلول، من أجل الإجابة بشكل فعّال وعمليّ على مشاكل الشباب رغم الموارد المحدودة. كيف يمكننا تعبئة مئات مجموعات الفنانين الشباب، كلّ هذه المجموعات التي تمثّل تعبيراً جديداً، والتي هي الثمرة الحقيقية لهذا التغيّر الاجتماعي الذي تعرفه تونس؟

بدأ كلّ شيء في تونس، في 13 دجنبر - كانون الأوّل 2016، كنّا مجتمعين من أجل مناقشة الوضع الثقافي. الثقافة للجميع هي إحدى اهتمامات الفنانين.

في هذا اليوم، بمبادرة من المرصد الثقافي التونسي، التقى تجمّع من الفنّانين من مجالات مختلفة للبحث عن حلول طارئة لمواجهة التحديات المهنية التي تتعلّق بوضعهم القانوني كفنّانين الذي لم يتم الاعتراف به إلى حد اليوم. كانت الأجواء مكهربة رغم طابعها الفنّي.

وتحدّث أحمد، وهو مغني الروك، عن عدم وجود أماكن للتدريب و لا البنيات التي تشجع وصول مختلف الإنتاجات إلى الجمهور العالمي وشبه غياب لوزارة الشؤون الثقافيّة التي لم تعترف أبدا بمجموعات الروك.

أمل، عضوة تجمّع فنّاني الصلام، ذكّرت بغياب مكان لاحتضان الاجتماعات الأسبوعيّة لتجمّعها ودورات متقدّمة للكتابة والقراءة بصوت عال.

إنما، شاتبة خريجة المدرسة العليا للفنون المسرحية، عدّدت التحديات التي تعترض جمعيتها من أجل الاجتماع. بالفعل، عندما يتعلق الأمر ببنية جمعيّة شاتبة في مدينة تونس، قليلة الموارد، الحل الوحيد هو العمل واجتماع أعضائها في مقاهي الحي.

وهكذا، تحوّل الاجتماع، ككلّ مرّة، إلى حصة جماعي لوضعية الفنّانين الشباب اليائسين في تونس ما بعد الثورة، على غرار كلّ الشباب الآخرين. كان الجميع يقوم بمقارنات انطلاقا من تجاربه في بلدان أخرى تحترم الوضع القانوني وحقوق الفنّانين.



©Pixabay



صندوق، 61 سنة، جزائر، جندوبة

الثقافة هي كل ما لدينا من نفيس، ما يميّزنا عن باقي العالم. ودونها، نغرق في النسيان. فهي إلزامية إذ من بدونها نخسر روابطنا مع أجدادنا. كنت أريد أن ألعب الزكرة (آلة نفخية تقليدية) غير أنّ ذلك لم يتم. لذلك اكتفيت بالاستماع إلى المزود وعبد الحليم حافظ. كنت أحلم أن أصبح فنانا غير أنّ هذا البلد لا يحترم فنانيه لذلك اتبعت فنّا أكثر ضمانا، هو فنّ الجزائر (ضحك).



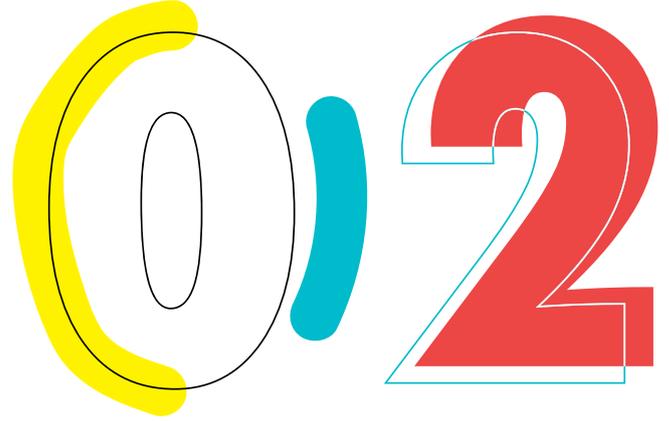
عبد الرّحمان، 65 سنة، ميكانيكي متقاعد، زغوان

الثقافة بالنسبة لي هي مثل الميكانيكا. إنها تتغيّر باستمرار وعلينا التأقلم معها. إن نحن نظرنا حولنا، هناك منازل من الستينات لا تشبه بنايات اليوم. الموسيقى أيضا: موسيقى أم كلثوم ليست موسيقى شبابنا هذه الأيام. الثقافة ضرورية لتفريغ إجهاد الحياة اليومية. وهي مهمة لأنها تمكّننا من الذهاب نحو من لا يشبهنا، حيث إن انغلقتنا على ذاتنا، فقد نموت. أنا غنّيت الصالحي فيما قبل، عندما كنت شابا، وأغنيّه لحد الآن في ورشتي الميكانيكية من أجل إراحة نفسي، هذا لا أكثر !



امباركة، 52 سنة، فلاحة، بوسالم

الثقافة (صمت) ... إنها ثقافتنا.. إنها زفافاتنا في الصيف، حفلاتنا، إنها ناس الثقافة الذين نشاهدهم على التلفزيون، إنها لباس أجدادنا. نعم، الثقافة مهمة قصد عدم الملل. هل تفهمني ! أعمل لحد الآن، ومن وقت لآخر أقوم بالتطريز و أرسّم الأشكال المحلية التقليدية للحناء للعروسات الشبابات من منطقتي في بوسالم.



شهادات

الثقافة هي مجموعة الأنشطة، والممارسات والمعارف التي تكون مبنية على مهارة خاصة نابعة من التقاليد والعادات لمختلف التجمعات البشرية. وهي تحيل كذلك إلى الفنون المختلفة والتي تظهر مع الوقت. في نفس السياق، قد تمنح الثقافة صورة جيدة لبلد ما أو لمجموعة أشخاص تمارسها وفقا لقواعد دقيقة. يمكننا القول أيضا أن الثقافة تمثل أداة تحليل تعالج انفتاح سكان معينين على العالم. بالنسبة للبعض، ممارسة ثقافة معينة قد تشكل وسيلة هروب نفسية من عالم عادي إلى تشكيلة أخرى تُعتبر على أنها كاملة. الثقافة مهمة لأنها تحيل على درجة انفتاح شعب ما وقدرته على ابتكار وإبداع أعمال خاصة به. ولا ينبغي اعتبارها كنشاط إضافي ولكن ينبغي أن تشكل تكملة أساسية للحياة اليومية. ممارسة ثقافة ما تفتح العقول وتطورها من خلال جلب بعد آخر للعيش ورؤية الأشياء. فهي تطوّر قدرتنا على تحليل، وانتقاد ورؤية الأشياء من وجهة نظر مختلفة. يرتبط سلوك كل فرد داخل المجتمع بالثقافة بالدرجة الأولى. وهي مهمة غير أنه ينبغي أن نتاح للجميع دون استثناء مع وضع أجهزة لتقدمها بغرض تحسينها بانتظام مع الوقت.



فiras، 24 سنة، طالب
صفاقس

حاليا، حتى ولو كنت أحببت ذلك، لا أمارس أي نشاط فني كهوا. كنت أود أن ألعب البيانو، لأنّ مشاهدي لشخص آخر يمارسه يأخذني بعيدا ويجعلني أعيش حالات ارتياح ماضية. من بين كلّ الأجهزة الموسيقية، يظهر لي البيانو مقدّسا خصوصا أنّ إتقانه ليس بالشيء اليسير. كنت أود أيضا أن ألعب المسرح لأنه قادر على إخراج الكائن المخفي فينا وتطوير تواصلنا وطريقة وجودنا ورؤيتنا للأشياء وخصوصا تحليل سلوك الآخرين. يمنحنا المسرح يقينا ويدفعنا إلى الأمام من أجل استكشاف إمكانياتنا، و اعتبره كنشاط فني شامل لكلّ أنشطتنا الشخصية أو المهنية. على العكس، لم أحبّ أبدا الأنشطة الأدبية لأنّي أحس أنّها تسجننا في عالم من القواعد الصارمة جدًا.



وسيلة، 37 سنة، خادمة
مساعدة، المهديّة

الثقافة تسمح بالانفتاح على العالم الخارجي، و تتضمن المسرح، الموسيقى، نشر الكتب والسينما. إنها وسيلة للتواصل مع الآخرين، بما في ذلك الذين واللواتي لا يعرفون القراءة والكتابة، حيث يمكن لأي شخص التعبير الفني والثقافي. من جهتي. لا أمارس أيّ نشاط فني، على العكس، استعمل الفايبروك للتواصل مع الأصدقاء وأشاهد التلفزيون كثيرا. وقد يحدث أحيانا أن اقرأ أشعار وروايات باللغة العربية. عندما كنت في المدرسة، كنت أحلم أن أصبح شاعرة، كنت أكتب النثر بالعامية التونسية لكنني لسوء الحظ توقفت عن الدراسة.



توصيات من أجل الثقافة كأداة للتماسك الاجتماعي: الثقافة للجميع ومن طرف الجميع!

- تحسين جاذبية المؤسسات الثقافية الميدانية، دور الثقافة، المكتبات أو المتاحف التي لا تتوفر على بنىات تحتية ولا على أدوات متلائمة مع حاجيات الشباب.
- هيكلة المعلومات المتوفرة حول الفرص والمنح التي تقدمها وزارة الثقافة وكل الهيئات الأخرى من خلال تأسيس نموذج للحصول على المعلومة، ومراجعة استراتيجية التي طورتها الوزارة.
- إعادة تصوّر استراتيجية تواصل المؤسسات الثقافية عبر إنشاء ميثاق تواصل قائم على تطلعات وحاجيات المجموعات المحلية من خلال تحقيق ميداني عن إدراك المواطنين التونسيين لوسائل تواصلها.
- وضع مؤشرات لتقييم المشاريع التي تهدف إلى إضفاء الطابع الديمقراطي وتعزيز الوصول إلى الفن والثقافة لجمهور واسع و في المناطق النائية. ومن الضروري تقييم إجراءات اللامركزية في الحكومة والمجتمع المدني والمؤسسات الثقافية القريبة من المنبع والمصب (مثلا: مدن الثقافة).
- الأخذ بعين الاعتبار انتظارات الشباب والمجتمع المدني في صياغة السياسات الثقافية ومخططات التهيئة الحضرية المحلية خلال الإنتخابات المحلية المقبلة التي تشجع بروز "مدن مبتكرة".
- تعميم الثقافة والفن لفائدة الأطفال والشباب من خلال إدخال مناهج تعليمية على المقرر المدرسي.
- تشجيع المواهب الشابة وحاملي المشاريع الثقافية والفنية من خلال برنامج إرشادي على مستوى المؤسسات الثقافية والفنية التابعة للدولة التونسية.



توصيات من أجل الثقافة بصفتها محركا للتنمية الاقتصادية

- توعية أصحاب القرار، والأطراف المعنية والمجتمع المدني بتأثير الثقافة والفن على التنمية الاقتصادية والاجتماعية.
- تحريك النشاط المقاوم الثقافي والفني وتشجيع الشراكات بين القطاعين العمومي-الخاص والرعاية الثقافية إضافة إلى تنمية كفاءات المقاومين الثقافيين في تعبئة التمويلات وأساليب التدبير.
- تدعيم قانون المالية التكميلي ل2017 المتعلق بتشجيع القطاع الخاص لتمويل المبادرات والأعمال الثقافية.
- تشجيع تنوع التعبيرات الثقافية والفنية من خلال ضمان الرقمنة والنشر في القنوات الرقمية والتكنولوجية.
- إنشاء مركز وطني لرقمنة التراث المادي واللامادي الذي يجمع بين كل التعبيرات الثقافية والفنية إلى جانب جهود المكتبة الوطنية ومركز الموسيقى العربية والمتوسطة.
- التعزيز والمحافظة على الخصوصيات الثقافية الجهوية من خلال خلق مراكز المحافظة وتصدير التراث، التي قد تضمن إشعاع « الاستثناء الثقافي» للجهات على كل التراب التونسي وعلى المستوى الدولي.
- تثمين وحفظ مهن الصناعة التقليدية المهتدة من خلال إدماجها في قنوات السياحة الثقافية الموجودة وفي البحث العلمي.
- وضع استراتيجية وطنية تشمل المؤسسات المواضيعية (الموسيقى والمسرح والتراث وما إلى ذلك) ودور الثقافة، التي لا تتوفر في الغالب على وضع قانوني معين، يمكنهم من العمل والتصرف بطريقة مستقلة ومبتكرة.
- بلورة إستراتيجية رقمية للمتاحف وللمواقع الأركيولوجية من خلال تشجيع و بروز المتاحف ذات التيمات المعنية والتبادل في ما بينها على المستوى الوطني والدولي.
- مراجعة الإطار القانوني الذي ينظم الجمعيات، التي تُعتبر كمقاولات من الجانب المحاسبي، والجباي والاجتماعي، ما يُعقّد سير وتدبير هذه البنيات.

وبرغم التحسينات الأخيرة، يبقى معدل مشاركة النساء في سوق العمل ضعيفا، تحت سقف 30%. الأعراف الاجتماعية والثقافية إضافة إلى الولوج الضعيف إلى حضانات الأطفال أو المساعدات في أشغال المنزل، يعيق قرار النساء في الالتحاق بسوق العمل³².

الثقافة هي الحل من أجل ازدهار تونس: توصيات

وقد تعززت الصلة بين الثقافة والتنمية الاقتصادية والاجتماعية منذ إعلان مكسيكو بشأن السياسات الثقافية في 1982.

ولدى تونس جهاز ثقافي هام. و تتوفر وزارة الشؤون الثقافية تقريبا على 200 «دار للثقافة» عُرفت في السابق باسم «دور الشعب». وتتدخل هذه المؤسسات في المجالات الرئيسية للقطاع: التراث، المسرح والفنون الحية، السينما، الموسيقى والرقص، الفنون التشكيلية، المهرجانات، الكتاب والأدب. كما تتوفر على شبكة من المكتبات والمتاحف، مراكز للفن المسرحي، وعدد هام من المهرجانات على مجموع التراب. ومن جهة أخرى، فإن دور الشباب ال400 تقوم بأنشطة ثقافية في إطار إتفاقية مبرمة بين الوزارتين المعنيتين³³.

من إجراءات التنمية، مما أدى إلى تفاقم حالة البطالة وانتشار شبكات التهريب. وقد أثرت البطالة أساساً على خريجي التعليم العالي الذين كانوا يتوفرون على دبلومات لا تتوافق مع متطلبات القطاع الخاص. انعدام خلق فرص الشغل وعدم التوافق بين الطلب المتزايد الموجه نحو مواصفات غير مؤهلة إضافة إلى انعدام الفرص في أنشطة ذات قيمة إضافية قوية بث اليأس والاستياء في نفوس الشباب. كانت منظومة النظام القديم مبنية على الربح ومنح الامتيازات لمختلف أعضاء عائلة بن علي، ومن ثم ممارسات الفساد والزبونية في القطاع العام والخاص. لذلك، كانت التباينات الجهوية، والبطالة، الفساد وغياب حرية التعبير وراء ثورة الكرامة والحرية في 2010 و 2011. وتعرف تونس إلى حد اليوم حركات احتجاجية امتدت إلى مختلف مناطق البلد، خاصة في الجنوب²⁶. هذا الإضراب الاجتماعي يبيّن جلياً أنّ الوضع الاقتصادي لم يتحسن برغم الجهود التي تبذلها تونس.

الانخراط الحديث لتونس في منظمة التعاون والتنمية الاقتصادية²⁷ والتوقيع على اتفاقيات حول الحكامة الجيدة والوقاية ضد الفساد والتحايل على القانون، هي إشارات قوية، تبعث برسالة إيجابية إلى المجتمع الدولي بخصوص الثقة التي يمكن منحها إلى تونس. وفي الواقع، هذه الحركة الشعبية هي نتاج أزمة اقتصادية واجتماعية يعبر عنها نمو ملحوظ لمعدّل البطالة، انخفاض مستوى العيش وتدهور الطبقة المتوسطة.

لقد تم إضعاف الوضع الاقتصادي التونسي ما بعد الثورة بسبب الإضرابات، ثلاثة سنوات من عدم الاستقرار السياسي خلال الانتقال الديمقراطي، تدفق اللاجئين الليبيين، انعدام الأمن وسلسلة الهجمات الإرهابية غير المسبوقة. كلّ المؤشرات تبيّن انهيار الاقتصاد²⁸ مع تنامي الفقر والبطالة التي بلغت نسبتها 15,6% في 2016، قُدّر النمو السنوي بـ1,0% مقابل 1,1% في 2015²⁹. كما أن ضعف النمو لا يمكنه الحدّ من البطالة، في سياق عجز في الميزانية. ونظراً للحالة الاجتماعية المستعجلة، تم تشكيل حكومة وحدة وطنية، بقيادة يوسف شهيد، في شتنبر - أيلول 2016، كانت أولوياتها تعزيز الأمن، تحسين إطار النشاط الاقتصادي وضمان الاستقرار الاقتصادي وإحياء النمو³⁰.

ولإعادة إطلاق الاستثمار، نظمت الحكومة الجديدة في نونبر - تشرين الثاني 2016، ندوة دولية للاستثمار (تونس 2020)، التي كانت مناسبة للمستثمر للتعرف على الديمقراطية التونسية الشابة والتحسينات المنجزة على المستوى الأمني.

وفيما يتعلق بمشاركة النساء في الحياة الاقتصادية والسياسية، دخلهن في سوق الشغل هو نتيجة لارتفاع معدل التحاق الفتيات بالمدارس. ومنذ الاستقلال، استطاعت المرأة التونسية التموقع في كلّ المجالات. على المستوى القانوني والتشريعي، تُعتبر تونس بلداً عربياً رائداً بخصوص القوانين و التشريعات لصالح النساء التونسيات. أما مصادر التنظيم القضائي القانوني فهي: قانون الأسرة، وعلى رأسها قانون الأحوال الشخصية، والاتفاقيات الدولية التي وقعت عليها تونس، إضافة إلى تشريعات أخرى تتعلق بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية، خاصة مدونة الشغل. في 1985، صادقت تونس على اتفاقية القضاء على كلّ أشكال التمييز ضدّ النساء، مع تحفظات ألغيت مرسوم قانون، في غشت - آب 2011. في أبريل - نيسان 2014، أعلنت تونس رسمياً الأمين العام لمنظمة الأمم المتحدة برفع التحفظات. يضمن الدستور الجديد ليناير - كانون الثاني 2014، المساواة المطلقة بين الرجال والنساء وينص بوضوح في مواد 21 و46 التي تفصل في التمييز، تكافؤ الفرص في مناصب المسؤولية والعنف على أساس النوع.

في 26 يوليوز - تموز 2017، صادق مجلس نواب الشعب على القانون الإجمالي لمناهضة كلّ أشكال العنف ضدّ النساء³¹. مساواة الرجال والنساء في العمل هي بذلك مدسرة كذلك: تؤكّد المادة 40 من الدستور الجديد (2014) أنّ « لكلّ مواطن و مواطنة الحق في العمل في ظروف لائقة وبأجور عادلة» والمادة 46 تنص أنّ «(...) الدولة تضمن تكافؤ الفرص بين المرأة والرجل لتحمل مختلف المسؤوليات وفي كلّ المجالات (...).»



التنمية البشرية

وفقا للتقرير الصادر عن «التنمية البشرية للجميع» الذي تم نشره في 2016، فإن مؤشر التنمية البشرية في تونس مرتفع¹⁵، حيث يحتل الرتبة 97 من 188 بلدا، بمؤشر 0.725. مؤشر التنمية البشرية هو مؤشر مركب يجمع ثلاثة أبعاد أساسية للتنمية البشرية. متوسط العمر المتوقع عند الولادة يعبر عن القدرة على العيش لمدة طويلة وفي صحة جيدة. متوسط طول فترة التمدرس والمدة المتوقعة للتمدرس يعبران عن القدرة على اكتساب المعارف. الدخل الوطني الخام للفرد يعبر عن القدرة على الحصول على مستوى عيش لائق. المؤشر له حد أعلى ب1,0¹⁶.

فجر الاستقلال، في 1956، بدأت تونس إصلاح النظام التربوي ووضع التعليم على رأس جدول أعمالها. التربية مجانية ومتاحة للجميع. وقد تميّز النظام التربوي بازدياد اللغة غير أنّ اللغة الرسمية تبقى هي العربية مؤكدة بذلك هوية تونس¹⁷.

يستفيد التعليم الابتدائي والأساسي والثانوي من حصة كبيرة من موارد الميزانية في البلد. في 2012، حوالي 15% من ميزانية الدولة وأكثر من 5% من الناتج الداخلي الخام¹⁸. ومع ذلك، ازدادت ظاهرة الانقطاع الجامعي والثانوي، خاصة لدى الشباب الذين تتراوح أعمارهم من 15 إلى 19 سنة، المنحدرين من وسط سوسيو اقتصادي مستضعف و الذين يغادرون المدرسة من أجل العمل. وبمجرد خروجهم من الإطار التربوي، وفي غياب بنية ثقافية، يعرض انقطاع الشباب هذا لعدّة أخطار: التجارة غير المشروعة، الهجرة السريّة أو التطرّف. وكشف هذا النظام محدوديته على المستوى البنوي وفيما يخص المحتوى.

بخصوص الحقوق والحريات، اتخذت تونس، منذ 2011، إجراءات هامة للحفاظ على إنجازاتها الديمقراطية وتوطيدها. فقد تم انتزاع حرية التعبير بفضل الثورة التونسية برغم محاولات تقليص دائرتها على مستوى وسائل الإعلام العامة والخاصة التي تبدي على حرية تحريرية كبيرة.

وقد صادرت الحكومة وسائل الإعلام والصحف التابعة للنظام السابق وتظل تحت سيطرة الإداريين القضائيين. يعيش الصحفيون ومهنيو وسائل الإعلام وضعية إشكالية¹⁹، أعلن عنها في عدّة مناسبات من طرف النقابة العامة للإعلام، التابعة للاتحاد العام التونسي للشغل ومن طرف الفدرالية التونسية لمديري الجرائد، الذين أشاروا إلى خطر المس باستقلالية الصحافة ووسائل الإعلام. في مايو 2013، أنشئت الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي البصري ويتمثل دورها في وضع قواعد ومحتويات الحملات الانتخابية، إصلاح المشهد السمعي البصري وضمان حرية واستقلال وتنوع وسائل إعلام في تطور مستمر. فيما يتعلّق بوضع « الصحافيين المهنيين » وموجب التشريع الجديد، فإن اللوج إلى مهنة الصحفي مشروط بالحصول على دبلوم جامعي، إجازة على الأقل، في تعارض مع الأحكام والمعايير الدولية²⁰.

أسهمت التعبيرات الفنيّة والثقافيّة المختلفة بقوة في الحركة الإحتجاجية خلال الثورة و في تونس ما بعد الثورة: الفنون التشكيلية، الموسيقى، فنّ التصوير الفوتوغرافي، السينما، المسرح وغيرها. كلّ هذه المبادرات والانتاجات الفنيّة عرفت بطريقة أو بأخرى شكلا من القمع، والرقابة والعنف، إمّا بدعوة «المس بالمقدسات»، «الإخلال بالآداب العامّة»، «الإخلال بالنظام العام»، أو «استهلاك المخدرات»²¹. وعلى سبيل المثال، في النسخة العاشرة ل«ربيع الفنون»، في يونيو - حزيران 2012 هاجم سلفيون الأعمال المعروضة، بقصر عبدالله، التي اعتبرت مسيئة لمبادئ الإسلام. وتلقى العديد من الفنانين تهديدات بالقتل بسبب أعمالهم وتم إدانة بعضهم بالإخلال بالنظام العام²². في 2015، قاد رئيس النقابة الوطنيّة للمغنيين المحترفين التونسيين²³ حملة ضد الموسيقيين الذين لم يكونوا يتوفرون على بطاقات مهنية، ومنع إقامة حفلاتهم بمساعدة الشرطة السياحية في 2017، تم توقيف مخرج تونسي²⁴ من طرف السلطات بجنحة «المثلية الجنسية» المعاقب عليها على أساس المادة 230 من القانون الجنائي التونسي.

التنمية الاقتصاديّة والاجتماعية

كان النموذج الماكرو-اقتصادي لتونس يتميّز بتدخل كبير للدولة و تقسيم الاقتصاد بين القطاعات الموجهة للتصدير وتلك الموجهة للسوق الوطني²⁵. وسمح هذا النموذج لتونس بتسجيل نمو ملحوظ في سنوات السبعينات وانخفاض في المعدل الإجمالي للفقر. وعلى الرغم من تحسن المؤشرات الاجتماعية، لا تزال هناك تفاوتات إقليمية فالمناطق الداخليّة والمناطق القروية لم يشملها القدر الكافي



التونسية. وفي إطار هذه السياسة، تستفيد تونس من مساعدة مالية من للاتحاد الأوروبي، أساسا من خلال اداة الجوار الأوروبية، التي تتراوح بين 725 و 886 مليون يورو¹² للفترة 2014-2020.

وتمّ تخصيص برنامج لدعم قطاع الثقافة من قبل الاتحاد الأوروبي بقيمة 6 مليون يورو يهدف إلى تحسين الولوج إلى الثقافة، تشجيع إنتاجات جديدة، تحفيز الإبداع و بروز أجيال جديدة من الفنانين بالاعتماد على اللامركزية الفعّالة¹³. ويستند هذا البرنامج إلى ثلاثة محاور رئيسية هي :

- المساعدة التقنية الموجهة إلى مختلف الهياكل التابعة لوزارة الشؤون الثقافية،

- التوأمة المؤسسية وتقاسم التجارب

- توفير الاعتمادات و المساعدة التقنية لفائدة الفاعلين الثقافيين.

تم تنفيذ هذا الأخير من طرف المركز الثقافي البريطاني ضمن شبكة الاتحاد الأوروبي للمعاهد الوطنية للثقافة EUNIC¹⁴ وفي إطار مشروع الدعم لتقوية القطاع الثقافي التونسي

وبعد ست سنوات من الثورة، تواجه تونس الكثير من التحديات على المستوى السياسي، الاقتصادي والاجتماعي Tfanen:Tunisie Créative.

و فتح نقاش عمومي ديناميكي⁷ من خلال مظاهرات وحملات توعية في جميع أنحاء تونس. وفي 2012، من أجل المطالبة بسحب « مبدأ التكامل» وإعادة تأسيس مبدأ المساواة ضمن الدستور الجديد، عرف المشهد ظهور ائتلاف جمعيات نسوية قاد حملة تعبئة مشتركة ضدّ هذه المادة. في 2013، جمع منتدى المنظمات الثقافية التونسية عدّة فاعلين ثقافيين و فاعلين من المجتمع المدني من أجل التفكير حول تحديات القطاع الثقافي واقتراح توصيات من أجل سياسة ثقافية شاملة في تونس.

خلال مرحلة الانتقال الديمقراطي هذه، طوّرت المنظمات الإقليمية والدولية - مثل اليونسكو والاتحاد الأوروبي - عدّة برامج ومبادرات قصد تقوية مساهمة القطاع الثقافي والتنمية السوسيو-الاقتصادية، خاصّة في مناطق الداخل. و تمحورت السياسات الثقافية أساسا حول اللامركزية، الثقافة المحلية، الحقوق الثقافية ووضع الفنان. في شتنبر - أيلول 2016، وفي إطار اللامركزية الثقافية وإنعاش الثقافة في المناطق، أطلق الوزير الحالي، محمّد زين العابدين، مشروع "تونس : مدن الثقافة"، لتمويل المشاريع الثقافية والمبادرات الخاصّة في المناطق. وتمّ إعلان مدينة صفاقس عاصمة الثقافة العربية في 2016 بعد المصادقة على ترشيحها من طرف المنظمة العربية للتربية، والثقافة والعلوم (الألكسو)⁸.

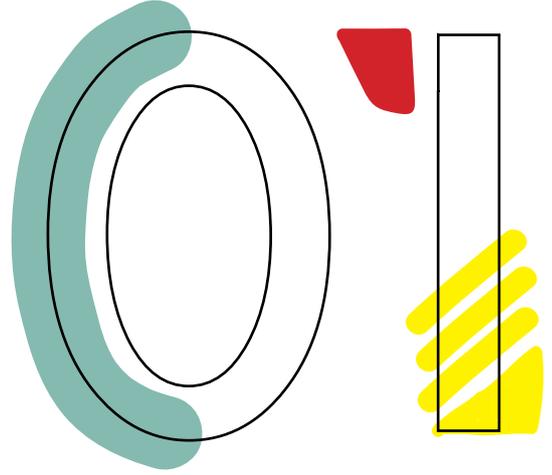
فيما رأت عدّة مبادرات خاصّة الثور في تونس منذ الثورة. فبرغم قلة التمويلات⁹، أنشئت مقاهي ثقافية و رواقات، تمّ إصلاح دور السينما القديمة (سينما فوغ في تونس، لوماجيتسيك في بنزرت)، وتضاعفت المشاريع الثقافية. وتم تفعيل شراكات جديدة بين وزارة الشؤون الثقافية ومنظمات المجتمع المدني. المعرض الفني " عهد الأمان : صحوّة أمة"، الذي يحيي تاريخ تونس العثماني، المنظم في متحف باردو هو، مثلا، ثمرة شراكة بين القطاعين العام والخاص و معهد التراث الوطني ومؤسسة رامبورغ¹⁰ تونس. فقد سمح هذا المعرض الفريد من نوعه بتجديد قصر الباي قصر السعيد.

في يوم الخميس 27 يونيو-تمّوز 2017، صادق مجلس نواب الشعب على مشروع قانون بموجب الإتفاق الموقع في شهر ماي/آيار بين الاتحاد الأوروبي وتونس لانخراطه في برنامج " أوروبا المبتكرة" لإنعاش القطاعات الثقافية. وسيكون بذلك بمقدور الفاعلين الثقافيين التونسيين الاستفادة من نفس المزايا التي يتمتع بها زملائهم الأوروبيين فيما يتعلّق بطلبات العروض.

وعلى إثر حركات « الربيع العربي»، أعاد الاتحاد الأوروبي توجيه سياسة جواره والتزم بدعم التحول الديمقراطي في المجالات السياسية والاقتصادية والعلمية والاجتماعية والثقافية والإنسانية¹¹. وقد تم تعزيز الحوار السياسي بين الاتحاد الأوروبي وتونس بشكل كبير، ولا سيما بدعم من الاتحاد الأوروبي للإصلاحات الاقتصادية والسياسية



©Our Culture First



التطورات الحديثة في تونس

محمد بن سلامة و ألفة عرفاوي

السياق

دجنبر - كانون الأول 1961. وبعد ثلاثة سنوات، أنشئت وزارة الثقافة والمحافظّة على التراث بمرسوم عدد 96-1875 بتاريخ 7 أكتوبر - تشرين الأول 1964. وعرفت عدّة تسميات و تحمل اليوم اسم وزارة الشؤون الثقافيّة. كانت الشؤون الثقافيّة ممرّكة على مستوى الحكومة التي كانت تتدخّل مباشرة على المستوى الاستراتيجي، والمالي والتشريعي. تعتبر المنح المخصّصة للمنظمات والمؤسسات الحكوميّة من أهم نتائج هذه السياسة الثقافيّة.

في عام 2017، ارتفعت الميزانية التي خصّصتها الدولة لقطاع الثقافة إلى 257 مليون دينار (حوالي 88,5 مليون يورو)، بزيادة قدرها 13%.

وتميّزت نهاية سنة 2010 ببداية انتفاضة الشعب التونسي التي وضعت حدا لنظام الدكتاتور بن علي وأدت إلى فراره في 14 يناير - كانون الثاني 2011. بدأت الإنتفاضة منذ 2008 في مناجم قفصة في الجنوب الغربي لتونس، من طرف شباب عاطل عن العمل لا ينتمي إلى أيّ حزب سياسي. هذه الانتفاضات الشعبيّة هي ثمرة ظروف سوسيو-اقتصاديّة خاصّة في مناطق تُعرف ب «الداخل». وأطلقت ثورة الكرامة⁵ هذه مرحلة من الانتقال الديمقراطي، التي لم تكتمل بعد.

بعد ثلاثة سنوات من « ثورة الياسمين»، مساء 26 يناير - كانون الثاني 2014، تمّ اعتماد الدستور الجديد لتونس بأغلبية كبيرة. و هو نتاج تمرين ديمقراطي طويل، لعب فيه المجتمع المدني دورا بارزا، خاصّة جمعية البوصلة⁶، من خلال نشر أشغال المجلس الوطني التأسيسي. حيث أسهمت العديد من منظمات المجتمع المدني بشكل كبير في تطوير الحوار بين المواطنين وأعضاء المجلس الوطني التأسيسي

تقع تونس في شمال أفريقيا، يحدها في الشمال والشرق البحر المتوسط، وفي الغرب الجزائر وفي الجنوب-الشرقي ليبيا. تقع تونس العاصمة في شمال شرق البلد¹. تواجدت تونس في مفترق طرق قديم لعدّة حضارات - الفينيقيّة، القرطاجية، الرومانيّة، القوطية، البيزنطية، العربية، الأندلسية والعثمانية² -، و هي الآن مجتمع عربي مسلم تأثر بثقافات وأديان مختلفة. 98% من التونسيين اليوم هم مسلمون سنّة واللغة الرسمية هي العربية.

يصل عدد سكان تونس إلى 11 مليون (11.007.300) وفقا للإحصاء الأخير للمعهد الوطني للإحصاء في 2014)، منهم 50,2% من النساء و49,8% من الرجال. متوسط العمر هو 32,4 سنة.

تزر تونس بالعديد من المواقع الطبيعيّة والتاريخية بما في ذلك ثمانية مواقع أدرجت في قائمة التراث العالمي لليونسكو: سبعة كمواقع ثقافيّة، وواحد كموقع طبيعي³.

بعد الاستقلال، كانت الثقافة عنصرا مركزيا للبناء الوطني. فقد اعتبرت حركة التحرير الثقافة أساسا مهمّا في خلق وتقوية التماسك الاجتماعي. فإن كانت ثقافات ولغات الأقليات (مثلا الأمازيغ واليهود) غير معترف بها لحد اليوم، فقد كان هناك رغم ذلك إطار عامّ للتعايش يضمن حقوقا متساوية لكلّ التونسيين، دون تمييز. وقد تم وضع أولى السياسات الثقافيّة التونسيّة انطلاقا من بداية سنوات 1970 من خلال «دمقرطة الثقافة»⁴ ممكّنة الولوج إلى الثقافة وانتشارها في كلّ مناطق تونس. في البداية أوكلت الشؤون الثقافيّة إلى كتابة الدولة في الشؤون الثقافيّة والإعلام بمرسوم 11





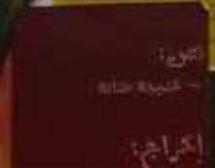
تونس

- | | |
|-----|--|
| 141 | التطورات الحديثة في تونس |
| 135 | شهادات |
| 133 | لفبريكا، فضاء فني مشترك في قلب المدينة لإسعاد الفنانين |

أسست "ثقافتنا قبل" سنة 2012 وهي جمعية تونسية مستقلة تعمل على تعزيز الثقافات المحلية و دعم ديمقراطية الولوج إلى الثقافة، المعلومة والفرص الثقافية والفنية.



التلفه TELFA





والمشروع الأخير هو مناقشة عامة وتعددية وبناءة ومتعددة التخصصات بشأن المساواة بين الرجل والمرأة في الحقوق الاقتصادية بما في ذلك الميراث (المتوقع عقده في نونبر - تشرين الثاني 2017). وقد تم بالفعل إجراء جرد خلال اجتماعات المائدة المستديرة التي نظمها الأكواريوم بالرباط، من أجل فتح النقاش الاجتماعي لتغيير قوانين الميراث. وقد أدت هذه التبادلات إلى مسرحية "طرز الحساب"، التي كتبها سعيد هموش، وأخرجتها نعيمة زيطان وكانت من أداء عبد الله ديدان، جميلة الهاوني جلييلة تلمسي، أمل بنحدو وهاشم بسطاوي.



© Racines

© Racines

يعالج النص طابوهات الجنس في المجتمع المغربي والطريقة التي ينظر بها ويتحدث عن المهبل. ثلاث ممثلات شابّات يتحدّثن بحريّة على المسرح حول المهبل (بالدارجة - اللهجة المغربية) ويحلّلن علاقة المجتمع مع هذا الموضوع الطابوه. في بناء مشهدي بسيط، مكون من حبل حيث يمكننا رؤية سراويل داخلية نسائية من كلّ نوع، وشكل ولون. تمّ العرض الأول للمسرحية في قاعة باحنيني و المعهد الفرنسي بالرباط. وقبله بأيام، كانت المسرحية موضوع صخب إعلامي كبير، بين انتقادات سلبية وإيجابية (نُشر أكثر من 150 مقال). و هكذا، لن تعرض إلا في المؤسسات الحرة أو المستقلّة في المغرب، بينما، ستمت برمجةها في الخارج في بفضاءات عمومية، مثل معهد العالم العربي في باريس. ويستمرّ نجاح المسرحية إلى الآن، حيث تمّ آخر عرض يومي 7 و 8 مارس 2017 في لبيج، بلجيكا.

وسيتّم تخصّيص عام 2013 لشكل جديد من المسرح. و يتعلق الأمر بمسرح المنتدى. اهتمت مناضلات الأكواريوم بالمواضيع الراهنة بتعاون مع أوكسفام نوفيب. بالتطرق إلى مستجدات الأخبار خلال 9 شهور: المادة 475 فيما يتعلق بقضية أمينة الفيلاي، الفنّ النظيف جوابا على حكومة بنكيران، المرأة والسياسة مع تمثيل المرأة في الحكومة الإسلامية، عمل "الخادّات الصغيرات" في إشارة إلى وضعية المهاجرات القادمات من الفلبين، و السياحة الجنسية مع فضيحة مغتصب الأطفال دانييل غالفان فينا، الفتاوى من أجل العودة إلى خطب الشيخ الزمزمي ومسألة الجزر، النساء في الفضاء العامّ من أجل مناقشة وضعية المرأة في الأماكن العمومية، وأخيرا الولادة والإجهاض فيما يتعلق بتجريم الأمهات في حالة الإجهاض. تمّ تنظيم طاولة مستديرة في كلّ أول يوم جمعة من الشهر، تجمع علماء الاجتماع، علماء الأنثروبولوجيا والمؤلّفين المسرحيين ثمّ تقديم مشاهد قصيرة أمام حوالي ستين شخصا في الجمعة الأخيرة من نفس الشهر، تليها معالجة جماعية للمواضيع المطروحة.

سيتمّ كذلك تكريم فيدوم المسرح المغربي الطيب الصديقي قبل عامين من وفاته في 2014، من خلال مسرحية "السحور" (شعوذة أو تدجيل) التي تدرس علاقة المغاربة بهذه الممارسات "السحرية" في مجتمع اليوم.

وفي 2015، ستنشئ الفرقة مشروعا طموحا جدا عنوانه "التلفة" (فقدان الاتجاه)، الذي يكشف عن الجوانب الرئيسية للدعارة في الوسط السجني وسيكون موضوع جولة في المغرب، الكويت، تونس و ألمانيا.

في نفس العام، سيستقر فنّانوا الأكواريوم بالحّي الشعبي يعقوب المنصور، بالرباط حيث سيتكلمون بإحياء مسرح المنصور، من خلال أورايش مسرحية وموسيقية موجهة لى عدد كبير من شباب هذا الحي المهمّش بالعاصمة.

وسيشهد عام 2016 إطلاق مشروع بشراكة مع برنامج "مبادرة الشراكة الأميركية الشرق الأوسطية" لسفارة الولايات المتحدة الأمريكية، لتعزيز مكانة المرأة ومشاركتها السياسية.

خُصّصت سنة 2017 لمشروع حول عاملة الاجتماع والمفكرة فاطمة المرنيسي التي توفيت في 2015. هذا المشروع سيضمّن مسرحية لنعيمة زيطان مقتبسة عن الكتاب الشهير للفقيده: "أحلام النساء".





«!!!»
 (Impressionnisme)

En chœur avec
 Ilham Loulidi
 & groupe Barzakh

Avec Elles

Avec Elux

Quartier Akhbari

INSTITUT FRANÇAIS

وانطلاقاً من 2006، سوف يركز مسرح الأكواريوم أكثر على الإبداع الفني المحض، في بعده الجمالي. ستكتب نعيمة زيطان وستخرج مسرحية "أحمر+أزرق=بنفسجي"، التي ستؤديها ممثلتان مشهورتان؛ وهما لطيفة أحرار ودنيا بوطازوت. توجهت المسرحية إلى جمهور معتاد على حضور المسارح والروايات الفنية، وكانت تتساءل عن معنى الحياة وإمكانية التواصل دون عنف جسدي ونفسي ضد المرأة. وكانت أيضاً فرصة للوقوف على واستعراض ثغرات القوانين المتعلقة بحقوق النساء.

بعد سنتين، في 2008 سنشهد عملاً جديداً لمسرح الأكواريوم. يتعلق الأمر بـ "طاطا مباركة"، التي كتبتها الفنانة التشكيلية خديجة طنانة. وانكب على سوء المعاملة، والتحرش واستغلال "الخدومات" في الأوساط المغربية. وسيسافر هذا العرض إلى فرنسا، بلجيكا وإيطاليا بفضل اتفاقية تم توقيعها مع وزارة المغاربة المقيمين بالخارج، من أجل أن تشاهدها الجالية المغربية في أوروبا.

ستستمرّ الفرقة على نفس التيمة و ستقيم شراكة مع الوكالة الألمانية للتعاون الدولي بشأن موضوع حق المرأة في العمل والتميز الذي تتعرض له هذه الأخيرة في الوسط المهني. وسيقود هذا التعاون في 2009 إلى إبداع مسرحية "شكون فيه الديفو" (من المخطئ؟).

في نفس السنة، تم إنشاء مشروع جديد في مسرح الأكواريوم المتواجد بالحي الشعبي "العكاري" بالرباط. هذه المرة، وبتعاون مع سفارة الولايات المتحدة الأمريكية بالرباط، ووزاري الثقافة والمهاجرين المغاربة المقيمين بالخارج سترى النور مسرحية "الحر بالغمزة". من خلال هذه المسرحية، ستتناول الفرقة آفة مجتمعية جديدة، وهي الرشوة. إجمالاً، ستلقى "الحر بالغمزة" نجاحاً كبيراً بفضل اللغة الفظة المستخدمة لمعالجة هذه الظاهرة. و تم عرض المسرحية أكثر من 60 مرة بالمغرب، فرنسا بلجيكا وإيطاليا.

في 2010، احتفالاً باختفاء الناشط اليساري الشهير المهدي بن بركة، ستقوم الفرقة بأداء مسرحية "من أجلهم" تحت شعار "إلهام فني" الذي يعتمد على قصائد ملتزمة ودرامية.

خلال السنة الموالية، وفي خضمّ حراك الربيع الديمقراطي، سيعود الأكواريوم إلى "سنوات الرصاص" فترة المغرب السوداء للعمل على قضية الكاتب والسجين السياسي السابق عبد القادر شاي. وقاد هذا العمل إلى إبداع "صوت خارجي" في 2011.

وكما هو الحال دائماً، كان لمسرح الأكواريوم مرة أخرى الرغبة في المساهمة في حركة الاحتجاج التي عرفها العالم العربي والمغرب، مع الإشارة إلى الوضعية الهشة للمرأة في هذه البلدان. وفي هذه الظروف تمّ إنتاج المسرحية الشهيرة "ديالي" (ملكي) في 2012، معتمدة على حصص استماع مع نساء مغربيات من مختلف الأوساط خلال 3 شهور، ثمّ مجموعات المناقشة بين أكاديميات وبائعات في السوق، قبل الوصول إلى إخراج المسرحية. ستمتد هذه العملية على مدى 9 شهور قبل تقديمها على خشبات المسارح.

LE STUDIO ARTS VIVANTS

PRÉSENTÉ AU THÉÂTRE

SAMEDI 8 FÉVRIER 20H30

DIALY

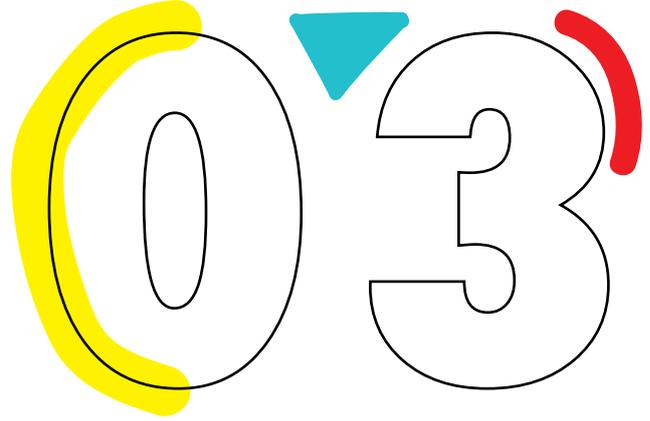
Arta Barzakh, Fatma Elouach, Nouria Belkacem

FACE EN SCÈNE (avec Akhbari en soutien)

INSTITUT FRANÇAIS

INFOLINE 05 22 97 04 00

© Racines



الأكواريوم، تفرد مسرحي نسائي خارج عن المألوف!

بعبارة "نهضة" جذبت قلب نساء الأكواريوم و تم أداءها أكثر من 100 مرة بالمغرب بين 2000 و 2006.

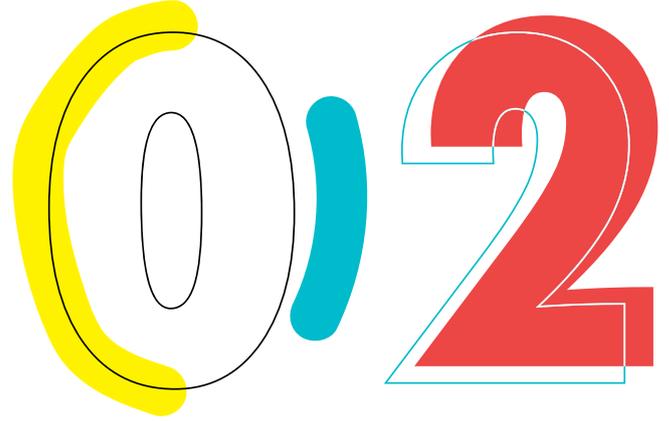
أطلقت الأكواريوم استراتيجية جديدة سنة 2001 حيث اهتمت الفرقة بتمدرس الفتيات في الوسط القروي. تم إنشاء "الليف ماي ينقط" (قافلة المعرفة)، بهدف التحسيس بطرق ترفيهية بدور التعليم، و تشجيع السكان القرويين على إرسال أبنائهم إلى مدرسة القرية، خصوصا الفتيات. كانت المسرحية تتخذ شكل مرافعة ضد الجهل و الأمية داخل المجتمع وخاصة في المناطق النائية من البلد. تم القيام بتعبئة قوية لدى الأسر القروية لحث الناس على حضور المسرحية التي كانت تؤدي في فترات استراحة المدارس. تحكي نعيمة أولمالي، المكلفة بالتواصل في هذا المشروع: "كنت أذهب لزيارة النساء في بيوتهن، أطرق كل أبواب القرية لتفسير المشروع وتشجيعهن على حضور الأداء المسرحي. بل في إحدى المرات، سألت فقيه الدوار (القرية) أن يسمح لي بإعلان مواقيت عرض المسرحية عن طريق مكبر صوت المسجد".

و قد تميزت سنوات 2000 بنقاش كبير حول وضعية المرأة ، من حيث التنمية الاجتماعية (في الوسط الأسري)، والاقتصادية (على المستوى المهني) والبشري (المتعلقة بالنوع). وفي 2004، أعلن المشرع المغربي عن المدونة الجديدة للأسرة، التي تُعتبر نجاحا كبيرا لدى العديد من الجمعيات النسوية، بما أنها كانت تجيب جزئيا على مطالبها. ومن جديد، انخرط مسرح الأكواريوم في الحركة من خلال إنتاج مسرحية بعنوان "شقائق النعمان" بشراكة مع جمعية النساء السجينات. كان الهدف من هذا الإبداع الفني تعميم وتسهيل شرح وفهم مدونة الأسرة. تم عرض المسرحية خلال جولة وطنية و دولية (اسبانيا)، ما بين 2004 و 2011 ، حوالي مئة مرة في عدة أماكن: المسارح ، المراكز الثقافية، الأسواق الأسبوعية (القروية)، دور الشباب، المدارس، الجامعات، المستشفيات والسجون للنساء والرجال. كما ستبث مسرحية "شقائق النعمان" 5 مرات على شاشة التلفزة الوطنية أمام مليون مشاهد.

إنطلقت مغامرة الأكواريوم في بداية التسعينات حيث قُزرت مجموعة من الفتيات خريجات المعهد العالي للفن المسرحي والتنشيط الثقافي تكوين جمعية للمسرح بالرباط سنة 1994، تمثل طموحها في إقتباس نصوص مسرحية دولية (مشاحنات، قبل وجبة الفطور، أسطول على طريق الموت، إلخ).

في هذه الفترة، عقدت جميع الاجتماعات واللقاءات عند نعيمة زيطان؛ أيقونة نسائية للمسرح المغربي الحديث، زعيمة الفرقة، مخرجة وإطار في مديرية الفنون بوزارة الثقافة. بفضلها، سبى هذا المشروع النورويستمر في الوجود إلى اليوم.

في بداياتها، اقتصر فرقة الأكواريوم على استغلال فضاءات التدريب بمسرح محمد الخامس ومسرح الكنفاوي وذلك حتى سنة 1998، وذلك بسبب عدم وجود مكان مناسب للمجموعة. انطلاقا من هذه السنة، سوف تجمع صداقة جميلة بين نعيمة زيطان وبين نعيمة أولمالي، وهي أيضا إطار في وزارة الثقافة، ومديرية التراث كذلك. و أبرم هذا اللقاء حول مشروع المسرح الاجتماعي، الذي سيفضي إلى مسرحية "قصص نساء". عالج هذا الإبداع الفني وضعية المرأة المغربية منذ الاستقلال من 1956 إلى 1999، مروراً بالتاريخ الأساسية لهذه الفترة : دور المرأة المقاومة في الفترة الاستعمارية وما بعد الاستعمارية ، دور المرأة المناضلة خلال سنوات الرصاص وأخيرا دور المرأة المعاصرة. كتبت هذه المسرحية حليلة زين العابدين، وأخرجتها نعيمة زيطان وكانت من تشخيص 5 ممثلات مغربيات شابات. وهي تعالج بالتالي النزاع بين ثلاثة أجيال من النساء المغربيات، بالتساؤل حول كيفية الحصول على حقوق كل منهن داخل مجتمع أبوي. تم الحديث بشكل كبير عن المسرحية التي ساهمت فنيا في النقاش حول خطة العمل لإدماج المرأة في التنمية. عرضت لأول مرة بقاعة باحيني، يوم الخميس 30 مارس - آذار 2000. ونالت نجاحا كبيرا كما دل على ذلك الطواير الطويلة أمام باب المدخل وممرات القاعة الممتلئة. بشرى إيجورك، التي أدت دور نزهة، ممثلة الجيل الثالث (المعاصر)، والتي قطعت الجبل مع ماضيها، و جعلت جزءا كبيرا من الجمهور يبكي. اعتبرت هذه المسرحية



شهادات



فاطمة الزهراء، 24 سنة، مديرة وسائل تواصل اجتماعي، الدار البيضاء

الثقافة ميراث مشترك بالمجتمعات المحلية، فملكه جميعا، غير أن إدراكه يتم بطريقة مختلفة من فرد لآخر. وهي تتجلى في كل مجالات الحياة، وترتبط بشدة ببناءنا الاجتماعي كما، هي ضرورية لحاجتنا للانتماء. أحب مقارنتها بجبل لا ينهار أبدا. في نظري، الثقافة مهمة لأنها في حد ذاتها تطلع

إلى الحرية، وهي ثروة تجعلنا نفتح على العالم، إنها الارتياح للحاجة إلى الحياة. وهي في تطور وتحوّل مستمرين، لأنها تمثل نوعا ما مساهمة كل منا في المجتمع والعكس بالعكس. وهي تربط بيننا، أحيانا تسجننا، لكننا لا نستطيع العيش من دونها. وفيما يخص ممارساتي الفنيّة، أحب كثيرا الماكياج. إنه حقًا شغف بالنسبة لي، إذ يمكنه قول كل شيء عن شخص لا تعرفه وعن المجتمع الذي ترعرع فيه. الماكياج يخضع لتوجهات عالمية واستعمالات غنية عبر التاريخ والزمن وبمختلف البلدان. أمارس أيضا "Do It Yourself" التزييني الذي يتمثل في تحويل ما لا نستعمله (أو ما نستعمله نادرا) إلى بضاعة أكثر فائدة بالنسبة إلينا والتي لا يمكن قد لا تكون متوفرة في المتاجر.

عبد العالي، 38 سنة، صافرو

بالنسبة لي، الثقافة هي كل ما يمكن نقله، وتقاسمه وتعلّمه. وهي أيضا حلقة الوصل بين أعضاء مجموعة ما وتجعلها متماسكة. الثقافة تسمح بالانفتاح على العالم وفهمه بشكل أفضل، بتنوير العقل، بتعزيز الذكاء وبتوفير الحلم.

نور الدين، 54 سنة، فلاح، واد إفران

الثقافة هي في نفس الوقت وسيلة للتعبير، للعمل، للاستراحة، للحلم وللحياة.

الثقافة هي ما نحن عليه وما نتطّلع إليه وأيضا ما نرفضه لدينا، ولدى أصدقاءنا وأعدائنا. الثقافة هي ميراثنا، تقاليدنا ومكتسباتنا بواسطة المعارف المكتسبة والمعلومات التي "يقصفنا" بها التلفزيون و الراديو. الثقافة مهمة لأنها تمس عواطفنا، و باطننا. إنها تؤثر علينا، على حاضرنا وماضينا ومستقبلنا. وهي مهمة لأنها وسيلة لتنوير الناس وتحسين قيمهم. غياب الثقافة خطير ويجعل الناس منغلقين، وغير متسامحين وضحايا الأفكار الشائعة. شخصا، ليس لدي ممارسة فنيّة. حاولت رسم اللوحات، والشعر ومؤخرا الموسيقى. أود كثيرا العزف على البيانو والرسم وخاصة فنّ الكولاج.



فاطمة الزهراء، 10 سنوات، تلميذة القسم الرابع الابتدائي، الدار البيضاء

الثقافة هي طريقة للعيش من خلال الفن، مثل الرقص، المسرح، الموسيقى، الرسم.

وهي تُمكن الأفراد من العيش بشكل جيّد في المجتمع. أنا أرسّم كثيرا. أحب الرسم وأرغب في الرقص فيما بعد.

خديجة، عاملة نظافة، الدار البيضاء

الثقافة تساعد الفرد لكي يحظى بالتربية والوعي. وهي مهمة لأنها تسمح للفرد بكيفية التعامل في المجتمع وفي كل مظاهر حياته. من جهتي، أحب الطبخ كثيرا. أنا شغوفة بفرنّ حسن الأكل.



التوصيات



بعد سبعة سنوات من الوجود، نسختين من "الملتقى العام حول الثقافة بالمغرب" (نونبر - تشرين الثاني 2014، نونبر - تشرين الثاني 2016)، بحث ميداني حول الممارسات الثقافية للمغاربة (2016)، لقاءات مع الفاعلين الثقافيين في المناطق الإثنى عشر للبلد ووضع رسم خرائطي ثقافي (www.artmap.ma) إضافة إحصائيات تتعلق ببنى الإبداع، والتكوين والنشر في 18 تخصصا في المغرب وفي بلدان الشتات، تدعو جذور إلى اعتماد التوصيات التالية:

- تنفيذ خدمة عمومية تسمح بولوج المواطنين إلى الثقافة خاصة فيما يتعلق بالتربية الفنية والشعبية (دور الدولة والجماعات المحلية)
- تعزيز الانتقال المهني للفنانين الناشئين نحو سوق العمل (دور المجتمع المدني مع دعم الدولة والجماعات)
- الاستثمار و خلق سوق للفن والثقافة، خاضع للعلاقات التنافسية بين المهنيين (دور القطاع الخاص)
- ضمان التعميم الضروري للسياسة الثقافية بشكل عرضاني وتوحيد "جهود" مختلف الأطراف المعنية (عمومية، خاصة وجمعوية) من أجل تنسيق أفضل للعمل الثقافي، المركزي وفي الجهات.

وذلك عن طريق قوانين، تشريعات وتوجيهات مناسبة ومتوافق عليها، ومن خلال بنيات موحدة للحكامة، تتضمن مراجعة دور الدولة كمسهل، منظم، منسق، ودور القطاع الخاص، كراعي وشريك، ودور الجماعات المحلية كمزود للبنيات والاعتمادات المالية، وأخيرا دور الفاعلين المهنيين، كأطراف معنية بشكل كامل.

بلغت نسبة البطالة 16,2% في 2017. ويأتي القطاع الزراعي في مقدمة سوق الشغل، حيث أن أكثر من 4 ملايين شخص في 2015 (أي 39.3% من القوى العاملة) قد اشتغلت في هذا القطاع الأولي. أما الصناعة التقليدية فتشغل 386.700 مستخدما والسياحة 500.000.

في 2013، استخدمت الصناعات الإبداعية في المغرب 38.953 موظفا دائما، من بينهم 9.658 بالطباعة والنشر، و 150 شخصا بوسائل الإعلام و 26.145 بالإبداع والتصميم. وبلغ إجمالي عدد المؤسسات المشغلة 1 280 بجميع أنحاء المغرب.

في 2012، بلغت الصادرات المغربية للبضائع الإبداعية 250 مليون دولار (الطبع/الإشهار (8%)، وسائل الإعلام الجديدة (9%)، الصناعة التقليدية (7%)، الفنون المرئية (1%)، الفنون البصرية (8%)، السمعي البصري (7%) والإبداع/التصميم (60%))، في اتجاه أوروبا (87%)، إفريقيا (6%)، أمريكا (3%) و آسيا (3%). وفي المقابل، تم احتساب 788 مليون دولار من حيث الواردات (خدمات شخصية وثقافية ومرتبطة بالترفيه (49%)، إشهار/دراسة السوق و استطلاعات الرأي (17%)، البحث/التنمية (10%) والخدمات المعمارية/الهندسة والتقنيات (24%)، ومن أوروبا (63%)، أفريقيا (1%)، أمريكا (2%) وآسيا (33%)، أي معدل تغطية ب 32% فقط مقابل 48% لكل المنتجات الوطنية.

يتضح أنه، خلال عقد من الزمن، لم يتطور عدد البنيات الإبداعية كثيرا، وهذا راجع إلى إرادة سياسية ودولية ضعيفة للاستثمار في الوسط الثقافي. فالميزانية المخصصة لوزارة الثقافة لا تتجاوز سقف 0,34% من الميزانية الإجمالية للدولة، وتبقى الجماعات المحلية و الترابية صامتة بخصوص الاستثمار في الوسط الثقافي، وحول تشجيع الإبداع الفني على مستوى ترابها. وفي الوقت الراهن يتم تعويض هذا الفراغ سواء بالإنتاج الذاتي، بالرعاية والاحتضان، أو بالتعاون الدولي.



أيضا إنتاج مهم للأفلام والأفلام التلفزيونية بالأمازيغية، حتى وإن لم تكن محدّدة كميًا، إضافة إلى بعض المهرجانات المخصصة لهذه الثقافة (المهرجان الدولي للفيلم الأمازيغي في أكادير مثلا).

ولا تزال مسألة النوع من بين الانشغالات الكبرى للدولة والمجتمع المدني المغربي، و التمثيلية السياسية المناصفة في قلب النقاشات. والواقع مزعج : توجد امرأة واحدة فقط على رأس حزب سياسي مغربي، ” الحزب الاشتراكي الموحد“ (من اليسار)، 9 نساء من 39 عضوا في الحكومة الحالية، إضافة إلى 21% من النساء الناوبات.

أما في الوسط الفني والثقافي، فالنساء أكثر حضورا في وسط التصوير الفوتوغرافي. العديد من المصورات يعرضن في الروايات الكبيرة أو في التظاهرات الدولية التي تعقد كل سنتين (البندقية، نيويورك، لندن، دبي، مونتريال... الخ). ويتوفر المغرب أيضا على العديد من النساء صاحبات الروايات والفنانات التشكيلية العصاميات غالبا. المثال الأكثر اشتهاها هو الفنانة ”الشعبية طلال“ التي كانت خلف ولادة الحركة الفطرية. فيما يتعلّق بالسينما، فإن عدد التقنيات (سكريبت، محافظة، مساعدة الإخراج الأولى أو الثاني، الخ) والمخرجات أو مديرات الإنتاج كبير، كما هو الشأن بالنسبة للممثلات المحترفات. بالنسبة للموسيقى الحالية، يوجد عدد قليل من الموسيقيات، و عدد أقلّ من المجموعات النسائية. ويتميّز قطاع فنون الشارع بغياب كبير للنساء الفنانات، ومن ثمّ ندرة ممثلات الشارع، أو السيرك أو الرقص الحضري.

الثقافة والتنمية الاقتصادية

يشكل الرفع من معدل النمو، منذ عدّة سنوات، عنصرا مهما في السياسات الاقتصادية للمغرب. عرف الاقتصاد المغربي، الذي يعتمد أساسا على الزراعة والاستثمار العمومي، توجهات جديدة منذ تربع محمد السادس على العرش في 1999. تم إطلاق عدّة مخططات استراتيجية : مخطط المغرب الأخضر المتعلق بالزراعة والصناعة الزراعية، مخطّط رواج للتجارة الداخلية، المخطّط الأزرق لتنمية السياحة و المخطط الشمسي المتعلّق بالطاقات المتجدّدة. تم أيضا إطلاق المبادرة الوطنية للتنمية البشرية في 2005 لمكافحة الفقر والإقصاء. أعلن الوزير الصحي (2012 - 2017) إطلاق مخططه ”مغرب الثقافات 2020“ من دون أن يتحقّق أي إجراء ملموس.

وبرغم الطابع الدستوري لربط المسؤولية بالمحاسبة، و التزام الدولة بالشفافية والمساءلة، لم يتم أي تقييم حقيقي لتأثير هذه المخططات على الاقتصاد الوطني.

المغربي، للسياسة، للدين... أو بتحريك حدود الإبداع، على مستوى الجمالية. إن اللجوء إلى اتهامات محوّرة (استهلاك المخدرات، الفساد...) أو إلى متابعات بتهمة المس بالخطوط الحمراء إياها، تشكّل عائقا كبيرا أمام الإبداع وحرية الفنانين.

الثقافة والتنمية الاجتماعية

يجب التذكير أولا أنّ 8,9% من المغاربة يعيشون تحت عتبة الفقر، و أنّ 91,9% يستفيدون من الولوج إلى الكهرباء، وأنّ نسبة مستخدمي الإنترنت هي 58,3% من المغاربة.

تكمّن قوة المغرب اليوم في الشباب (15-24 سنة)، الذين يمثّلون حوالي خمس السكّان. و في عام 2011، تم تقدير عددهم ب6,3مليون (من بينهم 49,4% من النساء) ما يمثل ثروة شابة غير مستغلة تعاني دائما من الإقصاء الاجتماعي، وقليل ما تلج البنات التحبّة الثقافية.

يكشف البحث الميداني حول الممارسات الثقافية للمغاربة الذي أنجزته جمعية جذور، أنّ أكثر من نصف الشباب (58,21%) و منهم 65,09% من النساء، لم يحضر عرضا موسيقيا بين 2015 و 2016 وأنّ 14,31% فقط حضر مرّة واحدة لعرض موسيقي. فيما يتعلّق بالسينما، أجاب 79,47% (من بينهم 81,96% من النساء) من نفس صنف العمر أنّهم لم يزوروا قاعة سينما في فترة 2015/2016، بينما نسبة 6,39% فقط حضرت مرّة واحدة عرضا في قاعة سينما.

المغرب بلد يشتهر بتنوعه الثقافي واللغوي، مع مكونات عربية-أندلسية، حسانية، أمازيغية، عبرية... المعترف بها في دستور 2011. العربية والأمازيغية، هما اللغتان الرسميتان للبلد. وقد تمّ عكس هذا التنوع مؤخّرا في القطاع السمعي-البصري، حيث أنّ بعض قنوات الإذاعة والتلفزيون تبث بالأمازيغية. وليس الأمر كذلك بعد بالنسبة للكتاب المدرسيّ مثلا، ولا للإدارات العمومية. يتمّ تلقين التعليم الأساسي بالعربية بينما التعليم العالي بالفرنسية خاصة للمسالك العلمية.

بخصوص الإبداع الفني المعاصر، ألهم هذا التنوع الثقافي العديد من الفنانين، خصوصا الموسيقيين مثل ناس الغيوان أو إيزنزانر في السبعينات، ومؤخّرا، مجموعات ”الفيزيون“، التي برزت في بداية سنوات 2000 مع حركة ”نايضة“ ومع مجموعات مثل هوبا هوبا سيريت، دارغا، أمارغ فيزيون، باري، أم و غيرها. جميعها استلهمت كلمات أغانيها من مؤلفات الموسيقى التقليدية ككناوة، الشعبي، الحساني، إلخ. بالدرجة، و الأمازيغية، والفرنسية والإنجليزية مع تأثيرات الروك، الريغي، السول أو البلوز. وهناك



بخصوص الديمقراطية، الحريات واحترام حقوق الإنسان، احتل المغرب في 2017، الرتبة 133 من 180 بلدا وفقا لمراسلين بلا حدود (131 في 2016) فيما يخص حرية الصحافة. وقد عانى المغرب دائما من أشكال مختلفة من الرقابة الفنية (المباشرة وغير المباشرة) بسبب الخطوط الحمراء الكثيرة، التي غالبا ما يعاقب عليها القانون الجنائي (المساس بالملكية، الوحدة الترابية، الدين، "الأخلاق" والأداب العامة). وخوفا من الردود، القانونية وأحيانا الاجتماعية، يمارس العديد من الفنانين الرقابة الذاتية خلال العملية الإبداعية.

في المغرب، ومنذ الستينات، تتم محاربة كم عمل فني يعتبر هداما، كما تشهد على ذلك العديد من الحالات: منع الفرقة المسرحية المعمورة في 1969، حظر فيلم "أطفال الحوز" لإدريس كريم في طور المونتاج في 1970 أو مسرحية نبيل لحو "السلاحف" أو أيضا سجن عبد اللطيف اللعبي؛ مدير مجلة أنفاس في 1972، واعتقال ناس الغيوان في نفس السنة. وسيتم منع فيلم سهيل بن بركة "حرب التبول لن تقع" في 1975. قد كان عموما الطابع السياسي للأعمال و/أو التزام مؤلفيها، يبرر منعها.

وتجدر الإشارة أن الرقابة لن تقتصر على عهد الحسن الثاني، ولكنها ستواصل أيضا في عهد وريثه محمد السادس. في 2003، تم توقيف 14 شابا من مغربي الروك بسبب موسيقاهم وإدانتهم بأحكام تتراوح بين شهر واحد واثنا عشر شهرا حبسا نافذا بتهمة "زعزعة عقيدة مسلم". كما تم

حبس مغني الراب معاد بلغوات (المكثي الحاقق) عدة مرات بسبب كلمات أغانيه. وسيلقى مغني الراب المراهق عثمان عتيق (المكثي مستر كريزي) نفس المصير في 2014. كما تم منع عدة أحداث ثقافية في الفضاء العام: "ساعة للقراءة"، عرض برنامج وثائقي حول الرشوة في 2013، مسرحية الشارع "بحال بحال" (جميعا متساوون) ومهرجان دروبنا في 2015، الخ. في 2014، لم يكن بالإمكان إنجاز مهرجان المقاومة و البدائل بالمصنع الثقافي للمجازر القديمة للدار البيضاء. و لم يكن بالإمكان تقديم كتاب الأطفال للمعطي منجيب "عيشة قنديشة" خلال النسخة 22 للمعرض الدولي للكتاب و النشر بالدار البيضاء، وتم سحب لوحة "إعادة النظر بالعلم" للفنانة التشكيلية اليهودية الأمازيغية شاما ميشتالي من معرض بالمركب الثقافي سيدي بليوط بالدار البيضاء في 2015.

باختصار، تواصل الدولة المغربية منع، بل حبس الفنانين الذين يقترحون، من خلال أعمالهم، قراءة "غير معتادة" ناقدة أو هامشية، للمجتمع

الذين تتراوح أعمارهم بين 7 و 13 سنة (الظهير الملكي رقم 1.63.071 الصادر في 13 نونبر 1963) و أن الحق في تربية ذات جودة مضمون للمواطنين والمواطنات في المادة 31 من دستور 2011.

ويحتل المغرب المرتبة 143 من بين 164 بلدا (وفقا للتقرير العالمي لرصد التعليم الذي أصدرته اليونسكو في أوائل عام 2014). في نفس السنة التحق 403.000 تلميذ (48% من الفتيات) بالمدارس الابتدائية في المغرب، بينما 37.000 من الأطفال، من بينهم 19.980 من الفتيات (54%) لم يتم تسجيلهم. وانتقل معدل الهدر المدرسي في الثانوي من 3,2% إلى 2,9% بين السنة الدراسية 2012/2011 و 2015/2014، غير أن المعدل يبقى مرتفعا لدى فتيات المستوى الابتدائي ب 2,2% من الهدر المدرسي لسنة 2015/2014 خاصة في الوسط القروي.

وبيئت دراسة أنجزها المرصد الوطني للتنمية البشرية في 2012، أن ترك الدراسة راجع بنسبة 31,9% من التلاميذ إلى الاستياء من المدرسة، وبعد المسافة إلى المدرسة (13,6%)، رفض أحد الوالدين السماح للأطفال بمتابعة دراساتهم (12%) والإخفاق في الامتحانات (12%).

التربية الفنيّة في المدرسة هي غير موجودة تقريبا. [...] ويبقى معدل الأمية، 32.2%، مرتفعا في البلد.

التربية الفنيّة في المدرسة هي غير موجودة تقريبا. وفقا لإحصائيات وزارة التربية الوطنية، خلال السنة الدراسية 2014-2015، من بين 2.496.728 تلميذا مسجلا في التعليم الثانوي، استفاد من الدورة التدريبية 557.288 تلميذا فقط من حصة ساعة واحدة في الأسبوع من مادة الرسم أو الموسيقى، أي 22% من التلاميذ.

كما يبقى معدل الأمية، 32.2%، مرتفعا في البلد.

كشف البحث الميداني حول الممارسات الثقافية للمغاربة الذي أجرته جمعية جذور في 2016، أن نسبة تلاميذ الثانوي المغاربة المسجلين في مكتبة أو مكتبة وسائطية هو فقط 15.76%. وهكذا، وحتى إن تجاوزت شبكة نقاط القراءة العمومية في المغرب 600 مؤسسة، فإنه لا يزال من الصعب الولوج إليها.

فهذه الاختلالات الكبيرة على مستوى أداء المنظومة التربوية تحرم التلاميذ من التعليم العمومي الجيد وتحول دون، أو على الأقل تبطئ، الإرتقاء الاجتماعي الذي تؤهل إليه المدرسة عادة.

منسجم ويستجيب لتوصيات المجتمع المدني. ممّا سيسمح للوزارة بتدبير شؤونها المعتادة، إضافة إلى السينما، و القطاع السمعي-البصري، وحقوق المؤلف والحقوق المجاورة.

توجد العديد من المؤسسات الثقافية الوطنية تحت اشراف الوزارة: مسرح محمد الخامس، المكتبة الوطنية للمملكة المغربية، وأرشيف المغرب بالرباط؛ إضافة إلى معاهد التكوين: المعهد الوطني لعلوم الآثار والتراث، المعهد العالي للفن المسرحي والتنشيط الثقافي والمعهد الوطني للفنون الجميلة بتطوان، مع ذكر المدريريات الجهوية للثقافة الـ 12 على مجموع التراب الوطني. وسينضاف إليها الآن: "المركز السينمائي المغربي"، "المكتب المغربي لحقوق المؤلف"، "الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة"، "Soread 2M"، "المعهد العالي للإعلام والاتصال"، إضافة إلى الصحافة المكتوبة والإلكترونية التي كانت تابعة لوزارة الاتصال للحكومة السابقة لعبد الإله بنكيران (حزب العدالة والتنمية).

لماذا الثقافة هي الحل ؟

الثقافة والتنمية البشرية

كما تم تعريفها من طرف برنامج الأمم المتحدة للتنمية: "التنمية البشرية هي توفير الحريات للجميع، بحيث يستطيع كل انسان اختيار الحياة التي يتمنى عيشها. وتتميز هذه الحريات بمظهرين اثنين أساسيين: حرية الرفاه، الممثلة في التسيير وتنمية القدرات، وحرية العملاء، الممثلة في التعبير والاستقلالية".

سنقوم إذن فيما يلي بتفصيل للمظاهر المرتبطة بالترية، والديمقراطية والحريات والحقوق. والأرقام مثيرة !

يحتل المغرب المرتبة 123 من بين 188 دولة (130 في 2013) فيما يتعلق بالتنمية البشرية (IDH=0,647)، ويرجع ذلك أساسا إلى انخفاض معدل التمدرس، في حين أصبح التعليم العام إلزاميًا في المغرب في 1963 للأطفال

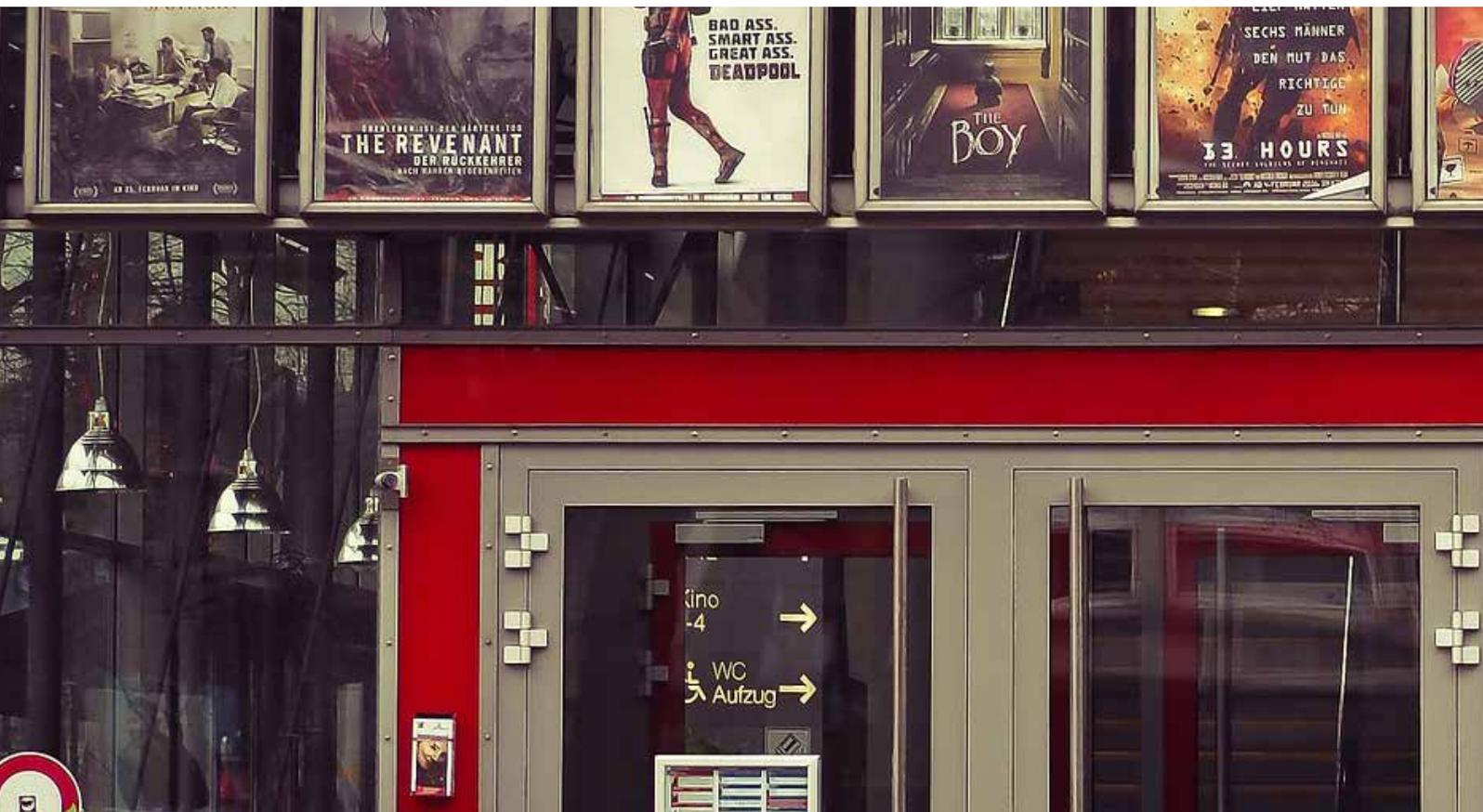
في أكتوبر - تشرين الأول 2007، ستتولى الحقيبة الممثلة الشهيرة ثريا جبران بعد مسيرة امتدت لأكثر من 40 عاما في المسرح والسينما والتلفزيون، ستوجه استراتيجيتها لفائدة الفنانين، والفرق المسرحية والجمعيات الثقافية حيث وفرت منحا من خلال اعتمادات دعم عمومية.

في يوليو-تموز 2009، يخلف الكاتب وأستاذ الفلسفة بنسام حميش (2009 - 2012) ثريا جبران. وقد ركز على الإصلاح الثقافي القائم على مفهوم الثقافة كأداة للسياسة العمومية. في 2011، سينشر وثيقة "والإصلاح الثقافي أيضا" (من نشر وزارة الثقافة) يلخص مقارنته حول مسألة الثقافة والتنمية.

في يوليو-تموز 2011، إصلاح دستوري جديد يرى النور، على إثر المطالب الشعبية لحركة 20 فبراير. ولأول مرة، تذكر ستة مواد (المواد 19، 25، 26، 28، 31 و 33) الحقوق الثقافية، حرية الإبداع، والنشر والعرض في المجال الأدبي والفني، تنمية الإبداع الثقافي والفني، التعددية الثقافية، ولوج التربية الفنية، مشاركة الشباب في التنمية الثقافية، ولوج الشباب إلى الثقافة، وإلى الفن والترفيه. وبرغم ذكرها وتفصيلها في دستور 2011، تبقى كل هذه المفاهيم شبه متجاهلة على المستوى العملي والتنفيذي.

يُعين حينها محمد أمين الصبيحي وزيرا للثقافة (2012-2017)، في الحكومة الإسلامية لعبد الإله بنكيران. ستنمحو إستراتيجيته "المغرب الثقافي 2020"، حول خمس محاور رئيسية: القرب، دعم الفنانين والإبداع، تعزيز التراث الثقافي، التعاون الدبلوماسي، التدبير والحكمة. سيركز اهتمامه على مفهوم الصناعات الإبداعية، من خلال برامج دعم الإبداع الفني ومساهمة قطاعه في إحداث سوق ومكتب تصدير للموسيقى.

ستمكن مرة أخرى الانتخابات التشريعية الأخيرة في 2016 حزب العدالة والتنمية من تصدر النتائج وتشكيل حكومة ائتلاف بصعوبة، سيتم فيها تعيين محمد الأعرج، الأستاذ الجامعي في القانون العام، على رأس الوزارة الجديدة "وزارة الثقافة والاتصال". ويبدو أن توحيد هذين القطاعين



“الشركي أو الصمت العنيف” (1973) لمومن السميحي. في تلك الفترة كان عدد كبير من عشاق السينما يتابعون هؤلاء المخرجين بفضل نوادي السينما في الثانويات، والجامعات والفضاءات الثقافية والتي كانت تُمكن الشباب من الولوج إلى العروض السينمائية في هذه الأماكن أو في قاعات السينما بمختلف الأحياء.

وزارة الثقافة

في 1968، تم تعيين محمّد الفاسي رئيساً لوزارة الشؤون الثقافية والتعليم الأصلي (1968 - 1971)، بهدف إنعاش العمل الثقافي والتعبير الفنية المعاصرة مثل المسرح، والموسيقى، والفنون التشكيلية والإنتاج الأدبي. وذلك على إثر خطاب العرش للملك الحسن الثاني في مارس - آذار 1968، حيث كان يدعو إلى تعزيز الثقافة، “والروح المعاصرة وإبداعاتها”. بشكل متناقض، اقتصرت مجهودات السلطات العمومية على التراث وحفظ ميراث الماضي، بينما كان الفنانون والجمعيات الثقافية قد إستهلوا دينامية ثقافية أخرى أكثر معاصرة.

حينذاك، سري دستور ثاني النور في 8 يونيو-حزيران 1970. مرة أخرى، لم تتم الإشارة في مواده للمجال الثقافي والفني. وكان هذا هو الحال أيضاً بالنسبة للدستور الذي سيلي في 1972.

في غشت - آب 1971، ستسمى الوزارة “وزارة الثقافة والتعليم العالي، والثانوي والأصيل وتكوين الأطر” بقيادة أحمد لاسكي ثم الحبيب الفهري، بالحكومة الثانية عشر والثالثة عشر بقيادة محمد كريم العمراني. في نونبر - تشرين الثاني 1972، ستنتقل الثقافة إلى وزارة الأحياس، والشؤون الإسلامية التي سيشرف عليها محمد المكي الناصري عند تشكيل الحكومة الرابعة عشر.

ولن يتوفر البلد على وزارة مكلفة حصرياً بالشؤون الثقافية إلا سنة 1974

على رأسها أحمد باحيني (1974-1981) بحكومة أحمد عصمان. وعلى غرار سابقه المكلفين جزئياً بالشؤون الثقافية، أوكل إلى باحيني مهمة المحافظة وحماية التراث.

غير أن جزءاً كبيراً من الوزراء اللاحقين سيوجهون سياستهم إلى جماليات فنية أخرى أو إلى الهيكلية الاستراتيجية. كان هذا هو الحال بالنسبة للكتاب والنشر والقراءة العمومية بمبادرة “كتاب لكل مواطن” أطلقها الأكاديمي بلباشير (1981-1985)، وللنون التشكيلية مع إحداث موسم أصيلا في 1978 من طرف محمد بنعيسى (1985-1992)، أو مشاريع جهوية ولامركزية العمل الثقافي من طرف المؤلف والباحث علال سيناصر (1992-1995) الذي أطلق المديرية الجهوية للفعل الثقافي. يعود الفضل إليه في هيكلية الوزارة وإنشاء مديريات وأقسام متخصصة، موزعة بين الكتاب، التراث، الفنون، الموارد البشرية، التعاون، الكتابة العامة والمفتشية العامة.

بعد ذلك، تولى عبد الله أزماي (1995-1997)، ذو التكوين في مجال التسيير، قيادة الوزارة. وستركز ولايته على المحافظة على التراث، تشجيع القطاع الخاص على الاستثمار في الثقافة من خلال الشراكات والرعاية والاحتضان.

عزيزة بناني (1997-1998) جامعية وأستاذة الأدب، ستمكث لمدة قصيرة (7 شهور) في منصب كاتبة الدولة لدى وزارة التعليم العالي والبحث العلمي المكلفة بالثقافة. تمثلت مهمتها في جرد وضع القطاع الثقافي وهيكلية تسييره.

ومع تعيين حكومة التناوب، جاء دور الشاعر والمؤلف محمد الأشعري (1998 - 2007) للإشراف على الحقيبة الوزارية المكلفة بالثقافة. ركز هذا الوزير، المنتمي للحزب اليساري، الإتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية، على دعم الإبداع والنشر المسرحي، على دعم الكتاب (النشر والطباعة) وعلى تشجيع المهرجانات.



20 حقيبة وزارية، تم تعيينها من خلال ظهر 7 دجنبر - كانون الأول 1955. لم تكن الشؤون الثقافية من اختصاص أي من القطاعات الوزارية. وبعد ثماني سنوات، مع تعيين الحكومة المغربية التاسعة في 1963 برئاسة أحمد باحيني، تم إلحاق مديرية الفنون الجميلة بوزارة الإعلام والسياحة، ووزارة الفنون الجميلة والصناعة التقليدية، بقيادة أحمد العلوي.

تم إنشاء الدستور الأول في تاريخ البلاد بعد الاستفتاء الذي أجري في 7 دجنبر - كانون الأول 1962. و لم تتم الإشارة في مقالاته الـ 110 إلى الفنون ولا إلى الثقافة. وشهدت هذه الفترة بداية مرحلة طويلة من القمع والاحتجاجات السياسية والاجتماعية، التي عُرفت بـ "سنوات الرصاص"، التي استمرت جزءا كبيرا من عهد الحسن الثاني (1961 - 1999). وقد مكن هذا السياق السياسي القومي من ظهور عمل ثقافي وفني "هدام"، و إحتجاجي ومتعدد الإختصاصات :

الأدب

أسس الكاتب والفيلسوف المغربي، محمد عزيز لحبابي، مع مجموعة من المهنيين الشغوفين، أول جمعية أدبية بالمغرب سنة 1961، والمسماة "اتحاد كتاب المغرب"، والتي كان هدفها الدفاع عن حقوق الكتاب وهيكله قطاع الأدب المغربي.

تم إنشاء مجلة "أنفاس" في 1966 من طرف مؤلفين مغاربة بارزين، من بينهم عبد اللطيف العبي، محمد خير الدين، مصطفى النيسابوري وغيرهم، الذين عملوا، من خلال فكر ليبرالي وحدائي، من أجل تجديد ثقافي للأدب المغربي.

الفنون التشكيلية

أعطى فنانون تشكيليون شباب، مثل محمد المليحي، فريد بلكاوية، محمد شبعة، أحمد الشراوي والجيلالي الغرابوي، دفعة جديدة للفن التشكيلي المغربي. بعد عدة فترات في الخارج وإقامات إبداعية في باريس، إشبيلية، مدريد، براغ، روما أو نيويورك، أغنتهم بتجارب حديثة ومعاصرة، رجع هؤلاء الفنانون إلى المغرب، واشتهروا خلال الخمسينات والستينات. ساهم بعضهم أيضا برسومات الأعداد الأولى لمجلة أنفاس.

المسرح

على مستوى الفن الدرامي، تم إنشاء فرقة المسرح العربي للإذاعة المغربية في 1949 من طرف عبد الله شقرون بالرباط. وسيكون أول كاتب مسرحي يوظف امرأتين ضمن تشكيلته، هما أمينة رشيد و حبيبة المدكور، من اسميهما الحقيقيين جميلة بنعمر و حليلة الهاشمي. وبعد الاستقلال، رأت النور العديد من الفرق على المشهد المسرحي المغربي. ويمكننا ذكر فرق المسرح المغربي للبشير لعلي، العروبة المسرحية، المسرح الأدبي، العمل المسرحي، هواة المسرح الوطني، الضمير الوطني، النادي الفني كوميديا و اللواء المسرحي في 1956، الكائنة أساسا بالرباط، الدار البيضاء، تطوان، مكناس، فاس، طنجة ومراكش.

في 1957، سرى مسرح الناس النور في الدار البيضاء بفضل الطيب الصديقي، ستليه العديد من التشكيلات المسرحية الأخرى في السنوات اللاحقة، مثل المسرح العمالي (1957) في وجدة، المسرح البدوي (1958) في الدار البيضاء، المسرح الشعبي (1958) في فاس، شباب المدينة الحمراء (1961) في مراكش، مسرح الأعمال (1962) في مكناس، المسرح الطليعي (1963) في فاس، الشعلة (1963) في الدار البيضاء ومسرح نبيل لحلو (1965) في الرباط. وسيلعب عدد الفرق المسرحية، على شكل جمعيات، أكثر من 140 في 1969. و عرف المسرح، خلال هذه الفترة مرحلة نهضة بعد أن كان يقتصر على فن "الحلقة".

الموسيقى

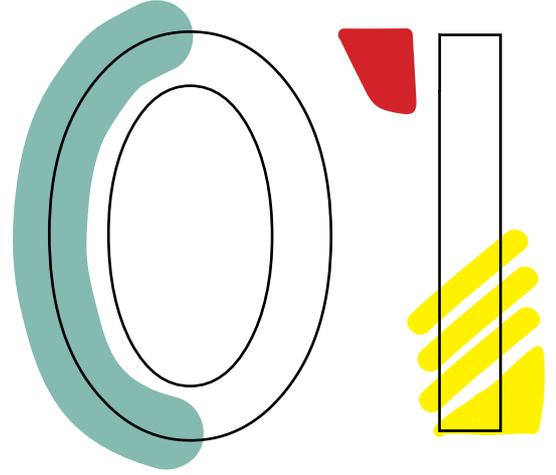
تميز المشهد الموسيقي بظهور جيل جديد من المجموعات الموسيقية بالدار البيضاء وفي مقدمتهم ناس الغيوان (1970)، جيل جيلالة (1972)، لمشاهب (1974)، وكذلك في مناطق أخرى من المغرب، إزنزارن (1970)، تاكادا (1972)، أوسمان (1974) أو أودادن (1980). كانت هذه المجموعات تغني وتؤدي إبداعاتها الموسيقية بمختلف اللغات واللهجات (الدارجة، الأمازيغية)، مستلهمة من الألحان المحلية والتقليدية، مع لمسة حديثة ومعاصرة، وإدخال آلات موسيقية جديدة. كما أن العديد من هذه المجموعات الموسيقية جاء من الفرق المسرحية المذكورة أعلاه.

السينما

للمغرب تاريخ قديم مع السينما. في 1897، سافر لويس لومير إلى المغرب من أجل تصوير فيلم "الفارس المغربي". كما تأسست أول هيئة إشراف على القطاع، وهي المركز السينمائي المغربي، سنة 1944. وبدأ بروز بعض المخرجين في المشهد السينمائي في 1958، وقع محمد عصفور إخراج أول فيلم مغربي "الابن العاق". سنذكر أيضا "الخادما" (1967) و "وشمة" (1970) لحميد بناني، "ألف يد ويد" للمخرج الشاب سهيل بن بركة و



<< 79.4% من المغاربة ما بين 26 و 35 سنة لم يذهبوا إلى السينما، حسب البحث الميداني حول الممارسات الثقافية للمغاربة (جذور 2016).



لماذا الثقافة هي الحل ؟

المهدي أزدام

تقديم

يقع المغرب في شمال غرب إفريقيا، يحده البحر المتوسط في الشمال، والمحيط الأطلنطي في الغرب، والجزائر في الشرق وموريتانيا في الجنوب. وصل تعداد سكان البلد 33.971.015 نسمة بمساحة قدرها 710.850 كم². المغرب ملكية دستورية، تعد العربية والأمازيغية لغتان رسميتان منذ 2011، طبقا للمادة 5 من دستور المغرب.

الفترة تمّ إحداث مصلحة الموروثات المادية القديمة والفنون الجميلة والآثار التاريخية. وقد تم تقسيمها إلى أربعة أجزاء: الآثار القديمة قبل الإسلام، النقوش التاريخية، التحف الفنية والصنائع القديمة و الحفريات الأركيولوجية. بعد ثماني سنوات، و في 1920، تمت إعادة تنظيم هذه المصلحة وصارت تحت إشراف مديريةية التعليم العمومي، حيث تم تقسيمها إلى ثلاثة أجزاء: الآثار التاريخية، القصور الإمبراطورية، صيانة المساكن و بناء وتطوير المتاحف.

شهدت فترة الحماية الفرنسية (1912-1956) إنشاء أول البنى التحتية الثقافية في المغرب. ويمكن ذكر بعض فضاءات النشر: مسرح سيرفانتيس بطنجة (1913)، متحف البطحاء بفاس (1915)، المسرح البلدي بالدار البيضاء (1920)، متحف دار الجامع مكناس (1920)، متحف دار سي سعيد بمراكش (1932)، إضافة إلى مؤسسات التكوين كمدسة الفنون الجميلة بالدار البيضاء (1950)، معهد الموسيقى بدار مولاي رشيد المشيد في 1927 بالرباط، معاهد الدار البيضاء، تطوان ومراكش التي فتحت أبوابها على التوالي في 1940، 1945 و 1948.

يمكننا أيضا ذكر فرقة قدماء تلاميذ معهد مولاي إدريس بفاس (1923) من بين الفرق الأولى للمسرح، ومن بين الهيئات العمومية المركز السينمائي المغربي المحدث في 1944. فيما أنشئت دار النشر «دار الكتاب»، وهي شركة رائدة في هذا المجال في المغرب، و ذلك في 1948.

بعد استقلال المغرب في 1956، أطلقت عدّة أورش من أجل تنمية البلد. و كانت الحكومة الأولى التي رأسها مبارك البكاي مشكّلة من

وقد شهد المغرب منذ استقلاله في عام 1956 العديد من الإنجازات في التقدم الاقتصادي، والتكنولوجي والبيئي، ولكن أيضا بعض الإخفاقات، على مستوى خدماته العمومية خاصة التعليم والصحة. وقد تم إطلاق العديد من المشاريع والإصلاحات من أجل التنمية المستدامة، لكنها تبقى غير كافية بالنسبة لبلد يكافح من أجل تصدّر الرتب العليا لمختلف التصنيفات والمؤشرات، خاصة من بين البلدان الأفريقية والعربية.

وتظهر تقارير المنظمات الدولية (منظمة الأمم المتحدة، اليونسكو، صندوق النقد الدولي... الخ) اختلافاته بوضوح، وتوصي بالاستثمار البشري- الأطفال، الشباب والنساء -، في العالم القروي وفي الثقافة كأداة للتنمية. خاصة وأن هذه الأخيرة كانت دائما الحلقة الأضعف في الإستثمار الذي صار ضروريا لترسيخ العيش المشترك.

عرض تاريخي للسياسات الثقافية في المغرب

بدأ تاريخ السياسات الثقافية في المغرب مع ظهور 26 نونبر - تشرين الثاني 1912، حول المحافظة على الفنون والآثار التاريخية. وفي تلك

المغرب

- | | |
|-----|--|
| 157 | لماذا الثقافة هي الحل؟ |
| 149 | شهادات |
| 148 | الأكواريوم، تفرد مسرحي نسائي خارج عن المألوف |

جذور منظمة مغربية غير هادفة للربح تدعو إلى دمج الثقافة في السياسات العمومية للتنمية البشرية، الاجتماعية والاقتصادية، تعمل بالمغرب، بإفريقيا و بالمنطقة العربية.





الفهرس

I58

المغرب

لماذا الثقافة هي الحل؟
شهادات
الأكواريوم، تفرد مسرحي نسائي خارج
عن المؤلف

I43

تونس

التطورات الحديثة في تونس
شهادات
لفبريكا، فضاء فني مشترك في قلب المدينة
لإسعاد الفنانين

I28

مصر

وضع السياسات الثقافية في مصر
شهادات
ستوديو المدينة

II4

لبنان

السياسات الثقافية بلبنان
شهادات
إنقاد السينما...

(هذا المنشور هو نتيجة سنة من العمل في إطار مشروع مرصد (الحركة المتوسطية للبحث حول التنمية المستدامة «مشروع مرصد هو مبادرة من جذور (المغرب)، بشراكة مع مؤسسات «ثقافتنا قبل» - تونس «المدنية للفنون الأدائية والرقمية - مصر و«معزف» - لبنان.

مبادرة من :



بشراكة مع :



بتمويل من :



شركاء الثقافة للجميع :



يستفيد هذا المشروع من تمويل مشترك من الإتحاد الأوروبي في إطار البرنامج الجهوي "ثقافة ميد"



إن محتوى هذا المنشور تحت المسؤولية الكاملة لجذور، ولا يعكس بأي شكل من الأشكال وجهة نظر الإتحاد الأوروبي.





لماذا
التقافة؟
هل هي الحل؟

وضع الثقافة في المغرب، تونس، مصر و لبنان

